



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural



B É N I N

Série des Évaluations Genre des Pays



© FAO / T. Fenyes

Amélioration des techniques dans les coopératives de transformation du poisson. Le poisson a toujours été un élément important du régime alimentaire béninois.

Série des Évaluations Genre des Pays
Profil national genre des secteurs de l'agriculture
et du développement rural

B É N I N

Publié par
l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
et
la Commission de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
Cotonou, 2018

Citation requise:

FAO et Commission de la CEDEAO. 2018. Profil National Genre des Secteurs de l'Agriculture et du Développement Rural – Bénin. Serie des Évaluations Genre des Pays. Cotonou. 148 pp.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ou de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, ou de la CEDEAO aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO, ou de la CEDEAO.

ISBN 978-92-5-130604-8

© FAO et CEDEAO, 2018

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Photo de couverture

©FAO/T. Fenyés

Design: BluePencil Infodesign, Hyderabad, India

Table des matières

Avant-propos	vii
Préface	ix
Remerciements	x
Abréviations et acronymes	xi
Résumé exécutif	xvii
1. Contexte de l'étude	1
1.1. Les objectifs	1
1.2. Résultats attendus	1
1.3. Méthodologie	2
1.3.1. Phase préparatoire de l'évaluation	2
1.3.2. Production et validation du rapport	3
1.3.3. Difficultés rencontrées	3
1.3.4. Supervision de l'évaluation	3
2. Analyse du contexte politique du pays	5
2.1. Cadre de planification du développement du pays, orientation de l'agriculture, sécurité alimentaire et pauvreté	5
2.2. Cohérence des cadres régionaux , sous-régionaux et nationaux de l'agriculture	7
2.3. Stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural	10
2.4. Engagement politique et principales politiques sur l'agriculture et l'égalité des sexes	14
2.4.1. Cadre juridique	14
2.4.2. Cadre politique et stratégie	14
3. Analyse de genre du processus de politique agricole	21
3.1. Politique nationale de promotion du genre (PNPG): la cohérence avec la stratégie du secteur de l'agriculture	21
3.2. Intégration du genre dans le processus d'élaboration de la politique	25
3.2.1. Conception et formulation de la politique agricole	25
3.2.2. Buts, objectifs et cibles de la politique agricole	27
3.2.3. Disponibilité et utilisation des indicateurs du genre	30
3.3. Capacité institutionnelle pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes	32
3.3.1. Capacité institutionnelle du Ministère du genre à soutenir le Ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche pour l'intégration du genre dans le secteur	33
3.3.2. Intégration du genre au Ministère de l'agriculture	34
3.3.3. Intégration du genre dans les secteurs liés à l'agriculture	40
3.3.4. Budgétisation pour l'égalité des sexes dans le secteur de l'agriculture	41

4. Analyse de la situation	45
4.1. Genre et sécurité alimentaire et nutritionnelle	45
4.2. Genre et travail agricole rural	48
4.3. Genre et production végétale, élevage et pêche	51
4.4. Genre et chaînes de valeur agricoles	56
4.5. Genre et gestion post-récolte	62
4.6. Genre et vulgarisation agricole	63
4.7. Genre et finance rurale	66
4.8. Genre et changement climatique	69
4.9. Genre et organisations professionnelles	71
4.10. Genre et planification du développement	73
5. Evaluation genre de la mise en œuvre et des impacts des PNIA	77
5.1. Impact	77
5.2. Bonnes pratiques de prise en compte du genre en matière de programmation et mise en œuvre	81
6. Conclusions et recommandations	85
Bibliographie	89
Annexes	96

Liste des tableaux

Tableau 1: Filières agricoles et sous-secteur avec les objectifs quantitatifs à atteindre en 5 ans	13
Tableau 2: Degré de sensibilité genre du secteur agricole	31
Tableau 3: Degré de sensibilité genre du secteur agricole (paramètres pris en compte)	31
Tableau 4: Point des femmes aux postes de responsabilité	35
Tableau 5: Point de l'effectif du personnel du MAEP par genre en 2015	37
Tableau 6: Les prévisions budgétaires	41
Tableau 7: Dépenses publiques d'agriculture	42
Tableau 8: Dépenses totales de l'Etat	42
Tableau 9: Evolution des investissements privés dans le secteur agricole	42
Tableau 10: Répartition des actifs occupés selon les branches d'activité et le sexe en 2010	48
Tableau 11: Tranche d'âge 15-34 ans dont l'agriculture est la principale occupation	49
Tableau 12: Importance des femmes dans l'agriculture	53
Tableau 13: Cibles formées entre 2013 et 2015 par le Programme d'appui à la filière lait et viande	60
Tableau 14: Statistique INSAE sur l'adaptation des TIC	65
Tableau 15: Point des mises en place du CSAC/GS dans les communes	67
Tableau 16: Accès des femmes et des hommes aux IF et au crédit auprès d'un IF	68
Tableau 17: Calendrier climatique et agricole	70
Tableau 18: Pourcentage de ménages ayant subi des chocs sociaux, économiques et biophysiques en 2011	70
Tableau 19: Proportion des femmes dans les organes de gestion du FUPRO	72

Tableau 20: Représentativité des femmes dans les conseils d'administration des unités de producteurs au niveau départemental	72
Tableau 21: Représentativité des femmes dans le conseil d'administration des organisations faitières	73
Tableau 22: Incidence de pauvreté et sexe du chef de ménage	78
Tableau 23: Inégalité selon le sexe du chef de ménage entre 2011 et 2015	79

Liste des graphiques

Graphique 1: Cadre programmatique du secteur agricole	28
Graphique 2: L'image de la couverture évoque le Bénin symbolisé par un homme engagé dans une course contre la montre	45
Graphique 3: Groupes de sécurité alimentaire par quintile d'indice de richesse	46
Graphique 4: Répartition de l'emploi selon la situation de l'emploi	50
Graphique 5: Evolution de la clientèle des SFD au Bénin	67
Graphique 6: Répartition des PTF par secteur clé de l'économie béninoise	75
Graphique 7: Méthodes de discipline des enfants de 1-14 ans, MICS5, 2014	109



Avant-propos



La promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes est aujourd'hui un principe accepté comme essentiel dans toutes les stratégies de développement visant le développement humain et l'éradication de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition au Bénin.

Un dispositif important a été mis en place pour faire appliquer les droits humains des femmes et l'égalité entre les sexes à travers la Constitution, la Politique Nationale de la Promotion de la Femme, assortie en 2002 d'un plan d'actions multisectoriel, et la Politique Nationale de la Promotion du Genre et de son plan d'actions multisectoriel devant servir de cadre de référence à tous les Ministères. Chaque ministère doit ainsi œuvrer à intégrer l'approche genre dans ses documents stratégiques, politiques, plans d'actions, programmes et projets, y compris les budgets.

En 2013 le gouvernement a renforcé l'opérationnalisation de l'ensemble des lois et politiques de promotion du genre et le pays s'est doté d'un cadre institutionnel et organisationnel avec la mise en place du Conseil National de Promotion de l'Equité et de l'Egalité Genre (CNPEEG) pour l'orientation et la prise de décision en matière de promotion du genre au niveau sectoriel, départemental et communal, des cellules focales genre et des points focaux genre.

Cet arsenal juridique important a été bénéfique pour l'autonomisation de la femme rurale au Bénin dans le cadre de la promotion du secteur agricole. Ainsi, la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole a permis de noter des avancées dans le secteur agricole à travers l'amélioration de l'accès des femmes et hommes aux facteurs de production et de transformation, l'amélioration de la production et de la productivité des petites exploitations agricoles, l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des petits producteurs agricoles, la valorisation et la mise en marché des produits agricoles.

Mon département travaille donc en étroite collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP), que je remercie au passage pour toutes les initiatives en faveur de la réduction des inégalités et les efforts pour la transversalisation du genre dans le secteur agricole.

Nous félicitons vivement la FAO et la Commission de la CEDEAO, Département du Genre et des Affaires Sociales pour avoir mené cette évaluation de la situation du genre dans le secteur de l'agriculture, du développement rural et dans la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole au Bénin, dans le cadre de leur projet de coopération technique sur : « La réponse genre aux plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour relever le Défi Faim Zéro dans la région de la CEDEAO ».

Cette évaluation met ainsi à notre disposition une situation de référence importante pour le suivi de la mise en œuvre des politiques liées à l'égalité entre les sexes au Bénin et des Objectifs de Développement Durable. Elle arrive à point nommé avec la préparation de la soixante et unième Session de la Commission de la condition de la femme qui se tiendra en mars 2017 au siège des Nations unies à New York sous le thème de « L'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution ».

Je vous invite donc, acteurs et actrices du monde rural à se l'approprier et à l'exploiter pour un développement rural et inclusif dans notre pays.

A stylized signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping strokes.

Mme Adidjatou Mathys

Ministre du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales

Préface



Les sociétés humaines, de par le monde, continuent de connaître des inégalités et discriminations. Les femmes constituent les plus grandes victimes de cette situation sociétale.

Au Bénin, la situation est majoritairement constituée de 51.2% de femmes. L'engagement du Bénin dans la politique du genre devient dès lors une priorité et un impératif de son développement. Cette volonté politique exprimée dans la constitution du Bénin est à divers niveaux telle que l'élaboration d'une politique nationale de promotion du genre (PNPG) qui, dans sa mise en œuvre, induit d'abord et avant tout à l'autonomisation des femmes.

S'inscrivant dans cette politique nationale, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche s'est engagé lors de l'élaboration du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire à accorder une attention particulière aux populations les plus pauvres, les jeunes et les femmes.

C'est à ce titre que pour une analyse efficace et efficiente du genre dans le secteur agricole, une analyse quantitative et des recherches qualitatives ont été initiées avec l'appui de différentes parties prenantes.

En effet le rôle de la femme est prépondérant à tous les niveaux du maillon de la chaîne de production alimentaire et elle représente une grande partie de la main d'œuvre. Il est alors judicieux qu'elles soient placées au cœur du développement agricole. Dans ces conditions, les objectifs assignés au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ne sauraient être atteints sans la participation de cette importante frange de la population, qu'elle soit rurale, périurbaine ou urbaine. La politique sectorielle a mis en exergue et insisté de façon explicite et cohérente sur la prise en compte des femmes dans la planification.

Cette « Evaluation de la situation du genre dans le secteur de l'Agriculture, du développement rural et dans la mise en œuvre du PNIASA au Bénin » initiée par la FAO et la Commission de la CEDEAO, a permis de faire ressortir la situation des femmes par rapport aux hommes quant à l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés en lien avec la productivité agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Nous apprécions l'excellente qualité de ce document qui a fait un diagnostic et capitalisé les actions genre par ses acquis dans multiples domaines du développement rural. A titre d'exemple : les solutions pratiques au problème foncier, l'appui de l'initiative de warrantage, le soutien aux transformatrices et commerçantes dans les différentes chaînes de valeurs prioritaires, l'appui aux actions de recherches et de renforcement de capacité et les actions de communication pour un changement de comportement. Toutes ces actions menées ont permis l'accroissement de la productivité et l'amélioration des revenus des femmes et des hommes.

Pour accélérer la croissance, la compétitivité, la transformation, la modernisation progressive de l'agriculture béninoise plus compétitive, le pays vient de se doter par ce document d'investissement agricole 2017-2021 en adéquation avec la Politique Nationale de la Promotion du Genre (PNPG) d'un précieux outil de travail et de référence.

Le gouvernement béninois remercie une fois encore, la FAO et la Commission de la CEDEAO, initiateur de cette évaluation et les assure de son engagement à œuvrer pour une croissance agricole, forte et inclusive en vue de l'épanouissement des femmes et des hommes.



Delphin Olorounto KOUDANDE

Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

Remerciements

Ce Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural a été préparé dans le cadre du projet de coopération technique de la FAO et de la Commission de la CEDEAO sur : « la Réponse Genre aux Plans Régionaux et Nationaux d'Investissement Agricole pour relever le défi Faim Zéro dans la région de la CEDEAO ». Le projet couvre les quinze pays membres de la CEDEAO sous le leadership de Bukar Tijani, Directeur General Adjoint et Représentant Régional pour l'Afrique de la FAO et Siga Fatima Jagne, Commissaire de la CEDEAO pour les Affaires Sociales et le Genre.

La Commission de la CEDEAO et la FAO reconnaissent le caractère central de l'égalité entre les hommes et les femmes pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous pour une génération libérée de la faim, une productivité agricole accrue, une meilleure gestion des ressources naturelles et une amélioration du niveau de vie des populations rurales.

L'élaboration de ce rapport a eu lieu sous la direction de Tiemoko Yo, ancien Représentant de la FAO au Bénin et sous la coordination générale et technique de: Tacko Ndiaye, Fonctionnaire Principale chargée du genre, de l'égalité et du développement rural au bureau régional de la FAO pour l'Afrique ; et Bolanle Adetoun, Chargée de Programme Principale pour le Genre au Département des affaires sociales et du genre à la Commission de la CEDEAO. La préparation de ce rapport a également bénéficié de l'appui technique de Jean Adanguidi, Assistant chargé de programme du Représentant de la FAO.

Ce Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural a bénéficié de la contribution enrichissante de beaucoup d'acteurs et d'actrices de différents ministères et autres institutions gouvernementales, des organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile, des organisations paysannes et du milieu universitaire. Notre reconnaissance spéciale va à l'encontre des structures suivantes : le Ministère du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales ; le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ; la Coopération Technique Belge (CTB); l'Association Nationale des Femmes Agricultrices (ANAF) ; la Fédération des Unions de Producteurs (FUPRO) ; OXFAM ; et CARDERA-L. Leur intérêt et engagement ont constitué un atout majeur pour la production d'un rapport de qualité.

La FAO et la Commission de la CEDEAO remercient vivement et félicitent Katrien Arthur Holvoet, consultante chargée de préparer ce rapport d'évaluation. Son dévouement à l'excellence et sa passion dans la réalisation de cette tâche sont reflétés dans la qualité du rapport. Nous remercions également Sadhana Ramchander, éditrice consultante, BluePencil Infodesign qui a fait la mise en forme du rapport, et Pious Asante, assistant de recherche au Bureau régional de la FAO pour l'Afrique pour tout son appui à la finalisation du rapport.

Abreviations et acronymes

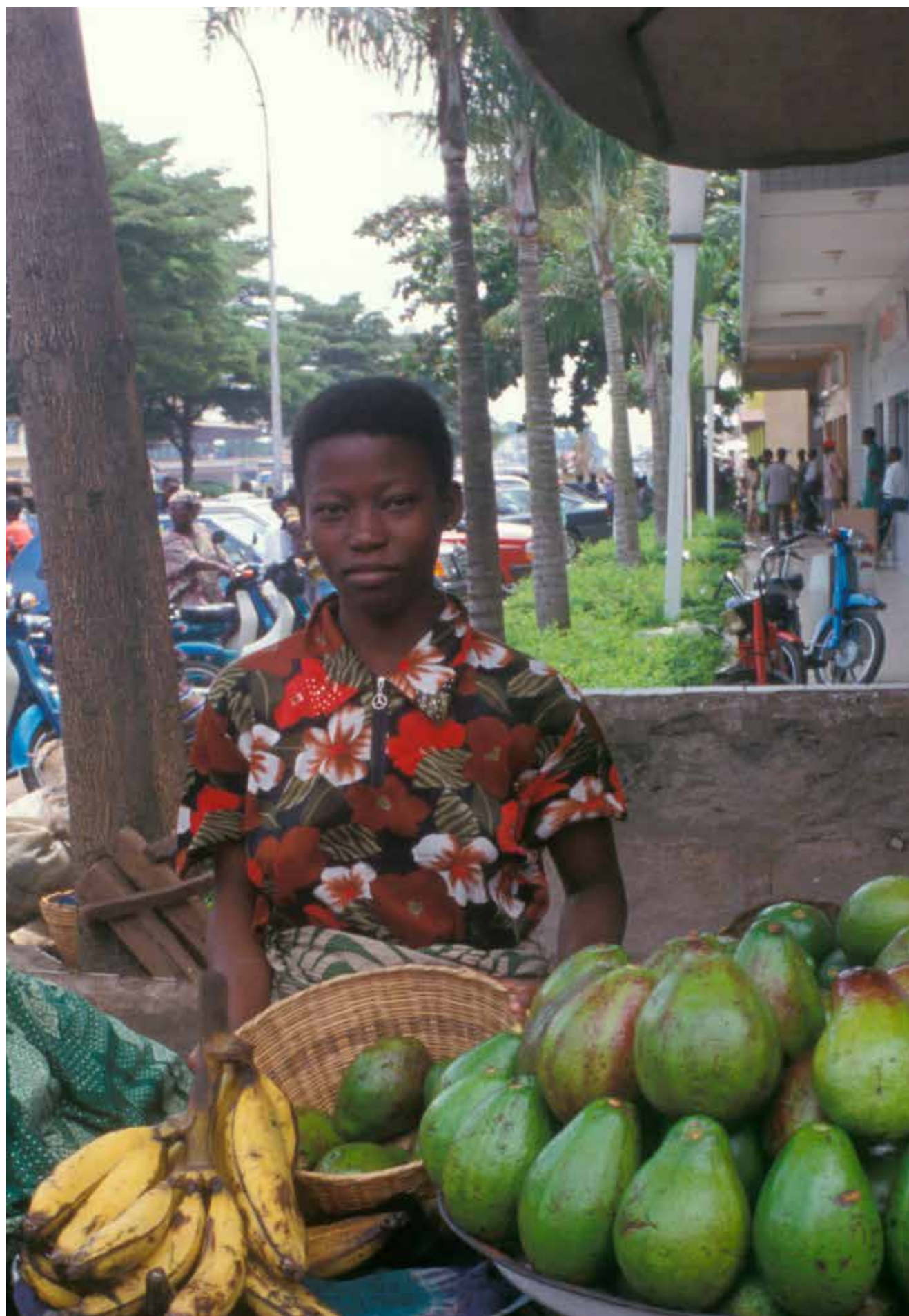
ABSSA	Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments
ACE	Agents contractuels de l'Etat
ACFA	Associations communales de femmes agricultrices
AFAO	Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest
AGETUR	Agence d'Exécution des Travaux Urbains
AGIR	Alliance Globale pour l'Initiative Résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest
AGVSA	Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire
AGVSAN	Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
AIMAEP II	Appui Institutionnel au MAEP Phase II
ANAF-BENIN	Association Nationale des Femmes Agricultrices du Bénin
ANE	Acteurs non étatiques
ANM	Association Nationale des Mareyeurs et Mareyeuses et Assimilés du Bénin
APE	Agents permanents de l'Etat
APESS	Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane
APG	Accord Politique Globale
ASEG	Analyse socio-économique selon le genre
BAD	Banque africaine de développement
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BPC	Business Promotion Center
BSG	Budgétisation sensible au Genre
BTP	Matériaux de construction
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CADBE	Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant
CADHP	Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples
CAN	Conseil national de l'alimentation et de la nutrition
CANA	Conseil en Alimentation et en Nutrition Appliquée
CAPOD	Projet de renforcement des capacités en conception et analyse des politiques de développement
CARDER	Centre d'action régional pour le développement rural
CCIB	Chambres Consulaires de l'Industrie du Bénin
CCoS	Conseil Communal de Suivi
CCPG	Comités Communaux de Promotion du Genre
CCR-B	Conseil de Concertation des Riziculteurs du Bénin
CDés	Conseil Départemental de Suivi
CdGOP	Conseil en gestion des organisations professionnelles
CDPAFJRG	Chef Division Promotion des Activités Féminines des Jeunes Ruraux et du Genre
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CEF	Conseil à l'exploitation familiale
CeRPA	Centre Régional de Promotion de L'Agriculture

CFDAR	Cellule Femme dans le Développement Agricole et Rural
CILSS	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel
CN/IFD	Commission Nationale pour l'Intégration de la Femme au Développement
CNAB	Chambre Nationale d'Agriculture du Bénin
CNOS	Conseil National d'Orientation et de Suivi
CNPBV	Centre National des Produits Biologiques à usage Vétérinaire
CNPEEG	Conseil National de Promotion de l'Equité et de l'Egalité Genre
CNPF	Commission Nationale de Promotion de la Femme
CNULCD	Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification
COMPACI	Competitive African Cotton Initiative
CPAFRJR	Cadre Professionnel du CeCPA en appui aux associations et groupements
CPF	Code des Personnes et de la Famille
CSAC/GS	Crédit Spécial d'Appui aux Cotonculteurs pour la Gestion de la Soudure
CTB	Coopération Technique Belge
DANA	Direction de l'Alimentation et la Nutrition Appliquée
DANIDA	Danish International Development Assistance
D-CAB	Direction de Cabinet
DEA	Disponibilités énergétiques alimentaires
DEPOLIPO	Déclaration de politique de population
DGAER	Direction Générale Agence Environnement
DGGPF	Direction Générale du Genre et de la Promotion de la Femme
DICAF	Direction des Innovations, du Conseil Agricole et de la Formation Opérationnelle
DIP	Direction de l'Informatique et Pré Archivage
DLROPEA	Direction de la Législation Rurale, de l'Appui aux Organisations Professionnelles et à l'Entrepreneuriat Agricole
DPA	Direction de la Production Animale
DPDR	Déclaration de Politique de Développement Rural
DPH	Direction de la Production Halieutique
DPLR	Direction de la Promotion et de la Législation Rurale
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DPV	Direction de la Production Végétale
DRFM	Direction des Ressources Financières et du Matériel
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRH/MAEP	Direction des Ressources Humaines
DSRP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
ECOWAP	Politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest
ECOWAP/PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EDSB-IV	Enquête Démographique et de Santé
EDST	Enquête Démographique et de Santé
EMICoV	Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAOR	Représentation de la FAO
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FNDA	Fonds National de Développement Agricole

FNM	Fonds National de la Microfinance
FNPEEJ	Fonds National de la Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi des Jeunes
FUPPRO	Fédération des Unions des Producteurs
GIZ	Germany Internationale ZusammenArbeiting
GTA	Groupe Technique Agriculture
GTTS	Groupe Technique de Travail sur les Semences
IDH	Indicateur de développement humain
IDISA	Indicateurs de Développement des Inégalités entre les Sexes en Afrique
IFD	Intégration de la Femme dans le Développement
IMF	International Monetary Fund
INPF	Institut National de Promotion de la Femme
INRAB	Institut National de Recherches Agricoles du Bénin
INSAE	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
I-PPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
JIF	Journée Internationale de la Femme
LCSSA	Laboratoire Central de Sécurité Sanitaire des Aliments (LCSSA)
LDPDR	Lettre de Déclaration de Politique de Développement Rural
MAEP	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
MCA-Bénin	Millenium Challenge Account Bénin
MFASSNHPTA	Ministère de la famille, des affaires sociales, de la solidarité nationale, des handicapés et des personnes du troisième âge
MFPSS	Ministère de la famille, de la protection sociale et de la solidarité
MICS	Multiple Indicators Cluster Survey (Enquête à Indicateurs Multiples)
MPASPF	Conventions internationales relatives aux droits de la femme et à l'égalité entre les sexes
MPF	Ministère de la promotion de la femme
MTC	Mouvement des Travailleurs Chrétiens
ND	Données non disponibles
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NRP	Plan national de résilience
ODD	Objectif de développement durable
OFFE	Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant
OG	Objectif Global
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONASA	Office National pour la Sécurité Alimentaire
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OPA	Organisations Professionnelles Agricoles
OS	Objectif spécifique
OSC	Organisations de la Société civile
OSD	Orientations Stratégiques de Développement
PADEL	Programme d'Appui au Développement Local
PADSA	Programme de Développement du Secteur Agricole
PAFILAV	Projet d'Appui à la Filière Lait et Viande
PAG II	Programme d'Action du Gouvernement

PAGS	Programme d'Administration et de Gestion du Secteur
PANAR	Programme National d'Alimentation et de Nutrition Axé sur les Résultats
PANSEA	Plan d'Action National pour le Secteur de l'Eau et de l'Assainissement
PASCIB	Plateforme des Acteurs de la Société civile au Bénin
PAU	Politique agricole de l'UEMOA
PDA	Programme de Développement de l'Agriculture
PDC	Plan de Développement Communal
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique
PDE	Programme de Développement de l'Elevage
PDPA	Programme de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture
PFG	Points Focaux Genre
PFR	Plan Foncier Rural
PFT	Plateforme de Transfert
PGUD	Gestion Urbaine Décentralisée
PHPS	Politique holistique de protection sociale
PIB	Produit Intérieur Brut
PIBA	Produit Intérieur Brut Agricole
PIBH	PIB du sous-secteur pêche
PMASN	Projet Multisectoriel de l'Alimentation, de la Santé et de la Nutrition
PME	Petite et moyenne entreprise
PNC	Projet de Nutrition Communautaire
PNCDR	Politique Nationale de Communication pour le Développement Rural
PNEEG	Politique Nationale pour l'Equité et l'Egalité de genre
PNIA	Plans nationaux d'investissement agricole
PNIA-Bénin	Programme National d'Investissement Agricole du Bénin
PNIASA	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PNIASAN	Plan d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de seconde génération
PNOPPA	Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin
PNPG	Politique nationale de la promotion du genre
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POSCAO	Plateforme des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest
PPBS	Planification-programmation-budgétisation-suivi/évaluation
PRIA	Programme Régional d'Investissement Agricole
ProAgri	Programme Agriculture de la Coopération bénino-allemande
ProCAD/PADA	Programme Cadre /Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA)
PROFI	Programme d'appui au développement des filières agricoles
ProVAC	Projet de Vulgarisation de l'Aquaculture Continentale
PRSA	Projet de Restructuration des Services Agricoles
PSAAB	Projet de Sécurité Alimentaire par l'Aménagement des Bas-fonds et le Renforcement des Capacités de Stockage au Bénin
PSDA	Stratégie nationale traduite en plan national
PSDAN	Plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition
PSDSA	Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole
PSO	Plan Stratégique Opérationnel

PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
PTAB	Plan de travail annuel budgétisé
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
QUIBB	Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être
RAMU	Régime d'Assurance Maladie Universelle
RG/CG	Répondants ou Chargés de genre
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNA	Recensement National Agricole
RPCA	Réseau de prévention des crises alimentaires
RT	Racine et tubercule
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SA	Secrétariat Administratif
SAKSS	Strategic Analysis and Knowledge Support System
SAPAA	Système de Suivi et d'Analyse des Politiques Agricoles et Alimentaires
SBG	Budgétisation Sensible au Genre
SCAPE	Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi
SCRP	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SDDAR	Schéma Directeur de développement Agricole et Rural
SFD	Selon les indicateurs des systèmes financiers décentralisés
SGM	Secrétaire Général du Ministère
SIGFiP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SNMF	Stratégie Nationale de Microfinance
SONAPRA	Société Nationale de Promotion Agricole
SPAFR	Service de Promotion des Activités Féminines Rurales
SUN	Scaling Up Nutrition
SVGF	Section Villageoise de Gestion Foncière
T/ha	Tonne à l'hectare
TAR	Taux annuel de réduction
TAS	Taux d'autosuffisance alimentaire
TSIEC	Technicien Spécialisé en Information, Education et Coopérative
TSSSE	Technicien Spécialisé en Statistique, Suivi et Evaluation
UCIMB	Union des Chambres interdépartementales de métiers du Bénin
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	US Agency for International Development
WBPC	Women Business Promotion Center
WILDAF	Women in Law and Development in Africa



Résumé exécutif

L'évaluation de la situation du genre dans le secteur de l'agriculture, du développement rural et dans la mise en œuvre du PNIA (2011-2016) et la formulation du PNIA II (2017-2021) au Bénin a été commanditée par la FAO et la Commission de la CEDEAO, Département des Affaires Sociales et du Genre, dans le cadre de leur projet de coopération technique sur La Réponse Genre aux Plans Régionaux et Nationaux d'Investissement Agricole pour le relèvement du Défi Faim Zéro dans la région de la CEDEAO. Cette évaluation a pour objectif d'analyser les inégalités sexistes dans l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés qui contribuent à la faible productivité agricole ainsi qu'à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Comme méthodologie, l'évaluation s'est basée sur la collecte et l'analyse documentaire, l'analyse des données statistiques, l'analyse des politiques existantes en lien avec le PNIA et des entretiens individuels approfondis avec des personnes-ressources de divers ministères et autres institutions publiques, organisations de la société civile et organisations internationales.

L'évaluation s'est déroulée du 31 octobre au 24 décembre 2016 en deux phases: la phase préparatoire de l'évaluation (collecte et analyse documentaire, analyse des données statistiques, analyse des politiques existantes en lien avec le PNIA) et la phase de production et de validation du rapport¹.

La supervision générale de l'évaluation a été effectuée par la Fonctionnaire Principale chargée du genre, de l'égalité et du développement rural au Bureau régional de la FAO pour l'Afrique. Un guide contenant la table des matières du rapport et le cadre d'analyse des Plans Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA) ont été produits par l'équipe de la FAO et de la Commission de la CEDEAO en appui à la consultation.

L'indicateur de développement humain (IDH) pour le Bénin était de 0,48 en 2014, ce qui met le Bénin à la 166^{ème} place sur 188 pays évalués par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2015).

En 2014, l'IDH calculé pour les hommes et les femmes est ressorti respectivement à 0,524 et 0,431. La santé de la reproduction est le facteur qui contribue le plus à l'inégalité de genre au Bénin. En tenant compte des inégalités, l'Indice de développement humain "corrigé" ressort à 0,30 en 2014. De fortes inégalités persistent au niveau de l'éducation, de la santé et dans les revenus. Les inégalités déteignent également sur les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes.

Le secteur agricole est d'une importance capitale pour le renforcement de l'économie béninoise car il contribue pour 32,5% en moyenne du PIB, 75% des recettes d'exportation, 15% des recettes de l'Etat et fournit environ 70% des emplois (Rapport d'évaluation PSRSA, 2016). Il est donc considéré comme le secteur dont les nombreuses potentialités doivent être judicieusement exploitées pour soutenir la croissance économique nationale et contribuer ainsi à lutter efficacement contre la pauvreté. Aussi l'année 2016 a-t-elle été également marquée par l'arrivée au pouvoir d'un nouveau régime qui a adopté un nouveau cadre d'orientation faisant de l'agriculture un secteur d'investissement massif. Dans ce cadre, un Programme d'Action du Gouvernement (PAG) faisant du secteur agricole une des priorités de développement de l'économie béninoise a été rédigé avec, en perspective, l'élaboration de projets de développement pour quelques filières agricoles dites phares, notamment le maïs, le riz, l'ananas, l'anacarde et la pisciculture.

1. Prévu pour le 1^{er} février 2017

Le Bénin s'attèle à mettre en œuvre le droit à l'alimentation et l'objectif sécurité alimentaire dans le cadre de l'architecture nationale de la planification du développement; dès 1991, le gouvernement a adopté la Lettre de Déclaration de Politique de Développement Rural (LDPDR). Celle-ci a été complétée en 1999 par la Déclaration de Politique de Développement Rural (DPDR) qui clarifie les conditions de désengagement de l'Etat des fonctions de production, de transformation et de commercialisation.

En juillet 2001, le Schéma Directeur de Développement Agricole et Rural (SDDAR) a été conçu et rendu opérationnel avec l'élaboration du Plan Stratégique Opérationnel (PSO).

Les axes prioritaires pour l'intervention retenus dans la DPDR, le SDDAR et le PSO sont (i) la réduction de la pauvreté, (ii) la prise en compte des femmes rurales, (iii) le renforcement de la sécurité alimentaire, (iv) la création d'emplois, (v) la contribution au rétablissement des équilibres macro-économiques et (vi) la conservation du patrimoine écologique.

Le Bénin s'est aligné sur les orientations des organisations multilatérales dont il fait partie comme la CEDEAO et l'UEMOA qui identifient la modernisation des exploitations familiales et le développement des filières agricoles comme les axes majeurs de la politique agricole. La politique régionale agricole de la CEDEAO (ECOWAP/PDDAA) adoptée en janvier 2005 représente le cadre approprié dans lequel l'ensemble des institutions régionales et des Etats ont l'obligation d'inscrire leurs orientations et leurs actions. L'objectif général de l'ECOWAP est de contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté dans les États membres ainsi qu'à la résolution des inégalités entre les territoires, les régions et les pays. Selon ces objectifs spécifiques, certaines des principales préoccupations de cette politique sont la réalisation de la sécurité et de la souveraineté alimentaires et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales par la création d'emplois rémunérés. Le Pacte Régional de Partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA à l'horizon 2025 – adopté lors de la Conférence ECOWAP+10 et les Perspectives pour 2025 tenue en novembre 2015 à Dakar – invite les Etats membres à "améliorer la gouvernance des politiques agricoles en renforçant la conformité aux principes de l'égalité et de l'équité des sexes et la redevabilité pour leur application".

Les axes prioritaires pour l'intervention retenus dans la DPDR, le SDDAR et le PSO sont (i) la réduction de la pauvreté, (ii) la prise en compte des femmes rurales, (iii) le renforcement de la sécurité alimentaire, (iv) la création d'emplois, (v) la contribution au rétablissement des équilibres macro-économiques et (vi) la conservation du patrimoine écologique. Le PSO se décline en 14 plans d'action sous-sectoriels et transversaux, regroupés en cinq grands programmes à savoir: (i) l'amélioration de la productivité agricole, (ii) les infrastructures rurales, (iii) la gestion durable des ressources naturelles, (iv) l'appui au développement des marchés agricoles et (v) l'administration et la gestion des services (MAEP, 2011).

Depuis 2006, la politique agricole du Bénin est focalisée sur l'ambition d'une "révolution verte". La vision politique est la suivante: "Faire du Bénin une puissance agricole dynamique à l'horizon 2015, compétitive, attractive, respectueuse de l'environnement, créatrice de richesse répondant aux besoins de développement économique et social de la population."

Dans le cadre de la mise en œuvre du PSRSA/PNIA, les PTF intervenant dans le secteur agricole se sont organisés et ont désigné un chef de file pour la coordination et l'orientation des différentes actions. A cet effet, dans la logique d'une meilleure synergie des actions a été mis en place un Groupe Technique Agriculture (GTA) qui devrait veiller à l'harmonisation des actions à travers les échanges sur les interventions des divers partenaires dans les domaines sectoriels de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Une vision commune a été élaborée pour orienter l'action des membres du groupe et les aider à mieux articuler l'importance du groupe dans le système d'aide au développement. Le Groupe Technique Agriculture (GTA) œuvre au renforcement du dialogue politique entre les PTF et le gouvernement afin de formuler, en cas de besoin, des recommandations pour une meilleure mise en œuvre des interventions des divers partenaires.

Le PNIA est la traduction en programmes chiffrés du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA). L'élaboration et la mise en œuvre du PSRSA/PNIA impliquent donc les acteurs étatiques et non étatiques qui se trouvent à la fois aux niveaux national (central), régional (déconcentré) et local (décentralisé). Un premier plan a été élaboré en 2010 couvrant la période 2011-2015.

Sur le plan juridique, le Bénin est partie prenante de l'ensemble des conventions internationales relatives aux droits de la femme et à l'égalité entre les sexes (MPASPF, 2006) qui font obligation aux Etats de promouvoir l'égalité des sexes dans le secteur agro-sylvo pastoral et halieutique. Les plus spécifiques sont la CEDEF et le Protocole à la CADHP relatifs aux droits de la femme en Afrique ratifiés respectivement par le Bénin en mars 1992 et en 2005. Au niveau national, le cadre juridique relatif au genre ne souffre pas de discrimination particulière.

La promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes est aujourd'hui un principe accepté comme essentiel dans toutes les stratégies de développement visant le développement humain et l'éradication de la pauvreté. Le principe d'égalité entre les sexes a été reconnu au plan constitutionnel pour la première fois au Bénin par la loi fondamentale de 1977 en son Article 124. L'Article 26 de la Constitution du 11 décembre 1990 viendra confirmer cette disposition juridique en ces termes: "L'État assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale. L'homme et la femme sont égaux en droit...".

Le gouvernement béninois a adopté un train de mesures dont les plus importantes restent l'élaboration et la mise en œuvre en 2001 de la Politique Nationale de la Promotion de la Femme, assortie en 2002 d'un plan d'actions multisectoriel. En vue de renforcer cette mesure, il est procédé en 2009 à l'adoption de la Politique Nationale de la Promotion du Genre (PNPG) et de son plan d'actions multisectoriel devant servir de cadre de référence à tous les Ministères. L'objectif global de la PNPG est d'atteindre d'ici 2025 l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes en vue d'un développement humain durable. La PNPG vise également la réduction à court terme et l'éradication à long terme des disparités entre les deux composantes de la société béninoise dans les domaines juridique, économique et social.

Une des innovations majeures de cette Politique est que son plan d'actions prévoit des résultats à atteindre par chaque département ministériel dans sa mise en œuvre et il est dit expressément que chaque ministère doit œuvrer à intégrer l'approche genre dans ses documents stratégiques, politiques, plans d'actions, programmes, projets, voir budgets.

Au niveau de la CEDEAO, d'autres instruments très importants s'appliquant au Bénin incluent: l'Acte additionnel relatif aux droits des femmes et des hommes pour un développement durable dans l'espace CEDEAO, adopté par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement tenu à Accra en mai 2015; et l'Article 63 du Traité Révisé de la CEDEAO qui enjoint aux Etats membres de "élaborer, harmoniser, coordonner et mettre en œuvre des politiques et des mécanismes appropriés pour améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des femmes".

La mise en œuvre au niveau du MAEP de la prise en compte du genre figure explicitement dans la composante 6 de l'axe 4 qui concerne la gouvernance, pilotage et gestion de la mise en œuvre du PSDASA et du PNIA avec comme orientation la promotion du genre. En axe 5, les femmes sont mentionnées comme cibles spécifiques de la mise en place de mécanismes de financement et d'assurances adaptés et accessibles aux différents types d'exploitations agricoles et catégories d'acteurs des maillons de la filière agricole.

Le PNIASAN 2017-2021 mettra en œuvre la nouvelle approche de développement du secteur agricole, qui est la promotion du pôle de développement agricole au côté des CARDER qui seront portés à 12 dont un par département selon les dispositions de la loi sur la déconcentration. Chaque CARDER continuera à jouer ses rôles régaliens, notamment de contrôle, de régulation et de mise en œuvre de la politique de l'Etat incarné par le MAEP. Ainsi, les pôles de développement agricole contribuent à une stratégie de territorialisation du développement agricole pour mieux valoriser les potentialités locales et fournissent un moyen de concrétisation de la vision "Investir pour une agriculture de grande envergure", à travers un dispositif proche de la base pour la mise en œuvre des programmes spécifiques par filière, avec des structures opérationnelles plus adaptées aux caractéristiques de chaque zone ou région du pays.

La prise en compte des enjeux genre par les CARDER et les structures décentralisées et déconcentrées sera décisive pour réduire les inégalités genre. Ces structures auront à aborder (selon le document PNIASAN) les contraintes des femmes dans les domaines de: (i) l'accès limité aux ressources productives et à l'emploi, (ii) le très faible niveau d'éducation/formation, (iii) la faible participation aux organes de prise décision et (iv) la méconnaissance de leurs droits.

Le plan du PNIASAN 2017-2021 prévoit des actions et mesures dans les domaines de l'amélioration de l'accès des femmes aux ressources (accès sécurisant à la terre, intrants agricoles, accompagnement pour la valorisation des productions agricoles et emplois rémunérateurs), du renforcement des capacités d'action des femmes rurales (éducation et formation professionnelle, scolarisation et formation durable des filles en milieu rural, transfert des technologies appropriées, information et communication pour un changement social, participation au sein des organisations paysannes) et le développement d'un environnement institutionnel et juridique favorable. Il est recommandé d'intégrer dans le plan les actions garantissant l'équité à travers des indicateurs et au niveau de tous les axes et de maintenir un axe spécifique pour la prise en compte du genre.

Dans le domaine du genre, outre le ciblage, le PNIASAN a l'ambition d'obtenir des résultats considérables sur le terrain. Pour ne mentionner que quelques éléments, on note les réalisations en termes de renforcement de capacité des cadres et les multiples PTF qui appliquent une stratégie genre. Depuis 2012, le MAEP dispose d'un plan d'action genre triennal qui a pris comme base le PNPG et le PSRSA. Le MAEP a renforcé les capacités de ses cadres pour la promotion du genre à travers notamment la formation d'au moins 30 cadres des directions techniques et des CARDER (TSIEC, TSSSE) en 2011 sur l'Approche Genre et Développement et la formation pilote sur l'intégration du genre dans le conseil agricole organisée en 2012.

De même, 2012 a vu l'organisation d'un atelier d'internalisation du plan d'action genre du secteur agricole au niveau de tous les CARDER, l'intégration des actions genre dans le PTAB 2014 de chaque Direction technique et enfin l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre effective des activités spécifiques genre au niveau des CARDER avec un taux de réalisation de 50%. Malheureusement, le personnel du MAEP reste toujours dominé par les hommes. Seulement 13% des agents permanents de l'Etat (APE) et 11% des agents contractuels de l'Etat (ACE) de la catégorie A sont des femmes, ce qui montre qu'elles sont encore très faiblement représentées dans les instances de prise de décision. La faible présence des femmes dans les postes de décision influençant le mode de fonctionnement sur le terrain et ayant une influence sur le conseil agricole est critique et contribue à la lenteur de la mise en œuvre des actions en faveur de la prise en compte de l'application de la transversalité genre.

En termes d'accès au foncier, les plans fonciers ruraux permettent plus d'accès et l'utilisation sécurisée pour les femmes. Les actions menées jusque-là dans ce domaine restent encore faibles au vu des ambitions du PSRSA qui vise la généralisation des Plans Fonciers Ruraux sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi, l'accent devra être mis sur la mobilisation de ressources nécessaires à une rapide extension des PFR, avec une priorité aux régions à forte potentialité agricole et à forte prévalence de conflits fonciers. En 2013, 49 plans fonciers ruraux (PFR) ont été réalisés dans l'Atacora-Donga (zone d'intervention AI MAEP-CTB et appui de ProAgri dans le volet Fonds d'Investissement/KfW), 32 PFR de 2012 ont été finalisés, 8 PFR pilotes de 2002-2004 ont été repris pour être mis aux normes et 49 sections villageoises de gestion foncière (SVGF) installées en 2012 ont été formées et équipées. Le Bénin devrait domestiquer les Guides volontaires.

En termes d'accès à la microfinance, le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du plan stratégique de relance agricole (2011-2014) faisant le point sur le financement au cours de 4 ans d'exécution du PSRSA cite: (i) la création de 50 nouvelles Associations de Services Financiers (ASF) avec un capital global de 1,5 milliard FCFA, détenu à 33,52% par les femmes; (ii) l'octroi de 11.958.577.823 FCFA de crédits de campagne au profit des jeunes insérés dans l'agriculture; (iii) la mise en place de crédits par différents projets du MAEP et le Fonds National de Micro-finance (FNM) aux producteurs; (iv) la création de l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB)²; et (v) la création du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) créé par décret en janvier 2014. Le nombre d'institutions ayant des services d'épargne et de crédit a également augmenté. Les données disponibles de la Banque mondiale (Global Financial Inclusion Data) font ressortir qu'au Bénin en 2014, 13,6% des femmes âgées de plus de 15 ans, 11% des jeunes adultes (15-24 ans) et 12,6% des personnes résidant en milieu rural avaient un compte. Pour l'Afrique sub-saharienne, le pourcentage est de 29,9% (femmes en milieu rural).

Les données disponibles de la Banque mondiale (Global Financial Inclusion Data) font ressortir qu'au Bénin le nombre de femmes qui ont un compte au niveau d'une institution financière a augmenté ainsi que le

2. Au sujet de ce dernier point, il est à signaler que l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB) est créée et fonctionnelle mais connaît des difficultés liées à la faible adhésion des agriculteurs

nombre de femmes qui ont obtenu un crédit. Les femmes sont moins nombreuses parmi les titulaires de compte au niveau d'un IF que les hommes mais sont plus nombreuses parmi les personnes ayant obtenu un crédit. L'écart entre hommes et femmes s'est élargi entre 2011 et 2014. Les Chambres d'Agriculture du Bénin et le PNOPPA, FUPRO et ANAF ont également agi en faveur des femmes et des jeunes dans le domaine d'accès au capital.

L'étude diagnostique de la mise en œuvre de la dimension genre dans le processus budgétaire a fait un état des lieux de l'institutionnalisation du genre qui a révélé qu'une bonne part des agents de l'Etat est informée de la problématique du genre. Toutefois, cette connaissance n'implique ni une appropriation du concept ni sa prise en compte dans la pratique professionnelle. L'analyse du mécanisme d'intégration de la dimension genre dans le budget rend compte d'une faiblesse au niveau de l'ancrage institutionnel des points focaux/cellules genre. Leur présence dans certains ministères n'a pas impulsé un changement dans le processus budgétaire classique. Les diagnostics de secteur désagrégés selon le genre, la planification et la programmation conséquente et les indicateurs de suivi sensibles au genre sont autant d'éléments qui n'existent pas encore dans la pratique de budgétisation actuelle. Cette analyse confirme la faible allocation budgétaire pour les actions de réduction des inégalités liées au genre. Les défis majeurs sont la définition d'un cadre stratégique de la budgétisation selon le genre au Bénin et le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne budgétaire.

En termes de bonnes pratiques de prise en compte du genre dans le MAEP, notons les éléments ci-dessous:

- Les diagnostics (*outcome mapping*/cartographie des incidences) et les statistiques du secteur agricole (production végétale, UEMOA pêche) ont permis une meilleure prise en compte du genre. Le cycle de formation systématique couvrant le diagnostic, la collecte des données, les indicateurs sensibles au genre, le suivi et l'analyse genre des données collectées a permis de renforcer les capacités des cadres du niveau micro, méso et macro.
- Les exercices d'analyse des chaînes de valeur en suivant l'approche Value Links (GiZ) ont permis de disposer de plus de détails sur la participation des hommes et des femmes dans les CVA (pour les secteurs prioritaires). Les processus de planification et d'identification des actions de mise à niveau de la chaîne de valeur sont participatifs et inclusifs et les plateformes des CVA ont des représentants, hommes et femmes, des différentes fonctions de la CVA. Le processus est une opportunité pour les conseils agricoles d'organiser des activités sexo-spécifiques; il contribue à l'objectif d'augmenter la participation des femmes dans les forums de discussion et de prise de décision.
- L'accompagnement du MAEP par les projets AI-MAEP(CTB) et ProAgri-GiZ du MAEP a permis un renforcement de capacité des acteurs au niveau micro, méso et macro et l'analyse systémique du processus de mise en œuvre des politiques, stratégies et plans genre. L'accompagnement a permis à la cellule genre du MAEP de travailler pour atteindre (i) une compréhension des principes de base de l'approche genre à tous les niveaux de décision, (ii) une collecte des données désagrégées, (iii) un processus de diagnostic sensible au genre au niveau des villages, (iv) une méthodologie de planification sensible au genre et (v) une application d'une budgétisation selon le genre à travers la formation des acteurs de la chaîne de planification et budgétisation du ministère.
- Le recrutement d'un facilitateur externe pour faire le diagnostic sur la prise en compte du genre, entre autres dans la planification et la budgétisation, a permis d'intégrer dans le processus (Pro-Agri GiZ) une expertise de la société civile. Le facilitateur externe accompagne la cellule genre du MAEP dans la mise en œuvre des recommandations.
- Plusieurs exemples de réussite d'application des approches sensibles au genre au niveau des projets et des interventions des conseils agricoles dans l'Atacora Donga et l'Ouémé ne sont pas encore capitalisés. La cellule genre est consciente du fait que les exemples montrant que la prise en compte du genre a un effet significatif sur la réduction de la pauvreté seront à partager à travers un plan de communication genre.
- La bonne collaboration avec des partenaires dans l'élaboration des politiques et stratégies sensibles au genre, par exemple, le Plan stratégique de développement de l'agriculture urbaine et périurbaine au Bénin élaboré en collaboration avec la FAO en avril 2016.

- Le savoir-faire disponible au niveau des PTF, entre autres Oxfam, pour l'application de l'approche de l'économie des ménages avec une analyse des causes de la vulnérabilité des hommes et des femmes à l'insécurité alimentaire au niveau des ménages permet de combler la lacune d'analyse avec une perspective de genre.

Le diagnostic (AgriPro-GiZ) au niveau des points focaux genre des ministères a fait ressortir des insuffisances, ce qui a limité les opportunités de succès. Il s'agit entre autres de:

- l'application des nouvelles connaissances dans le domaine de prise en compte du genre au niveau micro qui sont limitées par certains systèmes au niveau macro
- une faible application de la budgétisation sensible au genre au niveau central et départemental, ce qui limite les possibilités d'exécution des activités sexo-spécifiques au niveau micro
- une faible capacité financière et une insuffisance de leadership des points focaux genre pour la mise en œuvre des activités sexo-spécifiques au niveau des communautés
- peu d'adhésion des acteurs au niveau départemental et communal aux directives de la Direction pour le suivi et le rapportage ne permettant pas la capitalisation des actions genre dans le secteur.

Autres observations faites au cours des entretiens:

- faible implication du Ministère en charge de la promotion de la femme dans les processus de planification et budgétisation du PNIASAN 2017-2021
- peu d'exploitation du potentiel d'une synergie entre le MAEP-PNIA 2011-2015 avec le Programme Nouvelle Alliance G8 et le CAN qui a pourtant une composante dédié à l'autonomisation de la femme
- moindre implication du secteur privé dans la mise en œuvre du PNIA, avec par contre une forte implication dans la Nouvelle Alliance G8 et le CAN.

En conclusion, cette évaluation a fait ressortir que le Bénin dispose de l'arsenal juridique nécessaire et favorable à la prise en compte du genre dans le cadre de la promotion du secteur agricole. La mise en œuvre du PNIA a permis de noter des avancées dans le domaine à travers l'amélioration de l'accès des femmes et des hommes aux facteurs de production et de transformation, l'augmentation de la production et de la productivité des petites exploitations agricoles, l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des petits producteurs agricoles, ainsi que de la valorisation et de la mise en marché des productions agricoles pour certains CVA.

Pour une meilleure prise en compte du genre dans le PNIA II, la consultation recommande de:

- Systématiquement mettre en application les dispositions du Pacte Régional de Partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA à l'horizon 2025 qui invite les Etats membres à "améliorer la gouvernance des politiques agricoles en renforçant la conformité aux principes de l'égalité et de l'équité des sexes et la redevabilité pour leur application".
- Domesticuer l'Acte additionnel relatif aux droits des femmes et des hommes pour un développement durable dans l'espace CEDEAO qui contient également des mesures liées à l'autonomisation des femmes dans l'agriculture.
- Promouvoir la discrimination positive dans le recrutement et la nomination des femmes aux postes de décision dans le MAEP et au niveau des directions des CARDER.
- Procéder à l'évaluation et l'actualisation du plan d'action genre du MAEP.
- Maintenir la structure actuelle d'un chef de cellule genre avec ses collaborateurs et répondants genre au niveau communal et départemental. Poursuivre la pratique des nominations des points focaux et la cellule genre au niveau du MAEP pour garantir l'application des lois et des adhésions aux conventions et accords auxquels le Bénin a adhéré. Des points focaux nommés ayant un terme de mandat spécifique pour l'application de la transversalité genre à tous les niveaux du MAEP permettront de valoriser les acquis et résultats de plusieurs années de renforcement des capacités.

- Rendre obligatoire l'utilisation d'une budgétisation sensible au genre car le nerf de la guerre restera le financement des actions sexo-spécifiques et la fonctionnalité des points focaux genre. La budgétisation sensible au genre nécessite une base de données et d'informations et un diagnostic du secteur désagrégé selon le genre, la planification et la programmation conséquente et des indicateurs de suivi sensibles au genre.
- Prendre des dispositions pour le respect des accords de Maputo, de Malabo et des ODD dans l'Agenda 2030.
- Capitaliser sur les réflexions actuellement en cours au niveau des organisations d'AFAO, le leadership technique de WILDAF, l'expertise d'OXFAM et la forte implication du ROPPA, du RBM, de POSCAO et d'APESS sur la prise en compte du genre dans la politique agricole.
- Renforcer les efforts pour la collecte des données statistiques désagrégées par sexe et l'application par les cadres formés d'une analyse et d'une utilisation de ces données dans l'élaboration, la budgétisation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du PNIASAN de seconde génération.
- Identifier des actions concrètes au niveau du secteur pouvant aider à réduire les inégalités et promouvoir un développement durable sur la base des diagnostics au niveau des communautés. Il s'agit de généraliser l'application de l'outil *d'outcome mapping*/cartographie des incidences permettant de comprendre les priorités des femmes et des hommes et de les traduire en actions sexo-spécifiques. L'accent doit être mis sur l'implication du genre lors de la mise en œuvre, en particulier sur l'affectation des ressources au niveau micro en vue de promouvoir un vrai entrepreneuriat féminin au sein du secteur agricole.
- Veiller à ce que dans l'élaboration de la loi d'Orientation agricole soit donné un statut aux femmes dans le travail agricole au sein des exploitations de leurs maris.
- Renforcer l'utilisation des données issues des exercices d'analyse des chaînes de valeur dans le processus de planification et d'identification des actions de mise à niveau de la chaîne de valeur dans le budgétisation selon le genre et l'identification des indicateurs sensibles au genre.
- Poursuivre les efforts entrepris pour une professionnalisation accrue des acteurs féminins en vue d'assurer une transition de micro-entreprises vers des unités de production plus performantes, capables de générer une valeur ajoutée significative. Les mesures de professionnalisation doivent être initiées dans un cadre concerté impliquant notamment les principaux acteurs féminins, le secteur privé et les services intégrés d'appui aux entreprises. Ces interventions et appuis doivent être budgétisés et institutionnalisés.
- Susciter au niveau des Directions techniques des réflexions sur les enjeux genre et les besoins d'actions quant au développement de l'entrepreneuriat dans le secteur et l'application de l'approche des "clusters". Il s'agira d'identifier les défis spécifiques aux femmes pour parvenir à participer aux clusters et entreprendre des actions pour permettre la participation égale des hommes, des femmes et des jeunes dans lesdits clusters.
- Etablir une collaboration intensive avec le programme de la Nouvelle Alliance pour l'accès des entreprises gérées par les femmes et les jeunes aux ressources financières et d'accompagnement (coaching et apprentissage adaptés). Promouvoir les échanges et accompagner une réelle transition vers des modes productifs plus modernes.
- Capitaliser et rendre visibles les actions genre au sein du secteur à travers des publications écrites ou audio-visuelles et mettre en œuvre une stratégie de communication genre.
- Formuler des indicateurs sexo-spécifiques dans le PNIASAN 2017-2021, entre autres un indicateur sur le ratio des bénéficiaires femmes du FNDA à rendre fonctionnel au cours du PNIASAN 2017-2021 car une des inégalités à réduire dans le processus de professionnalisation des microentreprises est l'inégalité dans l'accès au crédit. L'accès au capital financier est le facteur déterminant dans le processus d'élargissement des entreprises. La majorité des entreprises tenues par des femmes sont quasiment exclues du système bancaire classique. Le Fonds National de Développement Agricole (FNDA), créé par décret en janvier 2014, aura une dotation initiale de 10.000.000.000 de FCFA.

- Prévoir plus d'appui-conseil auprès des systèmes de stockage-crédit nature (warrantage) et mettre en place un réseau de magasins de warrantage pour pouvoir renforcer les acteurs et actrices.
- Inclure des informations précises sur les intérêts et besoins d'appui à l'autonomisation des femmes dans les activités post-récolte, y compris des indicateurs sensibles au genre et la budgétisation selon le genre.
- Prévoir une évaluation pour pouvoir identifier les faiblesses en terme de capacité de gestion des organisations paysannes et l'application d'une approche entrepreneurial par les transformatrices. Intégrer le renforcement des capacités des OP dans le PNIASAN. Autres aspects à renforcer: l'établissement de normes pour la qualité du lait produit (stabilité, durée de vie) et d'autres produits agro-alimentaires, la formation des transformatrices sur les technologies et innovations, une étude de faisabilité et d'appui à des groupements de femmes pour l'élaboration d'un plan d'affaires.
- Le FADeC-agriculture pour les investissements structurants doit tenir compte de l'avis des femmes et de leurs activités spécifiques par chaîne de valeur et spécifique à chaque commune.
- Accompagner les institutions de microcrédit et autres institutions financières pour mettre en place des produits spécifiques pour répondre aux besoins des acteurs des différentes fonctions des CVA prenant en compte les contraintes et obstacles basés sur le sexe dans les CVA.
- Renforcer la synergie d'action entre le FNDA et l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB) afin d'inciter les producteurs à recourir à l'assurance agricole dans la gestion des risques liés aux changements climatiques en tenant compte des vulnérabilités sexo-spécifiques.
- Formuler un indicateur pour instaurer un pourcentage de femmes bénéficiaires des aménagements hydro-agricoles dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du PNIASAN.
- Lors de la mise en œuvre de l'élaboration et de la révision des conseils agricoles (prévu dans le PNIASAN 2017-2021), associer les plateformes des CVA, ANAF et FUPRO et veiller à une participation égalitaire des femmes, des jeunes et des hommes dans les forums de discussions et de prise de décision.
- Garantir l'accès équitable aux différents types de conseil agricoles. L'actualisation de la Stratégie Nationale de Conseil Agricole prévue dans le PNIASAN 2017-2021 est une opportunité pour garantir l'accès équitable des femmes, jeunes et hommes, dans le cadre d'une autonomisation et professionnalisation des entreprises, au Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles. Pour garantir un accès équitable, il sera nécessaire de prendre en compte les écarts en termes d'alphabétisation (selon le MICS 2015, le taux d'alphabétisation des hommes est de 59,6% contre 43,9% pour les femmes).
- Prendre des mesures adéquates pour pallier aux contraintes liées aux inégalités dans le domaine de l'utilisation des TIC. Le PNIASAN 2017-2021 prévoit l'application des TIC qui permettront la traçabilité, la vente et l'achat de produits agricoles en ligne et via le téléphone portable. Hommes et femmes n'ont pas égalité d'accès au service de l'internet avec un écart de 8% en faveur des hommes. En terme d'utilisation d'un ordinateur, la différence entre hommes et femmes est de 4% en faveur des hommes (MICS5, 2014³). Les fonctions de distribution et de commercialisation des CVA étant souvent dominées par les femmes rurales, l'offre des TIC prévue par le PNIASAN 2017-2021 pourrait défavoriser les femmes. Le document PNIASAN ne fait pas référence aux inégalités, obstacles et contraintes des femmes et des jeunes comparativement aux hommes dans le domaine des TIC.
- Identifier et appliquer le suivi d'indicateur sensible au genre pour l'accès des femmes et des hommes aux différents types de conseil agricole, y compris au Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles. Des dispositions doivent également être prises afin de promouvoir l'accès aux centres de gestion agréés qui aident les entrepreneurs à mettre en place des structures organisationnelles plus efficaces et productives.
- Réinvestir les taxes dans le développement des infrastructures dont ont besoin les femmes qui sont actives dans la transformation, distribution, restauration et commercialisation des produits agro-alimentaires.
- Renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des producteurs face aux changements climatiques en prenant en compte les enjeux genre.

3. Voir tableau 11 page 79

- Encourager le travail en synergie entre les OPA, renforcer les OPA faitières des agricultrices sur le plan institutionnel et identifier et valoriser les bonnes pratiques des OPA sur le genre.
- Intégrer dans les conseils agricoles la vulgarisation sur les causes sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition et promouvoir les “clubs des mamans” pour palier à la malnutrition des enfants, adolescentes et femmes enceintes.
- Intégrer des indicateurs sensibles au genre en tenant compte du “noyau dur de pauvreté” comme cible spécifique et créer plus de collaboration avec le CAN, les projets Nouvelle Alliance G8 et le programme PSDAN.
- Produire des stratégies genre pour la recherche et l’amélioration des souches et semences agricoles, aquacoles et de l’élevage. Suivre l’exemple de la stratégie genre élaboré par INRAB/AfricaRice sur la recherche génétique du riz. Prévoir les moyens financiers auprès des acteurs macro, méso et micro pour mettre en œuvre la stratégie.
- Identifier les causes des inégalités et le non accès des femmes à la terre. Analyser l’état actuel des causes du nonaccès des femmes au foncier et formuler une stratégie d’action pour réduire les inégalités par un changement de comportement. Il s’agira ensuite d’informer les acteurs du niveau départemental, communal et les APE sur la stratégie de réduction des inégalités.
- Promouvoir auprès des autorités l’adhésion aux principes des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (FAO, 2012), entres autres l’application du paragraphe 7.4 demandant aux Etats de garantir que les femmes et les hommes jouissent des mêmes droits fonciers nouvellement reconnus, et que ces droits soient mentionnés dans les registres. Chaque fois que cela est possible la reconnaissance juridique et l’attribution de droits fonciers à des individus, des familles ou des communautés devraient être faites de façon systématique en progressant zone par zone, et conformément aux priorités nationales, afin d’offrir aux personnes pauvres et vulnérables toutes les chances d’obtenir la reconnaissance juridique de leurs droits fonciers. Les personnes pauvres et vulnérables, en particulier, devraient pouvoir bénéficier d’une assistance juridique. Pour renforcer la transparence au moment où les droits fonciers sont initialement enregistrés, des méthodes adaptées à la situation locale devraient être mises en place, y compris pour l’établissement de la cartographie des droits fonciers.
- Former les acteurs CARDER aux activités de changement de comportement des chefs de terre, les autorités et les chefs de ménages pour qu’une partie du grand nombre de terres non exploitées soit allouée aux femmes et aux jeunes (filles et garçons) et aborder de façon stratégique la difficulté pour les jeunes d’acheter des terres.
- Renforcer une synergie dans les domaines d’appui à la post capture/récolte et aux fonctions de transformation et distribution/commercialisation des produits agricoles, de l’élevage et de la pêche, entre le PNIASAN 2017-2021 et le cadre de coopération de la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (voir en annexe), et ceci dans le cadre des engagements d’investissement du secteur privé.



1. Contexte de l'étude

La FAO et la Commission de la CEDEAO travaillent en partenariat pour la mise en œuvre d'un Projet de Coopération Technique intitulé "Réponse genre aux plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour relever le Défi Faim Zéro dans les pays membres de la CEDEAO". L'objectif général de ce projet vise à assurer que la transformation agricole et la croissance de l'agriculture inclusive avantagent/autonomisent pleinement les femmes et les jeunes dans l'agriculture dans les pays membres de la CEDEAO. Le projet contribue pleinement à l'ECOWAP/PDDAA, à l'Initiative Faim Zéro de la CEDEAO et au Plan régional d'investissement agricole de la CEDEAO.

Le Résultat 1 du projet "Formulation, financement, mise en œuvre et suivi des PNIA sensibles au genre" vise à assurer que les Plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) répondent aux disparités existant entre les hommes et les femmes dans les secteurs agricole, du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il contribue au résultat du Niveau 2 du Cadre de résultats du PDDAA sur la Croissance agricole inclusive durable.

Le Résultat 2 "Capacité systémique pour accroître les opportunités des femmes et des jeunes en vue d'une croissance agricole inclusive et relever le Défi Faim Zéro" traite du renforcement des capacités pour autonomiser les femmes et les jeunes le long des chaînes de valeur agricoles à travers des politiques sensibles au genre, le financement et l'approvisionnement des services, le développement des compétences et les opportunités d'affaires.

1.1 Les objectifs

Objectif général de l'évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural

L'objectif général de cette évaluation au Bénin est d'analyser les inégalités sexistes dans l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés qui contribuent à la faible productivité agricole ainsi qu'à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Objectifs spécifiques

Spécifiquement, il s'agit au cours de cette évaluation de (i) mener une analyse des disparités de genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural et (ii) faire un diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels, sur la base de l'analyse de la documentation et des données sexo-spécifiques et d'un diagnostic des politiques existantes.

1.2 Résultats attendus

Les résultats de cette évaluation permettront de:

- informer l'élaboration du nouveau guide pour la seconde génération de PNIA et PRIA afin d'assurer l'intégration systématique du genre dans la formulation, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des PNIA et PRIA
- informer l'élaboration du Plan d'Action Genre et Agriculture de la CEDEAO, la publication régionale FAO-CEDEAO sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et les autres processus liés à l'ECOWAP / PDDAA 2025 aux niveaux national et régional

- faciliter la préparation de rapports de la CEDEF/CEDAW dans le cadre de l'équipe pays des Nations Unies, avec des données et informations fiables et à jour sur la situation des femmes rurales dans le pays
- faciliter le plaidoyer à haut niveau et les activités de renforcement des capacités au niveau des pays
- fournir une situation de référence pour le suivi de la mise en œuvre des politiques agricoles, des PNIA et des ODD au niveau des pays.

1.3 Méthodologie

L'évaluation de la situation genre au Bénin s'est déroulée de début novembre au 15 décembre 2016 en deux phases:

1.3.1 La phase préparatoire de l'évaluation

Cette évaluation s'est basée sur la collecte et l'analyse documentaire, l'analyse des données statistiques et l'analyse des politiques existantes en lien avec le PNIA.

Collecte et analyse documentaire

Il s'agit de faire tout au long de l'évaluation la collecte et l'analyse des documents disponibles sur le genre en lien avec le domaine agro-pastoral et halieutique au Bénin. De ce fait, il s'est agi d'exploiter la documentation disponible sur le genre en lien avec le PNIA, les droits des femmes au foncier et aux ressources adéquates ainsi que les politiques de santé, protection sociale, de nutrition, etc.

L'analyse s'est articulée autour des politiques et stratégies et des documents de programmes et projets.

L'évaluation a essayé d'analyser le niveau de considération du genre dans ces différents documents, d'en tirer les aspects positifs et de relever les insuffisances pour une meilleure prise en compte du genre dans le PNIA 2011-2015 et le document du PNIASAN en cours de formulation (2017-2021). La liste des documents étudiés est intégrée à la bibliographie.

Analyse des données statistiques

Afin de mesurer l'intégration du genre dans le PNIA, il convient d'avoir des données statistiques et sexo-spécifiques. Les documents statistiques suivants ont été consultés:

- le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH)
- le Tableau de Bord Social (TBS) 2012.
- l'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS)
- l'Enquête Démographique et de Santé (EDSB-IV) 2011-2012, Ministère du développement, de l'analyse économique et de la prospective & Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE)
- l'Indicateur de Développement des Inégalités entre les Sexes en Afrique (IDISA)
- l'Enquête démographique et de santé
- les statistiques fournies par le MAEP et sa cellule genre, etc.

Analyse des politiques existantes en lien avec le PNIA (2011-2015) et PNIASAN (2017-2021)

La consultante au niveau du Bénin a analysé quelques stratégies, politiques et documents en lien avec le genre et le PNIA. Il s'agit entre autres de:

- la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
- la Politique nationale de la promotion du genre (PNPG)
- le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA)
- le Programme cadre de l'agriculture
- le Programme cadre de l'élevage
- le Programme cadre de la pêche
- le Programme administration et gestion du secteur agricole
- l'Arrêté n° 028/MDR/DC/CC/DAPS portant création, attributions et fonctionnement de la cellule femme dans le développement agricole et rural du Ministère du développement rural

- le Décret n° 2002-464 du 28 octobre 2002 portant création, composition, attributions et fonctionnement de la Commission Nationale de Promotion de la Femme (CNPF)
- la Loi n° 2002-07 portant Code des personnes et de la famille
- la Loi n°2011-26 du 9 janvier 2012 portant prévention et répression des violences faites aux femmes
- l'Arrêté n° 2444 du 23 septembre 2005 portant création, attributions et nominations des points focaux genre (MAEP)
- le Plan d'actions genre du secteur agricole 2011-2015
- la Politique de promotion de la femme dans le secteur agricole, septembre 2001
- l'Evaluation de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing +15
- le Rapport national sur le développement humain 2015: Agriculture, sécurité alimentaire et développement humain au Bénin
- le Plan d'Investissement Agricole 2010-2015, Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche & Ministère de l'économie et des finances (Bénin), septembre 2010
- le Guide méthodologique d'intégration de genre dans les politiques, plans et programmes/Projets de développement et Curriculum de formation en intégration du genre, Ministère de la famille et de la solidarité nationale
- l'Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique, Commission économique pour l'Afrique
- l'Arrêté portant attributions et désignations des points focaux genre au MAEP
- le Programme et plan d'action pour la mise en œuvre nationale de la promotion du genre au Bénin 2010-2015, Ministère de la famille et de la solidarité nationale
- le Plan Stratégique 2013-2017, Ministère de la famille, des affaires sociales, de la solidarité nationale, des handicapés et des personnes du troisième âge
- le Plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition (volumes 1 & 2), juillet 2009, Banque mondiale & Core group, INSAE
- le Plan national de développement sanitaire

1.3.2 Production et validation du rapport

La consultante a procédé à un examen des données et à leur organisation. Une version préliminaire du rapport pays a été soumise à l'appréciation des commanditaires. Un atelier de validation a ensuite été organisé avec la participation de divers acteurs étatiques et des représentants d'organisations du système des Nations Unies, de la société civile, du milieu académique et des organisations paysannes.

1.3.3 Difficultés rencontrées

La difficulté essentielle rencontrée au cours de cette évaluation est le court délai accordé. Seconde difficulté: la Direction de la Programmation et de la Prospective qui prépare le PNIA était très occupée au moment de l'étude, la version du PNIA 2017-2021 ayant comme date butoir pour sa validation fin décembre 2016. Avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement en avril 2016, plusieurs changements au niveau institutionnel ont eu lieu, entre autres au niveau de la cellule genre du MAEP, ce qui a rendu difficile l'accès aux documents et informations.

1.3.4 Supervision de l'évaluation

La supervision générale de l'évaluation a été réalisée par la Fonctionnaire principale chargée du genre, de l'égalité et du développement rural au bureau régional de la FAO pour l'Afrique.

A défaut de point focal genre à la FAOR Bénin, la consultante a reçu la collaboration de l'assistant du Chargé du programme qui l'a assisté pour les prises de contacts avec les personnes élaborant le PNIASAN 2017-2021.

Un guide contenant la table des matières du rapport et le cadre d'analyse du PNIA ont été produits par l'équipe de la FAO en appui à la consultation.



© FAO / T. Fenyes

La forme traditionnelle des fosses à fumage de poisson était ronde

2. Analyse du contexte politique du pays

2.1 Cadre de la planification du développement du pays, orientation de l'agriculture, sécurité alimentaire et pauvreté

Avec un revenu annuel par habitant de 800 dollars US en 2014, le Bénin fait partie des pays les plus pauvres du monde. La croissance a été modérée et inférieure à la moyenne régionale. En 2009 et 2010, la croissance était de 2,7 et 2,6% (influence de la crise économique mondiale et des inondations). En 2011 et 2012, la croissance était de 3,5% et en 2014 de 5%. La croissance économique est insuffisante pour réduire l'incidence de pauvreté qui était estimée à 36% en 2012. Avec un taux de croissance démographique de 3,2%, le gouvernement peine à maintenir le niveau de services publics. La proportion de femmes au sein de la population béninoise reste pratiquement stable: 51,2% en 2013 contre 51,5% en 2002 (RGPH4, 2015).

L'Indicateur de développement humain (IDH) pour le Bénin était de 0,48 en 2014, ce qui place le Bénin à la 166ème place sur 188 pays évalués par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2015). Selon l'analyse du PNUD, l'accroissement moyen annuel est de 1,5% au cours de la période 1980-2014 et cette amélioration est impulsée principalement par les progrès réalisés dans les domaines sanitaire et éducatif, et dans une moindre mesure par les gains liés à la croissance économique.

En 2014, l'IDH calculé pour les hommes et les femmes était respectivement de 0,524 et 0,431. La santé de la reproduction est le facteur qui contribue le plus à l'inégalité de genre au Bénin. En tenant compte des inégalités, l'Indice de développement humain "corrigé" ressort à 0,30 en 2014. De fortes inégalités persistent au niveau de l'éducation, de la santé et des revenus. Les inégalités déteignent également sur les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes.

Le secteur agricole est d'une importance capitale pour le renforcement de l'économie béninoise car il contribue pour 32,5% en moyenne au PIB, 75% aux recettes d'exportation, 15% aux recettes de l'Etat et fournit environ 70% des emplois (Rapport d'évaluation PSRSA, 2016). Il est donc considéré comme le secteur dont les nombreuses potentialités doivent être judicieusement exploitées pour soutenir la croissance économique nationale et contribuer ainsi à lutter efficacement contre la pauvreté. En outre, l'année 2016 a été également marquée par l'arrivée au pouvoir d'un nouveau régime qui a adopté un nouveau cadre d'orientation faisant de l'agriculture un secteur d'investissement massif. Dans ce cadre, un Programme d'Action du Gouvernement (PAG) faisant du secteur agricole une des priorités de développement de l'économie béninoise a été rédigé avec, en perspective, l'élaboration de projets de développement pour quelques filières agricoles dites phares – notamment le maïs, le riz, l'ananas, l'anacarde et la pisciculture.

Le Bénin s'attèle à mettre en œuvre le droit à l'alimentation et l'objectif de la sécurité alimentaire dans le cadre de l'architecture nationale de la planification du développement et dès 1991, le gouvernement a adopté la Lettre de Déclaration de Politique de Développement Rural (LDPDR). Celle-ci a été complétée en 1999 par la Déclaration de Politique de Développement Rural (DPDR) qui clarifie les conditions de désengagement de l'Etat des fonctions de production, de transformation et de commercialisation.

En juillet 2001, le Schéma Directeur de Développement Agricole et Rural (SDDAR) a été conçu et rendu opérationnel avec l'élaboration du Plan Stratégique Opérationnel (PSO) comme documents de stratégie agricole.

Les axes prioritaires pour l'intervention retenus dans la DPDR, le SDDAR et le PSO sont (i) la réduction de la pauvreté, (ii) la prise en compte des femmes rurales, (iii) le renforcement de la sécurité alimentaire, (iv) la création d'emplois, (v) la contribution au rétablissement des équilibres macro-économiques et (vi) la conservation du patrimoine écologique.

Le Bénin s'est aligné sur les orientations des organisations multilatérales dont il fait partie comme la CEDEAO et l'UEMOA qui identifient la modernisation des exploitations familiales et le développement des filières agricoles comme les axes majeurs de la politique agricole. La politique régionale agricole de la CEDEAO (ECOWAP/PDDAA), adoptée en janvier 2005, représente le cadre approprié dans lequel l'ensemble des institutions régionales et des Etats ont l'obligation d'inscrire leurs orientations et leurs actions. L'objectif général de l'ECOWAP est de contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté dans les États membres, ainsi qu'à la résolution des inégalités entre les territoires, les régions et les pays.

En décembre 2016, les Etats membre de la CEDEAO ont adopté à Abuja un Programme Régional d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRIASAN) couvrant la période 2016-2020.

Selon ses objectifs spécifiques, parmi les principales préoccupations de cette politique figurent la réalisation de la sécurité et de la souveraineté alimentaires et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales par la création d'emplois rémunérés.

La politique agricole de l'UEMOA (PAU) a été adoptée en décembre 2001, après un processus participatif impliquant des acteurs nationaux et régionaux. Son objectif est de réaliser la sécurité alimentaire, accroître la production et la productivité agricole d'une manière durable et améliorer les conditions de vie des agricultrices et agriculteurs.

En 2003, le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), volet agricole du NEPAD, est adopté à Maputo concluant sur un engagement d'allouer 10% au moins des budgets nationaux au secteur de l'agriculture. En 2014, les Chefs d'Etats reconfirmaient les engagements déjà pris dans le cadre de l'éradication de la pauvreté et la croissance dans la déclaration de Malabo sur "la Croissance et la Transformation Accélérées de l'Agriculture en Afrique pour une Prospérité partagée et l'Amélioration des Moyens d'Existence". Les Chefs d'Etat prenaient l'engagement de respecter l'engagement pris d'allouer au moins 10% des dépenses publiques à l'agriculture et d'en garantir l'efficacité et l'efficience; de créer un environnement politique et institutionnel, ainsi que des systèmes d'appui appropriés ou améliorer ceux qui existent, pour promouvoir l'investissement privé dans l'agriculture, l'agrobusiness et l'agro-industrie, en accordant la priorité aux investissements locaux; et de rendre rapidement opérationnelle la Banque africaine d'investissement, tel que prévu dans l'Acte constitutif de l'Union africaine, en vue de mobiliser et de décaisser les fonds d'investissements pour financer les projets prioritaires liés à l'agriculture.

En outre, l'engagement visait à éliminer la faim d'ici à 2025, entre autres par l'accélération de la croissance agricole et la réduction de la moitié des pertes après-récolte, à prendre des mesures pour les groupes vulnérables et à faire baisser le retard de croissance et l'insuffisance pondérale; à promouvoir le commerce intra-africain et veiller à ce que le processus de croissance et de transformation de l'agriculture soit inclusif et qu'il contribue au moins à hauteur de 50% à l'objectif global de réduction de la pauvreté; et à cette fin, créer un environnement politique et institutionnel, ainsi que des systèmes d'appui budgétaire appropriés ou renforcer ceux qui existent en ayant pour objectifs de: maintenir une croissance annuelle du PIB agricole d'au moins 6%; d'établir et/ou renforcer les partenariats public-privé inclusifs dans au moins cinq chaînes de produits agricoles prioritaires ayant des liens étroits avec les petites exploitations agricoles; de créer des possibilités d'emploi dans les chaînes de valeur agricoles pour au moins 30% des jeunes; de soutenir et favoriser l'accès et la participation préférentiels des femmes et des jeunes aux possibilités d'emplois rémunérateurs et attractifs dans le domaine de l'agroalimentaire.

En 2016, les Objectifs de développement durable (ODD) sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. Les 17 Objectifs intègrent de nouvelles préoccupations (comparatifs aux Objectifs du Millénaire pour le développement) telles que les changements climatiques, la paix et la justice, entre autres priorités. Les ODD, programme destiné à ne laisser personne de côté, visent à éradiquer la pauvreté en s'attaquant à ses causes et à rassembler pour changer véritablement les choses, pour les individus comme pour la planète. L'Objectif 5 vise l'égalité et l'équité.

Le Bénin a adhéré également aux politiques agricoles du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) qui mobilise les populations et la communauté internationale autour de l'aide d'urgence et de la mise en œuvre des programmes dans différents domaines. Une réserve alimentaire régionale a été lancée par la CEDEAO en septembre 2013 pour répondre efficacement aux crises alimentaires tout en contribuant à la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA avec une sécurité alimentaire régionale et une perspective de souveraineté. Les principes qui sous-tendent la conception et l'exploitation de cette réserve se réfèrent aux principes contenus dans la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires.

Au niveau continental, la politique agricole de l'Union africaine prévoyait que le continent africain devrait, d'ici 2015, parvenir à la sécurité alimentaire en améliorant la productivité agricole afin d'atteindre un taux de croissance moyen annuel de 6%.

2.2 Cohérence des cadres régionaux, sous-régionaux et nationaux de l'agriculture

Au niveau régional, en adoptant à Maputo en 2003 le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), volet agricole du NEPAD, les Chefs d'Etats africains ont pris l'engagement d'allouer 10% au moins de leurs budgets nationaux au secteur de l'agriculture pour en faire le socle de la croissance de leur économie.

Sur le plan juridique, plusieurs instruments internationaux auxquels le Bénin a adhéré prennent en compte les droits économiques, sociaux et culturels et le genre. A ce titre, on peut citer entre autres la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'égalité de rémunération C100 ratifiée par le Bénin en 1961; la Convention sur l'emploi et rémunération C111 ratifié par le Bénin en 1968; l'Abolition du travail des enfants C138, la Convention sur l'âge minimum ratifié par le Bénin en 2001 avec comme limite d'âge 14 ans, la ratification de la Convention C182 sur les formes de travail des enfants en 2001⁴, les directives de la FAO sur le droit à l'alimentation et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

La CEDEF est spécifique à la protection et à la promotion des droits des femmes. L'Article 14 met l'accent sur la protection spécifique des femmes rurales. Il fait obligation aux Etats parties de veiller à ce que la femme rurale bénéficie des mêmes opportunités que la citadine étant donné le rôle important qu'elle joue dans la survie de la famille et dans le développement économique des nations. En outre, cette dernière étant plus exposée aux violations des droits humains, les Etats doivent s'engager à prendre des mesures spécifiques en vue de la protéger; elle doit donc recevoir un traitement égal, en particulier en ce qui concerne les réformes foncières et agraires et les projets d'aménagement rural.

Autres instruments sur le plan régional: (i) la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée en 1981 et révisée en 1982. Certains des droits qui y sont reconnus font référence au secteur agricole. Il s'agit entre autres du droit à la vie et à la dignité (Art. 5), du droit à la santé (Art. 16) et du droit au développement (Art. 22 et 24); (ii) la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant (CADBE) entrée en vigueur en 1999 stipule que les Etats Parties prendront des mesures "pour assurer la fourniture d'une nutrition adéquate et d'une eau potable saine" (Art. 14.2 c) et devront "en fonction de leur moyens et leurs conditions nationales [...] aider les parents et autres personnes responsables de l'enfant et, en cas de nécessité, offrir des programmes d'assistance et de soutien matériels, notamment en matière de nutrition, santé, éducation, habillement et logement" et (iii) le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits de la femme en Afrique, adopté en 2003 (signé par le Bénin en 2004, ratifié en 2005) qui reconnaît le nombre important de femmes dans le domaine agricole. Il consacre certains articles à la défense des droits de la femme, entre autres le droit à la propriété immobilière et au crédit agricole. Il fait obligation aux Etats de garantir une nutrition adéquate pour les femmes pendant la grossesse et l'allaitement (Art 14). Il fait obligation aux Etats d'initier des programmes facilitant l'accès des femmes à la terre et aux parcelles aménagées, de renforcer les capacités des femmes dans le domaine des techniques culturelles améliorées, de poursuivre les programmes permettant l'approvisionnement et le stockage par les femmes en vue de la sécurité alimentaire (Art 15).

4. Human Development Report 2015, PNUD

En ce qui concerne les secteurs de l'agriculture et du développement rural, le Bénin a également souscrit aux engagements politiques suivants au niveau de la CEDEAO, au niveau africain et au niveau mondial:

Au niveau de la CEDEAO:

- L'Article 63 du Traité Révisé de la CEDEAO enjoint les Etats membres à "élaborer, harmoniser, coordonner et mettre en œuvre des politiques et des mécanismes appropriés pour améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des femmes."
- La Vision 2020 de la CEDEAO adoptée en Juin 2010 prévoit "une société inclusive portée sur le développement et l'autonomisation du capital humain en vue de créer un environnement sain et paisible dans lequel les femmes, les enfants et les jeunes pourront évoluer avec des opportunités égales pour exceller et avoir un accès équitable aux ressources nécessaires pour le développement humain et social".
- Le Pacte Régional de Partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA 2025 adopté lors de la conférence internationale sur ECOWAP + 10 et les Perspectives pour 2025 a pris l'engagement supplémentaire d'améliorer la gestion de la politique agricole en renforçant la conformité aux principes de l'égalité et de l'équité des sexes et la redevabilité. Cet engagement devrait être mis en œuvre dans le cadre du nouveau cycle de PRIASAN et PNIASAN actuellement en cours de finalisation.

Au niveau Africain:

- L'Agenda 2063 de l'Union africaine adopté en avril 2015, dans l'Aspiration numéro six, appelle à un développement inclusif axé sur les personnes, à travers, entre autre: l'accès des femmes rurales aux moyens de productions tels que la terre, le crédit, les intrants et les services financiers; l'inclusion des femmes dans la prise de décisions; le droit des femmes de posséder et d'hériter des biens, de signer des contrats, d'enregistrer et de gérer des entreprises.
- La Déclaration de Malabo sur la « Croissance et la Transformation Accélérées de l'Agriculture en Afrique pour une Prospérité partagée et l'Amélioration des Moyens d'Existence » adoptée par les chefs d'Etats lors du sommet de l'Union africaine en juin 2014 fait appel à un appui public délibéré et spécial pour aider les femmes à participer et à profiter des opportunités de croissance et de transformation pour améliorer leurs vies et leurs moyens d'existence. Dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) qui vise au développement socioéconomique du continent, l'égalité entre homme et femme était considérée comme un des facteurs de l'éradication de la pauvreté et du développement durable.
- La Déclaration de 2015 comme « l'Année de l'autonomisation des femmes et du développement pour la concrétisation de l'Agenda 2063 » adoptée par le Sommet de l'Union africaine en juin 2015 invite les gouvernements à rehausser les niveaux de mécanisation, d'accès aux innovations technologiques, d'éducation et de développement des compétences pour les femmes. Elle en appelle également aux institutions financières de prévoir un quota minimum de financement de 50% pour aider les micro-entreprises féminines à croître.
- La Déclaration de 2016 comme « Année Africaine des droits de l'homme, avec un accent particulier sur les droits des femmes » adoptée par les chefs d'Etat en juillet 2016 met particulièrement l'accent sur les droits des femmes pauvres à l'alimentation, la terre et la protection sociale comme faisant partie intégrante de leurs droits humains.
- "La Campagne de l'Union Africaine pour reléguer la houe à main au musée" a été lancée en Juin 2015 à Johannesburg lors du Sommet de l'Union africaine. Dans le cadre de son Aspiration#1 « Une Afrique prospère axée sur la Croissance Inclusive et le Développement Durable », l'Agenda 2063 envisage: « une agriculture moderne, productive et attractive, basée sur la science, la technologie, l'innovation et le savoir-faire indigène », et précise que « la houe à main sera bannie à l'horizon 2025. »

Au niveau mondial:

- L'Agenda 2030 pour le Développement Durable traite, entre autres, des questions prioritaires pour les femmes dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la gestion des ressources naturelles. L'Objectif de Développement Durable (ODD) 1 sur la réduction de la pauvreté vise à assurer l'égalité des droits pour tous- hommes et femmes- par rapport aux ressources économiques, un accès égal aux services fondamentaux, à la technologie et aux services financiers, à la propriété et au contrôle

de la terre et de toute autre forme de propriété et de ressources naturelles. L'ODD 2 sur l'élimination de la faim, la réalisation de la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition et la promotion d'une agriculture durable traite particulièrement des besoins nutritionnels des adolescentes et des femmes enceintes et allaitantes. Cet objectif vise à doubler, à l'horizon 2030, le niveau de productivité et des revenus des femmes petites exploitantes en leur garantissant un accès sécurisé et égal à la terre, à la connaissance, aux services financiers, aux marchés et aux opportunités de transformation des produits pour la valeur ajoutée ainsi qu'au travail non-agricole. L'Objectif 5 sur la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes invite à la reconnaissance et à l'appréciation du travail domestique et de prise en charge non-rémunéré des femmes à travers des politiques qui leur garantissent l'accès aux services et aux infrastructures publics ainsi que la protection sociale et la promotion du partage des responsabilités au sein du ménage et de la famille autant que possible à l'échelle nationale. La participation des femmes et leur engagement en tant que responsables à tous les niveaux du processus décisionnel est également indispensable.

- Les Objectifs du Millénaire pour le Développement, dont l'OMD 3 sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- L'Accord de Paris adopté par la Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations-unies sur le changement climatique (COP21) invite les parties à mettre en œuvre des actions d'adaptation et de renforcement des capacités sensibles au genre. La COP22 a offert des opportunités pour un plaidoyer continu autour de la dimension du genre dans les interventions relatives au climat.

Plans et programmes élaborés au niveau régional et pris en compte par le MAEP Bénin:

- le Programme régional d'investissement agricole (PRIA), élaboré en 2010 et construit autour de trois objectifs spécifiques, à savoir la promotion de produits stratégiques propices à la souveraineté alimentaire, la promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional et la réduction de la vulnérabilité, et la promotion de l'accès durable de la population à la nourriture (suivi de la formulation du PRIASAN 2016-2020 en décembre 2016, qui renforce les acquis du PRIA);
- l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience-Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR) lancée lors de la 28e réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) en 2012. L'objectif global de l'Alliance est de "réduire structurellement, d'une manière durable, la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle en soutenant la mise en œuvre des politiques sahéliennes et ouest-africaines. À court terme, cette stratégie vise à accroître la résilience des communautés et des ménages les plus vulnérables dans la région, à long terme d'éradiquer la faim et la malnutrition. Le Bénin n'a pas encore validé son plan national de résilience (NRP).
- l'initiative Faim Zéro lancée en 2012 par la Commission de la CEDEAO afin d'accélérer l'impact de l'ECOWAP et d'éliminer la faim en Afrique de l'Ouest d'ici à 2020. L'approche ne consiste pas à générer un nouveau programme mais à s'appuyer sur les politiques et programmes existants afin d'accroître l'engagement des acteurs régionaux et internationaux, en améliorant la gouvernance et en augmentant la participation publique.
- le Programme régional d'appui aux filets nationaux de sécurité sociale en Afrique de l'Ouest. Ce programme poursuit l'objectif 3 du PRIA, à savoir contribuer à assurer que les besoins alimentaires des populations vulnérables sont couverts et réduire la vulnérabilité structurelle des populations dans les zones rurales et urbaines. L'objectif de ce programme est de tester, adapter et déployer des réseaux nationaux de sécurité sociale sur une grande échelle pour plusieurs États de la région afin de renforcer la résilience des communautés et des ménages et, plus spécifiquement, de réduire la malnutrition dans la petite enfance.
- l'Initiative renforcement de la nutrition (SUN) qui se définit comme un mouvement à travers lequel divers acteurs dans un effort collectif peuvent améliorer la nutrition. Le Bénin a rejoint le mouvement SUN en 2011. Le pays dispose d'une plateforme multisectorielle, multi-acteurs, du Conseil national de l'alimentation et de la nutrition (CAN) et d'un document de politique, le Plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition (PSDAN). Comme autre principe, le SUN demande aux actrices et acteurs d'agir conformément à un engagement pour défendre l'équité et les droits de toutes les femmes, de tous les hommes et de leurs enfants.

2.3 Stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural

Le Plan Stratégique Opérationnel (PSO) du Schéma Directeur de Développement Agricole et Rural (SDDAR) rendu opérationnel en 2001 se décline en 14 plans d'action sous-sectoriels et transversaux, regroupés en cinq grands programmes, à savoir: (i) l'amélioration de la productivité agricole, (ii) les infrastructures rurales, (iii) la gestion durable des ressources naturelles, (iv) l'appui au développement des marchés agricoles et (v) l'administration et la gestion des services (MAEP, 2011).

Depuis 2006, la politique agricole du Bénin est focalisée sur l'ambition d'une "révolution verte". La vision politique est la suivante: "Faire du Bénin une puissance agricole dynamique à l'horizon 2015, compétitive, attractive, respectueuse de l'environnement, créatrice de richesse répondant aux besoins de développement économique et social de la population".

Le PNIA est la traduction en programmes chiffrés du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA). Le PSRSA est en lien avec la Stratégie nationale de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (SCRIP) et la vision Bénin Alafia 2025. En 2016, le nouveau régime a adopté un nouveau cadre d'orientation faisant de l'agriculture un secteur d'investissement massif. Le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) fait du secteur agricole une priorité de développement et une agence mettra en œuvre les projets de développement pour quelques filières agricoles dites phares, notamment le maïs, le riz, l'ananas, l'anacarde et la pisciculture. L'élaboration et la mise en œuvre du PSRSA/PNIA impliquent donc les acteurs étatiques et non étatiques qui se trouvent à la fois aux niveaux national (central), régional (déconcentré) et local (décentralisé). Un premier plan a été élaboré en 2010 couvrant la période 2011-2015.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PSRSA/PNIA, les PTF intervenant dans le secteur agricole se sont organisés et ont désigné un chef de file pour la coordination et l'orientation des différentes actions. A cet effet, dans la logique d'une meilleure synergie des actions a été mis en place un Groupe Technique Agriculture (GTA) qui devrait veiller à l'harmonisation des actions à travers les échanges sur les interventions des divers partenaires dans les domaines sectoriels de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Une vision commune a ainsi été élaborée pour orienter l'action des membres du groupe et les aider à mieux articuler l'importance du groupe dans le système d'aide au développement. La coordination de ce groupe de travail se fait à travers un suivi des progrès réalisés au niveau des divers partenaires dans l'atteinte des objectifs fixés par le PSRSA et le PNIA. De même, le Groupe Technique Agriculture (GTA) œuvre au renforcement du dialogue politique entre les PTF et le gouvernement afin de formuler en cas de besoin des recommandations pour une meilleure mise en œuvre des interventions des divers partenaires.

Le secteur agricole au Bénin

Le secteur productif agricole du Bénin est caractérisé par la prédominance de petites exploitations agricoles et par sa vulnérabilité à la variabilité climatique et aux phénomènes climatiques extrêmes. Les revenus et la productivité sont faibles et la force de travail n'est que partiellement valorisée, ce qui rend très peu compétitifs les produits agricoles. La plupart des exploitants agricoles ont très peu recours aux intrants et s'adonnent à des pratiques d'exploitation minière qui accentuent la dégradation des ressources naturelles (dont le sol), ce qui est une préoccupation majeure du gouvernement.

Le pays dispose de 11 millions d'hectares de surface brute disponible dont environ 60% sont jugés aptes à l'agriculture. Les ressources en eau sont estimées à 13 milliards de m³ d'eau de surface, 2 milliards de m³ d'eau de recharge, 322.000 ha de plaines inondables et 117.000 ha de bas-fonds. Les vallées sont très fertiles, notamment celle de l'Ouémé, classée en Afrique comme la vallée la plus fertile après celle du Nil.

Bien que le Bénin soit doté d'un vaste réseau hydrographique comprenant 2.000 ha de fleuves, 1.900 ha de lacs et un système lagunaire de plus de 2.800 ha, l'agriculture reste tributaire des aléas climatiques.

La production céréalière (surtout le maïs et le riz) connaît un accroissement moyen annuel de 6,5%, plus important que celui de la population estimé à 3,5%. La production des racines et tubercules enregistre un accroissement moyen de 3,8% entre la campagne 2003-2004 et la campagne 2013-2014. Cette production est dominée par la culture du manioc et de l'igname, qui constituent respectivement la deuxième et la troisième spéculation les plus cultivées au Bénin après le maïs (PNUD, 2015). Les cultures maraîchères généralement pratiquées au Bénin sont la tomate, le piment, le gombo, l'oignon et les légumes feuilles. Elles sont indispensables à l'organisme pour leurs apports en oligo-éléments (vitamines et sels minéraux). Leur

production s'est accrue en moyenne de 14,6% entre 2003 et 2013. Toutefois, ces cultures sont soumises à d'importantes pertes post-récolte en raison des difficultés de conservation et manque d'efficacité (y compris accès au capital pour les investissements et le fonds de roulement) et de savoir-faire dans la transformation.

La production animale (lait, viande et œufs) enregistre sur la période 2001-2012 une baisse de 2,1% en moyenne chaque année (PNUD, 2015) mais une augmentation de respectivement 3% pour la viande, 3,3% pour le lait et 8,9% pour les œufs entre 2008 et 2015 (PSRSA, 2016). Tendanciellement, la production nationale en produits de pêche et d'aquaculture est stagnante, reflétant ainsi les difficultés du sous-secteur, marqué par l'utilisation généralisée de méthodes et engins de pêche non réglementaires, l'accroissement non contrôlé de l'effort de pêche (entre autres la pratique de pêche INN), la dégradation des écosystèmes aquatiques et la pollution des plans d'eau par les déchets ménagers et industriels.

Suite à l'évolution de la production, le taux d'autosuffisance alimentaire (TAS) moyen s'élève à 91,7%, ce qui indique que le Bénin est globalement autosuffisant au plan alimentaire mais que le pays reste encore dépendant des importations – notamment celles du riz et des pommes de terre – pour satisfaire sa demande intérieure totale. Il n'empêche que l'offre de produits alimentaires ayant connu une augmentation quasi continue dans le temps, les disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) au Bénin sont supérieures aux besoins de la population. Pour la période 2013-2015, les DEA sont estimées à 2.786 kcal/per capita/jour, un niveau suffisant à couvrir les besoins énergétiques minima de la population estimés à 2.194 kcal/per capita/jour, situant le taux d'adéquation des DEA à 127% (PNUD, 2015).

En revanche, le Bénin est fortement dépendant des importations de produits d'origine animale pour lesquels les disponibilités *per capita* restent limitées. La situation d'autosuffisance alimentaire globalement satisfaisante cache des difficultés perceptibles pour accéder à l'alimentation et l'utilisation adéquate des aliments. Les informations disponibles suggèrent d'importantes insuffisances en matière d'utilisation des aliments au Bénin. La forte prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes (63,1%) et les enfants de moins de 5 ans (65,4%) demeure élevée, s'établissant au-dessus du seuil de 40% défini par l'OMS pour considérer l'anémie comme un problème de santé publique de niveau sévère.

Cette situation traduit une alimentation pauvre en fer et probablement une forte incidence de maladies parasitaires, en particulier le paludisme. Par ailleurs, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement se sont globalement améliorés au cours des vingt dernières années. Cependant, près du quart de la population utilise encore de l'eau non potable. En outre, l'accès à des installations d'assainissement améliorées reste très limité; il ne concerne que 14,3% de la population en 2012.

Stratégie nationale traduite en plan national (PSDA) et plan national d'investissement agricole (PNIA)

Après l'évaluation du PNIA 2011-2015, le MAEP, les partenaires organisés en GTA et des représentants des ministères associés ont procédé à la formulation du PSDA et du PNIASAN (Plan d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de seconde génération) 2017–2021. Les deux plans sont encore au stade de projet non encore validé mais en cours de relecture par les parties prenantes.

La vision du PSDA est en cohérence avec les défis à relever dans le secteur agricole béninois, à savoir "Faire du secteur agricole béninois un secteur dynamique à l'horizon 2025, compétitif, attractif, résilient aux changements climatiques et créateur de richesses répondant aux besoins de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population béninoise et de développement économique et social du pays".

L'objectif global découlant de la vision du PSDA est "d'améliorer les performances de l'agriculture béninoise, pour la rendre capable d'assurer de façon durable la souveraineté alimentaire et nutritionnelle, de contribuer au développement économique et social du Bénin et l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD)".

Cet objectif global est décliné en trois objectifs spécifiques:

- contribuer à la croissance et à la souveraineté alimentaire et nutritionnelle à travers une production efficace et une gestion durable des exploitations dirigées aussi bien par les hommes que par les femmes et les jeunes

- assurer la compétitivité et l'accès aux marchés des productions et produits agricoles et agroalimentaires, y compris ceux produits par les femmes et les groupes vulnérables, grâce à la promotion des filières agricoles
- renforcer la résilience des populations vulnérables, notamment des exploitations familiales agricoles (végétales, animales et halieutiques).

La corrélation entre les problèmes majeurs identifiés et les principaux défis à relever a résulté en cinq grands axes d'intervention sur lesquels se fonde le PSDSA:

- i. l'amélioration de la productivité et de la production des produits végétaux, animaux et halieutiques des filières agricoles prioritaires
- ii. la promotion et structuration des Chaînes de valeur ajoutée (CVA) prenant en compte la production, transformation, normalisation, standardisation et labellisation, un cadre de concertation et commercialisation des produits végétaux, animaux et halieutiques des filières prioritaires
- iii. le renforcement de la résilience des populations vulnérables (nutrition, filets sociaux, gestion durable des terres/adaptation aux changements climatiques, gestion des risques) face aux changements climatiques
- iv. l'amélioration de la gouvernance (renforcement institutionnel et coordination intersectorielle à différentes échelles) du secteur agricole, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- v. la mise en place de mécanismes de financement et d'assurance adaptés et accessibles aux différents types d'exploitations agricoles et catégories d'acteurs des maillons des filières agricoles, y compris les femmes, les jeunes et primo-entrepreneurs.

L'aspect de la prise en compte du genre figure explicitement dans le composante 6 de l'Axe 4 qui concerne la gouvernance, le pilotage et la gestion de la mise en œuvre du PSDSA et le PNIA, avec comme orientation la promotion du genre. En Axe 5, les femmes sont mentionnées comme cible spécifique.

Le PNIASAN 2017-2021 mettra en œuvre la nouvelle approche de développement du secteur agricole, qui est la promotion de pôle de développement agricole au côté des CARDER – qui disparaissent et seront remplacés par une structure départementale – et portés à 12 dont un par département en respect aux dispositions de la loi sur la déconcentration. Chaque structure départementale continuera à jouer ses rôles régaliens notamment de contrôle, de régulation et de mise en œuvre de la politique de l'Etat incarné par le MAEP. Ainsi, les pôles de développement agricole participent à: (i) une stratégie de territorialisation du développement agricole pour mieux valoriser les potentialités locales et (ii) un moyen de concrétisation de la vision "Investir pour une agriculture de grande envergure", à travers un dispositif proche de la base pour la mise en œuvre des programmes spécifiques par filière, avec des structures opérationnelles plus adaptées aux caractéristiques de chaque zone ou région du pays.

Dans ce cadre, des filières porteuses seront déclinées en projets structurants cohérents dont le pilotage et la coordination seront confiés à une équipe opérationnelle et de gestion implantée dans chaque pôle.

La prise en compte des enjeux genre par les CARDER et les structures décentralisées et déconcentrées seront décisives dans l'objectif de réduire les inégalités genre. Les structures décentralisées et déconcentrées auront à aborder (selon le document PNIASAN) les contraintes des femmes dans les domaines de: (i) l'accès limité aux ressources productives et à l'emploi, (ii) le très faible niveau d'éducation/formation, (iii) la faible participation dans les organes de prise décision et (iv) la méconnaissance de ces droits.

Le plan PNIASAN 2017-2021 prévoit des actions et mesures subséquentes, à savoir:

- Amélioration de l'accès des femmes aux ressources
 - Favoriser l'accès des femmes rurales à la terre de façon sécurisante
 - Rendre le crédit plus accessible aux femmes rurales
 - Améliorer l'accès des femmes rurales aux intrants agricoles
 - Promouvoir la valorisation des productions agricoles au profit des femmes rurales
 - Favoriser l'accès des femmes rurales aux emplois rémunérateurs

- Renforcement des capacités d'action des femmes rurales
 - Renforcer les programmes d'éducation et de formation professionnelle des femmes rurales
 - Promouvoir davantage la scolarisation et la formation durable des filles en milieu rural
 - Promouvoir le développement et le transfert des technologies appropriées en faveur des femmes
 - Développer l'information et la communication en faveur des femmes rurales pour un changement social
 - Renforcer les capacités d'organisation des femmes rurales et leur participation au sein des organisations paysannes
- Développement d'un environnement institutionnel et juridique favorable
 - Assurer l'appui institutionnel requis pour rendre l'agriculture accessible, attrayante et rémunératrice pour les femmes rurales
 - Soutenir l'émergence des femmes rurales et leur participation aux prises de décision
 - Apporter un appui à l'amélioration du statut juridique des femmes rurales.

Les filières agricoles et sous-secteur devant bénéficier d'investissement massif au cours des cinq prochaines années sont présentées dans le tableau ci-dessous (PAG, 2016).

Tableau 1: Filières agricoles et sous-secteur avec les objectifs quantitatifs à atteindre en 5 ans

Filières/Sous-secteur	Objectifs quantitatifs à atteindre en 5 ans
1. Cultures à haute valeur ajoutée	
Ananas	Améliorer les rendements de 60 à 80 t/ha et porter le niveau de l'exportation à 24.000 t vers l'UE
Anacarde	Transformer localement 75% des noix brutes à l'horizon 2021
Produits maraîchers	Augmenter la production des cultures maraîchères de grande consommation de 25%
2. Cultures conventionnelles	
Riz	Augmenter le rendement de 4 à 5 t/ha et améliorer la production de riz blanc à 385.000 t par an
Maïs	Améliorer le rendement à 1,5t/ha et augmenter la production de maïs grain à 1.800.000 t de maïs grain à l'horizon 2021
Manioc	Améliorer le rendement à 20 t/ha
3. Produits d'élevage	
Viande	Améliorer la production de viande à 104.000 t
Lait	Augmenter à 172.000 t la production de lait de vache d'ici 2021
Œufs de table	Améliorer la disponibilité en œufs de table à 25.000 t d'œufs à l'horizon 2021
4. Productions halieutiques	
Pisciculture continentale	Produire environ 20.000 t de poisson en 5 ans
5. Aménagements hydroagricoles	
Superficies aménagées et barrages à construire	Aménager 19.232 ha et construire 11 barrages
Km de pistes aménagées	Réaliser l'aménagement de 690 km de pistes dont 40 km de digues-pistes et construire une dizaine de débarcadères
Jeunes à installer	Procéder à l'installation de 2.500 jeunes entrepreneurs agricoles
6. Développement de l'irrigation	
Retenue d'eau	Réhabilitation de 120 retenues d'eau réalisée avec 56 constructions
Superficies irriguées	Irrigation de 11.000 ha de périmètres rizicoles avec 300 ha en polyculture
7. Mécanisation agricole	
Superficies à mécaniser	Les opérations culturales seront mécanisées sur 300.000 ha à l'horizon 2021 sur une emblavure estimée à 3.000.000 ha, soit une amélioration de 10%

Source: Extrait du PAG agricole, 2016

2.4 Engagement politique et principales politiques sur l'agriculture et l'égalité des sexes

2.4.1 Cadre juridique

La promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes est aujourd'hui un principe accepté comme essentiel dans toutes les stratégies de développement visant le développement humain et l'éradication de la pauvreté.

Le principe d'égalité entre les deux sexes a été reconnu au plan constitutionnel pour la première fois au Bénin par la Loi fondamentale de 1977 en son Article 124. L'Article 26 de la Constitution du 11 décembre 1990 viendra confirmer cette disposition juridique en ces termes: "L'État assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale. L'homme et la femme sont égaux en droit...".

Le gouvernement béninois a élaboré et adopté en 2001 la Politique nationale de la promotion de la femme, assortie en 2002 d'un plan d'actions multisectoriel.

En vue de renforcer cette mesure, il est procédé en 2009 à l'adoption de la Politique nationale de la promotion du genre (PNPG) et de son plan d'action multisectoriel devant servir de cadre de référence à tous les ministères.

L'objectif global de la PNPG est de "réaliser au Bénin d'ici 2025 l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes en vue d'un développement humain durable". La PNPG vise également la réduction à court terme et l'éradication à long terme des disparités entre les deux composantes de la société béninoise dans les domaines juridique, économique et social.

Une des innovations majeures de cette Politique est que son plan d'action prévoit des résultats à atteindre par chaque département ministériel dans sa mise en œuvre. Il est dit expressément que chaque ministère doit œuvrer à intégrer l'approche genre dans ses documents stratégiques, politiques, plans d'actions, programmes, projets, voire budgets.

2.4.2 Cadre politique et stratégie

• Politique sectorielle agricole

Le secteur agricole s'est doté d'un manuel de prise en compte de l'aspect genre assorti d'un plan d'action (2011) suivant les orientations de la PNPG, la Vision Bénin-Alafia et la Stratégie nationale (SCR). Les orientations stratégiques de ce document s'articulent autour de: (i) renforcer l'institutionnalisation du genre à tous les niveaux pour une meilleure prise en compte de genre dans les politiques, programmes et projets du secteur agricole; (ii) assurer l'autonomisation des femmes en vue de réduire leur niveau de pauvreté; (iii) renforcer les capacités des organisations de la société civile et autres acteurs privés du secteur agricole en matière de promotion de genre et (iv) assurer la gestion du processus d'intégration de genre dans le secteur agricole au Bénin.

Sous-secteur production végétale

La production agricole vise à lever les principales contraintes au développement des filières agricoles en exploitant à bon escient les avantages comparatifs avérés ou les fortes potentialités de développement agricole qu'offre le Bénin. Elle suit les orientations de l'intégration du genre comme spécifié dans la stratégie genre et est le sous-secteur qui dispose de plus de données désagrégées. L'objectif général du Programme de développement de l'agriculture est de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population, à l'augmentation du volume et des recettes d'exportation à travers une approche CVA et par la diversification et l'intensification des productions végétales. Les filières végétales prioritaires retenues sont: anacarde, ananas, igname, coton, cultures maraîchères, maïs, manioc, palmier à huile et riz. Le programme dispose des informations sur les rôles que jouent les femmes dans les chaînes de valeur et mettra en œuvre un objectif de promotion de la transformation des produits agricoles (noix de cajou, ananas, noix de palme à huile, coton, manioc, igname, maïs), la conquête des marchés, la transparence des transactions, le respect des normes et de la traçabilité des produits. Cet objectif s'intéresse aux fonctions de la transformation et la commercialisation des produits agricoles, fonctions à importante participation féminine.

Sous-secteur production halieutique

L'objectif de la Politique sectorielle sur la pêche et l'aquaculture élaboré en 2010 stipule que la pêche de capture doit d'abord assurer la sécurité alimentaire nationale en inversant la tendance à une trop forte dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur et conquérir une part du marché extérieur par rapport aux filières retenues pour lesquelles le Bénin a des avantages comparatifs ou des potentialités avérées (crevette). Pour l'aquaculture, l'objectif est d'accroître le niveau de production halieutique nationale et d'en assurer une plus grande disponibilité sur les marchés. Les axes stratégiques de la politique sont: (i) amélioration du dispositif de gestion et d'aménagement des pêcheries, (ii) réhabilitation et protection des espèces, des habitats et des écosystèmes en milieu marin et continental, (iii) développement de l'aquaculture et (iv) appui et promotion du secteur privé.

Le plan d'action et le budget ont peu d'activités orientées vers les femmes dans le secteur mais indirectement l'amélioration de l'état de la ressource avantagera les femmes qui sont présentes en majorité dans les activités post-capture (collecte, transformation, distribution et commercialisation).

Peu d'investissements sont orientés vers les renforcements de capacités des acteurs de la post-capture qui sont majoritairement des femmes.

Sous-secteur de l'élevage

La vision pour le secteur est d'assurer une plus grande disponibilité en viande, lait et œufs produits localement pour améliorer la contribution de ces filières à la sécurité alimentaire de la population et à la formation des revenus.

L'objectif global du programme sectoriel est de "contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et augmenter le volume et les recettes d'exportation" et de façon spécifique: (i) accroître les niveaux de production et de compétitivité des filières animales tout en adaptant les systèmes de production au contexte socioéconomique, et (ii) d'assurer l'émergence des filières animales porteuses en vue d'accroître l'accès du pays aux devises. Le programme reconnaît l'importance des femmes qui sont très actives dans le développement des espèces à cycle court (volailles, petits ruminants, aulacodes, lapins et porcs) mais n'élabore pas leur rôle dans la transformation du lait et leurs activités dans la commercialisation des produits comme les œufs de table et des produits animaux à travers les activités de la restauration.

Le secteur n'a pas de données désagrégées sur la production animale.

• Politique et stratégie nationale de microfinance 2007-2015

Le Bénin dispose d'une stratégie nationale de microfinance couvrant la période 2007-2015. Elle est issue de la politique de développement de la microfinance adoptée par le Gouvernement en décembre 2007 marquant l'aboutissement d'un processus entamé en 2000. Mais cette politique est actuellement en cours d'évaluation et de révision.

Le résumé de la politique se présente ainsi: "Le Bénin dispose d'un secteur de microfinance professionnel, viable, intégré au secteur financier et contribuant efficacement à l'accès aux services financiers pour tous d'ici à 2015."

L'objectif de développement est de favoriser l'accès à des services financiers viables et durables à une majorité des ménages pauvres ou à faibles revenus et des micro-entrepreneurs sur l'ensemble du territoire d'ici à 2015, grâce à des IMF pérennes et pleinement intégrées au système financier. L'accès accru et pérenne aux services financiers contribuera à la réduction de la pauvreté et à la promotion de l'emploi. Il devra permettre aux ménages et aux entrepreneurs d'améliorer leurs revenus et leurs conditions d'existence.

Quatre axes stratégiques sont reliés à cette vision et à cet objectif de développement: (i) l'environnement légal, réglementaire et institutionnel est renforcé dans un sens favorable au développement sécurisé du secteur; (ii) les capacités de l'industrie de la microfinance sont renforcées en vue de sa professionnalisation, (iii) la finance rurale est promue en vue d'assurer une meilleure couverture du territoire national et (iv) l'accès des IMF aux ressources financières est renforcé par la mise en place de mécanismes qui assurent une pleine intégration de la microfinance au secteur financier.

• **Politique nationale de protection sociale**

La politique holistique de protection sociale, élaborée par le Comité Interministériel Socle de Protection Sociale avec l'appui de l'UNICEF, a été adoptée en 2014 par le Conseil des Ministres. Sa mise en œuvre suivant le plan d'action de la politique holistique de protection sociale a été élaborée d'abord en 2014 (plan triennal) et en 2016 par le ministère en charge du Plan et du Développement soutenue par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef).

Le Bénin a fait de la protection sociale l'un des six domaines prioritaires d'interventions au cours de la période 2011-2015 dans la Stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté (SCRP). Ainsi était-il prévu dans la 3e génération de la SCRP l'élaboration d'une Politique holistique de protection sociale (PHPS) prenant en compte les questions de l'assistance sociale, de l'assurance sociale, de la promotion sociale et de la réglementation dans l'optique d'une meilleure coordination du secteur.

Dans la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP 2011-2015), le renforcement de la protection sociale était à réaliser à travers trois mesures essentielles: (i) l'amélioration de la gestion et du pilotage des questions de protection sociale; (ii) la mise en place d'un socle de protection sociale et (iii) le renforcement et l'extension des systèmes de sécurité sociale.

La politique holistique de protection sociale a comme vision de "Faire du Bénin, à l'horizon 2025, une nation solidaire d'équité et de bien-être social qui protège les populations, notamment les couches sociales les plus vulnérables, contre les risques économiques et sociaux". Pour atteindre ces objectifs, des axes stratégiques ont été identifiés, notamment: (i) la promotion des transferts sociaux directs; (ii) l'accès universel aux soins de santé et aux services essentiels; (iii) l'accès à l'éducation; (iv) l'accès à l'emploi et au revenu; (v) la promotion de la famille et de la femme; (vi) la protection et le développement de l'enfant; (vii) le renforcement des mesures de gratuité et de subvention et (viii) l'amélioration de la gestion des catastrophes en faveur des groupes les plus vulnérables.

Pour la mise en œuvre effective de ladite politique, il a été entrepris l'élaboration d'un plan d'action qui définit les actions à mener, les structures responsables, la période d'exécution et les indices de suivi et de l'évaluation. La protection sociale est considérée aujourd'hui comme un puissant moyen de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'équité. "Elle permet le développement du capital humain en offrant aux pauvres et aux personnes vulnérables la possibilité d'améliorer leurs capacités et de rompre ainsi avec le cercle vicieux de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté."

Au Bénin, la SPS est mise en œuvre par différentes institutions (ministères, institutions de la République, ONG, etc.) et en mars 2014, plusieurs mouvements sociaux impliqués dans la protection sociale au Bénin (ONG, organisations syndicales et autres) ont uni leurs forces pour donner naissance au Réseau National Multi-acteurs de Protection Sociale au Bénin.

La Stratégie de protection sociale se réalise entre autres à travers:

- les transferts monétaires: les crédits offerts par le Ministère en charge de la famille et le Programme de microfinance aux plus pauvres géré par le Ministère en charge de la microfinance;
- les programmes alimentaires: les ventes de vivres alimentaires à prix subventionnés par l'Office National pour la Sécurité Alimentaire (ONASA), les cantines scolaires, l'assistance aux victimes des inondations, aux confessions musulmanes lors des carêmes, la subvention et la distribution des intrants agricoles, etc.;
- les programmes à haute intensité de main-d'œuvre qui visent à limiter le chômage et augmenter les ressources des ménages pauvres; le Programme Appui au Secteur Routier, le Programme de Gestion Urbaine Décentralisée (PGUD) et l'Agence d'Exécution des Travaux Urbains (AGETUR) sont les grandes initiatives dans ce domaine;
- les subventions aux prix: elles prennent en compte l'ensemble des consommateurs et concernent le pétrole et l'électricité. Lors de la crise alimentaire de 2009-2010, le Gouvernement a procédé à l'exemption partielle des droits de douane sur les produits vivriers;
- l'exemption de droits: elle concerne principalement les frais hospitaliers, à travers le Fonds des indigents, la gratuité de la césarienne et des soins du paludisme, la gratuité des frais de scolarisation pour

l'enseignement primaire et l'exonération des frais d'inscription dans certaines facultés des universités publiques;

- la modification de la loi sur la sécurité sociale au Bénin pour corriger certaines injustices et sortir de l'indigence les agents retraités de la Caisse nationale de sécurité sociale;
- l'assurance-maladie à travers le Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU): le projet de loi sur le RAMU et ses décrets d'application ont été élaborés et tous les acteurs impliqués ont été sensibilisés. Il faut souligner que les outils de mise en œuvre du RAMU ont été proposés et que les modalités de prise en charge des groupes sociaux sont définies. Une ligne budgétaire a été inscrite pour son financement dans le projet du budget général de l'Etat, gestion 2015;
- l'octroi de microcrédits par certaines ONG comme le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) qui réalise des campagnes de sensibilisation sur la situation des travailleurs de l'économie informelle, assiste et aide les paysans pour l'auto-emploi (équipement, outils, moyens de production...) et octroie des microcrédits à ses membres en vue d'un renforcement de leur capacité financière. Il organise des actions de plaidoyers politiques sur les droits de la protection sociale pour les handicapés et les indigents, sur les droits des enfants en direction des parents, des tuteurs et des autorités publiques.

Après l'élection d'avril 2016, certaines mesures et offices ont été changés et réorientés.

En termes de réduction des inégalités et discrimination basé sur le genre entrepris dans le cadre de la protection sociale on peut citer entre autres, la promotion de la famille et de la femme et la création d'un réseau national multi-acteurs de protection sociale et des actions concrètes axées sur: (i) le droit à l'autonomisation financière des femmes; (ii) le droit à la promotion du pouvoir décisionnel des femmes dans les instances décentralisées et nationales; (iii) l'institutionnalisation du genre à travers la création et l'installation des points focaux genre.

• **Politique et stratégie nationale de l'alimentation et de la nutrition**

L'insécurité alimentaire s'est aggravée au cours des dernières années au Bénin. De 24% en 2008, le taux de ménages touchés est passé à 32% en 2010. Il en est de même de la malnutrition qui se trouve à un niveau encore élevé. Certes, le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans a chuté d'un tiers en passant de 177 décès pour 1.000 naissances vivantes en 1990 à 106 en 2011 (UNICEF, 2012), soit un taux annuel de réduction (TAR) de 2,4%. De la même manière, la mortalité maternelle a chuté de 770 décès pour 100.000 naissances vivantes en 1990 à 350 décès pour 100.000 naissances vivantes en 2011.

En raison de ce sombre tableau, des réformes ont été entreprises, en l'occurrence en matière de nutrition avec l'élaboration du Plan Stratégique de Développement de l'Alimentation et de la Nutrition (PSDAN, 2009) et la mise en place du Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition (CNAN). Le CNAN a comme mandat d'animer les politiques et de coordonner toutes les interventions des organisations nationales et internationales en matière d'alimentation et de nutrition au Bénin. Son secrétariat permanent est le bras opérationnel, autonomie administrative et financière du CAN et a un personnel permanent, équipe légère à effectif ajustable aux besoins. Sa mise en place en 2014 est une confirmation de la volonté politique de mettre la nutrition au centre du développement.

Le PSDAN, document de référence en matière de politique alimentaire et nutritionnelle, a pour vision "de mettre la nutrition au cœur du développement". Les principaux objectifs du PSDAN sont de: (i) renforcer le développement institutionnel du secteur de l'alimentation et de la nutrition; (ii) garantir à chaque individu un statut nutritionnel satisfaisant à travers l'amélioration de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation d'aliments nutritifs; (iii) accorder une attention particulière aux groupes vulnérables tels que les nourrissons et les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les adolescentes; et (iv) suivre, évaluer et diffuser les actions favorables au passage à échelle et à la pérennisation.

Dans le cadre de l'opérationnalisation du PSDAN a été élaboré le Projet de Nutrition Communautaire (PNC), projet couvrant la période 2011-2015 et concernant 10 des 77 communes que compte le Bénin pour un coût de 1,5 milliard de FCFA, sur financement du Fonds japonais de développement et avec l'appui de la Banque mondiale. La mise en œuvre du PNC a donné des résultats probants en matière de prévention et de prise en charge de la malnutrition sous toutes ses formes.

C'est dans la perspective de mise à l'échelle de l'expérience du PNC que le Projet Multisectoriel de l'Alimentation, de la Santé et de la Nutrition (PMASN) a été élaboré. Il couvre la période 2014-2019 et est mis en œuvre par le CNAN (directement attaché à la primature) en collaboration avec le MAEP. Le projet qui doit couvrir 40 communes vient d'obtenir de la Banque mondiale un crédit de 14 milliards de FCFA.

L'objectif global poursuivi est le repositionnement de la nutrition au cœur du développement pour plus de visibilité du sous-secteur dans sa contribution à la création de la richesse et à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Tous les documents stratégiques susmentionnés ont impliqué la participation active de tous les acteurs, notamment le secteur public, les collectivités locales, les organisations professionnelles agricoles, les institutions de recherche et de formation académique, les ONG, la société civile et le secteur privé.

Les initiatives de l'alimentation et de la nutrition étant dispersées avec un nomadisme institutionnel dans l'ancrage (info Mongbo, R. avril 2014), parfois sans parrain, et les indicateurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition étant toujours inquiétants, entre autres par la précarisation des exploitations agricoles familiales, la coordination par une structure comme le CAN était la bienvenue.

Deux projets sont à mentionner: (i) le projet de nutrition communautaire cadrant dans une concertation au niveau communal et opérant par l'entremise de groupes communautaires de nutrition et (ii) le projet multisectoriel Alimentation-Santé-Nutrition qui passera à l'échelle supérieure et est entre autres financé par la Nouvelle Alliance G8.

La Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition est un partenariat entre le G8, l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), son Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), des gouvernements africains et près d'une centaine d'entreprises nationales et internationales. Le cadre de coopération de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition a été initié par les pays du G8 lors du sommet de 2012 tenu à Camp David et auquel le Bénin a adhéré en juin 2013. Il s'agit d'un engagement commun visant à permettre une croissance agricole durable pour tous et à sortir 50 millions de personnes de la pauvreté dans les 10 ans à venir en associant les engagements pris par les dirigeants africains de mettre en œuvre des mesures et des plans nationaux efficaces en faveur de la sécurité alimentaire, ceux pris par les partenaires du secteur privé d'accroître les investissements dès lors que les conditions sont réunies, ainsi que les engagements pris par le G8 de développer le potentiel de croissance rapide et durable de l'agriculture africaine.

Les réformes que doit entreprendre le Gouvernement du Bénin dans le cadre de la coopération de la Nouvelle Alliance sont au nombre de 24 et sont structurées autour de quatre indications stratégiques qui sont (i) que le taux des investissements privés dans le secteur agricole s'est accru, (ii) que le niveau de production des cultures ciblées par le PNIA s'est accru, (iii) que le pourcentage de femmes ayant accès aux facteurs de production et aux prises de décision dans le secteur agricole a augmenté et (iv) que le pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition chronique a diminué avec comme valeurs de référence 2010 [35% (garçons) atteint de malnutrition chronique et 28,6% (filles); cf. EMICoV 2010].

L'objectif 5 de la coopération Nouvelle Alliance est de "renforcer l'autonomisation économique des femmes dans le secteur agricole et rural". Les résultats attendus sont: (i) élaborer et mettre en place un système d'information et de communication sur le genre pour un changement de comportement dans le secteur agricole et rural; (ii) améliorer la prise en compte du genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets/programmes et actions dans le secteur agricole et (iii) mettre en place des mesures rendant effectives l'égalité et l'équité homme-femme dans l'accès à la formation, à l'alphabétisation et aux structures de prise de décision dans le secteur.

- **Politique nationale de santé**

En novembre 2007, les Etats Généraux de la Santé ont formulé la vision suivante: "Le Bénin dispose en 2025 d'un système de santé performant basé sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives, pour l'offre et la disponibilité permanentes de soins de qualité, équitables et accessibles aux populations de toutes catégories, fondées sur les valeurs de solidarité et de partage de risques pour répondre à l'ensemble des besoins de santé du peuple béninois." La vision de la politique nationale de promotion de la santé

est que “les populations béninoises soient en parfait état de santé et de bien-être de façon autonome et durable d’ici à 2025” avec comme prérequis la paix, le logement, l’éducation, l’eau, la nourriture, un revenu adéquat, le respect des droits humains, un écosystème stable, la justice sociale et l’équité, qui sont en même temps les principales conditions de réduction de la pauvreté.

La mission du Ministère de la santé consiste à “améliorer les conditions socio-sanitaires des familles sur la base d’un système intégrant les populations pauvres et indigentes” avec comme objectifs globaux de: (i) assurer un accès universel aux services de santé et une meilleure qualité des soins pour l’atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), (ii) renforcer le partenariat pour la santé et (iii) améliorer la gouvernance et la gestion des ressources dans le secteur santé.

En vue d’atteindre ces objectifs, le Plan National de Développement Sanitaire a retenu les cinq principaux domaines stratégiques suivants: (i) la prévention et la lutte contre les principales maladies et l’amélioration de la qualité des soins, (ii) la valorisation des ressources humaines, (iii) le renforcement du partenariat dans le secteur et promotion de l’éthique et de la responsabilité médicale, (iv) l’amélioration du mécanisme de financement du secteur et (v) le renforcement de la gestion du secteur avec plus spécifiquement l’amélioration de la gouvernance et la gestion des ressources dans le secteur santé, y compris la mise sur pied d’un organe national chargé de la conceptualisation de la vision et des politiques du secteur, la promotion d’une culture managériale orientée vers le “bénéficiaire” qui incite à mettre les besoins, droits, intérêts et problèmes des bénéficiaires des prestations au-dessus de toutes autres considérations, et instauration d’un système de gestion fondée sur la culture de la performance, du sens de la responsabilité et axé sur les résultats, la transformation de l’administration de la santé en une administration soumise à l’obligation de résultats, de compte rendu et à l’évaluation publique.

Le Plan national de développement sanitaire 2009–2018 traduit la politique en actions et se fonde sur des principes tels que l’équité, l’égalité et la justice sociale. Les grands principes portent sur l’équité, la participation communautaire et la collaboration intersectorielle pour réduire les principaux facteurs de risque pour la santé et agir sur les déterminants sociaux et économiques, notamment la sécurité alimentaire et la nutrition, l’hygiène publique, la santé en milieu scolaire, universitaire et professionnel, les interventions médico-sociales orientées vers les handicapés, les personnes âgées et les autres groupes vulnérables de la société.

Le cadre d’orientation comprend entre autres (i) l’Initiative de Bamako (IB) de 1987 qui met l’accent sur la participation communautaire et le recouvrement des coûts des soins de santé, (ii) l’Initiative pour la maternité sans risque, composante des SSP visant la réduction des taux de mortalité maternelle et infantile, (iii) le droit à la santé: en effet, la Constitution du 11 décembre 1990 stipule dans son Article 26 relatif aux droits et devoirs que “l’Etat protège la famille et particulièrement la mère et l’enfant, il veille sur les handicapés et les personnes âgées”, (iv) l’amélioration continue des conditions de vie des populations à travers l’adoption le 2 mai 1996 de la Déclaration de politique de population (DEPOLIPO), (v) la prise, en août 2000, des décisions consacrant l’engagement du Gouvernement à contribuer de façon significative à la lutte contre les IST/SIDA.

Le souci de rétablir l’équité dans la provision des soins de santé est constant. Mais en ce qui concerne les soins curatifs, le manque d’équité reste entier et l’exclusivité de la protection sanitaire publique est réservée au seul groupe des fonctionnaires et responsables politiques du pays. La plus grande masse, plus de 90% de la population, n’est pas protégée.

Pour favoriser une meilleure accessibilité des populations les plus démunies aux soins de santé, le gouvernement, par Arrêté interministériel n° 743/MFE/MSP/SGM/CAB/SP du 13 juin 2005, a fixé les modalités d’utilisation du Fonds sanitaire des indigents. Un des objectifs du plan est de rendre gratuits les soins de santé à 100% des enfants de 0 à 5 ans dans les structures de soins publiques d’ici 2016 et d’améliorer le mécanisme de gestion et d’utilisation des fonds sanitaires des indigents pour un meilleur accès des bénéficiaires aux soins.

Le plan prend en compte le besoin d’informer les membres de la famille pour avoir plus d’impact sur les mesures préventives, ainsi que l’approche multisectorielle d’informer et de former les étudiants et les acteurs du secteur privé.



© FAO/Desirey Minkoh

La communauté de pêcheurs à Aido Beach travaille avec un filet expérimental, avec un maillage plus grand qui n'attrape pas les poissons juvéniles.

3. Analyse de genre du processus de politique agricole

3.1 Politique nationale de promotion du genre (PNPG): cohérence avec la stratégie du secteur de l'agriculture

Au Bénin, les gouvernements qui se sont succédé ont pris des mesures pour protéger et promouvoir les droits humains, notamment ceux des femmes, ce qui a abouti à la création d'un cadre juridique et institutionnel en faveur du genre qui a pour but d'assurer sa meilleure intégration dans les politiques et programmes.

Pour ce faire, le Bénin a ratifié plusieurs conventions et protocoles en matière d'égalité et d'équité de genre et adhéré à plusieurs engagements internationaux et régionaux qui s'intéressent soit spécifiquement au genre, à l'équité et à l'égalité de genre, soit plus généralement à tout citoyen mais en mettant l'accent sur l'égalité homme-femme. Dans ce cadre, plusieurs instruments ont été adoptés tels que la Convention des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) du 18 décembre 1979 dont le préambule reconnaît explicitement l'existence de la discrimination généralisée contre les femmes et demande aux États parties de prendre toutes les mesures appropriées, y compris des mesures législatives, pour assurer le plein épanouissement et le progrès des femmes.

Ainsi, les acquis découlant de la mise en œuvre de ces conventions internationales ont permis au Bénin d'adopter des mesures correctives, politiques et dispositions législatives favorables aux femmes:

- en 1970, avec l'adoption et la promulgation en 1977 de la loi fondamentale, le Bénin consacre en son Article 124 l'égalité de l'homme et de la femme;
- la Constitution Nationale du 11 décembre 1990 reprend les principes de l'égalité des hommes en son Article 26 qui se fonde lui-même dans l'Article 8 énonçant le caractère sacré et l'inviolabilité de la personne humaine;
- en 2006, l'adoption de la loi n°2006-19 (6/09/2006) portant répression sexuelle et protection des victimes en République du Bénin. Elle définit le harcèlement sexuel, précise ses domaines, les recours des victimes, les sanctions encourues et garantit la protection des victimes.

Les différentes ratifications faites par le législateur ont permis au Gouvernement béninois d'initier et de mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes d'actions subséquentes en faveur de la promotion du genre. Il s'agit notamment, de:

- la Politique Nationale de la Femme adoptée le 31 janvier 2001 et qui vise entre autres à améliorer les conditions sociales et juridiques de la femme, assurer son éducation et sa formation et renforcer ses capacités économiques;
- les Orientations Stratégiques de Développement 2006-2011 adoptées par le Bénin et dont l'opérationnalisation passe entre autres par la promotion de l'égalité et l'autonomisation des femmes;
- le document de stratégie genre en milieu de travail privé adopté en 2007. Elle vise l'égalité entre les sexes et l'autonomisation de la femme dans le milieu du travail privé (2006-2016) au Bénin. Son objectif général est de réduire les inégalités femmes-hommes dans le milieu du travail au Bénin;
- la Politique de Promotion de la Femme dans le Secteur Agricole et Rural du Bénin (2001) qui a comme objectif global de "contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ruraux en donnant aux femmes

et aux hommes des possibilités égales afin que tous participent au même titre au processus de développement du Bénin”;

- la Politique de l'Éducation et de la Formation des Filles adoptée le 11 avril 2007 qui vise comme objectif global l'“élimination des disparités entre les sexes dans l'éducation et la formation au Bénin d'ici à 2015”;
- la Politique Nationale de Promotion du Genre (PNPG, 2009) visant à corriger les déséquilibres des rapports de genre, à supprimer les comportements et pratiques discriminatoires, et à améliorer de façon significative le statut de la femme; la politique sert de cadre de référence pour tous les ministères;
- la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCR 2011-2015) dans laquelle a été notée la persistance des inégalités du genre qui viennent aggraver la situation de l'accès aux services sociaux de base et aux opportunités;
- l'insertion dans les budgets des ministères d'une rubrique pour la réalisation d'activités dans le cadre de la Journée internationale de la femme (JIF) et autres activités liées au genre.

L'intérêt porté à l'égalité et l'équité du genre s'est accru depuis la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes organisée à Beijing en 1995. Depuis lors, les organisations sous-régionales telles que la CEDEAO, l'UEMOA et le NEPAD ont toutes inscrit le genre à leur Agenda. Il en est de même des Objectifs du Millénaire pour le développement et ceux du Développement durable dans lesquels un accent particulier est mis sur cette dimension, particulièrement avec l'ODD 3 et ODD 5⁵ qui visent l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

Législation en relation avec les femmes

Pour réduire les inégalités de genre, plusieurs lois ont été promulguées:

- la loi n° 2002-07 du 24 août 2004 portant Code des Personnes et de la Famille (CPF) qui réduit sensiblement les discriminations entre hommes et femmes en mettant l'accent sur l'égalité entre l'homme et la femme et précise les droits et devoirs des membres (homme, femme et enfant) de la famille
- la loi n° 2007-03 du 16 octobre 2007 portant régime foncier rural en République du Bénin qui garantit aux femmes de façon explicite le droit à la succession de leurs ascendants ou conjoints sur les terres rurales
- la loi sur l'équité et l'égalité du genre dans les fonctions politiques
- la loi sur l'équité et l'égalité du genre dans les fonctions politiques par la ratification de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)
- la loi n° 2003-04 du 3 mars 2003 relative à la santé sexuelle et de reproduction
- la loi n° 2005-31 du 5 avril 2006 sur le VIH-SIDA qui garantit à toute personne atteinte d'une IST ou vivant avec le VIH la jouissance sans discrimination de ses droits civils, politiques et sociaux (logement, éducation, emploi, santé, protection sociale, etc.). Elle met également l'accent sur l'obligation des soins de base ainsi que sur l'assistance spécifique et la confidentialité dans ses rapports avec le professionnel socio-sanitaire. C'est une loi qui revêt une grande importance pour les femmes, puisque les statistiques ont montré qu'au Bénin les femmes sont infectées deux fois plus que les hommes et que la pandémie du VIH/SIDA se féminise de plus en plus
- la loi 2003-03 du 03 mars 2003 portant répression de la pratique des mutilations génitales féminines en République du Bénin
- la loi n° 2006-19 du 5 septembre 2006 portant répression du harcèlement sexuel et protection des victimes. Elle définit le harcèlement sexuel, précise ses domaines, les recours des victimes, les sanctions encourues et garantit la protection des victimes
- La loi n°2006-04 du 5 avril 2006 portant conditions de déplacement des mineurs et répression de la traite d'enfants en République du Bénin. Cette loi vise à protéger les conditions de déplacement des enfants à l'intérieur et à l'extérieur du Bénin et réprime les trafiquants. Et surtout, elle définit et interdit la traite et l'exploitation des enfants. Elle précise également les conditions de déplacement des enfants à l'intérieur

5. Objectif n°3 des OMD: “Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes” signé puis ratifié en 2000, Objectif n° 5 des ODD: “Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles” auquel le Bénin a adhéré en septembre 2000 et les Objectifs du développement durable (ODD) en 2015

et à l'extérieur du pays et fixe des sanctions administratives et pénales contre les personnes, y compris les pères et mères, qui transportent ou déplacent un ou plusieurs enfants à l'intérieur et à l'extérieur du Bénin.

- l'arrêté interministériel n° 2003 16/MEPS/METFP portant sanctions à infliger aux auteurs de violences sexuelles dans les écoles et établissements techniques et professionnels, publics et privés.

Documents de politiques et d'orientation

Les documents de politique élaborés en matière de la prise en compte du genre sont:

- la Politique Nationale d'Alphabétisation et d'Education des Adultes au Bénin, adoptée en mars 2001, qui prévoit à travers son troisième objectif spécifique de "réduire de 50% le taux d'analphabétisme des femmes et des jeunes filles de 2001 à 2010"
- la Politique de Promotion de la Femme dans le Secteur Agricole et Rural adoptée en septembre 2001
- la Politique Nationale de la Jeunesse adoptée en décembre 2002 et qui prend en compte "l'égalité entre garçon et fille"
- la Déclaration de la Politique de Population du Bénin de juin 2006 qui vise, à travers son objectif 9, à "créer les conditions favorables à une pleine participation des femmes au processus de développement et à la jouissance des fruits qui en découlent"
- la Politique Nationale de l'Education et de la Formation des filles adoptée le 11 avril 2007
- l'adoption d'une politique de microfinance qui cible particulièrement les femmes et les jeunes pour la promotion de leurs activités (voir entre autres la partie sur la politique de protection sociale)
- les Orientations Stratégiques de Développement 2006-2011 adoptées par le Bénin, s'inscrivant dans la logique des OMD et de la Vision Alafia 2025. L'OS 2006 vise à "renforcer le capital humain pour améliorer la productivité de l'économie nationale" et dont l'opérationnalisation passe, entre autres, par "la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes".
- Le guide d'intégration du genre dans les politiques, plans, programmes et projets de développement adopté en 2009 par le Ministère de la famille et de la solidarité nationale pour remédier aux difficultés en matière d'intégration du genre dans les politiques, programmes/projets et plans de développement au niveau de chaque département sectoriel. Il décrit la démarche et les outils pour faciliter et rendre plus efficace cette intégration du genre à tous les niveaux (local et central).

Législation du travail portant sur l'équité entre homme et femme

- la loi n° 86-013 du 26 février 1968 portant Statut général des agents permanents de l'Etat qui dispose que les carrières de la femme et de l'homme sont gérées équitablement et que les mêmes chances sont données aux deux;
- la loi n° 98-004 du 27 janvier 1998 portant Code du travail en République du Bénin qui ne fait guère de discriminations entre homme et femme.
- le document de stratégie genre en milieu de travail privé, adopté en 2007, visant à réduire les inégalités femmes-hommes en milieu de travail privé et dans la fonction publique.

Ces dispositions au niveau international et national ont constitué un environnement favorable à la promotion du genre dans le secteur agricole. Ainsi, l'engagement des partenaires techniques et financiers a permis d'enclencher des actions genre dans le secteur agricole. Les PTF comme la Coopération danoise, la Coopération suisse, la Coopération belge, la Coopération allemande, USAID et autres partenaires techniques et financiers se sont investis dans l'opérationnalisation de la Politique Nationale de Promotion du Genre (PNPG).

La PNPG a adopté une approche axée sur l'intégration des préoccupations relatives au genre tout au long du processus de développement dans (i) le processus de planification et d'élaboration du budget, (ii) la promotion d'un environnement juridique formel et informel, (iii) la promotion de la participation des femmes à la vie politique et (iv) la participation des femmes à la prise de décision. Sur ces points, la PNPG souligne: (i) la représentation de l'homme et de la femme dans les structures de définition des politiques et dans les sphères de prise de décision aux niveaux individuel, familial, communautaire, national et international; (ii) l'accès égal de l'homme et de la femme au pouvoir législatif, judiciaire et exécutif; (iii) le renforcement des

capacités des organisations de la société civile et le développement du leadership féminin et (iv) le contrôle par l'homme et la femme des ressources, du travail, des bénéfices, des sphères de décision et l'accès égal de l'homme et de la femme aux ressources et aux bénéfices.

La PNPG repose sur des objectifs et des indicateurs de développement clairs, tenant compte de la problématique homme-femme, en rapport avec les secteurs clés et d'autres questions transversales telles que la bonne gouvernance, la réduction de la pauvreté, la planification économique, la budgétisation, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Cette dynamique facilite l'identification des objectifs prioritaires en matière de genre par les partenaires dans leurs domaines techniques respectifs et la coordination avec le Ministère en charge de la famille en vue d'une réalisation durable de ces objectifs.

Ainsi, la vision de la promotion du genre au Bénin, qui découle des fondements politiques, institutionnels et juridiques ainsi que des principes d'action, est formulée comme suit: "A l'horizon 2025, le Bénin est un pays où l'égalité et l'équité favorisent la participation des hommes et des femmes aux prises de décisions, à l'accès et au contrôle des ressources productives en vue d'un développement humain durable."

La PNPG comporte sept axes d'intervention prioritaires qui peuvent être regroupés de la façon suivante: i) l'éducation et la formation; ii) la santé, y compris la santé de la reproduction; iii) la terre, y compris la sécurité alimentaire et nutritionnelle; iv) la gestion des ressources naturelles et de l'environnement; v) le travail, la gouvernance et les droits de l'homme; vi) la déclaration relative à l'éradication de la pauvreté et vii) le renforcement de l'autonomisation économique et diverses structures.

Elle a cinq orientations stratégiques:

- Stratégie 1: Mettre en place des mesures rendant effectives l'égalité et l'équité entre homme et femme dans l'accès à l'éducation, à l'alphabétisation et aux structures de prises de décision dans toutes les sphères (individuelle, familiale, communautaire, nationale et internationale)
- Stratégie 2: Renforcer l'institutionnalisation du genre à tous les niveaux, ainsi que l'application effective des conventions et textes nationaux et internationaux favorables à l'égalité et l'équité entre homme et femme.
- Stratégie 3: Renforcer l'engagement de la société civile et la prise de conscience des femmes et des hommes pour la promotion du genre tout en assurant une bonne implication des hommes dans le processus.
- Stratégie 4: Assurer l'autonomisation des femmes et une meilleure prise en compte du genre dans les PDC.
- Stratégie 5: Réduire la pauvreté monétaire des femmes et leur assurer un accès et un contrôle équitables aux ressources

Ces orientations visent concrètement la promotion de l'éducation et de la formation de la femme, la valorisation de son travail et des cultures ou traditions favorables à son épanouissement, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation économique féminine par l'amélioration du code foncier, susceptible de favoriser l'accès des femmes, surtout les pauvres, à la terre, à la microfinance, à l'alphabétisation fonctionnelle et à la formation en gestion comme mesure d'accompagnement du microcrédit.

L'ultime objectif est de supprimer les comportements et pratiques discriminatoires et d'améliorer de façon significative le statut de la femme en offrant aux deux sexes les mêmes opportunités ou chances telles que prévues par les Orientations Stratégiques de Développement (OSD) 2006-2011 et les Stratégies de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCR 2010-2014 et la stratégie 2017-2021) qui soulignent la persistance des inégalités de genre.

Une autre déclaration prise en compte est la Déclaration solennelle des Chefs d'État sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique du 6 juillet 2004 faite à Addis-Abeba dont l'Engagement n°4, Violences à l'égard des femmes, vise à (i) organiser et lancer des campagnes publiques soutenues contre la violence à l'égard des femmes et (ii) renforcer les mécanismes juridiques pour assurer la protection des femmes à tous les niveaux et mettre fin à l'impunité des crimes commis contre les femmes, d'une manière qui modifiera positivement l'attitude et le comportement de la société africaine.

Au plan institutionnel, notons:

- la création en 1993 de la Commission Nationale pour l'Intégration de la Femme au Développement (CN/IFD) sous la tutelle du ministère en charge du plan qui est devenue Commission Nationale de Promotion de la Femme en 2001
- la création en 1998 d'un ministère chargé de la promotion de la femme, devenu en mai 2001 Ministère de la famille, de la protection sociale et de la solidarité (MFPSS) qui a connu plusieurs dénominations depuis et en avril 2016 a été intégrée dans le Ministère du travail, de la fonction publique et de la protection sociale
- le Programme d'Action du Gouvernement 2001-2006 (PAG II) dont le 7ème domaine fait du genre une stratégie incontournable du développement équitable et durable (réorienté fin 2016)
- la mise en place de points focaux genre des ministères
- la mise en place d'un réseau de points focaux genre national et sectoriel chargés du suivi-évaluation
- l'Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (OFFE) créé le 18 août 2005 suivant le décret 2005-514 du 18 août 2005
- la création de l'Institut National de Promotion de la Femme (INPF) par le décret n° 2009-728 du 31 décembre 2009. Dans le but d'améliorer l'atteinte des objectifs qui lui sont assignés, celui-ci a été modifié par le décret 2015-161 du 13 avril 2015 qui fait de l'INPF un office à caractère social et scientifique doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière (loi 94-009 du 26 juillet 1994)
- la Présidence de la République est l'ancrage institutionnel pour faciliter la transversalité de ses interventions et de ses actions avec comme mission principale de promouvoir la participation et la contribution de la femme à la vie publique et politique. L'Institut national de promotion de la femme a conduit plusieurs études en 2012 et 2014 (voir liste en annexe)
- la création des cellules genre dans tous les secteurs qui ont la charge de veiller à la prise en compte du genre dans les politiques et programmes sectoriels; situation d'incertitude aujourd'hui (novembre 2016) sur le maintien des cellules genre
- la création du Ministère de la microfinance, de l'emploi des jeunes et des femmes en 2006 dont les actions sont destinées à réduire le taux de pauvreté et de chômage chez les femmes.

3.2 Intégration du genre dans le processus d'élaboration de la politique

3.2.1 Conception et formulation de la politique agricole

La Politique Nationale de Promotion du Genre (PNPG) prévoit dans le cadre institutionnel de la mise en œuvre de la politique et le plan d'action une collaboration avec les ministères sectoriels qui sont en charge des politiques et des programmes relevant de leur secteur respectif.

Les ministères sectoriels sont directement impliqués dans la mise en œuvre de la PNPG à travers la prise en compte dans leurs programmes des objectifs et résultats définis dans le document de la PNPG. Les Cellules focales genre jouent un rôle déterminant dans le suivi de la prise en compte des aspects genre. Le Cellule genre au niveau du MAEP est associée à la conception et la formulation de la politique, les stratégies et les plans et projets. La cellule est appuyée par le CNPEEG.

Le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) comporte des objectifs stratégiques pour la prise en compte de genre, à savoir: (i) assurer la prise en compte du genre dans la conception, la mise en œuvre, le suivi évaluation des projets/programmes et actions du secteur; (ii) améliorer l'intégration du genre dans la collecte, le traitement et l'analyse des statistiques agricoles; (iii) développer un système d'information et de communication sur le genre pour un changement de comportement dans le secteur agricole et rural.

Par ailleurs, la PNPG – qui constitue le document de référence de tous les secteurs du Bénin en matière de promotion de genre – a retenu cinq orientations stratégiques ainsi formulées: (i) mettre en place des mesures rendant effectives l'égalité et l'équité entre homme et femme dans l'accès à l'éducation, à l'alphabétisation et aux structures de prises de décision dans toutes les sphères (individu, famille, communauté, national et

international); (ii) renforcer l'institutionnalisation du genre à tous les niveaux, ainsi que l'application effective des conventions et textes nationaux favorables à l'égalité et l'équité entre homme et femme⁶ (iii) renforcer l'engagement de la société civile et la prise de conscience des femmes et des hommes pour la promotion du genre tout en assurant une bonne implication des hommes dans le processus; (iv) assurer l'autonomisation des femmes et une meilleure prise en compte du genre dans les PDC; (v) réduire la pauvreté monétaire des femmes et des hommes et leur assurer un accès et un contrôle équitables aux ressources.

La cellule genre du MAEP dispose en outre d'un dispositif organisationnel qui s'appuie sur les points focaux genre au niveau des Directions centrales et techniques, sociétés et offices sous tutelle du MAEP. Spécifiquement, au niveau des directions générales des CARDER (les CARDER sont remplacés par des structures départementales et de 6 seront portés à 12), on a procédé à la mise en place des points focaux communaux, un schéma organisationnel devant permettre de couvrir toute l'étendue du territoire national en impactant au niveau le plus micro la mise en œuvre des décisions de la cellule et de faire remonter également toutes informations utiles en vue de dispositions plus éclairées pour la prise en compte du genre.

L'une des faiblesses constatées au niveau du dispositif est que les titulaires de certains points focaux n'ont pas une position influente dans l'organigramme des CARDER. Cette situation entrave le processus de prise en compte efficace de l'approche genre dans l'élaboration et la mise en œuvre du politique, des stratégies et des plans.

La démarche méthodologique et le pilotage du processus de formulation de la stratégie et du PNIASAN de la deuxième génération du Bénin sont portés par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche avec la participation d'autres ministères (Plan, Finances, Cadre de vie, Commerce, Eau), des acteurs privés, des Organisations de producteurs, de la société civile, des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Dans le cadre de l'élaboration de la politique ont participé également des représentants et représentantes des autres ministères, des réseaux des femmes productrices et transformatrices et des conseils des femmes des OPA contribuant à la prise en compte des préoccupations, droits, besoins et priorités des femmes.

Des appuis financiers et techniques ont été obtenus de l'Etat béninois (le MAEP), la Banque mondiale (le ProCAD/PADA), le NEPAD (Consultants pour l'appui au processus de formulation du PNIA), la FAO (Consultant pour Coster le PSDSA), la CTB (AIMAEP/PROFI) et la GIZ (ProAgri).

La méthodologie de conduite du processus et les grandes étapes ayant marqué la réalisation du processus d'élaboration du PNIA/Bénin deuxième génération sont (i) revue documentaire, (ii) prise de contact avec les autorités ministérielles et équipe pays, (iii) exercice de budgétisation du processus de formulation, (iv) concertation avec les Acteurs non étatiques (ANE) et mise en place du dispositif de pilotage, (v) renforcement des capacités de l'équipe pays, analyse diagnostique et planification stratégique, (vi) consolidation diagnostic-bilan du secteur (prend en compte l'aspect genre), (vii) facilitation d'un atelier national d'orientation stratégique, (viii) renforcement des capacités équipes pays en évaluation-programmation des investissements, (ix) formulation du PNIASAN 2017-2021 et budgétisation, (x) concertation et révision par les parties prenantes, (xi) atelier de validation et de renouvellement du pacte et (xii) conception du plan de communication du PNIA deuxième génération.

Le Comité technique est composé de personnes provenant du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, du Ministère du cadre de vie et du développement durable; du Ministère du plan et du développement; du Ministère du commerce et de l'industrie; du Ministère de l'énergie, de l'eau et des mines; des Chambres consulaires (CCIB, ReCAB et UCIMB) des OPA; du secteur privé et des organisations de la société civile. La non-participation directe du Ministère (indirecte implication à travers la cellule genre) en charge de la promotion de la femme est étonnante mais s'explique par le fait que le Ministère ait envoyé pour révision le document provisoire du PNIA avant sa validation.

Au niveau de la phase de formulation et la tenue des ateliers avec les parties prenantes, l'aspect genre a été abordé et est entre autres orienté par les failles constatées dans la prise en compte du genre dans le précédent PNIA (entre autres par la revue documentaire, la direction de la production végétale disposant des données désagrégées par sexe, ce qui n'est pas le cas des autres directions techniques).

6. Il s'agit de textes qui assurent effectivement l'accès égal de l'homme et de la femme au pouvoir législatif, judiciaire et exécutif

Dans le PNIA, la prise en compte du genre figure explicitement dans le composante 6 de l'Axe 4 qui concerne la gouvernance, le pilotage et la gestion de la mise en œuvre du PSDASA et le PNIA avec comme orientation la promotion du genre. En Axe 5 les femmes sont mentionnées comme cible spécifique.

La prise en compte des enjeux genre par les structures décentralisées et déconcentrées sera décisive dans l'objectif de réduire les inégalités genre et dans le document PNIASAN il est prévu d'aborder les contraintes des femmes dans les domaines: (i) de l'accès limité aux ressources productives et à l'emploi, (ii) du très faible niveau d'éducation/formation, (iii) de la faible participation aux organes de prise décision et (iv) de la méconnaissance de leurs droits.

3.2.2 Buts, objectifs et cibles de la politique agricole

Les axes prioritaires pour l'intervention retenus dans la Déclaration de Politique de Développement Rural (DPDR), le Schéma Directeur de Développement Agricole et Rural (SDDAR) et le Plan Stratégique Opérationnel (PSO) sont (i) la réduction de la pauvreté, (ii) la prise en compte des femmes rurales, (iii) le renforcement de la sécurité alimentaire, (iv) la création d'emplois, (v) la contribution au rétablissement des équilibres macro-économiques et (vi) la conservation du patrimoine écologique.

Le schéma ci-dessous (cadre programmatique du secteur agricole) visualise l'ancrage des politiques, stratégies et plan de développement agricole et rural et comme déjà précisé, la Vision Alafia et la SCRP sont des documents d'orientation en matière de prise en compte du genre en sus de la PNPG (voir page 29).

La Vision Alafia est le cadre de référence du Gouvernement en matière de dialogue avec les PTF ainsi que le cadre d'opérationnalisation des Orientations stratégiques de développement (OSD) 2006-2011. La promotion de l'égalité découle, suivant lesdites orientations, de: (i) la promotion de l'éducation et de la formation de la femme, (ii) la valorisation du travail de la femme, (iii) la valorisation des cultures et traditions favorables à l'épanouissement de la femme et enfin, (iv) l'autonomisation économique de la femme.

La Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP) 2007-2009 vise, à travers le renforcement du capital humain, deux objectifs dont "le renforcement de la protection sociale" qui passe entre autres par "la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes" (l'amélioration du code foncier permettant à la femme d'avoir accès à la terre, la facilitation de l'accès des femmes, surtout les pauvres, à la microfinance, l'alphabétisation en français fonctionnel et la formation en gestion comme mesure d'accompagnement du microcrédit).

Dans le souci de prendre en compte les questions transversales de la SCRP, des études sur des thèmes transversaux et des ateliers de formation ont été organisés à l'intention de tous les acteurs concernés par ces questions. Il s'agit notamment: (i) des perspectives décennales de développement; (ii) du genre; (iii) de l'environnement; (iv) des droits humains; et (v) du VIH/SIDA.

Le cadre programmatique du secteur agricole est présenté ci-dessous.

Les cibles de la politique agricole sont en majorité de petites exploitations agricoles dirigées par des hommes et des femmes. En 1992, 408.020 exploitations agricoles ont été recensées dont 10% sont dirigées par une femme. En 2011, le nombre d'exploitations était estimé à environ 550.000. Selon les données du RGPH3 (INSAE 2002), la proportion de femmes actives dans les emplois agricoles était de 35,9% mais à cette proportion s'ajoute le nombre important de femmes intervenant dans les activités post-récolte.

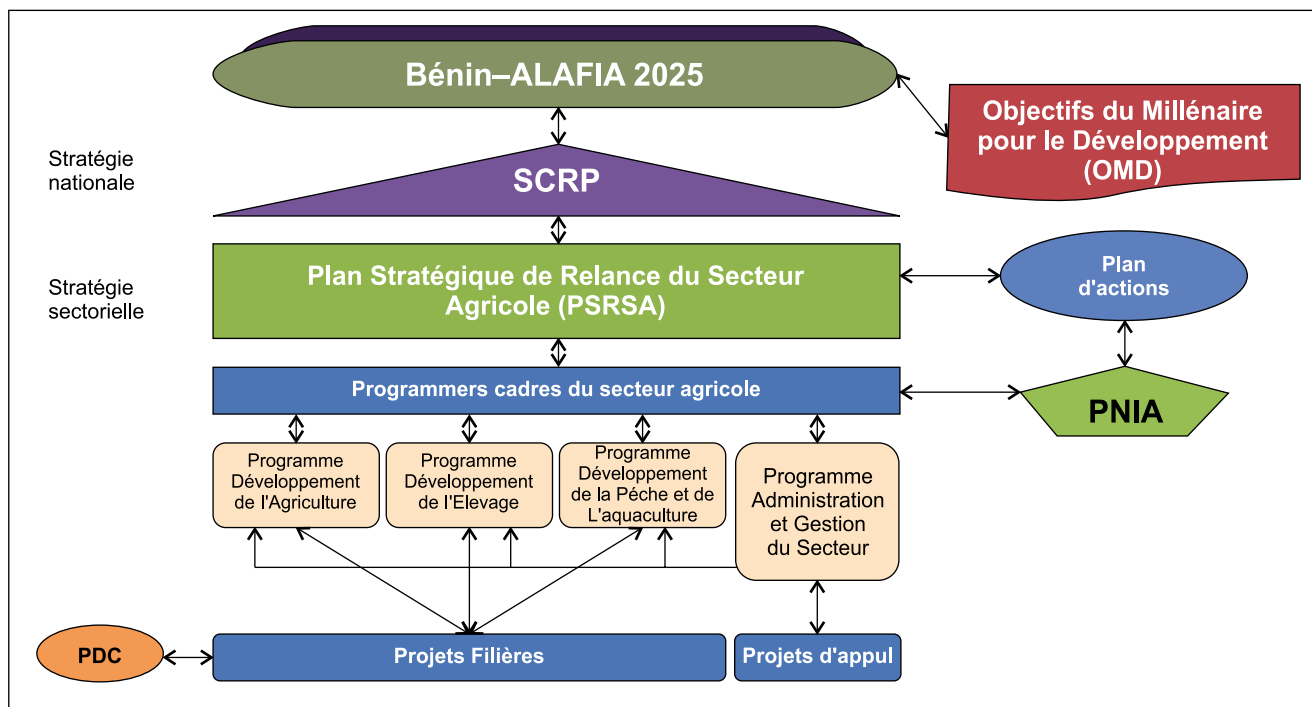
En 2013 (RGPH4, 2016), le nombre d'exploitations agricoles recensées étaient 651.067 dont 500.523 en milieu rural et 150.544 en milieu urbain; 14,1% étaient dirigées par une femme (14,5% en milieu rural et 12,6% en milieu urbain) et le nombre total de femmes vivant dans les ménages agricoles était de 50,2%.

La prise en compte du genre

La volonté politique pour une intégration effective de la dimension genre dans les actions de développement au Bénin s'affirme de plus en plus dans les stratégies et politiques de tous les secteurs.

C'est le cas du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) où, depuis 2001, la Déclaration de Politique de Développement Rural (DPDR) a, entre autres objectifs assignés au secteur, mis l'accent sur la nécessité de contribuer au sein des communautés rurales à l'amélioration des rapports hommes-femmes.

Graphique 1: Cadre programmatique du secteur agricole



Le Schéma Directeur de Développement Agricole et Rural (SDDAR) et le Plan Stratégique Opérationnel (PSO) considèrent clairement la dimension genre comme un axe transversal majeur dans la programmation et la réalisation des diverses activités du secteur. Ces documents de politique et de stratégie sectorielle ont servi d'inputs pour l'élaboration du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) adopté par le Gouvernement le 12 octobre 2011 et qui a retenu la promotion de genre comme une action transversale au nombre des neuf axes stratégiques opérationnels, et particulièrement comme l'une des dix actions transversales et mesures spécifiques d'accompagnement.

La volonté politique de promotion de genre s'est traduite par la création de structures d'appui à la promotion du genre. En effet, deux services abordent directement ces questions dans leur travail: (i) la Cellule Femme dans le

Développement Agricole et Rural (CFDAR) à la Direction de la Programmation et de la Prospective et (ii) le Service de Promotion des Activités Féminines Rurales (SPAFR) à la Direction de la Promotion et de la Législation Rurales (DPLR).

La CFDAR a été créée en janvier 1995 avec pour mission de veiller à la prise en compte des besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes en milieu rural dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et projets de développement exécutés au sein du Ministère (MAEP). Pour ce faire, elle a une mission d'orientation, de planification, de suivi et de coordination des actions menées en direction des femmes et des hommes par les Directions techniques, les CeRPA, les sociétés et offices sous-tutelle du MAEP, les ONG et les OP. Depuis sa création, la CFDAR a mené à bien différentes activités par le biais des structures du Ministère, ce qui a permis de faire des progrès dans le domaine de la promotion de l'intégration de l'approche genre.

Au niveau de la DPLR, le Service de Promotion des Activités Féminines Rurales (SPAFR), créé dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Restructuration des Services Agricoles (PRSA), a pour mission de promouvoir les activités socioéconomiques des femmes rurales. Le service collabore avec la CFDAR sur les sujets d'ordre stratégique. Au niveau des CeRPA, les CPAFRJR au niveau du Service Appui à l'Action Coopérative travaillent directement avec les groupements de femmes rurales et les jeunes ruraux. Ils se consacrent en particulier à la promotion des activités des femmes, par le biais d'actions de formation et de communication multimédia à travers les groupes d'écoute.

En 2012, la Direction de la Programmation et la Prospective (DPP) au niveau de sa cellule femme dans le développement agricole et rural disposait d'un plan d'action genre du secteur (2012-2015) qui s'inscrivait dans

l'ensemble des programmes et projets sur la base des différents axes stratégiques opérationnels énoncés dans le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) et dont le dénominateur commun est la réduction de la pauvreté.

Le Plan d'action genre du secteur agricole a été élaboré selon un processus participatif qui a impliqué les points focaux genre, la DPP et les autres directions centrales et techniques du MAEP, les CeRPA, les OSC et les OPA.

Plusieurs documents stratégiques ont servi de référence pour son élaboration. Il s'agit, entre autres: (i) du Plan d'action de mise en œuvre du PSRSA (voir page 31); (ii) du Plan d'action de la PNPG (voir page 31); (iii) du Plan d'action genre et développement rural élaboré en 2003. En outre, les besoins réels des différents acteurs du secteur ont servi de repères pour les travaux d'élaboration du Plan d'action genre du secteur agricole du Bénin.

De façon générale, les responsables à divers niveaux et le personnel du MAEP sont conscients de l'enjeu que représente l'intégration de la dimension genre. Toutefois, cette "sensibilité genre" ne s'observe pas dans "les faits" (tâches exécutées par le personnel du MAEP) et la question se pose de savoir si le personnel est réellement motivé pour la reconnaissance, d'une part de la femme en tant que partenaire actif et indispensable du développement et d'autre part, des disparités qui existent dans les rapports homme-femme, surtout en milieu rural.

Autres faiblesses qui affectent la promotion de genre au Bénin: (i) le faible niveau d'application de l'approche genre; (ii) l'insuffisance de désagrégation par sexe des statistiques agricoles; (iii) l'insuffisance d'analyse de situation différenciée; (iv) la faible contribution du budget national aux activités genre; (v) le faible accès des femmes à l'éducation/formation; (vi) le faible accès des femmes à l'emploi et aux revenus agricoles; (vii) le faible accès des femmes à la terre; (viii) le faible accès des femmes aux crédits et intrants agricoles (Source: document Plan d'action genre du secteur agricole AI-MAEP).

Les résultats du diagnostic ont mis en évidence les facteurs internes et externes relatifs à la prise en compte du genre dans le secteur agricole au Bénin. Ces facteurs constituent les piliers sur lesquels les orientations stratégiques ont été élaborées.

En se fondant sur les orientations stratégiques de la PNPG et sur les objectifs stratégiques relatifs à la prise en compte de genre retenus dans le PSRSA, il a été retenu pour le plan d'action genre du secteur agricole (MAEP) quatre stratégies qui permettront d'assurer l'accès des femmes aux structures de prise de décision à tous les niveaux (national, déconcentré, décentralisé), ainsi qu'aux ressources productives, afin de rendre effectives l'égalité et l'équité⁷ entre homme et femme du secteur rural. Ces stratégies, en cohérence avec les orientations stratégiques de la PNPG et les objectifs stratégiques sensibles au genre du PSRSA, se présentent comme suit:

- renforcer l'institutionnalisation du genre à tous les niveaux pour une meilleure prise en compte du genre dans les politiques, programmes et projets du secteur agricole
- assurer l'autonomisation des femmes en vue de réduire leur niveau de pauvreté
- renforcer les capacités des Organisations de la Société civile (OSC) et autres acteurs privés du secteur agricole en matière de promotion du genre
- assurer la gestion du processus d'intégration du genre dans le secteur agricole au Bénin.

Ces différentes stratégies constituent les quatre composantes de la logique d'intervention du Plan d'action genre du secteur agricole au Bénin:

- l'objectif stratégique 2.1 de la PNPG intitulé "Renforcer le mécanisme d'institutionnalisation du genre dans tous les secteurs de développement" a donné lieu à l'objectif de développement ou Objectif spécifique 1 du Plan d'action genre du secteur agricole, à savoir "assurer l'intégration systématique de genre dans toutes les procédures administratives et opérationnelles, les missions et mandats, les services et structures du MAEP";

7. L'égalité est un concept juridique qui s'explique par l'octroi des mêmes droits et devoirs, chances, opportunités et responsabilités aux hommes et aux femmes; elle se réfère aussi à l'égalité de distribution des bénéfices et participation égale des hommes et des femmes aux processus et structures de prise de décision dans toutes les couches de la société; par contre, l'équité se réfère à la justice sociale, au principe d'application de l'égalité; elle consiste à accorder ou à offrir des opportunités, des chances égales aux hommes et aux femmes selon leurs capacités et en fonction de leurs besoins.

- l'objectif stratégique 4.1 de la PNPG intitulé "Améliorer les capacités d'autonomisation des femmes" a induit l'Objectif spécifique 2-a du Plan d'action, intitulé "Améliorer les capacités d'autonomisation des femmes dans le secteur agricole";
- l'objectif stratégique 5.1 de la PNPG "Améliorer les conditions d'accès et de contrôle équitables aux ressources productives" a permis d'obtenir l'Objectif spécifique 2-b du Plan d'action, à savoir "Améliorer les conditions d'accès et de contrôle équitables aux ressources productives dans le secteur agricole";
- l'objectif stratégique 3.1 de la PNPG "Renforcer la capacité des OSC pour un meilleur engagement dans la promotion du genre" a donné lieu à l'Objectif spécifique 3 du Plan d'action "renforcer les capacités des Organisations de la Société civile (OSC) et autres acteurs privés du secteur agricole pour un meilleur engagement dans la promotion du genre et une meilleure conscientisation des hommes et des femmes".

Chaque objectif spécifique a été décliné en résultats et activités avec ces indicateurs, sources de vérifications et hypothèses.

L'objectif global du Plan d'action genre du secteur agricole du Bénin vise à "contribuer à la réduction des inégalités entre hommes et femmes dans le secteur agricole pour un développement équitable et durable".

Coût financier du Plan d'action genre en relation avec le coût du Programme d'investissement agricole

Le montant global du Plan d'action est estimé à 4.701 milliards de FCFA sur la période 2012-2015. Un tel montant qui, *a priori*, peut paraître important, constitue en réalité l'investissement financier minimal que le secteur agricole peut injecter dans la promotion de l'égalité et de l'équité homme et femme dans ledit secteur.

En effet, les données disponibles sur le financement du Programme d'investissement agricole sur la période 2011-2015 font état de 1.800 milliards dont 491,249 milliards pour les activités jugées prioritaires. Si l'on compare le montant du Plan d'action genre du secteur agricole à celui des activités prioritaires du Programme d'investissement agricole, le coût dudit Plan d'action représente moins de 1%, soit 0,96% du montant destiné aux activités prioritaires sur la même période. Il est donc clairement établi que le Plan d'action est chiffré à un coût minimal.

Le plan d'action budgétisé donne les proportions ci-après: (i) 69,15% des ressources planifiées concernent l'autonomisation et la réduction de la pauvreté de la femme, c'est-à-dire la composante 2, soit les objectifs relatifs à l'amélioration des capacités d'autonomisation des femmes dans le secteur agricole et l'amélioration des conditions d'accès et de contrôle équitables aux ressources productives; (ii) 17,50% des ressources planifiées concernent le renforcement des capacités des organisations de la société civile et autres acteurs privés du secteur agricole et (iii) environ 13,35% des ressources planifiées concernent l'institutionnalisation du genre et la gestion du processus de son intégration dans le secteur agricole.

Il en découle donc que 86,65% des ressources ont été planifiées pour promouvoir l'autonomisation de la femme et la réduction de sa pauvreté dont 69,15% au profit des bénéficiaires directs et 17,50% au profit des partenaires qui sont les bénéficiaires indirects (acteurs de la société civile et acteurs du secteur privé) qui seront fortement sollicités pour l'autonomisation et la réduction de la pauvreté de la femme, ce qui constitue un facteur clé pour assurer l'égalité et l'équité homme-femme dans le secteur agricole.

3.2.3 Disponibilité et utilisation des indicateurs du genre

Les agents du MAEP et du CARDER ont bénéficié d'une formation à la budgétisation selon le genre, les indicateurs genre et la collecte et l'analyse des données désagrégées, le diagnostic genre (cartographie des incidences). La budgétisation selon le genre sera appliquée au PNIASAN 2017-2021 et dans les plans d'action budgétisés des directions techniques pour l'année 2017.

L'élaboration d'un Manuel de méthodes de collecte de données des cultures annuelles (produit par la Direction Générale du développement agricole, de l'alimentation et de la nutrition/Direction de la statistique agricole en novembre 2015) désagrégées par genre relatives aux superficies, rendements, productions, quantités d'intrants et autres paramètres socio-économiques liés aux exploitations ainsi que la distinction

entre personnes encadrées et non-encadrées permettra d'utiliser plusieurs indicateurs sensibles au genre dans le domaine de la production végétale.

Une évaluation de la prise en compte du genre (LGS, 2015) réalisée par la cellule genre du MAEP, analysant le plan de travail annuel budgétisé (PTAB) 2015 du MAEP (voir tableau ci-dessous), montre que sur un total de 1.457 indicateurs contenus dans le PTAB, seulement 235 peuvent être désagrégés (16,1%) par genre contre seulement 23 indicateurs réellement désagrégés par genre (1,58%), soit un taux de sensibilité genre très bas pour le PTAB 2015. Le Programme administration et gestion a le plus d'indicateurs et a pourtant une composante sur l'intégration du genre dans sa stratégie. Le Programme de la production végétale a le plus d'indicateurs qui pourront être désagrégés mais la plus faible intégration (0,26% de sensibilité) dans le PTAB. La pêche et l'aquaculture ont le score le plus élevé, suivi du sous-secteur de l'élevage.

Tableau 2: Degré de sensibilité genre du secteur agricole

	Programme Développement de la Production végétale	Programme Développement de la Pêche et de l'Aquaculture	Programme Développement de l'Elevage	Programme Administration et Gestion du Secteur	Total
Nombre d'indicateurs pouvant être désagrégés par genre	135 35,43% (135/381)	66 18,59% (66/355)	14 10,14% (14/138)	20 3,43%	235 67,59%
Nombre d'indicateurs réellement désagrégés	01 0,26%	12 3,38%	02 1,45%	08 1,37%	23 1,58%
Proportion par rapport aux indicateurs pouvant être désagrégés	0,74%	18,18%	14,28%	40%	09,79%
Nombre total d'indicateurs	381 26,14%	355 24,36%	138 9,49%	583 40,01%	1457 100%

Source: Rapport provisoire LGS, 2015); Cellule Genre MAEP (Plan de travail annuel 2015 du MAEP)

Le tableau ci-dessous fait le point des axes/actions à mener dans le cadre des programmes des sous-secteurs utilisés pour l'analyse des PTAB.

Tableau 3: Degré de sensibilité genre du secteur agricole (paramètres pris en compte)

Programme Administration et Gestion du Secteur	Programme Développement de la Pêche et de l'Aquaculture
<ol style="list-style-type: none"> 1. Institutionnalisation du genre prise en compte dans les actions du secteur agricole par le renforcement des responsabilités de la Cellule genre du MAEP 2. Institutionnaliser le genre dans le secteur agricole 3. Mettre en place des mesures rendant effectives l'égalité et l'équité homme-femme dans l'accès à la formation, à l'alphabétisation et aux structures de prises de décision dans le secteur agricole (individu, famille, communauté, national et international) 4. Améliorer la prise en compte du genre dans la conception, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des projets/programmes et actions du secteur agricole 5. Améliorer la gouvernance des filières agricoles grâce au renforcement des capacités de la PNOPPA et une meilleure structuration et fonctionnement des filières engagées dans un dialogue politique sectoriel constructif 6. Améliorer la gouvernance des chambres d'agriculture par un renforcement des capacités de la CNAB et de ses démembrements 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sensibiliser et vulgariser auprès des mareyeurs/ mareyeuses les équipements et matériels adéquats à la transformation saine des produits de la pêche et pisciculture (Filière poisson) 2. Former les pisciculteurs (Filière poisson) 3. Organiser des Visites d'échange d'expérience (Filière poisson) 4. Contribuer à l'amélioration de la technologie de fumage de poisson et crevette (Filière poisson) 5. Vulgarisation des textes réglementaires de pêche (Filière poisson) 6. Former les transformateurs et commerçants de crevettes (Filière poisson) 7. Organiser des Visites d'échange d'expérience (Filière crevette) 8. Vulgariser les textes réglementaires de pêche (Filière crevette)

Programme Développement de l'Agriculture	Programme Développement de l'Elevage
1. Acquérir du matériel en appui à la transformation, à la commercialisation et à la nutrition au profit des unités de transformation gérées par des femmes (Filière Riz)	1. Former les éleveurs aux techniques d'élevage (Filière viande) 2. Former les transformatrices/commerçantes aux techniques de collecte, de transformation et de commercialisation des produits d'élevage (Filière lait)

Source: Cellule Genre MAEP (Plan de travail annuel 2015 du MAEP)

Les plans d'actions au niveau déconcentré et décentralisé ont également prévu des indicateurs sensibles au genre.

3.3 Capacité institutionnelle pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes

Pour l'opérationnalisation de l'ensemble des lois et politiques de promotion du genre, le pays s'est doté d'un cadre institutionnel et organisationnel. Ce sont des cadres d'orientation et de coordination chargés de veiller à la transversalité du genre dans les différentes politiques de développement du pays. Ils se retrouvent à plusieurs niveaux.

Au niveau national – Le Conseil National de Promotion de l'Equité et de l'Egalité Genre (CNPEEG), organe d'orientation et de décision en matière de promotion du genre créé par décret N°2013-51 du 11 février 2013 et présidé par le Chef de l'Etat.

Au niveau sectoriel – Des Cellules focales genre des ministères sectoriels, des organisations de la Société civile et du secteur privé sont chargées de veiller à la prise en compte du genre dans les différentes actions de leur domaine de compétence.

Au niveau départemental – Des démembrements du CNPEEG au niveau des départements, Comités Départementaux de Promotion du Genre (CDPG) chargés de l'orientation et de décisions au niveau département en matière de promotion du genre. Ils sont présidés par les Préfets des départements.

Au niveau communal – Le décret n° 2013-51 du 11 février 2013 a prévu les démembrements du CNPEEG. Il s'agit des Comités Communaux de Promotion du Genre (CCPG) dirigés par les maires des communes.

Deux structures ont été créées: la Cellule Femme dans le Développement Agricole et Rural (CFDAR) et le Service de Promotion des Activités Féminines Rurales (SPAFR) suite à deux recommandations principales:

- la première est issue du Premier Séminaire national sur l'IFD tenu à Cotonou en 1990: au cours de ce séminaire, il avait été préconisé la création d'une commission nationale chargée de l'Intégration de la Femme dans le Développement (IFD) au Bénin et de points focaux au sein des ministères techniques.
- ensuite, une mission de consultation du siège de la FAO auprès du Ministère du développement rural en 1991 a aussi préconisé la création d'une cellule au niveau de la direction qui s'occupe de la coordination et de la planification des programmes/projets.

En juin 1994, à la demande du Gouvernement béninois, la FAO a accordé une assistance au titre d'un Programme de coopération technique (TCP) BEN/4451(T) pour la mise en place du Point focal genre du MAEP.

A cet effet, une première mission pour le démarrage des activités de ce point focal a eu lieu en août 1994 par une consultation internationale. Au regard du rôle déterminant que doit jouer le Point focal genre du MAEP, il a été placé au niveau de la Direction de la Programmation et de la Prospective (DPP) et a été dénommé Cellule Femme dans le Développement Agricole et Rural (CFDAR). La CFDAR a été créée pour répondre à sa mission de faire intégrer l'approche genre dans la formulation et la planification des activités du MAEP avec comme tâche de veiller à la prise en compte des besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes en milieu rural dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et projets de développement exécutés au sein du Ministère. Pour ce faire, elle a un rôle d'orientation, de planification, de suivi et de coordination des actions menées en faveur des femmes et des hommes par les Directions Techniques, les CARDER (ex CeRPA), les sociétés et offices sous-tutelle du MAEP, les ONG et les OP. Depuis sa création, la CFDAR a mené à bien différentes activités par le biais des structures du Ministère, ce qui a permis de faire des progrès dans le domaine de la promotion de l'intégration de l'approche genre.

La CFDAR et la cellule genre ont été officialisées le 12 janvier 1995 par l'Arrêté ministériel n° 028/MDR/DC/CC/DAPS.

Au niveau de la DPLR (actuelle DLROPEA), le Service de Promotion des Activités Féminines Rurales (SPAFR), créé dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Restructuration des Services Agricoles (PRSA), a pour mission de promouvoir les activités socio-économiques des femmes rurales.

La CFDAR a été créée avec trois dimensions: (i) Politique sectorielle, (ii) Formation sur l'approche genre et développement, (iii) Communication et Statistiques. L'appui des PTF (entre autres du Danemark) s'est concentré sur la Division Politique sectorielle de la Cellule, avec l'élaboration de la politique de promotion de la femme dans le secteur agricole et rural en 2002.

La Cellule genre (CFDAR) a organisé des formations sur l'approche genre et développement pour tout le secteur (Direction techniques et CARDER). Le SPAFR collabore avec la CFDAR sur les sujets d'ordre stratégique. Au niveau des CARDER, les CPAFRJR au niveau du Service Appui à l'Action Coopérative travaillent directement avec les groupements de femmes rurales et les jeunes ruraux.

La Division Communication et Statistique a travaillé à la conception et la promotion des terminologies relatives à l'approche. Son rôle a consisté à attirer l'attention des acteurs sur les inégalités genre en s'appuyant sur des statistiques au niveau macro et micro. Des contraintes d'ordre politique, sociologique et économique ont été détectées. Cette Division a été mandatée à communiquer sur l'approche en utilisant toutes sortes de moyens (radio rurale, causeries, etc.) pour amener les acteurs à changer les habitudes d'inégalité ancrées dans les mœurs.

La mise en œuvre des collectes de statistiques désagrégées par sexe par les agents de terrain a rencontré des résistances.

Avec les réformes intervenues à partir de 2012, la CFDAR a changé de nom et est devenue "Cellule genre" pour aller au-delà de la femme de façon formelle. Cette mutation fait suite à l'élaboration du deuxième document de politique qui a davantage mis l'accent sur le genre (PNPG).

Le rapport d'évaluation de 2015 (LGS, 2015) a fait ressortir que la Cellule genre au cours de l'année 2015 a œuvré à atteindre un taux de réalisations physiques de 72% de son PTA 2015 par rapport aux prévisions qui couvrent trois principaux axes:

- Mise en œuvre du plan d'action genre
- Renforcement des capacités techniques du personnel de base des SCDA des CARDER sur les outils d'intégration du genre dans le conseil agricole
- Suivi-évaluation de l'application de l'approche genre et développement.

Les principales activités réalisées en 2015 ont été (i) des formations, (ii) la participation au processus de planification sensible au genre du MAEP grâce à l'appui technique et financier de la GIZ à travers le ProAgri, (iii) la participation à la consolidation et à la validation du budget programme 2016-2018 sensible au genre du MAEP et (iv) le suivi de l'application de la méthodologie de mise en œuvre de l'approche genre dans les structures par les PFG; (v) l'accompagnement des CARDER dans le processus de désignation et de mise en place des répondants des PFG au niveau communes, (vi) le renforcement de capacités des agents de la cellule en terme de formation, (vii) la participation aux échanges régionaux, sous-régionaux et internationaux (participation de la Cellule à la Conférence des Nations Unies pour l'évaluation de Beijing +20); (viii) l'appui des PFG dans la mise en œuvre de la feuille de route élaborée et l'organisation d'une séance d'évaluation semestrielle, (ix) des suivis à distance et des suivis faits au cours des missions de terrain pour apprécier l'état d'avancement des activités des PFG.

3.3.1 Capacité institutionnelle du Ministère du genre à soutenir le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche pour intégration du genre dans le secteur

Selon le rapport d'analyse institutionnelle du Ministère de la famille (MFSN, 2010), le Ministère en tant que chef de file de l'approche genre a comme attributions de:

- assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des mécanismes d'intégration de l'approche genre

- contribuer à la conception et à la mise en œuvre de programmes de promotion de l'égalité selon le genre
- assurer le suivi des programmes et recommandations des engagements internationaux, de coordonner et promouvoir les actions des ONG œuvrant dans le domaine.

Dans ce cadre, la Direction de la Promotion de la Femme et du Genre (DPFG) collabore avec les points focaux genre (cellule genre) des Ministères sectoriels. Elle a également pour mission l'appui à la collecte de données ventilées par sexe qui seront exploitées pour la planification et la mise en œuvre des projets et programmes de développement au niveau des ministères sectoriels.

Une étude diagnostique au niveau de plusieurs ministères (AgriPro-GiZ, mars 2016) fait ressortir que les points focaux interviewés affirment que leur collaboration avec la direction de la promotion du genre du Ministère de la famille est établie. Cette dernière organise souvent des renforcements de capacité sur le genre à leur profit, des réunions de coordination trimestrielle, des ateliers de validation des documents sur le genre, des séances d'échanges sur des thématiques ayant rapport aux droits des enfants, des femmes, au genre, etc. Les points focaux mentionnent toutefois que les réunions trimestrielles de coordination ne sont plus systématiques depuis deux ans (donc période 2014-2016).

Les points focaux associent également la DPFG aux rares activités genre qu'ils organisent (pour certains ministères, il s'agit de la JMF). A ce niveau, certains points focaux genre fustigent la qualité des ressources humaines envoyées par la DPFG pour les appuyer dans la conduite des activités liées au genre.

Chaque année, les points focaux genre reçoivent également de cette direction un canevas qui leur permet de faire un compte-rendu de la prise en compte du genre dans leur ministère. Le canevas rempli est ensuite renvoyé au ministère sous forme de rapport annuel sur la dimension genre. Selon la DPFG (2015), sur l'ensemble des 22 ministères investigués lors du bilan 2014, neuf ministères (41%) ont élaboré leur rapport annuel sur la dimension genre et l'ont fait valider au sein de leurs structures. Seulement trois (13,6%) ont transmis leur rapport annuel au MFASSNHPTA. Ceci dénote le faible intérêt accordé à cette activité.

Le MAEP est parmi les ministères ayant une Cellule genre et, comme déjà mentionné, des points focaux genre au niveau départemental et communal et au niveau du CARDER. La cellule travaille en étroite collaboration avec le Ministère en charge de la promotion féminine et bénéficie depuis des années d'appuis techniques de certains PTF, entre autres du GiZ (Pro-Agri) et CTB (AI-MAEP). La cellule dispose d'un budget et contribue à la production des rapports périodiques sur le genre en envoyant périodiquement la contribution du secteur.

3.3.2 Intégration du genre au Ministère de l'agriculture

L'intégration du genre au sein du Ministère en charge de l'agriculture peut s'analyser à plusieurs niveaux, sur le plan institutionnel, programmatique et dans la mise en œuvre des actions sur le terrain.

• Au plan institutionnel

La constitution du Bénin, adopté le 11 décembre 1990, garantit pour tous les citoyens l'égalité des droits et la jouissance des mêmes libertés fondamentales. Malgré cette situation d'égalité, les femmes sont encore peu nombreuses à investir les instances de décision tant dans la gestion des affaires publiques et privées que dans la politique. L'INFP a réalisé des études sur leur participation dans les prises de décision "Etude sur la discordance entre le poids économique des femmes et leurs rôles dans les sphères de prise de décision" et "Etude sur l'accès des femmes aux postes de prise de décision aux niveaux décentralisé, local et national".

La décentralisation, qui a pour but de rapprocher le citoyen de l'administration et de la chose publique, permet aux citoyens et citoyennes de mieux participer à la vie publique et à la gestion du pouvoir; elle devient de fait un tremplin pour les femmes au niveau local qui représentent une force de pression de par leur nombre que nul ne peut ignorer dans les choix de société. Malgré la création d'un Ministère chargé de la famille, de l'Institut National de Promotion de la Femme et de la désignation d'un point focal genre au niveau des directions techniques, le nombre de femmes élues à des postes politiques au Bénin (ministres, députés et maires) paraît faible.

C'est dans le domaine politique et la prise de décision que les écarts dans les rapports homme-femme sont les plus accentués. La politique a longtemps été l'apanage des hommes; les femmes ont été longtemps exclues de la scène politique et cette exclusion n'a pas toujours été perçue comme un problème de démocratie et de

bonne gouvernance. L'intérêt de la participation de la femme à la vie politique est récent; il s'est développé avec le processus démocratique et de décentralisation en cours.

Le tableau 5 ci-dessous (LGS 2015) présente le point de l'effectif du personnel par genre en 2015 et démontre qu'il reste dominé par les hommes. Seulement 13% des agents permanents de l'Etat (APE) et 11% des agents contractuels (ACE) de la catégorie A sont des femmes, ce qui montre qu'elles sont encore très faiblement représentées dans les instances de prise de décision.

La situation d'égalité entre femme et homme n'est un peu plus équilibrée qu'au niveau des agents de la catégorie C où 34% des ACE sont des femmes. Mais cette situation n'améliore guère la question de leur positionnement et contribution réels dans les instances au processus de développement. La faible présence des femmes dans les postes de décision influençant le mode de fonctionnement sur le terrain et ayant une influence sur le conseil agricole est critique et est certainement un des facteurs qui contribue à la lenteur de la mise en œuvre des actions en faveur de la prise en compte de l'application de la transversalité genre. Par manque d'agents femmes à des postes de responsabilité élevée, des points focaux genre sont dirigés par des agents qui, de par leur position dans l'organigramme, ont peu d'influence dans les prises de décision genre sensible.

Le tableau 4 ci-dessous présente le point des femmes aux postes de responsabilités dans les Directions techniques, Directions centrales, Sociétés et Offices sous tutelle du MAEP. Les informations montrent que les femmes sont très faiblement représentées aux instances de prise de décision dans l'administration du secteur agricole. Au niveau des directions, 2015 a vu pour la première fois dans l'histoire du Bénin une femme Directrice Générale du CARDER. A ce jour, il n'y a encore aucune femme à la tête des sociétés sous-tutelles du ministère. Le niveau direction technique présenté dans le tableau montre clairement l'inégalité.

Tableau 4: Point des femmes aux postes de responsabilité

Structures	Niveau Direction		Niveau Service		Niveau Division	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Cabinet du Ministère						
CARDER Atlantique Littoral	1					
CARDER Atacora Donga	7	0%	13	0%	20	30%
CARDER Borgou Alibori						
CARDER Mono Couffo	2	50%	1	8,33%	2	9,09%
CARDER Ouémé Plateau	6	0%	13	23%	19	11%
CARDER Zou Collines	5	20%	20	0%	25	4%
DIP						
DLRAOPEA	1	100%	3	33%	5	non pourvus
DICAF						
DRH						
DRFM						
DPP						
SGM						
IGM						
DPV	1	0%	7	29%	48	13%
DPH	0	0%	2	40%	0	0%
DANA	1	0%	4	25%	8	25%
DPA			0		4	
SONAPRA	13	7%	40	25%	271	29%
INRAB						
ONASA	5	0%	11	45%	60	50%
LCSSA						
DGAER	5	2%	9	33%	18	17%
ABSSA						

Source: LGS 2015

A la base, le CARDER et les agents de vulgarisation ont des objectifs bien définis concernant le nombre de femmes à encadrer et des appuis sont apportés aux femmes en terme d'accès aux innovations, technologies et renforcement des organisations à la base. L'accompagnement à la base doit faire face à une société traditionnelle du Bénin fortement patriarcale, ce qui influence tous les domaines, en particulier la prise de décision. Les décisions sont généralement prises par l'homme, et la femme jouit de droits limités.

Au niveau des organisations professionnelles et de la société civile, plusieurs – entre autres des OP agricoles (production végétale, pêche, aquaculture, élevage) et les fédérations – renforcent la capacité de participation des femmes. AgriPro-GiZ appuie également les organisations pour les rendre plus efficaces dans leur rôle de plaidoyer. Des actions de communication pour un changement de comportement ont été menées en vue d'amener les femmes, surtout rurales, à mieux s'organiser en associations, groupements et sociétés coopératives afin de pouvoir bénéficier d'appuis techniques.

Budgétisation sensible au genre

L'appui de ProAgri-GiZ vise entre autres une application de la Budgétisation sensible au genre (BSG) au niveau central comme au niveau décentralisé (appui depuis 2015) et un mécanisme institutionnel au niveau de la DPP.

La Cellule Genre et Suivi Evaluation comporte dans son PTAB 2016 d'exécuter le suivi rapproché à la mise en œuvre du processus de budgétisation sensible au genre. Le DPP (Cellule genre) a accompagné les CARDER (quatre sur six) par des formations (sur le genre et la budgétisation selon le genre) et deux suivis rapprochés.

Mi-2016, un deuxième suivi (pour asseoir progressivement le processus de BSG et la prise en compte du genre dans la planification et le rapportage) a permis de vérifier la conformité des documents de la conception, la planification et la budgétisation. Constat: à la conception et à la planification des activités, seuls deux CARDER sur six ont fait ressortir des questions sexo-spécifiques; en termes de lutte contre la discrimination, l'exclusion et la promotion de l'égalité homme-femme dans la formulation des objectifs, résultats, actions et activités, il est ressorti que les CARDER ne sont habilités qu'à la formulation des activités. Selon les agents du CARDER, c'est à la DPP que revient la responsabilité de reformuler les objectifs et résultats lors de l'actualisation du PSRSA afin de les rendre genre sensibles.

La même mission de suivi rapproché a constaté que les données servant à la conception de l'activité ont été ventilées par sexe (4/4 des CARDER visités) mais que 75% des CARDER n'ont pas traduit les informations en indicateurs sensibles au genre.

L'intégration de l'égalité homme-femme et la conformité institutionnelle ont été promues par des mécanismes tels que l'exemple au niveau d'un des CARDER (Atacora-Donga) ou des notes de service à l'instar du CARDER, portant institutionnalisation et obligation de systématiser les données statistiques et toutes autres informations selon le genre. La mission de suivi (DPP, Cellule genre 2016) a encouragé l'institutionnalisation du genre au sein de tous les CARDER (suivant l'exemple du CARDER Atacora-Donga) et a recommandé que les textes soient respectés et que les moyens matériels et financiers soient mis à la disposition des acteurs concernés pour la promotion effective du genre dans le secteur agricole.

Dans le domaine de la collecte des données désagrégées, le PSRSA a prévu que les données sur le secteur agricole soient désagrégées et analysées selon le genre. De ce fait, Il a fallu poursuivre l'actualisation des canevas d'élaboration du budget programme, des rapports et des outils de collecte des données en prenant en compte le genre. De même, les points focaux suivi-évaluation et genre des différentes entités et les cadres chargés des statistiques du MAEP ont été formés.

Pour atteindre cet objectif, un certain nombre d'actions ont été menées (zone pilote), notamment la réalisation de l'analyse de situation (état des lieux), des relations homme-femme dans tous les domaines d'intervention du secteur agricole et rural et la mise à la disposition des acteurs des canevas de collecte et de rapportage des informations désagrégées selon le genre. L'analyse de ces actions montre qu'un état des lieux des relations de genre a été sommairement fait dans certains projets et programmes du MAEP.

Malgré l'existence des canevas de collecte des données de terrain au niveau des CARDER désagrégées en genre, les rapports produits ne remontent pas suffisamment les informations différenciées entre les femmes et les hommes.

Dans l'ensemble des six CARDER, un budget jugé insignifiant a été prévu pour la mise en œuvre des composantes et des actions sexo-spécifiques. La mission de suivi rapproché a noté la difficulté de mise à disposition effective de ces ressources et a recommandé que les responsables des dites structures améliorent le budget alloué aux actions de promotion du genre et veillent à l'exécution effective des activités programmées conformément au budget prévu.

Tableau 5: Point de l'effectif du personnel du MAEP par genre en 2015

CATE- GORIE	CORPS	EFFECTIFS APE			EFFECTIFS ACE			TOTAL
		Hommes	Femmes	% Femmes	Hommes	Femmes	% Femmes	
A	CHERCHEURS	18	2	10	1	0	0	21
	VETERINAIRES INSPECTEURS	2	1	33,3	5	0	0	8
	INGENIEURS DU DEVELOPPEMENT RURAL	129	18	12,2	36	4	10	187
	INGENIEURS STATISTIENS	2	0	0	0	0	0	2
	INGENIEURS SES SERVICES TECHNIQUES DES T.P.	2	0	0	0	0	0	2
	INGENIEURS DES TRAVAUX	53	7	11,7	19	2	9,5	81
	ADMINISTRATEURS	7	1	12,5	0	0	0	8
	ADMINISTRATEURS DES SERVICES FINANCIERS	3	0	0	0	0	0	3
	ADMINISTRATEURS DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE	0	1	100	0	0	0	1
	ADMINISTRATEURS DES ENTREPRISES	1	0	0,0	0	0	0	1
	ADMINISTRATEURS DE COMMERCE	1	0	0,0	0	0	0	1
	INSPECTEURS DU DEVELOPPEMENT RURAL	6	2	25	3	0	0	11
	INSPECTEURS DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE	2	0	0	0	0	0	2
	ANALYSTES PROGRAMMEURS	2	1	33,3	0	0	0	3
	INSPECTEURS DES IMPOTS	0	0	0	0	1	100	1
	ATTACHES DES SERVICES FINANCIERS	3	1	25	12	2	14,3	18
	ATTACHES DES SERVICES ADMINISTRATIFS	2	1	33,3	5	2	28,6	10
	ATTACHES DE RECHERCHE	5	0	0	2	0	0	7
	TECHNICIENS SUPERIEURS DES SERVICES TECHNIQUES DES T.P.	1	0	0	0	0	0	1
	TECHNICIENS SUPERIEURS DE LA STATISTIQUE	1	0	0	2	0		3
	TECHNICIENS SUPERIEURS EN PLANIFICATION	0	0	0	1	0	0	1
	TECHNICIENS DE LABORATOIRE	0	1	100	0	0	0	1
	Sous-total A	240	36	13	86	11	11,3	373

CATE- GORIE	CORPS	EFFECTIFS APE			EFFECTIFS ACE			TOTAL
		Hommes	Femmes	% Femmes	Hommes	Femmes	% Femmes	
B	PROGRAMMEURS PUPITREURS	0	0	0	2	3	60	5
	TECHNICIENS DE L'ACTION CULTURELLE	0	0	0	1	2	66,7	3
	ELEVES ATTACHES DE RECHERCHE	0	0	0	0	0	0	0
	CONTROLEURS DU DEVELOPPEMENT RURAL	873	124	12,4	82	26	24,1	1.105
	CONTROLEURS DES SERVICES FINANCIERS	7	2	22,2	26	8	23,5	43
	CONTROLEURS DES SERVICES TECHNIQUES DES T.P.	2	0	0	1	0	0	3
	SECRETAIRES DES SERVICES ADMINISTRATIFS	9	2	18,2	15	12	44,4	38
	Sous-total B	891	28	3	127	51	28,7	1.197
C	AGENTS TECHNIQUES DU DEVELOPPEMENT RURAL	585	72	11	35	13	27,1	705
	OPERATEURS DE SAISIE	1	1	50	6	9	60	17
	ASSISTANTS DES SERVICES TECHNIQUES DES T.P.	0	0	0	1	0	0	1
	ASSISTANTS DES SERVICES FINANCIERS	1	1	50	20	12	37,5	34
	SECRETAIRES ADJOINTS DES SERVICES ADMINISTRATIFS	14	4	22,2	18	8	30,8	44
	Sous-total C	601	78	11,5	80	42	34,4	801
D	PREPOSES DES SERVICES ADMINISTRATIFS	3	0	0	25	14	35,9	42
	ASSISTANTS DES SERVICES INFORMATIQUES	1	1	50	0	2	100	4
	OUVRIERS SPECIALISES DES SERVICES GENERAUX DE L'ADMINISTRATION	1	0	0	15	4	21,1	20
	CONDUCTEURS DE VEHICULES ADMINISTRATIFS	15	0	0,0	107	0	0	122
	Sous-total D	20	1	4,8	147	20	12	188
E	OUVRIERS DU DEVELOPPEMENT RURAL	0	0	0	53	0	0	53
	MANŒUVRES SPECIALISES DES OPERATIONS DE RECHERCHE	0	0	0	0	0	0	0
	AGENTS D'ENTRETIEN ET DE SERVICES	0	0	0	42	3	6,7	45
	Sous-total E	0	0	0	95	3	3,1	98
	TOTAL	1.752	243	12,2	535	127	19,2	2.657

APE: Agents Permanents de l'Etat; ACE: Agents Contractuels de l'Etat

Source: LGS 2015 / Direction des Ressources Humaines (DRH/MAEP), 2015

• Sur le plan programmatique

omme décrit précédemment, le PSRSA a retenu la promotion du genre comme étant une action transversale dans la promotion des filières dont l'objectif visé est d'améliorer sa prise en compte dans les projets et programmes de développement agricole et rural; le MAEP vise à (i) assurer la prise en compte du genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets, programmes et actions du secteur, (ii) améliorer l'intégration du genre dans la collecte, le traitement et l'analyse des statistiques agricoles; et (iii) développer un système d'information et de communication sur le genre pour un changement de comportement dans le secteur agricole et rural. Depuis 2012, le MAEP dispose d'un plan d'action genre triennal qui a pris comme base le PNPG et le PSRSA.

Le MAEP a renforcé les capacités de ses cadres pour la promotion du genre à travers notamment la formation d'au moins 30 cadres des directions techniques et des CARDER (TSIEC, TSSSE) en 2011 sur l'Approche Genre et Développement et la formation pilote sur l'intégration du genre dans le conseil agricole organisée en 2012.

Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche exécute le PNIA et a un fort intérêt et rôle dans l'exécution du Cadre de coopération de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition et le Projet multisectoriel de l'alimentation, de la santé et de la nutrition (PMASN). L'objectif 5 du projet est de renforcer l'autonomisation économique des femmes dans le secteur agricole et rural. Les résultats attendus sont de: (i) élaborer et mettre en place un système d'information et de communication sur le genre pour un changement de comportement dans le secteur agricole et rural; (ii) améliorer la prise en compte du genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets/programmes et actions dans le secteur agricole; (iii) mettre en place des mesures rendant effectives l'égalité et l'équité entre homme et femme dans l'accès à la formation, à l'alphabétisation et aux structures de prise de décision dans le secteur.

• **Programmation et appui des PTF**

Les Partenaires techniques et financiers jouent un rôle important dans l'intégration du genre au Bénin. Ils financent une partie des formations en genre ou d'activités genre. Par contre, le constat issu des entretiens révèle que cet appui se fait davantage sentir au niveau de certains ministères. Aussi, en dehors du Ministère de la famille (aujourd'hui Ministère du travail, de la fonction publique et de la protection sociale) qui est le leader en matière du genre, assiste-t-on à une concentration de l'aide au profit de secteurs comme la décentralisation, l'agriculture, l'énergie, l'eau, la santé, etc. Les Ministères de l'intérieur, de la défense, de la culture et l'artisanat et des affaires étrangères ne reçoivent pas d'appuis des PTF pour appliquer l'approche genre dans leurs programmes d'action. Ceci peut s'expliquer par la forte présence, indépendamment des questions relatives au genre, des PTF dans des secteurs clés de l'économie et du social.

Les PTF soutiennent également le processus de budgétisation sensible au genre et sont très actifs dans le domaine de la formation des agents de la chaîne de la budgétisation (PPBS) et des points focaux. Certains collaborent directement avec les ministères à travers le DPP. Le CTB et GIZ collaborent directement avec le DPP et les cellules focales du MAEP.

Les appuis sont essentiellement tournés vers le renforcement de capacités. Ainsi, selon 64,65% des cadres enquêtés leur ministère bénéficie de l'appui de certains partenaires dans les actions spécifiques liées à la BSG. Au niveau du MAEP sont cités la Banque mondiale, DANIDA, la GIZ et la Coopération technique belge.

La Direction de la Préparation du Budget dans le cadre de l'internalisation de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) – longtemps restée absente dans le processus budgétaire et dans la mise en œuvre des programmes sectoriels des ministères – a été associée à l'exercice de formation, permettant un dispositif et mécanisme institutionnels pour accompagner la BSG. Le diagnostic a été suivi d'un appui institutionnel et d'un coaching par le Bureau d'études durant la mise en œuvre du Pro-Agri II (2014-sept 2017).

Des renforcements des capacités ont été exécutés au niveau des structures déconcentrées, directions techniques et au niveau central. D'après le constat d'une évaluation en 2016, les budgets au niveau déconcentré se sont nettement améliorés, pourtant au niveau central on ne retrouve pas ces informations et améliorations. Le manque de désagrégation des données est attribué au fait que les objectifs et les indicateurs sont dictés par le document du PSPSA et PNIA et qu'un agent au niveau départemental et communal n'est pas habilité à changer le cadre du suivi.

Les constats de l'auto-évaluation du ProAgri-II (GiZ) ont démontré (i) qu'au niveau déconcentré la prise en compte du genre dans la budgétisation est moyenne et qu'au niveau central elle est faible; (ii) les statistiques du MAEP dispose de quelques données désagrégées par sexe, (iii) la disponibilité d'un plan d'action genre et (iv) les capacités en budgétisation selon le genre du personnel du PPBS ont été renforcées mais peu appliquées et malheureusement, le responsable de la cellule genre n'est pas associé au Comité de cadrage budgétaire et n'a donc pas pu appuyer l'inclusion du genre dans la budgétisation.

Avec deux partenaires appuyant la mise en œuvre du plan d'intégration du genre, le MAEP est favorisé et devrait améliorer sa performance. Constat: l'internalisation méthodique et systématique du genre dans l'administration reste faible (voir encadré).

“La majorité des points focaux genre ont été formés sur financement des PTF comme la GIZ, le PNUD, la Coopération suisse, la CTB et des projets tels que la CAPOD, le PADEL de l’Union européenne, le Ministère de la famille ou les organisations sous-régionales comme la CEDEAO. Ils affirment que le plus souvent il n’y a pas de suivi prévu pour les accompagner dans l’intégration des acquis de la formation.

La durée des formations varie de 3 mois à l’extérieur à des demi-journées de briefing au Ministère de la famille. Les formations portent en majorité sur le concept genre. Peu de points focaux comme ceux des secteurs de la famille, de l’énergie, de l’urbanisme, de l’agriculture, de l’enseignement maternel, de la microfinance ont été renforcés dans le domaine du mainstreaming genre et de la budgétisation sensible au genre. Le plus souvent, les formations en genre sont concentrées sur une approche femme et négligent la dimension proprement genre qui est celle du rapport homme-femme. Si les notions théoriques sur le genre sont primordiales pour comprendre cette problématique, les formations doivent aller au-delà pour aborder la dimension de la pratique du genre dans les projets-programmes et les budgets. Autre insuffisance des formations: la manière dont elles s’organisent, marquée par l’absence d’un plan de formation rigoureuse. Aussi des personnes cumulent-elles des formations sur la même thématique basique (concepts) et d’autres suivent une formation BSG sans avoir au préalable approfondi le concept genre. Tout ceci limite le passage à une internalisation méthodique du genre dans l’administration”

Source: Rapport provisoire diagnostique GIZ, 2016

Une des problématiques est le financement des cellules genre et des activités sexo-spécifiques. Le diagnostic (ProAgri-GiZ 2016) constate que certains ministères n’ont pas alloué de ressources financières à la cellule genre en dehors du financement pour la JIF (Ministère de l’enseignement supérieur, Ministère des affaires étrangères, Ministère de l’économie et des finances, Ministère de l’intérieur, Ministère de la défense⁸), d’autres (Ministère de l’hydraulique et Ministère de l’enseignement maternel et primaire) y consacrent respectivement 51 et 35 millions comme l’ont précisé leurs points focaux. Au niveau du MAEP, le budget alloué à la cellule genre dans le PTAB 2016 représente 0,02% du budget général du ministère (voir tableau en annexe 8).

3.3.3 Intégration du genre dans les secteurs liés à l’agriculture

Dans le domaine du foncier

Au Bénin, deux régimes fonciers sont appliqués: le droit moderne (périmètres aménagés et domaines urbain et péri-urbain) et le droit coutumier. La majorité du foncier est encore géré sous le droit coutumier et/ou religieux.

Le droit coutumier est constitué d’un ensemble de règles traditionnelles déterminant la position des populations vis-à-vis de l’attribution, de la gestion et de l’exploitation de terre et de ses accessoires (eau, pâturage, forêts...). La gestion du foncier et autres ressources naturelles est indissociable; elle est du ressort du propriétaire de la terre.

Les études du MCA-Bénin⁹ font état des spécificités de la question d’accès des femmes à la terre sur l’ensemble du territoire national. Autrement dit, les femmes ne connaissent pas les mêmes contraintes au nord qu’au sud. L’analyse de la situation actuelle est également présentée par rapport aux grands groupes socioculturels (Fon, Adja, Yoruba, Nago, Dendi, Bariba, Peulh...).

La revue des différents modes d’accès à la terre montre qu’il existe au Bénin une large gamme de droits d’accès. Parmi ces modes, quatre types permettent l’accès à la propriété foncière:

- l’accès par occupation qui tend à disparaître
- l’héritage dont les femmes continuent d’être exclues dans certaines régions du Bénin qui tend aussi à disparaître sous l’effet combiné de la pression démographique et de l’expansion des cultures de rente
- l’achat dont le caractère onéreux est contraignant, surtout dans le cas de marchés financiers imparfaits, en particulier pour les femmes qui sont souvent sans revenus
- le don qui permet à certains parents avertis de permettre à leurs enfants filles ou à leurs femmes d’accéder en partie à leur patrimoine immobilier.

Les femmes accèdent au foncier principalement par achat, héritage, alliance et don; les hommes par héritage patrilinéaire et achat. Chez les hommes 73 % des superficies disponibles sont en propriété tandis que pour

8. Ce ministère n’a de ligne de crédit ni pour la cellule genre ni pour l’organisation de la JIF.

9. Rapport Final sur L’Accès des Femmes à la Terre, MCA-Bénin, “Projet Accès au Foncier” 2008, 105 pages

les femmes, ce sont seulement 54 %. 53 % de femmes sont propriétaires d'au moins une parcelle contre 78 % des hommes.

Les femmes doivent louer les terres et celles qui leur sont proposées sont souvent de basse qualité. En effet, de manière générale dans toutes les régions du Bénin, la caractéristique des terres cultivées par les femmes est double: une terre laissée à l'abandon car appauvrie et une terre de petite surface. Les femmes "héritent" le plus souvent des terres laissées à l'abandon et appauvries. Les causes de la situation précaire des femmes (voir plus de détail sur la situation en annexe 7) sont d'ordre sociologique, économique et institutionnel: (i) la considération de la femme comme un "bien", (ii) le taux d'analphabétisme, (iii) les causes historiques dans le régime foncier ancien du lignage (le chef de terre la transmet au chef de famille), (iv) le manque d'autonomie de la femme, (v) la pression démographique sur les ressources naturelles, (vi) le non enregistrement des mariages et les nombreux divorces.

Faciliter l'accès et l'utilisation sécurisée de la terre est un des objectifs du PNIA qui est mis en œuvre entre autres par l'élaboration des plans fonciers ruraux (PFR). L'évaluation de la performance du MAEP 2015 mentionne qu'en 2015, il n'a pas été réalisé de PFR et donc les actions menées jusque-là dans ce domaine restent encore faibles au vu des ambitions du PSRSA qui vise la généralisation des PFR sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi, l'accent devra être mis sur la mobilisation de ressources nécessaires à une rapide extension des PFR, avec une priorité aux régions à forte potentialité agricole et à forte prévalence de conflits fonciers.

En 2013, 49 plans fonciers ruraux (PFR) ont été réalisés dans l'Atacora-Donga (zone d'intervention AI MAEP-CTB et appui de ProAgri dans le volet Fonds d'Investissement/KfW), 32 PFR de 2012 ont été finalisés, 8 PFR pilotes de 2002-2004 ont été repris pour être mis aux normes et 49 sections villageoises de gestion foncière (SVGF) installées en 2012 ont été formées et équipées.

L'évaluation des interventions dans le domaine des PFR a attiré l'attention sur le manque de clarté dans la mise en œuvre de la politique foncière avec les partenaires du secteur privé qui ont noté que (i) les pratiques foncières ne sont pas sécurisées, (ii) la longue attente pour obtenir des titres fonciers ruraux (jusqu'à cinq ans d'attente vaine), (iii) l'appartenance des terres aux communautés et aux individus, (iv) le grand nombre de terres non exploitées et (v) la difficulté pour les jeunes d'acheter des terres. La discrimination des jeunes souligne également que les jeunes femmes ont encore plus de difficultés d'accès au foncier (discrimination en tant que femme et que jeune).

3.3.4 Budgétisation pour l'égalité des sexes dans le secteur de l'agriculture

Le cadre du MAEP a été formé sur la budgétisation selon le genre (voir page 41) avec des appuis de AI-MAEP et AgriPro-GiZ depuis 2012. Le progrès se situe davantage au niveau décentralisé qu'au niveau central et il est prévu d'appliquer le BSG dans la budgétisation du PNIASAN 2017-2021 ainsi que dans les budgets des Directions techniques pour l'année 2017.

Le plan d'action genre du MAEP représentait pour la période 2012-2015 un montant estimé à 4,7 milliards de FCFA. Ceci représentait sur le total des activités jugées prioritaires du Programme d'investissement agricole moins de 1%, soit 0,96% du montant destiné aux activités prioritaires sur la même période.

Intégré dans le budget de l'Etat des 10% à investir dans le développement agricole (Accord de Malabo), un minimum de 1% pour les activités d'un plan d'action genre sera recommandé.

Les prévisions budgétaires (en milliards de FCFA) de l'Etat pour le secteur agricole au titre de l'année 2015 ont connu une hausse de plus de 58% par rapport à celles de 2014. Dans le même temps, le budget général de l'Etat connaît une hausse de 13%.

Tableau 6: Les prévisions budgétaires

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015
Budget général de l'Etat (milliards)	1.099,375	1.066,549	1.044,494	1.069,855	1.210,449
Budget secteur agricole (milliards)	90,595	138,015	94,779	89,828	141,710

Source: Aide-mémoire revue secteur agricole 2016, MAEP

Quant aux dépenses publiques réalisées dans le secteur, elles ont évolué de manière croissante depuis 2011, passant de 29 milliards pour atteindre plus de 83 milliards en 2015, pour un taux d'accroissement par rapport à 2014 de près de 24%. Mais ce taux d'accroissement est faible par rapport au taux de 44% observé pour les dépenses générales de l'Etat (presque la moitié).

Tableau 7: Dépenses publiques d'agriculture

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015
Dépenses générales Etat (milliards)	624,088	815,800	970,554	841,034	1.213,457
Dépenses secteur agricole (milliards)	29,512	54,603	60,281	67,020	83,752

Source: Aide-mémoire revue secteur agricole 2016, MAEP

La part du budget du secteur agricole dans le budget général de l'Etat est de 11,71% pour l'année 2015, soit 10% supérieur à celui de l'Engagement de Maputo. Cependant, la part des dépenses du secteur agricole dans les dépenses totales de l'Etat est passée de 7,97% en 2014 à 6,90% en 2015.

Cela montre premièrement que le niveau des dépenses du secteur agricole n'est pas en accord avec les prévisions budgétaires, et deuxièmement que le Bénin a reculé sur le plan de l'Engagement de Maputo malgré le volume important des dépenses en 2015. En moyenne, sur la période 2011-2015, 6,5% des dépenses totales de l'Etat ont été investis dans le secteur agricole, soit un montant total de 295 milliards de FCFA.

Tableau 8: Dépenses totales de l'Etat

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015
Ratio budget secteur agricole/budget général de l'Etat (%)	8,24	13,58	9,07	8,40	11,71
Ratio dépenses secteur agricole/dépenses générales de l'Etat (%) (Engagement Maputo)	4,73	6,69	6,21	7,97	6,90

Les investissements privés réalisés dans le secteur agricole se sont constamment accrus au cours de la période 2011-2014. Depuis 2011, le rythme de croissance s'est accéléré avec un record de près de 55% en 2013 qui n'est pas soutenu en 2014 (13%). Ceci témoigne de l'engagement du secteur privé à accompagner les efforts du Gouvernement pour la relance du secteur agricole au Bénin, dans un contexte d'amélioration du climat des affaires.

Tableau 9: Evolution des investissements privés dans le secteur agricole

Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Investissements privés globaux (milliards de FCFA)	376,90	394,80	428,80	722,1	801,69	ND
Investissements privés dans le secteur agricole (milliards de FCFA)	52,4	54,9	64,9	100,4	113,47	ND
Taux d'accroissement des investissements privés réalisés dans le secteur agricole (%)	6,6	7,2	11,7	54,8	13,0	ND

Source: INSAE 2015, Estimations DPP/MAEP (ND = données non disponibles)

Le financement du secteur agricole est assuré par les fonds publics et privés. Les fonds publics sont constitués par les ressources du budget national et les ressources extérieures mises en place avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Les fonds privés concernent les investissements faits directement par ou à travers les Acteurs non étatiques (ANE) que sont les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA), les ONG et le secteur privé marchand. Le secteur agricole constitue l'une des zones de concentration des interventions des PTF. En effet, sur un total de 23 PTF qui interviennent dans les secteurs clés de l'économie béninoise, 13 s'investissent dans le secteur agricole dont 7 à travers la coopération multilatérale et 6 à travers la coopération bilatérale (cf. fig. ci-dessous).

La prise en compte de la dimension genre par les PTF dans la mise en œuvre et le suivi des activités des différentes structures du secteur agricole est à un niveau élevé. En effet, sur une vingtaine de projets et programmes inscrits au portefeuille du Ministère, tous intègrent la dimension genre dans leur planification.

Certains disposent de documents de stratégie genre et de plans d'action genre qui constituent des outils de suivi pour une meilleure prise en compte du genre dans leurs différentes interventions.

Le BTC a produit une fiche sur l'inclusion du genre dans ses projets et pour la première phase du programme AIMAEP (2009-2013), le budget du programme n'avait pas de ligne budgétaire genre mais les activités sur le genre étaient associées aux activités budgétisées du projet (ex.: appui à la restructuration du MAEP et appui au dispositif de conseil agricole). Le coût des activités genre était estimé à 15.000 euros (0,003%) sur un budget de 4.880.050 euros.



©FAO/K. Pratt

Scènes au port de Cotonou

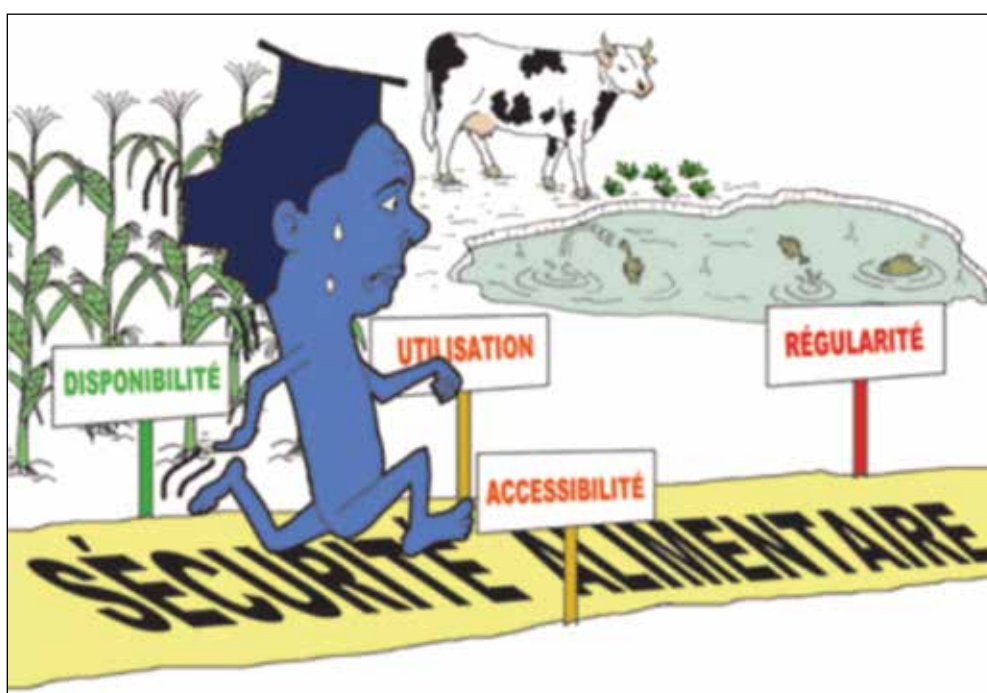
4. Analyse de la situation

4.1 Genre et sécurité alimentaire et nutritionnelle

Au Bénin, la sécurité alimentaire et nutritionnelle se caractérise par la disponibilité et la stabilité des aliments pendant une période de l'année. Cette disponibilité et cette stabilité se ressentent plus en milieu urbain qu'en milieu rural. Les statistiques dans le domaine de la nutrition dénotent une prédominance de la malnutrition chronique et de l'insuffisance pondérale ainsi que par la carence en fer, en vitamine A et en iode principalement chez les enfants, les adolescentes et les femmes.

Le rapport national sur le développement humain au Bénin pour 2015 (PNUD, 2015) avait comme thématique la sécurité alimentaire et l'image ci-dessous était utilisée pour décrire la situation. "L'image de la couverture évoque le Bénin symbolisé par un homme engagé dans une course contre la montre sur le chemin de la sécurité alimentaire balisé par les quatre composantes de la sécurité alimentaire: disponibilité, accessibilité, utilisation et régularité. En arrière-plan, on peut observer des symboles de la production alimentaire (épis de maïs, vache et poissons) et l'abondance de certaines ressources (eau, terre). La sueur dégoulinant sur le côté du visage de l'homme témoigne de l'ampleur des efforts déployés par le Bénin dans l'atteinte des objectifs de la sécurité alimentaire. Grâce aux stratégies et actions mises en œuvre pour la réalisation de la sécurité alimentaire, le Bénin a franchi la balise 'disponibilité'. Les deux balises que sont 'utilisation' et 'accessibilité' sont à la portée du pays. Par contre, la balise 'régularité' est encore loin, ce qui justifie tous les efforts qu'il convient de faire pour atteindre cet objectif.

Graphique 2: L'image de la couverture évoque le Bénin symbolisé par un homme engagé dans une course contre la montre



Source: Le rapport national sur le développement humain au Bénin pour 2015 (PNUD, 2015)

La situation d'autosuffisance alimentaire globalement satisfaisante cache des difficultés perceptibles pour accéder à l'alimentation et l'utilisation adéquate des aliments. Les informations disponibles suggèrent d'importantes insuffisances en matière d'utilisation des aliments au Bénin. La prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes (63,1%) et les enfants de moins de 5 ans (65,4%) demeure élevée, s'établissant au-dessus du seuil de 40% défini par l'OMS pour considérer l'anémie comme un problème de santé publique de niveau sévère. Cette situation traduit une alimentation pauvre en fer et probablement une forte incidence des maladies parasitaires, en particulier le paludisme.

En 2013, l'Enquête nationale sur l'analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (AGVSA) a révélé que 23% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate ne leur permettant pas de mener une vie active et saine (5% avaient une consommation alimentaire pauvre et 18% une consommation limite au moment de l'enquête). Le pourcentage des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre/limite est beaucoup plus élevé dans les zones rurales (30%) que dans les zones urbaines (15%).

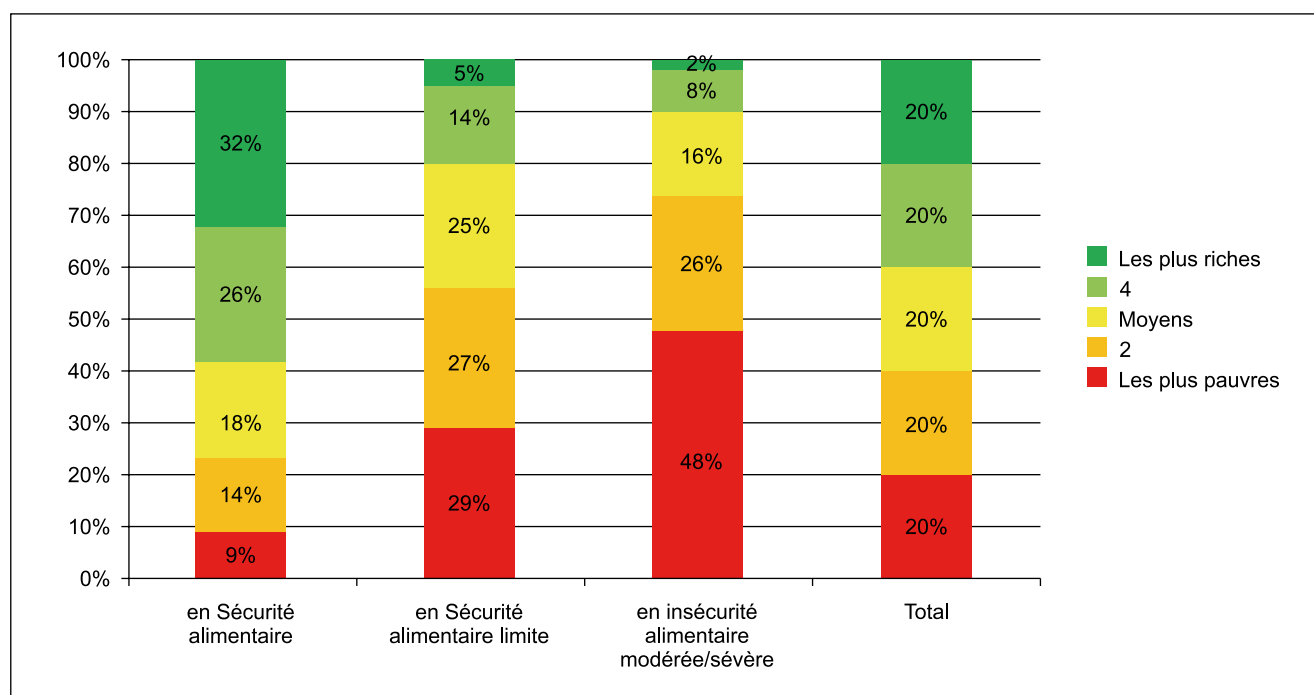
La consommation d'aliments riches en fer, en protéines et vitamine A est insuffisante dans les ménages avec une consommation alimentaire pauvre/limite. Environ 69% de ces ménages n'ont pas consommé d'aliments riches en fer, 37% n'ont pas consommé d'aliments riches en protéines et 18% n'ont pas consommé d'aliments riches en vitamine A au cours de la semaine précédant l'enquête. La grande majorité des ménages ne consomme quasiment pas de fruit.

La proportion de ménages pauvres a augmenté de 1,4 point en milieu rural depuis 2006. Cette augmentation de la pauvreté pourrait provenir de la détérioration des revenus des ménages ruraux qui proviennent essentiellement de l'agriculture. Par contre, en milieu urbain la proportion de ménages pauvres s'est considérablement réduite pour passer de 36,5% en 2006 à 31,4% en 2011. Cette diminution de la pauvreté urbaine peut être imputée au secteur informel qui occupe bonne partie des ménages urbains.

Au Bénin, 11% des ménages sont en insécurité alimentaire (<1% sévère, 11% modérée). Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente ou ne peuvent assurer leurs besoins alimentaires minimum sans avoir recours à des stratégies d'adaptation irréversibles.

Environ 34% des ménages enquêtés sont en sécurité alimentaire limite. Ces ménages peuvent s'assurer une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles mais ne peuvent pas se permettre certaines dépenses non-alimentaires essentielles.

Graphique 3: Groupes de sécurité alimentaire par quintile d'indice de richesse



Source: Données ménages de l'AGVSA 2013

Environ 55 pour cent des ménages sont en sécurité alimentaire (34 sécurité limite + 11% en insécurité alimentaire).

Comme documenté dans le graphique, l'insécurité alimentaire touche plus souvent les ménages dans les zones rurales (15%) que ceux dans les zones urbaines autres que Cotonou (8%). Les ménages en insécurité alimentaire modérée/sévère (11% de la population) sont souvent les plus pauvres. Environ 74 pour cent des ménages en insécurité alimentaire appartiennent aux quintiles les plus pauvres (48%) et pauvres (26%) de la population enquêtée. Plus de la moitié (56%) des ménages en sécurité alimentaire limite appartiennent aux groupes les plus pauvres ou pauvres des ménages.

Dans le rapport de l'enquête nationale sur l'analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (AGVSA), les aspects genre dans l'alimentation et l'insécurité alimentaire ont révélé qu'il existe très peu de disparité entre les ménages dirigés par les femmes et ceux dirigés par les hommes quant à la sécurité alimentaire et la pauvreté de ces ménages. Il n'existe pas de différence entre la proportion d'hommes (23%) et femmes (24%) avec une consommation alimentaire pauvre/limite.

On ne peut observer de disparités entre les hommes et femmes chefs de ménage concernant la part de dépenses sur la nourriture. Ce manque de disparité entre les ménages dirigés par des hommes et des femmes telle que mesurée par ces indicateurs vaut dans les zones urbaines et rurales séparément.

Seul l'indice de richesse a montré des différences importantes entre les ménages dirigés par des hommes et des femmes, et cette différence n'a été observée que dans les zones rurales

Au niveau national, 22% des ménages sont dirigés par des femmes. La proportion des ménages dirigés par des femmes est plus importante dans le sud que dans le nord du pays. A Cotonou, la proportion est de 31%. Du point de vue sociologique, les femmes chef de ménages ne sont pas facilement acceptées par la société, particulièrement en milieu rural. Par ailleurs, plus le niveau d'éducation de la zone est élevé, plus on y rencontre de femmes dirigeant un ménage. C'est le cas des départements du Littoral, de l'Atlantique, de l'Ouémé, des Collines, du Mono, du Couffo et du Zou. Dans ces départements, plus de 20% des ménages ont une femme à leur tête.

Des pesanteurs socio-culturelles sur la distribution des repas et certains tabous alimentaires touchent les enfants et les femmes. Selon l'EDS 2006, la majorité des femmes (87%) décident elles-mêmes de l'utilisation de l'argent qu'elles gagnent et la femme décide principalement (54%) de la nourriture à préparer chaque jour. Selon l'EDS 2012, 70% des femmes décident elles-mêmes de l'utilisation de leurs gains et dans 18% des cas les décisions sont prises conjointement dans le couple.

La connaissance de la femme sur la diversité alimentaire et une alimentation saine est importante pour la sécurité nutritionnelle des membres de la famille. En termes d'impact d'une alimentation incomplète sur la santé, les femmes en âge de reproduction et les enfants de moins de cinq ans seront les plus affectés. La femme est aussi plus affectée par le fait qu'elle accomplit plus d'heures de travail par jour et les tâches domestiques demandant beaucoup d'efforts sont souvent réparties entre les femmes et les filles. Entre autres tâches domestiques, citons la collecte de l'eau et du bois; dans les ménages qui utilisent le bois comme source principale d'énergie pour la cuisson, c'est en majorité aux femmes (74%) que revient la responsabilité de collecter et transporter le bois (résultat de l'enquête AGVSA 2013).

Le Plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition (PSDAN) a deux "routes" d'intervention: le chemin long qui a la prétention de s'attaquer aux causes sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition (une faible productivité des facteurs de production agricole avec des pertes post-récolte de plus de 40% en ce qui concerne les cultures vivrières et une insécurité foncière grandissante: la prise en charge de la disponibilité alimentaire devient un impératif majeur); et le chemin court qui adresse de façon spécifique toutes les questions liées à l'utilisation des aliments. Il comprend 5 composantes qui visent à réduire la dénutrition et ses effets.

Le diagnostic nutritionnel au Bénin pour la formulation du PSDAN montre que les enfants de 0 à 24 mois, femmes enceintes, femmes allaitantes et filles adolescentes sont les plus atteintes de malnutrition et dénutrition. Au Bénin, la dénutrition ne résulte pas simplement de l'insécurité alimentaire. Le nombre d'enfants vivant dans un environnement caractérisé par la sécurité alimentaire et dans des familles non pauvres qui présentent une insuffisance pondérale ou un retard de croissance en raison des mauvaises

pratiques en matière d'alimentation et de soins des nourrissons, de l'inaccessibilité des services de santé et de mauvaises conditions d'hygiène est considérable. Le PSDAN entend améliorer la sécurité nutritionnelle et non pas seulement la sécurité alimentaire, qui est une composante importante mais pas la seule.

Le diagnostic nutritionnel au Bénin pour la formulation du PSDAN montre que les enfants de 0 à 24 mois, femmes enceintes, femmes allaitantes et filles adolescentes sont les plus atteintes de malnutrition et dénutrition. Les ménages les plus pauvres sont les plus affectés. En termes d'impact sur la santé, la femme est la plus affectée par le fait qu'elle accomplit plus d'heures de travail et que les tâches domestiques demandent beaucoup d'efforts.

Pour faire face à la malnutrition, le Plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition (PSDAN) propose de s'attaquer aux causes sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition (faible productivité des facteurs de production agricole avec des pertes post-récolte de plus de 40% pour les cultures vivrières, insécurité foncière grandissante: la prise en charge de la disponibilité alimentaire devient un impératif majeur). Le PNIASAN 2017-2021 prévoit l'appui aux femmes dans les domaines de l'amélioration d'accès aux ressources, le développement d'un environnement institutionnel et juridique favorable et le renforcement de capacité d'action des femmes rurales.

Recommandations PNIASAN 2017-2021

- Intégrer dans les conseils agricoles la vulgarisation sur les causes sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition et promouvoir les "clubs des mamans" pour palier à la malnutrition au niveau des enfants, adolescents et femmes enceintes
- Intégrer des indicateurs sensibles au genre tenant compte du "noyau dur de pauvreté" comme cible spécifique
- Créer plus de collaboration avec le CAN et les projets Nouvelle Alliance G8 et le programme PSDAN

4.2 Genre et travail agricole rural

L'analyse du tableau ci-dessous selon le sexe révèle que l'agriculture et le commerce/logistique mobilisent à eux seuls plus des 2/3 des actifs sans distinction de sexe. En effet, 37,5% et 36,4% des femmes occupées travaillent respectivement dans l'agriculture et le commerce/logistique. Les activités commerciales concernent aussi bien les produits manufacturiers que vivriers.

Tableau 10: Répartition des actifs occupés selon les branches d'activité et le sexe en 2010

Pôles de croissance	Masculin		Féminin		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Agriculture	682.150	51,7	550.179	37,5	1.232.329	44,3
Coton/Textile	58.120	4,4	68.786	4,7	126.906	4,6
Commerce/Logistique	234.635	17,8	533.879	36,4	768.513	27,6
Agroalimentaire	9.416	0,7	39.590	2,7	49.006	1,8
BTP/Matériaux de construction	74.153	5,6	4.456	0,3	7.8609	2,8
Culture et tourisme	39.011	3	176.518	12	215.529	7,7
Autres activités industrielles et artisanales	66.629	5,1	7.676	0,5	74.305	2,7
Autres services	137.580	10,4	71.955	4,9	209.536	7,5
Non déclaré	16.698	1,3	12.735	0,9	29.433	1,1
Total	1.318.390	100	1.465.775	100	2.784.165	100

Source: INSAE, EMICoV 2010

Une évaluation de l'entrepreneuriat artisanal (INSAE, 2011) a documenté les enjeux genre spécifiques aux femmes qui sont également valables pour l'entrepreneuriat (majorité informel) et dans l'agro-alimentaire qui est dominé par les femmes. Les femmes sont majoritaires dans certaines branches artisanales. C'est le cas des branches Alimentation, Hygiène et Soins corporels où les femmes représentent respectivement 70%, 76% et 66%. Ces branches concentrent des activités telles que la restauration/transformation, la coiffure et la tresse qui suscitent visiblement plus d'intérêt auprès des femmes. Tout comme dans le cas des employés permanents, les occasionnels sont pour la plupart des ouvriers spécialisés (58,2% en 2006 et 56,5% en 2007). Même si les hommes sont globalement majoritaires chez les occasionnels¹⁰, ils ne le sont pas dans la

10. On désigne par travailleur occasionnel toute personne recrutée pour un emploi ponctuel de courte durée (moins de 6 mois).

catégorie des ouvriers non spécialisés où les femmes représentaient 56,9% en 2007. Les aides familiaux sont des personnes qui travaillent mais ne perçoivent pas de rémunération fixe en espèces. La contrepartie de leur travail est le plus souvent payée en nature (logement, nourriture, etc.). Ils sont à distinguer des domestiques qui sont salariés.

Contrairement à ce qui a pu être observé au niveau des employés permanents et des travailleurs occasionnels, les ouvriers spécialisés sont faiblement représentés (24,8% en 2006 et 26,6% en 2007) dans le rang des aides familiaux. A l'opposé des ouvriers spécialisés, le personnel d'appui est composé ici en majorité de femmes (55,7% en 2007). Si en 2006 les hommes étaient plus nombreux parmi les aides familiaux, la tendance en 2007 s'est inversée vers les femmes qui représentaient 52,1% de l'effectif global.

Le tableau ci-dessous montre que plus de 41% des femmes de 15 à 34 ans travaillent principalement dans l'agriculture. D'importantes différences existent par région et la proportion des femmes est plus importante dans les départements du Couffo et des Collines où plus de 50% de femmes vivent principalement de l'agriculture. On compte davantage d'hommes employés dans le secteur dans les départements du Donga et l'Ouémé ainsi qu'au Borgou.

Tableau 11: Tranche d'âge 15-34 ans dont l'agriculture est la principale occupation

Zone	Total	Masculin		Féminin	
		Effectif	%	Effectif	%
NATIONAL	1.435.068	838.722	58,44	596.346	41,56
ALIBORI	169.688	93.790	55,27	75.898	44,73
ATACORA	159.431	84.978	53,30	74.453	46,70
ATLANTIQUE	172.435	113.750	65,97	58.685	34,03
BORGOU	189.202	132.479	70,02	56.723	29,98
COLLINES	156.795	76.952	49,08	79.843	50,92
COUFFO	147.385	57.646	39,11	89.739	60,89
DONGA	62.095	55.932	90,07	6.163	9,93
MONO	78.884	40.575	51,44	38.309	48,56
OUEME	74.618	63.529	85,14	11.089	14,86
PLATEAU	100.868	53.547	53,09	47.321	46,91
ZOU	123.668	65.545	53,00	58.123	47,00

Source: Données estimées à partir du RGPH 3 (2002), du taux d'accroissement 2002-2013 (RGPH4, INSAE 2013) et EMICov 2010

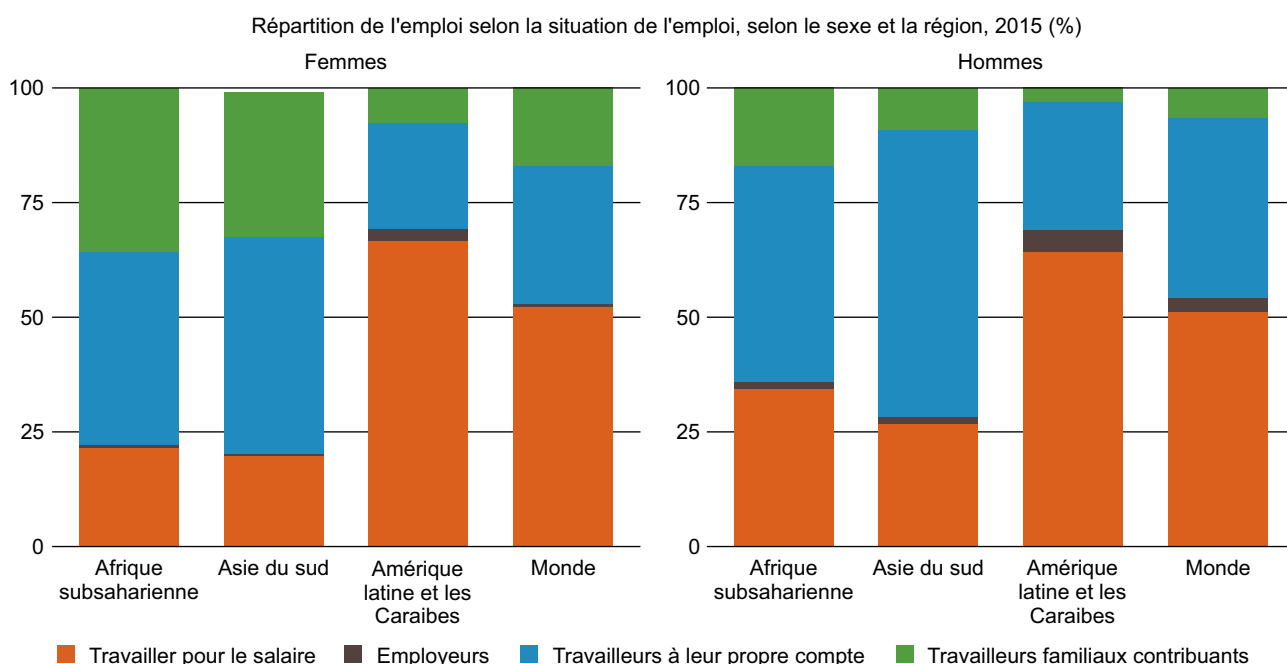
Les femmes ont toujours la plus grande charge en termes de travaux domestiques et de responsabilité pour les soins des enfants en sus de leur contribution au travail agricole familial qui n'est en majorité pas rémunéré. Le graphique ci-dessous documente la situation mondiale avec la plus grande contribution des femmes au travail familial en Afrique subsaharienne (Panel de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur l'autonomisation économique des femmes 2016).

L'accès inégal à l'éducation limite les opportunités des femmes dans les domaines de l'emploi qualifié. Une analyse genre de la participation aux activités économiques montre qu'en général, les femmes béninoises sont très intégrées dans le secteur informel (47,8%), composé principalement de l'agriculture et d'activités para agricoles, et ne jouissent que d'une participation limitée aux activités du secteur formel.

Au Bénin, les femmes constituent seulement 16% des agents rémunérés du secteur privé et 17% des agents du secteur public, dont plus de 74% de cette proportion ont un statut d'auxiliaire. Cette situation s'explique d'une part par la faible proportion de femmes qui arrivent à franchir les multiples barrières socioculturelles pour accéder à la formation et au seuil de qualification professionnelle requis pour occuper un emploi rémunéré, et d'autre part par une certaine discrimination dans le recrutement et la nomination aux différents emplois.

Au niveau du secteur privé, les employeurs recrutent plus d'hommes que de femmes. Ils justifient ces choix par d'une part la disponibilité des hommes, d'autre part leurs compétences plus pointues.

Graphique 4: Répartition de l'emploi selon la situation de l'emploi.



Source: Indicateurs clés du marché du travail de l'Organisation internationale du Travail Tableau R3 (évalué en juillet 2016)

Un nombre important de femmes sont actives (autoemploi, microentrepreneurs) dans l'agro-alimentaire et dans la fonction de la distribution au niveau des chaînes de valeur agricole.

Selon une étude de l'OCDE, les acteurs de la post-récolte (transformation, distribution et commercialisation, restauration) connaîtront la croissance la plus forte et contribueront le plus à la création de valeur ajoutée et d'emplois en milieu urbain et rural. L'étude illustre l'important changement dans l'économie alimentaire ouest-africaine qui a eu lieu ces dernières années sous l'effet de l'urbanisation et de la croissance des revenus. Le rapport fait ressortir que l'ensemble des activités de production, transformation et distribution qui concourent à l'alimentation humaine représente un total de 178 milliards USD en 2010 (soit 36 % du PIB régional) et qu'environ 40% de la valeur ajoutée de cette économie alimentaire n'est plus le fait de l'activité de l'agriculture (fonction production dans la CVA). En particulier, les segments en aval de l'agriculture dans les chaînes de valeur alimentaires gagnent en importance et devraient connaître la croissance la plus forte sur les prochaines décennies.

Les inégalités dans l'accès aux ressources, services (SF, conseil agricole, entrepreneurial, légal) et les facteurs socio-culturels limitent la croissance de l'entrepreneuriat féminin.

Si dans le cadre du PNIASAN 2017-2021 les femmes seront accompagnées pour tirer profit des nouvelles opportunités en matière de développement agricole, d'emploi et de création de valeur ajoutée, il faudra qu'elles aient un accès équitable au conseil agricole et aux services financiers adaptés et une participation équitable et efficace dans les instances de prise de décision (quota de 30% de représentativité des femmes et 1/3 des postes à pourvoir pris par les femmes).

Le cadre de coopération de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (voir en annexe) dans le cadre des engagements d'investissement du secteur privé fait ressortir plusieurs créations d'emploi dans le domaine de la transformation des produits agro-alimentaires¹¹ et une des recommandations serait de renforcer ce succès dans le PNIASAN 2017-2021 qui aura pour objectif de renforcer l'autonomisation des femmes par leur rôle dans la post-récolte/capture comme transformatrices, commerçantes et distributrices des produits agricoles, de l'élevage et de la pêche.

11. Le rapport ne donne pas d'information sur la qualité de l'emploi créé et des discriminations hommes-femmes; cette analyse qualitative est conseillée

Malgré les efforts consentis pour une plus grande participation des femmes dans l'emploi moderne, il faut constater la persistance des conditions socio-économiques précaires et les pesanteurs sociologiques qui constituent des blocages à cette participation, toutes choses qui constituent un facteur de réduction de la croissance économique.

Recommandations

- Veiller à ce que dans l'élaboration de la loi d'Orientation agricole il soit donné un statut aux femmes dans le travail agricole au sein des exploitations de leurs maris
- Formuler des indicateurs sexo-spécifiques sur le ratio des bénéficiaires femmes du FNDA à rendre fonctionnels au cours du PNIASAN 2017-2021 car une des inégalités à réduire dans le processus de professionnalisation des microentreprises est l'inégalité dans l'accès au crédit. L'accès au capital financier est le facteur déterminant dans le processus d'élargissement des entreprises. La majorité des entreprises tenues par des femmes sont quasiment exclues du système bancaire classique. Le Fonds National de Développement Agricole (FNDA), créé par décret en janvier 2014, aura une dotation du Fonds initiale de dix milliards de FCFA
- Formuler un indicateur pour instaurer un pourcentage de femmes bénéficiaires des aménagements hydro-agricoles
- Accompagner les institutions de microcrédit pour mettre en place des produits spécifiques pour répondre aux besoins des acteurs des différentes fonctions des CVA prenant en compte les contraintes et obstacles spécifiques au sexe subi dans les CVA
- Renforcer la synergie entre le FNDA et l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB) afin d'inciter les producteurs à recourir à l'assurance agricole dans la gestion des risques liés aux changements climatiques tenant compte des vulnérabilités sexo-spécifiques
- Au moment de la mise en œuvre de l'élaboration et la révision des conseils agricoles (prévu dans le PNIASAN 2017-2021), associer les plateformes des CVA, ANAF et FUPRO et veiller à une participation égalitaire des femmes, des jeunes et des hommes dans les forums de discussions et de prise de décision
- Garantir l'accès équitable aux différents types de conseil agricoles. L'actualisation de la Stratégie Nationale de Conseil Agricole, prévu dans le PNIASAN 2017-2021, est une opportunité pour garantir l'accès équitable des femmes, jeunes et hommes aux différents types de conseils, entre autres dans le cadre d'une autonomisation et professionnalisation des entreprises, l'accès au Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles. Pour garantir un accès équitable, il sera nécessaire de prendre en compte les écarts en termes d'alphabétisation (le taux d'alphabétisation des hommes est de 59,6% contre 43,9% pour les femmes, MICS 2015). Autre contrainte et écart à prendre en compte, l'utilisation des TIC. Le PNIASAN 2017-2021 prévoit l'application des TIC qui permettront la traçabilité et la vente et l'achat de produits agricoles en ligne ou via le téléphone portable. Hommes et femmes n'ont pas égalité d'accès au service de l'internet avec un écart de 8% en faveur des hommes. En termes d'utilisation d'un ordinateur la différence entre hommes et femmes est de 4% en faveur des hommes (MICS5, 2014¹²). Sachant que la fonction de distribution et de commercialisation des CVA est souvent dominée par les femmes rurales, l'offre des TIC prévue par le PNIASAN 2017-2021 pourra défavoriser les femmes. Le document PNIASAN ne fait pas référence aux inégalités, obstacles et contraintes des femmes et des jeunes comparativement aux hommes dans le domaine des TIC
- Identifier et appliquer le suivi d'un indicateur sensible au genre pour l'accès des femmes et des hommes aux différents types de conseil agricole, y compris au Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles. Des dispositions doivent également être prises afin de promouvoir l'accès aux centres de gestion agréés qui aident les entrepreneurs à mettre en place des structures organisationnelles plus efficaces et productives.
- Réinvestir les taxes dans le développement des infrastructures dont ont besoin les femmes qui sont actives dans la transformation, distribution, restauration et commercialisation des produits agro-alimentaires

4.3 Genre et production végétale, élevage et pêche

Le secteur agricole est un secteur vital de l'économie du pays. Il représente près de 75 pour cent des recettes d'exportation de produits locaux et environ 35 pour cent du PIB du pays. Il emploie plus de 70 pour cent de la population active. La proportion des ménages pratiquant l'agriculture a fortement baissé ces cinq dernières années: 36% contre 53% en 2008. Cette diminution s'explique en partie par un exode des jeunes vers les centres urbains et l'abandon de l'agriculture pour d'autres activités comme services en amont et aval des CVA (motos-taxis, etc.).

Production végétale

Au Bénin, la production végétale est assurée par tous les groupes sociaux. Dans le processus de production, hommes, femmes et jeunes exercent des rôles différents. Pour assurer l'essentiel de la consommation de la famille, tous ses membres participent de manière différentielle aux travaux dans les champs familiaux. Mais

12. Voir tableau 11 page 79

les décisions relatives aux spéculations, aux techniques à mettre en œuvre, à la gestion des travaux, à la gestion des ressources, etc. relèvent des prérogatives du chef de ménage qui est généralement un homme.

La structure de la population travaillant dans le domaine des cultures de rente est largement dominée par les hommes (70%). En tant que chef de ménage, l'homme est également chef de l'exploitation. Ainsi, il détient le titre de propriété ou de location et il assure l'organisation et la gestion de l'exploitation. Les quelques femmes (selon le AGVSA 2013, au niveau national 22% des ménages sont dirigés par des femmes) propriétaire de terre ou chef d'exploitation sont des héritières, des veuves ou des femmes urbaines qui investissent dans l'agriculture.

La production agricole se fait selon la division sexuelle du travail. Les hommes sont plus actifs dans les cultures de rente qui procurent plus de revenus et les femmes dans les cultures vivrières destinées en priorité à la subsistance de la famille. Mais les femmes contribuent à l'exploitation des cultures de rente à travers la mise à disposition de la main-d'œuvre. Le tableau 9 montre que seulement 17% des superficies emblavées pour les céréales sont détenues par les femmes.

La situation est encore plus criarde pour les racines et tubercules (avec une proportion de 11%) et les cultures de rente dont le coton. Mais pour la culture des légumineuses, environ 27% des superficies sont détenues par les femmes, cette proportion étant de 31% pour les cultures maraîchères. Ces tendances sont similaires à celles relatives à la production.

Pour la majorité des cultures, les rendements réalisés par les femmes sont inférieurs à ceux des hommes. Ceci s'explique essentiellement par la qualité des terres qu'elles exploitent (généralement appauvries) et le moindre accès aux intrants – ce qui est un double fardeau. Dans le maraîchage, la raison en est l'accès aux pesticides et aux crédits d'investissement pour les infrastructures d'irrigation: les femmes détiennent 1/3 des surfaces exploitées et 1/3 de la production sauf dans la culture d'oignon (23%) en 2015-2016. Le ratio le plus bas pour le rendement féminin se retrouve dans la culture du piment (voir tableau 9).

Les contraintes de pénibilité du travail agricole et le faible investissement dans la promotion de la mécanisation entraînent l'élan des exploitants agricoles vers l'augmentation des emblavures, ce qui accroît le temps de travail des femmes dans les champs de leur mari au détriment du temps consacré à leurs propres activités génératrices de revenu.

La culture du coton est très importante au Bénin mais malgré l'importance des femmes dans le secteur agricole, la situation des femmes dans la filière coton n'est guère reluisante malgré leur forte implication dans la quasi-totalité des opérations culturales. De fait, moins de 5 % d'entre elles sont des chefs d'exploitation bénéficiant d'un revenu direct provenant de la vente du coton. Pour la grande majorité restante, leur statut au sein des exploitations se résume à celui "d'aides familiales" vouées à procurer l'essentiel de la main-d'œuvre. De récentes enquêtes statistiques selon le genre ont estimé la contribution des femmes à la main-d'œuvre agricole entre 50 et 60%. La production du coton graine requiert la contribution de tous les membres de la famille: femmes, hommes et enfants. Celle des femmes porte surtout sur les opérations de semis, de sarclage et de récolte. Outre le coton, les femmes contribuent activement à la production de produits vivriers qui constituent la base de la sécurité alimentaire.

En outre, le faible accès aux terres et aux autres ressources productives (intrants, crédit, encadrement technique, équipements, temps) limite nécessairement la performance des femmes en ce qui concerne les charges et les rendements ainsi que les volumes de production. Ces facteurs justifient aussi leur faible représentation (2 %) au sein des instances de décision des organisations de producteurs où ne sont présents que les gros producteurs. Au niveau national (fédéral), elles sont souvent absentes des instances de prise de décision (culture du coton). Par contre, elles commencent à être présentes dans les fora de décisions pour la totalité du secteur agricole tels que l'ANAF et le conseil des femmes au niveau de la Fédération des professionnels de l'agriculture.

D'autres risques encourus par les femmes dans le cadre des travaux familiaux et des effets négatifs sur la santé des femmes et les enfants ne sont souvent pas pris en compte par les politiques. Un des éléments peu visibles pris en compte par un programme exécuté par la FAO concerne l'utilisation des pesticides. Le programme prend en compte les effets nocifs de l'exposition aux pesticides car à cause du rôle et des responsabilités traditionnelles assumées par les femmes, ces dernières sont plus vulnérables que les

hommes. Les femmes constituent le gros de la force de travail dans les exploitations agricoles produisant coton, fruits et légumes et sont exposées à un degré élevé de résidus de pesticides pendant la manipulation de ces produits. Elles produisent aussi parfois de la nourriture pour la consommation familiale, mais utilisent des pesticides destinés à d'autres cultures, non conformes aux usages et conditions pour lesquels ils sont prévus, s'exposant ainsi, elles-mêmes et leur famille, à des niveaux élevés de résidus impropres. Les activités du programme tiennent compte de la dimension genre, en consultant les femmes, en déterminant les besoins et inquiétudes spécifiques, surtout par l'approche des écoles de terrain et des études typologiques de la production agricole qui comprennent explicitement les cultures principalement conduites par les femmes.

Le programme prend également en compte les contraintes des femmes pour participer à des formations de sensibilisation pour faire en sorte que les femmes soient conscientes des risques causés par les pesticides et par les emballages vides de pesticides qu'elles utilisent pour cueillir fruits et légumes ou à des fins ménagères.

Tableau 12: Importance des femmes dans l'agriculture

CULTURES	SUPERFICIE (% Sup. Femme/Total)						RENDEMENT (Ratio F/H)						PRODUCTION (% Prod. Femme/Total)				
	2005-2006	2006-2007	2009-2010	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2005-2006	2006-2007	2009-2010	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2005-2006	2006-2007	2009-2010	2014-2015	2015-2016
Maïs	17,09	17,26	13,88	19%	16%	16%	0,73		1,08	0,98	0,90	0,94	13,11	16,02	14,8	18%	15%
Sorgho	10,81	6,99	13,24	17%	9%	11%	0,76	0,86	0,91	0,91	0,90	0,92	8,44	6,05	12,23	16%	8%
Petit mille	9,45	11,69	21,1	15%	15%	17%	0,83	0,96	1,05	0,96	0,89	1,01	7,96	11,07	21,88	15%	14%
Riz	37,09	34,46	32,07	37%	39%	33%	1,01	0,84	0,93	0,89	0,81	0,91	37,22	30,53	30,55	35%	34%
Céréales	16,18	15,86	14,74	20%	16%	17%	0,84						13,89	15,46	16,3	20%	16%
Igname	3,45	1,97	5,77	15%	4%	6%	0,87	0,82	0,9	1	0,93	0,84	3	1,61	5,21	15%	4%
Manioc	14,12	14,92	12,68	17%	14%	15%	1,05	1	1,04	1,01	1,03	0,97	14,77	14,93	13,15	17%	15%
Rac/Tub	9,69	10,06	10,13	16%	10%	11%	1,03						9,93	10,23	10,22	16%	10%
Nièbé/haricot	27,07	26,92	24,25	30%	27%	27%	0,88	0,92	0,95	1,02	0,98	0,99	24,72	25,23	23,24	31%	27%
Pois d'angole	22,18	27,01	35,18	50%	42%	43%	0,97	0,71	0,89	0,89	0,92	0,93	21,71	20,3	32,45	47%	40%
Vouandzou	65,55	60,2	52,74	55%	54%	49%	0,88	1,3	1,09	1,3	1,23	1,12	62,5	66,28	54,76	61%	59%
Goussi	34,12	35,33	35,94	55%	49%	48%	1,44	0,83	0,72	0,78	0,82	0,81	42,76	31,25	28,73	49%	44%
Soja	37,99	35,37	28,92	27%	19%	24%	0,95	1,48	0,98	1,07	1,07	0,98	36,88	44,78	28,47	29%	20%
Légumi-neuses	32,11	31,32	28,76	30%	26%	27%	0,94						30,69	29,59	27,57	31%	26%
Tomate	27,93	27,9	35,31	25%	27%	25%	0,96	1,08	0,9	0,85	0,85	0,83	27,04	29,4	33,07	23%	24%
Piment	32,6	30,46	40,13	35%	34%	31%	0,68	0,62	0,49	0,43	0,48	0,49	24,82	21,23	24,83	19%	20%
Gombo	44,52	35,79	47,43	47%	47%	46%	0,98	1,06	0,96	0,92	1,04	0,90	43,96	37,24	46,31	45%	47%
Légumes feuilles	55,05	89,76		42%	27%	29%	0,64	0,11		0,64		0,98	43,97	48,06	-	32%	25%
Oignon	22,19	22,14	46,59	18%	23%	16%	0,78	1,2	0,59	1	1,02	1,05	18,12	25,42	33,81	18%	23%
Cultures maraî-chères	35,77	46,65		32%	32%	31%	0,87						32,54	26,69	-	25%	26%
Coton	11,14	7,6	3,14				0,51	1	0,58				5,97	7,6	1,87		
Arachide	25,94	24,69	38,69	27%	27%	26%	0,88	0,95		1,06	1,05	1,04	23,64	23,78	30,43	28%	28%
Ananas	11,58	10,92	4,02				1,07	0,99	1,05				12,27	10,8	-		
Industriel	17,53	13,31	18				-		1,01				13,01	12,31	18,16		
Ensemble	17,31	17,16	27,36		14%		-		0,97				12,25	12,42	26,92		

Source: LGS 2015 / Calculs sur la base des rapports d'activités du MAEP 2005-2010 et MAEP 2014, 2015, 2016 et prévisions pour 2017

Elevage

Dans le document du programme cadre (2014-2020) du secteur, un des défis identifiés est l'amélioration de l'attractivité de l'activité de l'élevage en milieu rural et périurbain afin de créer les conditions requises dans les différentes zones agro-écologiques du Bénin permettant de rendre l'élevage attrayant, d'améliorer les conditions d'emploi et d'existence en milieu rural et de stabiliser les forces vives, notamment les jeunes et les femmes, dans la pratique de l'élevage. Néanmoins, le budget et les activités du programme cadre ne donnent

aucune précision concernant les femmes. Au niveau central, les données désagrégées pour la production, la rentabilité et les nombres d'animaux gérés par les hommes et les femmes ne sont pas disponibles.

Le secteur de la pêche et de l'élevage est le moins avancé dans la production des informations désagrégées et la mission de suivi du point focal genre¹³ du MAEP a noté que "le système de rapports dans l'ensemble prévoit des informations sur le monitoring de l'égalité homme-femme. Mais la mission a noté que cela n'est pas toujours respecté, surtout au niveau des programmes-développement de l'élevage et celui de la pêche et aquaculture. Elle a recommandé à cet effet de systématiser la désagrégation des informations par sexe lors de l'élaboration des rapports. Les CARDER ont sollicité de la DPP un renforcement de capacité des agents de la chaîne budgétaire et des Point focaux genre sur la gestion des données désagrégées par sexe".

Le document du programme cadre a reconfirmé l'importance des femmes dans la transformation des produits de l'élevage (entre autres le lait en fromage) et le fait que les femmes sont très actives dans le développement des espèces à cycle court (volailles, petits ruminants, aulacodes, lapins et porcs) et que dans ces conditions, elles méritent une attention particulière dans la mise en œuvre des projets y afférents.

La situation des femmes dans le sous-secteur varie selon les groupes ethniques. Le programme-cadre fait ressortir que chez les Peulhs du Nord Bénin, la conduite du troupeau composé d'animaux (ovins, caprins et bovins) appartenant au chef de ménage, aux femmes et aux enfants est assurée généralement par un jeune berger. Mais la transformation, la traite et la commercialisation du lait sont des activités spécifiques de la femme. La femme peulh a le contrôle intégral des revenus issus de la vente des produits laitiers; elle utilise ces ressources pour l'achat de la nourriture et pour ses besoins personnels (épargne, acquisition d'or et de parures).

Au niveau de la filière bovine, l'homme est responsable du pâturage, de la transhumance, de l'abreuvement, de la traite, de la traversée des animaux, de la constitution de foin pour le troupeau et de la commercialisation des animaux sur pied. Ces activités sont réservées aux adultes et aux jeunes garçons dont le degré d'implication est de l'ordre de 60% et 35% respectivement. La femme assure les activités de transformation du lait en sous-produits (beurre, fromage, lait caillé et maturé) et se charge de leur commercialisation.

Dans certains groupes ethniques, les femmes sont les principales animatrices du petit bétail. Au niveau de la filière des petits ruminants, les femmes sont les principales intervenantes. Elles pratiquent de plus en plus l'embouche des ovins destinés à la commercialisation grâce à l'appui des partenaires au développement.

Au niveau de la filière aviaire, les femmes rurales s'adonnent à l'aviculture traditionnelle et dans les périphéries des zones urbaines, les femmes comme les hommes s'investissent dans l'aviculture semi-industrielle avec la production de poulets de chair et de production d'œufs.

La promotion du genre dans le sous-secteur de l'élevage s'appuiera sur les orientations stratégiques contenues dans le manuel de prise en compte de l'aspect genre dans le secteur agricole. Ainsi, la stratégie préconisée s'articule autour de: (i) renforcement de la prise en compte du genre dans les actions de développement du sous-secteur de l'élevage; (ii) autonomisation des femmes et des jeunes du sous-secteur en vue de réduire leur niveau de pauvreté à travers un meilleur accès et contrôle des ressources productives; (iii) renforcement des capacités des organisations des femmes et des jeunes éleveurs pour la réduction des inégalités liées au genre; (iv) mise en place d'un mécanisme de gestion du processus d'intégration du genre dans le secteur agricole au Bénin.

Le sous-secteur Elevage est caractérisé par des pratiques traditionnelles d'élevage des espèces bovines, ovines, caprines, porcines et des volailles. Au cours des deux dernières décennies, plusieurs projets d'élevage ont été mis en œuvre. Malgré les résultats assez concluants desdits projets, la production issue de ces pratiques d'élevage – notamment la viande, le lait et les œufs – ne garantit pas une couverture complète des besoins en protéines animales.

Quantitativement, le PDE vise à l'horizon 2020 à: (i) accroître la production de viande à partir des espèces conventionnelles et non conventionnelles pour la porter de 63.000 tonnes en 2012 à 169.000 tonnes en 2020, ce qui permettra de couvrir les besoins de la population et de réduire le déficit des besoins en viande de 50%;

13. Rapport de la deuxième mission de suivi périodique du processus de Budgétisation Sensible au Genre du MAEP dans les CARDER, juillet 2016

(ii) porter la production nationale de lait de 104.576 tonnes en 2012 à 300.000 tonnes en 2020 de manière à améliorer le niveau de consommation des populations en produits laitiers et réduire les importations; (iii) porter la production d'œufs de table de 11.505 tonnes en 2012 à 27.000 tonnes en 2020.

Recommandations

- Faire appliquer le canevas de collecte des données désagrégées par sexe
- Faire appliquer des indicateurs sensibles au genre
- Prévoir des appuis aux femmes entrepreneurs dans le domaine de l'élevage en termes de conseil agricole, crédits spécifiques pour la production de l'élevage à cycle court, participation dans les instances de prise de décision (quota de 30% de représentativité, 1/3 des postes à pourvoir aux femmes)

Pêche et aquaculture

Le programme cadre du secteur de la pêche (2014-2020) a inclus l'approche genre comme un des principes de la mise en œuvre et selon le manuel de prise en compte de l'aspect genre du MAEP, en tenant compte du fait que les femmes sont très actives dans la valorisation des produits de la pêche et de l'aquaculture. La mise en œuvre s'appuiera sur les orientations stratégiques contenues dans le manuel; elle s'articule autour de:

- l'autonomisation des femmes et des jeunes du sous-secteur en vue de réduire leur niveau de pauvreté à travers un meilleur accès et contrôle des ressources productives
- le renforcement des capacités des organisations des femmes et des jeunes du sous-secteur pêche et aquaculture pour la réduction des inégalités liées au genre
- la gestion du processus d'intégration du genre dans le sous-secteur pêche et aquaculture.

Le secteur de la pêche de capture est largement dominé par les hommes. Dans les plans d'eau continentaux (lac Nokoué, lagune de Porto Novo et lac Ahémé), la filière crevette occupe près de 21.000 pêcheurs identifiés qui sont répartis dans plus de 200 villages. Environ 8.500 des pêcheurs qui exploitent les systèmes lagunaires sont répertoriés comme de véritables spécialistes de la pêche crevette et sont équipés en matériels spécifiques. Les autres ne pratiquent la pêche à la crevette qu'à titre secondaire.

Pour les opérations de collecte et de commercialisation, près de 7.500 femmes sont identifiées comme mareyeuses spécialisées. En bonne saison de pêche crevette, presque toutes les épouses de pêcheurs spécialisés ou occasionnels jouent aussi le rôle de mareyeuse. Au total, on dénombre près de 18.500 femmes qui deviennent pendant la saison de pêche crevette des collectrices ou sous-collectrices. Notons qu'aucune activité d'aquaculture de crevettes n'existe actuellement. Le premier maillon de la filière se réduit donc pratiquement à l'heure actuelle à l'activité de pêche en milieu lagunaire de crevettes dites sauvages. Dans certaines régions cependant, les pratiques coutumières mettent au-devant de la scène les femmes et les enfants pour l'ouverture de la saison de pêche. Les femmes interviennent surtout dans la transformation (fumage, séchage, friture...) et dans la commercialisation des produits de pêche. Elles sont organisées en groupements de transformatrices et mareyeuses.

Au niveau des lacs et retenues d'eau, la commercialisation du poisson frais, plus rémunératrice, prédomine. Au niveau des grossistes interviennent autant les hommes que les femmes; par contre, ce sont les femmes qui assurent exclusivement la vente au détail sur les marchés urbains.

La majorité des mareyeuses au Bénin procèdent à la transformation (salage, séchage, fumage) qui a lieu à la maison où elles peuvent surveiller l'opération tout en faisant d'autres activités. Pendant la haute saison de pêche, les opérations peuvent durer 15 à 18 heures dans des conditions de travail et d'hygiène pénibles. Elles demeurent confrontées à un manque de moyens financiers qui les empêchent de renouveler leur matériel ou d'adopter des méthodes plus rentables, y compris la conservation par le froid.

Une enquête-cadre de la pêche continentale et maritime a été réalisée par la Direction de la production halieutique avec l'appui de l'UEMOA (2012 et 2014). Des bulletins d'information trimestriels sont émis et devraient permettre l'accès aux données détaillées et désagrégées. Ces données sont disponibles entre autres sur les activités post-capture (majoritairement des femmes), ce qui permettra d'avancer dans une budgétisation sensible au genre pour le secteur halieutique. L'analyse des données collectées permettra

d'avoir plus de précisions sur les enjeux genre dans le secteur mais l'analyse régionale n'a pas permis d'arriver à une analyse aussi approfondie.

L'aquaculture a été appuyée par le JICA et des études genre ont été menées, permettant d'établir un budget sensible au genre pour la planification de l'aquaculture.

Recommandations

- Faire appliquer le canevas de collecte des données désagrégées par sexe
- Faire appliquer des indicateurs sensibles au genre
- Prévoir des appuis aux femmes entrepreneurs dans le domaine de l'aquaculture (production d'alevins, grossissement, distribution/commercialisation et restauration) en termes de conseil agricole, crédits spécifiques pour la production de poisson, participation dans les instances de prise de décisions (quota de 30% de représentativité, 1/3 des postes à pourvoir aux femmes)

4.4 Genre et chaînes de valeur agricoles

Avec l'appui de la GiZ et autres PTF, le MAEP a pu effectuer plusieurs analyses de chaînes de valeur et entreprendre des programmes d'appui à la mise en valeur des chaînes de valeur.

Les filières prioritaires (voir page 20) sont l'ananas, l'anacarde, les produits maraîchers, le riz, le maïs, le manioc, la viande, le lait, les œufs de table et les produits de la pisciculture (pour le Bénin, il s'agit du tilapia, clarias et heterobranchus).

Pour l'ananas et l'anacarde, les investissements visent la commercialisation et la transformation; pour les autres produits, il s'agit d'augmentation de rendement et de production. Des documents d'analyse de chaînes de valeur fournissent très peu de détails sur les enjeux genre.

Filière anacarde

La mise à niveau de la CVA "amandes blanches pour exportation" vise l'augmentation du volume respectant les normes internationales; en termes de genre, la stratégie vise à faire passer de 800 à 1.000 le nombre d'emplois permanents sécurisés créés, dont au moins 70% de femmes (réduction de la pauvreté et genre). L'actuelle présence des femmes dans la filière (rapport 2013) au niveau de la fonction de la production est de 15%, en majorité de petits producteurs (moins de 5 ha). Les productrices disposant de leur propre exploitation ou ayant hérité de plantation sont autour de 10% selon le même auteur et 40% des producteurs (hommes et femmes) d'entre eux appartiennent à un groupement de producteurs. Les raisons avancées pour expliquer leur appartenance est la facilité d'accès aux intrants, aux informations sur le prix, aux formations sur la production et ses techniques et d'accès aux équipements agricoles. L'activité de collecte est constituée à environ 44% de femmes, en majorité instruites, auxquelles les producteurs vendent la presque totalité de leur production (97%). Trois raisons principales justifient l'exercice de l'activité de collecte de noix: l'héritage, le conseil d'ami et l'initiative personnelle. La fonction de distribution des grossistes (qui livrent la totalité de leurs achats aux exportateurs) est constituée de 30% de femmes. Les exportateurs expatriés sont essentiellement des indo-pakistanaïes.

L'étude est consciente des enjeux de l'appui à la transformation pour l'exportation et des effets que la modernisation aurait sur les petites transformatrices mais estime qu'il n'y aura pas de risque d'écrasement de ces dernières (à surveiller en cas d'industrialisation à grande échelle).

Filière ananas (Rapport GTZ, 2008)

La vision de la mise à niveau du CVA est d'augmenter le volume d'exportation. La cartographie de la filière fait ressortir la présence des femmes dans la filière au niveau des producteurs: elles représentent 15 à 30% des petits exploitants producteurs d'ananas (département de l'Atlantique) en tant que propriétaires d'exploitation; elles constituent également plus de 40% de la main-d'œuvre agricole mobilisée sur les plantations d'ananas. Par ailleurs, les secteurs de collecte, de transformation et de commercialisation aux niveaux local et régional constituent les domaines de prédilection des femmes. Toutefois, il faut noter qu'au niveau du maillon de production, les femmes des régions de production d'ananas sont confrontées aux

problèmes d'accès aux ressources foncières liés au caractère patrimonial du régime foncier d'héritage des terres. La production concerne beaucoup plus les hommes, en majorité de jeunes diplômés ou déscolarisés; ils sont en partie propriétaires terriens. Par contre, transformation et commercialisation sont assurées par les femmes en priorité.

Filière riz (Document GTZ-MAEP, non daté)

Au niveau de la production, la complémentarité entre les acteurs des deux sexes n'est plus à démontrer. Les différents systèmes de production (irriguée et non irriguée) font recours à la main-d'œuvre familiale de façon plus intensive. Les statistiques disponibles sur un effectif total de 7.081 producteurs répartis au sein de 296 groupements font état de 3.927 femmes contre 3.154 hommes, soit un pourcentage de 55% de femmes. La contribution féminine dans la main-d'œuvre familiale sollicitée dans le maillon de la production est évaluée à environ 70% de la main-d'œuvre totale auto-fournie par les ménages. Malheureusement, c'est seulement dans la région du sud et légèrement au centre que cette main-d'œuvre est mieux rémunérée.

Dans le domaine de la transformation (étuvage et/ou décorticage), les transformateurs de riz sont pour la plupart des femmes dans les villages (ou les sous-préfectures) de production de riz. Elles se font aider dans leur tâche par des meuniers. Le rôle de transformation est très important dans la sous-filière riz local car ce sont ces acteurs qui mettent le riz sous sa forme commercialisable.

En définitive, il faut noter que contrairement à nombre de filières agricoles du Bénin, la CVA riz blanc constitue un modèle en matière de promotion de l'équilibre des rôles entre homme et femme et d'opportunités de contrôle total de la prise de décision par les femmes dans certains maillons clés de la CVA, à savoir: la transformation et la commercialisation. Certes, le contrôle assumé dans le maillon de la production ne leur confère pas entièrement le contrôle de la prise de décision sur les ressources mais il a été constaté qu'elles éprouvent aussi les mêmes contraintes d'accès aux ressources, bien qu'à des degrés différents des hommes, dans la filière. La fonction de la distribution (collecteur, grossiste, détaillant) est majoritairement du ressort des femmes.

Filière maïs (Rapport de 2011, 5 CVA maïs)

Plusieurs visions ont été formulées dont la majorité vise l'augmentation de la production; il n'y a pas d'analyse du genre à ce niveau. Dans la production, on note d'importantes disparités tant dans la production selon le genre que les régions: le maïs est produit par les hommes et les femmes mais le niveau de production et de rendement obtenu par les femmes reste largement en deçà de celui obtenu par les hommes; ceci est surtout dû au fait que les femmes exploitent des terres de petite superficie (moins de 0,5 ha). Au sud du Bénin, seulement 5% des producteurs de maïs exploitent plus de 5 ha contre 20% dans le nord¹⁴. Dans cette catégorie de producteurs la proportion de femmes est quasi marginale au sud et est presque insignifiante au nord bien qu'ils y soient plus nombreux qu'au sud. Toutefois, le nombre d'exploitants féminins est très important parmi les producteurs de maïs. La différence observée dans la production est plus liée aux superficies emblavées selon le genre qu'au rendement car la productivité des femmes n'est pas significativement différente de celle des hommes.

Les fonctions distribution et transformation constituent les domaines de prédilection des femmes. Si au niveau de la commercialisation on note la présence des hommes chez les grossistes et collecteurs, les détaillants sont en majorité des femmes. C'est dans le secteur de la transformation artisanale des dérivés du maïs que la filière conforte la grande réputation des femmes dans la valorisation locale du produit. En effet, dans les techniques endogènes de transformation de maïs, les femmes approvisionnent les centres urbains en offrant des services et des produits variés. On constate leur vitalité dans ce secteur par le nombre de transformatrices et de vendeurs de produits alimentaires dérivés ou associés au maïs sur les marchés et dans la cuisine de rue.

Filière manioc (LARES/ Soulé et al., 2013)

La chaîne de valeur manioc mobilise une main-d'œuvre relativement peu qualifiée. La main-d'œuvre familiale est dominante dans les exploitations et utilisée pour toutes les opérations culturales et de transformation post-récolte. Elle est suivie de la main-d'œuvre salariée.

14. Dans le Rapport diagnostic du secteur agricole du Bénin – Synthèse réalisée dans le cadre de la formulation du PNIA, ECOWAS/PDDAA (2008), puis dans l'Etude diagnostic des systèmes de production au Bénin, 1995, 73p, FAO (1995)

Plus de 500 000 producteurs pratiquent la culture du manioc dans toutes les régions du pays. Plus de 700.000 femmes sont engagées dans les activités de transformation et de commercialisation dans l'ensemble du pays. Si l'on ajoute tous les métiers annexes qui se rattachent à cette activité, on comptabilise plus de 1.500.000 emplois permanents et saisonniers, dont plus de 70% exercés par les femmes, qui découlent des différentes chaînes de valeur du manioc (Soulé B. G. et al, 2008), avec une pointe de plus de 85 % de femmes aux niveaux des segments de transformation et de distribution du produit.

La transformation artisanale du manioc nécessite beaucoup de main-d'œuvre, de temps, d'énergie et d'eau. Il faut en moyenne 7 heures de travail pour transformer 100 kg de racine fraîche qui donne 21 kg de gari et 8 heures pour transformer la même quantité de manioc en 20 kg de farine. Elle est réalisée par les femmes en milieu rural, à titre individuel ou en groupement (Groupements de femmes). Les groupements de transformation sont pour l'essentiel constitués de femmes. Cette forme d'unité de transformation n'a souvent pas de statut juridique. Les groupements sont promus par les programmes, les projets et les ONG.

Les hommes présents au sein des unités de transformation sont affectés à des tâches qui demandent plus d'énergie physique: déterrage des racines, presse, transport et stockage des marchandises, etc. Par contre, les autres travaux du processus de transformation qui requièrent plus de patience sont confiés aux femmes. Enfin, le sous-secteur de la transformation, qui se modernise progressivement, est pourvoyeur d'emplois en milieu rural. Il constitue un important vivier d'emplois, notamment pour les femmes et les jeunes des deux sexes. En effet, les jeunes âgés de 12-17 ans travaillent généralement dans ces groupements en qualité de main-d'œuvre familiale ou salariée pour des tâches ponctuelles ou journalières: cuisson et calibrage, approvisionnement en eau, ramassage et épluchage du manioc, lavage du manioc épluché pour les filles et déterrage, ramassage/transport et épluchage du manioc pour les garçons. Les moins âgés (7-11 ans) assurent la garde des enfants pendant les travaux.

Outre les transformatrices et autres industriels, le segment de la commercialisation comprend aussi une série d'artisans (forgerons et autres vanniers) qui fabriquent et réparent le petit matériel utilisé par les unités de production. La catégorie des commerçants est dominée par les femmes et regroupe de nombreux acteurs dont les rôles se confondent souvent sur le terrain suivant les opportunités du marché. Il s'agit: (i) des collecteurs; (ii) des grossistes, (iii) des semi-grossistes; (iv) des détaillants et (v) des exportateurs.

Les maillons de transformation et de commercialisation présentent les meilleures performances mais il faut noter que les marges brutes dégagées par les différents acteurs sont variables selon les produits et les zones. Le tapioca apparaît comme le produit le plus rentable par unité, mais le gari est le produit de transformation qui domine dans toutes les régions.

Le bilan vivrier national pour le manioc met en évidence un solde disponible de l'ordre de 1.360.000 tonnes, après déduction des pertes post-récolte (30%) et des besoins de consommation sous diverses formes (manioc frais, gari et cossettes) (estimation de l'ONASA) dans chacune des régions du pays.

Environ 90% du manioc récolté chaque année au Bénin ferait l'objet de transformation en divers sous-produits. La plupart des unités de transformation utilisent des méthodes artisanales. Des usines spécialisées de taille moyenne transforment le manioc en produits de grande qualité, destinés à l'exportation.

Les transformatrices constituent également des acteurs importants de la chaîne de valeur. Outre les unités industrielles qui traitent moins de 10% de la production, ce sont les femmes regroupées au sein des différents groupements et autres unités de production qui dominent. Elles représentent les acteurs majeurs de la chaîne de valeur du manioc.

Filière culture maraîchère (Rapport PACER/FIDA, 2009)

Les femmes se trouvent à tous les maillons des chaînes de valeur ajoutée de la filière des cultures maraîchères, notamment au niveau de la commercialisation (gros et détail). La mise à niveau des chaînes de valeur de la filière créerait donc de l'emploi additionnel pour les femmes, mais également pour de nombreux jeunes dont l'intérêt pourrait s'accroître pour la filière. Le développement des chaînes de valeur de la filière sera bénéfique aussi bien pour les nombreuses femmes rencontrées tout au long des maillons des chaînes de valeur mais aussi pour les nombreux diplômés sans emploi qui trouvent dans le maraîchage une opportunité d'emploi autonome, sans oublier tous ceux qui y trouvent un emploi salarié. Le développement de la filière des cultures maraîchères est donc porteur d'effet genre.

Filière volaille (Rapport GTZ, 2008)

L'objectif de la Vision pour la production locale d'œufs de table est de contribuer à assurer de manière durable d'ici à 2015 les besoins nutritionnels en protéines animales des populations béninoises à hauteur de 2 kg d'œufs/personne/an. Au niveau des exploitations avicoles, les femmes sont surtout présentes dans la commercialisation et la transformation. Au niveau de la production, on note un déséquilibre remarquable et favorable aux hommes. C'est la conséquence de nombreuses autres causes relatives à l'accès aux facteurs de production (terre, crédits, formation de base). Il faut noter que l'activité de commercialisation des œufs est une activité réalisée presque exclusivement par les femmes. Bien qu'il soit difficile de dénombrer leur effectif à ce jour, force est de constater que dans certains cas, cette activité se transfère de mère en fille. Par ailleurs, la commercialisation de volaille vive (produits d'aviculture traditionnelle) depuis la collecte, les grossistes jusqu'aux détaillants est une chaîne de prédilection des femmes aux côtés de quelques hommes plus actifs dans la collecte des animaux.

Le secteur avicole béninois permet la création d'emplois directs pour les ouvriers avicoles, les techniciens avicoles et les vétérinaires. Ces emplois directs ont été estimés à 1.500 en 2007 dont 345 postes occupés par des femmes. Plus de 1.300 de ces emplois sont créés dans la production avicole et 200 dans les usines d'aliments, distributeurs d'intrants, couvoirs. A ces emplois permanents s'ajoutent des emplois occasionnels, une main-d'œuvre circonstancielle estimée à 2.500 par an, qui sont souvent chargés de l'enlèvement de la litière, du déchargement des matières premières, etc. Au total, les emplois directs créés par la filière avicole moderne peuvent être estimés à 4.000 (Source: GAI, 2006, PADAM 2007).

Quant aux emplois indirects dans la commercialisation et la distribution de produits avicoles (vendeuses de volailles et d'œufs), ils ont été estimés à plus de 10.000 emplois sur tout le territoire (Tableau 6).

Filière lait

Au Bénin, la production laitière est principalement assurée par les bovins de race locale et accessoirement par les races exotiques. Sur un cheptel national bovin estimé en 2008 à 1.905.000 têtes et à 2.420.898 têtes en 2015, la production de lait était pour 2008 évaluée à 94.379 tonnes et en 2015 à 112.958 tonnes (Rapport de performance secteur agricole, 2015). Elle est saisonnière et inégalement répartie sur le territoire national, avec une forte concentration dans les régions du nord. Cette production nationale est en dessous des besoins de la population, et le Bénin est importateur net de lait et produits laitiers; en 2014, la production nationale ne couvrait que 32,4% de la demande nationale.

Les femmes sont majoritaires dans la collecte, transformation et commercialisation du lait et des produits tels que le fromage peuhl et le lait caillé. La traite est encore essentiellement manuelle et réalisée par les femmes et les jeunes garçons. Dans les communautés peulhs, le lait représente une ressource importante pour les ménages. Il constitue la base de la nutrition infantile et contribue à réduire la vulnérabilité des ménages face à l'insécurité alimentaire. Le lait consolide le pouvoir économique et le statut social de la femme mais aussi de son ménage.

Le lait est transformé soit dans les petites unités artisanales de transformation soit dans les unités semi-modernes. Selon Dossou et al, 2006, environ 20 à 25% de lait sont généralement destinés à l'autoconsommation, mais cette quantité peut atteindre 75 à 82% en saison sèche (baisse de production importante). Une partie du lait est vendu frais et une partie est transformée en fromage (*wagashi*, fromage peuhl). La transformation artisanale du lait en milieu rural comme en milieu urbain permet aux femmes de vendre divers produits en dehors du fromage: lait caillé, yaourt, boisson lactée, "tofi" (fon), lait frais aromatisé.

La CVA de fromage a plusieurs fonctions qui sont dominées par les femmes. La collecte de fromage est généralement effectuée par les transformatrices ou les femmes grossistes. Les grossistes emballent les fromages et les transportent (par taxi ou bus) jusqu'aux marchés urbains, nationaux ou transfrontaliers. Le commerce en détail du fromage frais s'opère sur les marchés et au niveau des grands carrefours ou des parcs automobiles des grands centres urbains. La stratégie de conservation du fromage consiste à cuire de façon itérative le fromage jusqu'à sa vente. Ainsi, on retrouve sur un même étalage plusieurs types de fromages de couleur et format divers.

Les autres produits dérivés du lait (yaourt, dèguê, beurre) sont essentiellement distribués par les supermarchés, les superettes de quartiers-villes, les boutiques, les restaurants, etc. La promotion de la consommation de ces produits se fait sous l'initiative des promoteurs privés en partenariat avec les télévisions et radios nationales publiques ou privées. Par ailleurs, les entreprises de production de yaourt disposent de véhicules frigorifiques et assurent la distribution de proximité des produits dans les villes du pays.

Sur le plan organisationnel, il s'agit pour la plupart d'unités individuelles de transformation localisées au niveau ménage. Les faiblesses relevées au niveau de ces unités sont: la variabilité de la qualité des produits finis, l'inobservance des règles élémentaires d'hygiène, leur faible compétitivité. Pour les unités semi-modernes, la collecte de lait pose divers problèmes: dispersion géographique des parcs de vaches laitières rendant pénible la collecte; impraticabilité des pistes de desserte rurale, les réseaux routiers ne facilitant pas l'acheminement du lait vers les mini-laiteries; absence d'un système de contrôle interne de la qualité du lait aux points de collecte; absence d'un dispositif de fonctionnement optimal des mini-laiteries en période d'abondance de la matière première pour éviter le rejet.

Le Projet d'appui à la filière lait et viande (PAFILAV) a pris en compte le genre et élaborer une stratégie pour une meilleure implication des femmes dans la gestion du projet: les femmes disposent également de parcelles fourragères pour l'alimentation des petits ruminants; AGR de la fabrication des pierres à lécher au niveau de certains groupements de femmes pour la vente aux éleveurs; sensibilisation des acteurs à la participation des femmes aux comités de gestion et en tant que membres des bureaux des organisations professionnelles; promotion de l'embouche ovine par les femmes grâce à la mise en place de crédits pour l'engraissement des animaux à revendre dans un bref délai.

Pour la composante B du projet PAVILAV (Amélioration de la compétitivité des filières lait et viande), les groupements de femmes ont été sélectionnés pour conduire le processus de labellisation et produire le wagashi gassiré labellisé; pour la composante C (Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des acteurs), les femmes ont également participé aux activités de formation en général, et en particulier sur les thématiques relatives à l'hygiène et aux activités de transformation du lait en fromage wagashi gassiré.

La synthèse des cibles formées par catégorie et par genre entre 2013 et 2015 montre un désavantage pour les femmes qui ne représentent que 25% des bénéficiaires; dans le maillon où les femmes dominent, elles ne représentent que 50% des personnes formées.

Tableau 13: Cibles formées entre 2013 et 2015 par le Programme d'appui à la filière lait et viande

Catégories	Nombre total formés	Nombre de femmes %
Eleveurs	1.096	115 10,4%
Transformateurs/Commerçants	1.103	550 50%
Cadres de la DPA et R/Unités	129	6 4,6%
Agents des CARDER	203	19 9,3%
Laboratoires	22	8 36%
Agents techniques communaux	81	10 12,3%
Vétérinaires et PPV	93	0 0
Surveillance épidémiologique (Cadres des CARDER et de la DPA)	45	1 2,2%
Insémination artificielle (Cadres des CARDER, vétérinaires et para vétérinaires)	20	0 0%
TOTAL	2.792	709 25,3%

Source: Journal du Projet d'appui aux filières lait et viande, octobre 2015, page 31

Sur le plan organisationnel, les éleveurs sont structurés de la base jusqu'au niveau national. Cette structuration verticale est répartie comme suit: (i) groupements de femmes transformatrices de lait (GFTL) et leur Union (UFTL) installés par le PAFILAV dans le département du Zou; (ii) Groupements Professionnels d'Eleveurs de Ruminants (GPER) et Groupements Professionnels des Femmes Eleveuses de Ruminants (GPFER); (iii) Unions Communales des Organisations Professionnelles d'Eleveurs de Ruminants (UCOPER) et Union Départementale des Organisations Professionnelles d'Eleveurs de Ruminants (UDOPER), Association Nationale des Organisations Professionnelles d'Eleveurs de Ruminants (ANOPER).

Sur le plan fonctionnalité, ces différentes organisations professionnelles d'éleveurs souffrent de quelques dysfonctionnements relatifs à la tenue des réunions statutaires, au non-paiement de cotisations et frais d'adhésion des membres, à l'insuffisance de services d'ordre économique et politique conformément à leur mission. A cela s'ajoutent les problèmes de leadership et de gouvernance qui handicapent le fonctionnement et la crédibilité des organisations indispensables à la viabilité de la filière. Les conflits entre éleveurs et agriculteurs – accentués par la rareté des ressources pastorales et les changements climatiques – nécessitent l'animation de cadre de concertation où la représentativité des catégories d'acteurs est déterminante.

Filière pêche-aquaculture (Rapport MAEP, 2011)

La production de tilapia et clarias pour les CVA d'exportation en frais et en produit fumé pour le marché du Nigéria a été étudié. Il n'y a pas eu d'analyse genre des stratégies de mise à niveau. Le sous-secteur de l'aquaculture est dominé par les hommes, sauf pour la production en bac hors sol dans lequel les femmes sont majoritaires. L'accès aux facteurs de production (terre et crédit) est à la base des inégalités.

L'analyse de la performance entre les maillons de la CVA montre que du point de vue genre le poids des femmes au niveau de la production est faible (8%); on les retrouve essentiellement au niveau de la pisciculture tandis qu'au niveau de la commercialisation et la transformation, elles sont présentes en grande majorité (proche de 100%). La productivité du travail et de la main-d'œuvre est meilleure au niveau de la commercialisation qui fait en outre recours à la main-d'œuvre familiale dans une grande mesure. En définitive, il faut noter que contrairement à nombre de filières agricoles au Bénin, au niveau de la pêche, on note un équilibre des rôles entre hommes et femmes et d'opportunités de contrôle total de la prise de décision par les femmes dans certains maillons clés de la CVA, à savoir: mareyage, transformation et commercialisation. Le système de mareyage qui consiste à préfinancer la production pour garantir l'accès au produit montre également un certain contrôle du maillon de la production par les femmes. Les contraintes spécifiques des femmes restent l'accès au crédit, à la technologie et à la formation.

Recommandations

- Au moment de la mise en œuvre de l'élaboration et la révision des conseils agricoles (prévu dans le PNIASAN 2017-2021), associer les plateformes des CVA, ANAF et FUPRO et veiller à une participation égalitaire des femmes, des jeunes et des hommes dans les forums de discussions et de prise de décision
- Prévoir un quota de 30% de représentativité des femmes dans les instances de prise de décision et 1/3 des postes à pourvoir aux femmes (CVA incluant les acteurs de la fonction distribution et commercialisation/ restauration)
- Garantir l'accès équitable aux différents types de conseil agricoles
- Valoriser à chaque maillon de la CVA les potentiels de renforcement économique des femmes et de la CVA à travers des actions genre (voir schéma ci-dessous. Source: UN Secretary-General's High-Level Panel on Women's Economic Empowerment, 2016)

Une approche des chaînes de valeurs pour les entreprises



En tant que concepteurs, fournisseurs, entrepreneurs, spécialistes du marketing et distributeurs

L'approvisionnement auprès d'entreprises détenues par des femmes peut renforcer la marque et améliorer l'accès aux marchés haut de gamme.

En tant que chefs d'entreprise et membres du conseil d'administration

Le fait d'avoir une femme de plus dans un poste à haut niveau ou dans le conseil d'administration d'une entreprise est associé à un rendement de 8-13 points de base plus élevé sur les actifs.

En tant que des employés

Les entreprises du quartile supérieur pour la mixité sont 15% plus susceptibles d'avoir des rendements financiers supérieurs aux moyennes nationales.

En tant que clients

Les femmes prennent ou influencent 80% des décisions d'achat et contrôlent 20 milliards de dollars américains en dépenses mondiales.

En tant que source de valeur et de réputation de la marque

Un engagement envers les femmes peut améliorer la réputation et la marque d'une entreprise.

En tant que membres de la communauté influençant le marché et les conditions politiques

Plus d'un dirigeant du secteur privé sur trois fait état d'une augmentation des bénéfices suite aux efforts déployés pour autonomiser les femmes dans les marchés émergents.

4.5 Genre et gestion post-récolte

Au Bénin, l'aspect de la post-récolte a longtemps été sous-financé et la gestion des récoltes se fait souvent en utilisant des technologies traditionnelles. La transformation des produits agricoles est un domaine d'intervention de plusieurs PTF et institutions, entre autres le Programme Technologie Agricole et Alimentaire (PTAA).

Depuis 1992, le PTAA est l'un des programmes de recherche à vocation nationale de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB). Le PTAA a pour mission de: (i) adapter les technologies agricoles existantes et en concevoir de nouvelles en vue d'augmenter les rendements; (ii) assurer la conservation des sols et améliorer les conditions de travail des paysans; (iii) adapter, et au besoin concevoir, des technologies de stockage et de conservation des produits vivriers (adaptés aux zones agro-écologiques) en vue de réduire les pertes post-récolte causées par les dégâts de micro-organismes, insectes et rongeurs; et (iii) adapter les technologies existantes et en mettre au point de nouvelles pour la transformation des produits vivriers.

Les activités du PTAA concernent les technologies de stockage des céréales, légumineuses, tubercules frais d'igname, cossettes de manioc, l'étude de mycotoxines dans les produits vivriers et le développement de technologies de séchage des fruits et légumes. Le PTAA mène également des activités sur (i) la farine de manioc en remplacement de la farine de blé dans la production de friandises (atchomon, galette) ou en mélange avec la farine de blé pour la fabrication du pain; (ii) les cossettes simples de manioc et d'igname et cossettes fermentées de manioc (lafu); (iii) le décorticage du maïs, (iv) la technologie de fabrication de purée de tomate et (iv) technologie de transformation du riz (battage, décorticage et étuvage). La mécanisation des activités de post-récolte concerne entre autres la transformation du manioc (trancheuse, râpeuse, presse à vis): égrenage à maïs, décortiqueuse d'arachide et moulin à mouture humide d'arachide, malaxeur extracteur d'huile d'arachide; pour les fruits de palme: dépulpeur, presse dékanmè, presse à huile palmiste et batteuse-décortiqueuse du riz. Le rapportage au niveau du MAEP ne permet pas d'évaluer la prise en compte du genre au niveau des actions menées par le PTAA mais du fait que les femmes sont souvent responsables de la gestion des stocks destinés à l'alimentation de la famille et que, selon les cultures, elles gèrent une part importante des activités post-récolte/captures de transformation et de collecte et commercialisation elles sont majoritairement la cible des actions du PTAA.

Plusieurs initiatives d'ONG, Organisations professionnelles et PTF dans le cadre de la promotion des filières prioritaires abordent la transformation et donc la réduction des pertes post-récolte. Le Bénin bénéficie également des initiatives régionales du PAEPARD (Platform for African – European Partnership in Agricultural Research for Development) et FARA (Forum for Agricultural research in Africa).

Un des exemples en est le Projet Soja Aftin-Milk (ProSAM) du CRF/PAEPARD-FARA avec un financement de la Commission européenne. Le Projet ProSAM du Fonds Compétitif de Recherche (CRF) du PAEPARD a démarré ses activités de recherche-développement en octobre 2014, avec pour objectif d'améliorer la chaîne alimentaire des dérivés du soja, lait et afintin pour une meilleure sécurité alimentaire dans les zones à forte insécurité alimentaire.

Spécifiquement, le projet propose d'accompagner 1.500 petits exploitants, transformatrices et organisations dans l'appropriation des technologies issues de la recherche et l'utilisation des bonnes pratiques pour les dérivés du soja sur les marchés ruraux et urbains. Le programme a pu initier un partenariat avec le GIZ qui propose la promotion des résultats de la recherche aux 17 communes hors zone d'intervention du ProSAM.

Il serait important de mener une évaluation pour identifier les faiblesses en termes de capacité de gestion des organisations paysannes et l'application d'une approche entrepreneuriat par les transformatrices et inclure des solutions et le renforcement des OP dans le PNIASAN. Autres aspects à renforcer: l'établissement de normes pour la qualité du produit du lait (stabilité, durée de vie), la formation des transformatrices sur la technologie, une étude de faisabilité et l'appui à des groupements de femmes pour l'élaboration d'un plan d'affaires.

Depuis 2013, à travers un projet financé par la Coopération suisse (budget de 293 millions de FCFA pour la période 2013-2017), le système de vulgarisation agricole a fait la promotion de la technologie post-capture, entre autres l'utilisation des sacs PICS (sacs tripales¹⁵) permettant de réduire les pertes durant le période

15. Sac PICS composés de 3 couches: deux sachets à l'intérieur pour une fermeture hermétique et un sachet extérieur pour la protection physique

de stockage des céréales et légumineuses. Le programme propose également des réponses en matière de gestion financière des récoltes avec un système de warrantage¹⁶ articulé avec des structures de microfinance et la mise en place de services et conseils agricoles durables sur les principes de RAS (Rural Advisory Services) et le renforcement des capacités des acteurs. Le programme intègre l'approche genre et équité sociale et propose des services gérés par les femmes, entre autres le warrantage qui permet d'obtenir de meilleurs prix pour la production, de renforcer l'autonomie de la femme et d'avoir accès au crédit (cash et/ou intrants). Les cultures ciblées sont le riz, graines de baobab, maïs, haricot, voandzou, mil et sorgho.

L'appui de AI-MAEP (CTB) a également parmi ses priorités d'intervention l'amélioration des techniques et infrastructures de conservation et de stockage des produits vivriers pour une réduction sensible des pertes post-récolte.

Le Plan d'action d'alimentation et nutrition (MAEP, Direction de l'alimentation et la nutrition appliquée) dans le secteur agricole (2017-2021) prend en compte la problématique de la conservation et la qualité des produits ainsi que les technologies appropriées de transformation et de conservation dans son Résultat 2.1. Malgré l'importance des femmes dans les activités post-récolte, les intérêts et besoins d'appui à l'autonomisation des femmes ne sont pas clairement définis.

Recommandations

- Prévoir davantage d'appui-conseil auprès des systèmes de stockage-crédit en nature (warrantage) et mettre en place un réseau de magasins de warrantage pour renforcer les acteurs
- Inclure des précisions sur les intérêts et besoins d'appui à l'autonomisation des femmes qui sont dans les activités post-récolte (y compris des indicateurs sensibles au genre et budgétisation selon le genre)
- Prévoir une évaluation pour identifier les faiblesses en termes de capacité de gestion des organisations paysannes et l'application d'une approche entrepreneuriat par les transformatrices. Intégrer les solutions/ renforcement des capacités des OP dans le PNIASAN. Autres aspects à renforcer: l'établissement de normes pour la qualité du produit du lait (stabilité, durée de vie du produit) et d'autres produits agro-alimentaires, la formation des transformatrices sur la technologie, une étude de faisabilité et l'appui à des groupements de femmes pour l'élaboration d'un plan d'affaires
- Le FADeC-agriculture pour les investissements structurants doit tenir compte de l'avis des femmes et de leurs activités spécifiques par chaîne de valeur et spécifique à chaque commune

4.6 Genre et vulgarisation agricole

Vulgarisation des droits des femmes

La vulgarisation des textes et lois relatives à la prise en compte du genre dans le secteur agricole n'a pas vraiment été régulièrement développée. Quelques initiatives ont été menées en faveur des femmes rurales ces dernières années grâce au financement de la Coopération danoise. Des opuscules ont été conçus dans différentes langues nationales pour informer et sensibiliser les acteurs à la base sur le droit et la place des femmes dans le processus de développement socio-économique du pays.

Vulgarisation entre cadres

Les relations d'échange entre la cellule genre du MAEP et les points focaux au niveau départemental et communal ont lieu principalement lors des formations, de la mise en œuvre des activités et du suivi-évaluation. Divers ateliers internes (entre autres avec l'appui des PTF) ont été organisés. La Cellule genre a organisé plusieurs formations au profit des agents de terrain qu'elle a équipés d'outils et canevas pour la prise en compte du genre dans les diagnostics (faire ressortir clairement les contraintes et les besoins spécifiques des hommes et des femmes), la collecte des données désagrégées sur les activités agricoles et la planification et budgétisation (Canevas du Budget Programme), ce qui devrait faire remonter au niveau central les informations permettant de prendre en compte le genre dans le rapportage, la planification et la budgétisation.

16. Le warrantage est un système de stockage sûr des produits agricoles afin d'éviter le bradage (vente rapide) au moment de la récolte. Les producteurs et productrices peuvent stocker leurs produits dans un magasin et demander un crédit en argent ou en intrants (engrais/semence) équivalent à la quantité stockée. Le stock est vendu à un meilleur prix bien après la récolte (6 mois environ).

Le MAEP a renforcé les capacités de ses cadres pour la promotion du genre à travers notamment la formation d'au moins 30 cadres des directions techniques et des CARDER (TSIEC, TSSSE) en 2011 sur l'Approche Genre et Développement et la formation pilote sur l'intégration du genre dans le conseil agricole organisée en 2012.

De même, 2012 a vu l'organisation d'un atelier d'internalisation du plan d'action genre du secteur agricole au niveau de tous les CARDER, l'intégration des actions genre dans le PTAB 2014 de chaque Direction technique et enfin l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre effective des activités spécifiques genre au niveau des CARDER avec un taux de réalisation de 50%.

L'une des faiblesses constatées au niveau du dispositif est que les titulaires de certains points focaux n'ont pas une position influente dans l'organigramme des CARDER, ce qui entrave le processus de prise en compte efficace de l'approche dans ces directions.

Un examen approfondi du genre dans les différentes structures dudit ministère, notamment auprès des directions centrales et techniques ainsi qu'auprès des sociétés et offices sous tutelle, donne lieu aux conclusions suivantes:

- l'observation récurrente au niveau de chacune de ces structures tourne autour de la question fondamentale de la compréhension et de l'acceptation de l'approche
- les structures devant faire la promotion de l'approche existent, mais dans la pratique sa mise en œuvre fait régulièrement face à une méconnaissance délibérée des cadres qui semblent l'ignorer dans les actions quotidiennes.

Le niveau de connaissance des cadres de l'administration (Rapport de l'étude diagnostique de la mise en œuvre de la dimension genre dans le processus budgétaire, mars 2016) reste faible. Les canaux d'information sont les renforcements de capacités et les lieux de travail (information, sensibilisation à l'occasion de la JIF, travail des points focaux genre, appui des partenaires techniques et financiers) et ensuite, les médias qui jouent un rôle non négligeable dans l'information sur le genre, de même que les unités d'enseignement sur le genre dans les formations académiques.

Un certain nombre de cadres des ministères considèrent que le genre est un concept importé, d'autres cadres nuancent et trouvent que les partenaires techniques et financiers ne comprennent pas qu'il faut contextualiser et adapter le concept genre aux réalités de la société béninoise. Ainsi, plusieurs autorités restent réticentes à toute discussion sur le sujet. Cependant, dans l'ensemble, les points focaux genre ont une bonne perception de l'approche, de ses objectifs et de sa finalité. Pour ces derniers, genre n'est pas synonyme de femme.

Plusieurs facteurs concourent au faible engagement et à la situation de léthargie dans laquelle se trouvent les cellules focales genre. En effet, la connaissance faible/erronée de l'approche genre au niveau de certains décideurs et la faible reconnaissance des autorités, le défaut de compétences en genre de certains points focaux, l'absence ou la faiblesse des ressources financières allouées à la thématique n'ont pas permis à ces organes de provoquer des changements favorables à l'internalisation du genre.

Ainsi, dans plusieurs ministères les membres des cellules genre n'ont pas la latitude de prendre de décisions idoines en faveur de l'approche genre. Même au niveau du Ministère de la famille en charge de la coordination des activités genre, un membre de la cellule focale reconnaît que le concept n'est pas rejeté mais que l'accompagnement des autorités et la mise en œuvre effective des activités programmées posent problème.

Vulgarisation agricole: conseil agricole

En termes de fonctionnement du conseil agricole, le rapport d'évaluation du plan stratégique de relance agricole (2011-2014) constate qu'il y a eu renforcement des capacités des cadres de MAEP pour la promotion du genre à travers notamment la formation d'au moins 30 cadres des directions techniques et des CARDER (TSIEC, TSSSE) en 2011 sur l'Approche Genre et Développement et la formation pilote sur l'intégration du genre dans le conseil agricole organisée en 2012 avec un taux de réalisation de 53% par rapport aux prévisions. De même, en 2012 notons l'organisation d'un atelier d'internalisation du plan d'action genre du secteur agricole au niveau de tous les CARDER, l'intégration des actions genre dans le PTAB 2014 de chaque Direction technique et enfin l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre effective des activités spécifiques genre au niveau des CARDER avec un taux de réalisation de 50%.

Le PNIA 2017-2021 prévoit (i) l'actualisation de la Stratégie Nationale de Conseil Agricole¹⁷ en lien avec l'approche promotion des filières basée sur les CVA, (ii) la recherche agricole: recherche fondamentale et recherche appliquée s'occupant respectivement de la mise au point de nouvelles technologies et de leur adaptation aux conditions locales et aux défis climatiques et environnementaux actuels et (iii) le renforcement du conseil agricole.

Le PNIA envisage également que cette vulgarisation et le conseil agricole – qui permettent aux acteurs (hommes et femmes) d'adopter librement des comportements positifs à l'égard des innovations techniques, économiques et sociales – devront reposer sur une forte utilisation des TIC pour contrer l'amenuisement de l'effectif du dispositif du système de vulgarisation caractérisé par un faible taux d'encadrement technique des producteurs à la base (20 à 25%). Les TIC permettront également la traçabilité et la vente et l'achat de produits agricoles en ligne ou via le téléphone portable. Aucune mesure d'accompagnement pour les femmes et les groupes les plus vulnérables n'est prévue, ce qui pourrait être un facteur de discrimination pour les femmes et les plus vulnérables mais affecter en moindre mesure les jeunes qui sont plus adhérents et utilisateurs des TIC. L'enquête par grappes à indicateurs multiples (MICSS, 2014) démontre qu'il existe déjà un déséquilibre dans l'utilisation d'internet et des technologies d'information entre hommes et femmes au niveau des groupes relativement jeunes.

Tableau 14: Statistique INSAE sur l'adaptation des TIC

ACCES AUX MASS MEDIA ET AUX TIC			
Accès aux mass media			
Indicateur MICS	Indicateur	Description	Valeur
10.1	Exposition aux mass media	Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui, au moins une fois par semaine, lisent un journal ou un magazine, écoutent la radio et regardent la télévision (a) Femmes (b) Hommes	2,4 6,4
Utilisation des technologies d'information/communication			
Indicateur MICS	Indicateur	Description	Valeur
10.2	Utilisation d'ordinateurs	Pourcentage de jeunes de 15-24 ans qui ont utilisé un ordinateur durant les 12 derniers mois (a) Femmes (b) Hommes	6,8 10,9
10.3	Utilisation d'Internet	Pourcentage de jeunes de 15-24 ans qui ont utilisé Internet durant les 12 derniers mois (a) Femmes (b) Hommes	6,4 14,4

Les enjeux genre au niveau du passage vers un service agricole par les TIC ne sont pas élaborés dans le document. Les TIC pourront offrir de multiples possibilités pour l'amélioration des activités du monde rural et de la promotion de e-agriculture mais pourront également être cause d'importante discrimination des femmes et des personnes plus âgées. Le changement envisagé dans le document PNIA passera par:

la mise à l'échelle du système de call center pour l'assistance aux producteurs au niveau des pôles de développement

- la mise en place d'un laboratoire électronique
- la mise en place d'un serveur vocal en langues locales à l'échelle nationale
- la réalisation et la diffusion, à travers des équipes mobiles, de documentaires pour la démonstration d'itinéraires techniques et de pratiques agricoles réussies par filière prioritaire
- la mise en place d'un système de suivi en ligne des exploitations agricoles.

17. Le conseil agricole est un processus d'accompagnement d'ensemble de l'exploitation des producteurs avec cinq types de conseil: le Conseil Technique Spécialisé (CTS), le Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles (CGEA), le Conseil à l'Accès au Marché (CAM), le Conseil à l'Organisation et à la Planification Locale (COPL) et le Conseil à l'Alimentation et à la Nutrition Appliquée (CANA)

4.7 Genre et finance rurale

Le financement du secteur agricole est assuré à travers les fonds publics et les fonds privés. Les fonds publics sont constitués par les ressources du budget national et les ressources extérieures mises en place avec l'appui des Partenaires techniques et financiers. Les fonds privés concernent les investissements faits directement par ou à travers les acteurs non étatiques (ANE) que sont les Organisations professionnelles agricoles (OPA), les ONG et le secteur privé.

Le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique de relance agricole (2011-2014) faisant le point sur le financement au cours de 4 ans d'exécution du PSRSA cite (i) la création de 50 nouvelles Associations de services financiers (ASF) avec un capital global de 1,5 milliard FCFA détenu à 33,52% par les femmes, (ii) l'octroi de 11.958.577.823 FCFA de crédit de campagne au profit des jeunes insérés dans l'agriculture, (iii) la mise en place de crédits par différents projets du MAEP et du Fonds National de Micro-finance (FNM) aux producteurs, (iv) la création de l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB)¹⁸; et (v) la création du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) créé par décret en janvier 2014.

Le rapport conclut que le financement du secteur agricole piétine à cause de la contrainte que représente le fort taux de risque de l'activité agricole pour les structures de microfinance. C'est d'ailleurs dans le but de garantir ces risques que l'AMAB a été créée.

Des systèmes d'accès au capital organisé par des groupes de "tontines" sont très nombreux au Bénin et permettent à un grand nombre de femmes d'accéder au capital nécessaire pour agrandir leurs entreprises et fonds de roulement pour les activités génératrices de revenus. En développant les tontines, les organisations féminines ont fait preuve de solidarité agissante, ce qui est louable et mérite un accompagnement. En termes d'accès au crédit formel (banques), les femmes y ont moins accès, dépendant souvent d'un collatéral foncier. En revanche, elles constituent la principale clientèle des services de microcrédit. Elles ont pu s'organiser pour éviter les blocages au niveau des structures formelles comme les banques où il est demandé des garanties (qu'elles n'ont pas toujours). Cependant, il existe des institutions de crédit spécifiques aux femmes comme le Fonds National de la Micro Finance (FNM) et le Fonds National de la Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi des Jeunes (FNPEEJ). Les initiatives des Business Promotion Center (BPC) (financement des Pays-Bas) ont prévu la mise en place de fonds de garantie auprès d'un microfinance pour les clients qui ont pu satisfaire aux critères du BPC, entre autres établir un plan d'affaire.

Depuis la campagne 2012-2013, le programme du Fonds national de microcrédit du Ministère en charge de la microfinance, le Crédit Spécial d'Appui aux cotonculteurs pour la Gestion de la Soudure (CSAC/GS)¹⁹ a, en moyenne, couvert 31.204 cotonculteurs dont 779 femmes (voir tableau ci-dessous). Les informations désagrégées par genre montrent que les femmes sont très faiblement touchées par cette mesure. Principale raison: très peu de femmes travaillent dans la production cotonnière comme dans les autres cultures de rente. Une prise en compte des femmes, pour plus d'impact en matière d'accès au crédit, devra donc aller vers les secteurs où les femmes sont les plus nombreuses, notamment le commerce, l'agroalimentaire et la production vivrière.

Les Chambres d'Agriculture et les OP ont également pu réaliser des financements des acteurs (détails extraits du rapport du MAEP présentés en annexe 6). Les rapports ne sont pas désagrégés.

Selon les indicateurs des systèmes financiers décentralisés (SFD) de la BCEAO, fin 2014 le pays comprenait 54 IMF et 447 points de services pour 2.615.858 clients/membres. Le montant total des dépôts s'élevait à 84,903 milliards de FCFA et l'encours des crédits à 113,970 milliards de FCFA. La majorité des structures se retrouvait dans les principales villes telles que Cotonou, Porto Novo et Parakou. Les services financiers offerts aux clients de la microfinance couvrait d'abord et majoritairement les services de dépôt et de crédit à court terme (3-4 mois) jusqu'au moyen terme (2-3 ans). Les clients étaient presque tous issus des couches basses et moyennes de la société; généralement, les conditions d'accès aux services n'étaient pas trop exigeantes.

18. A signaler que l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB) est fonctionnelle mais connaît des difficultés liées à la faible adhésion des agriculteurs

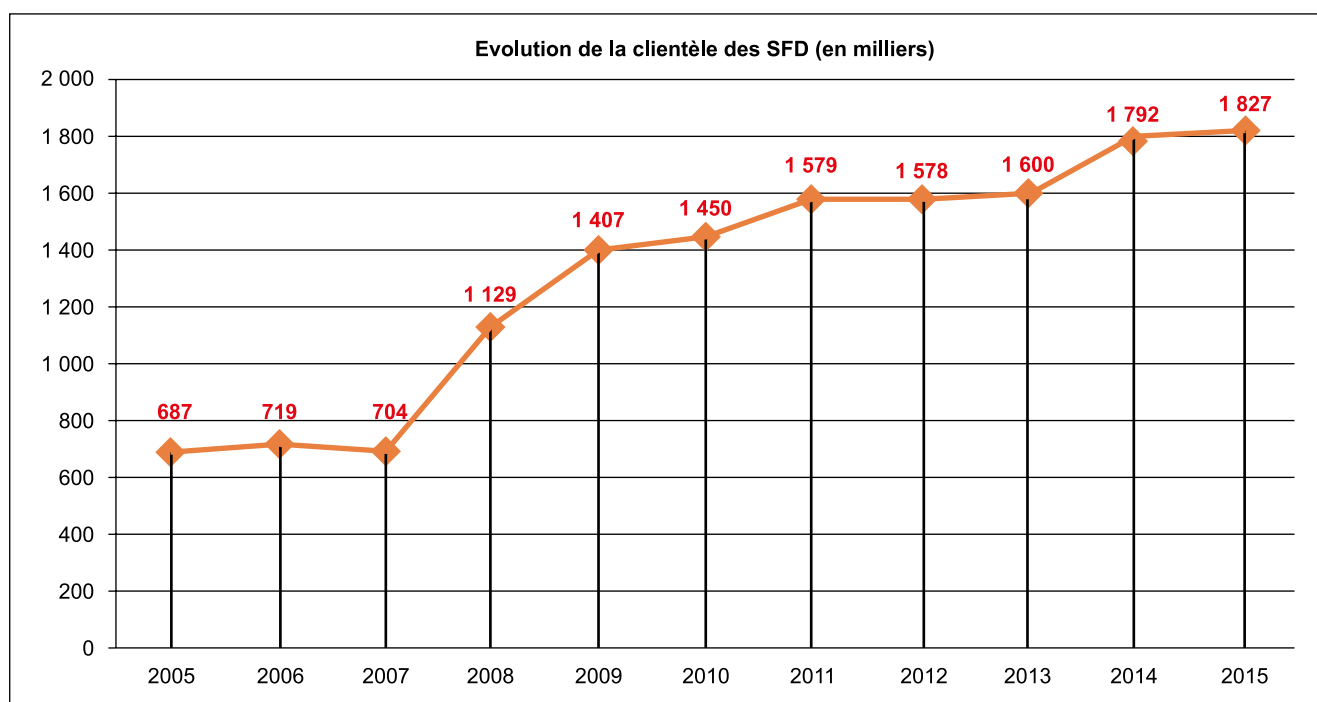
19. Le CSAC/GS est une initiative de l'Etat béninois pour accompagner le secteur cotonnier, notamment les producteurs, en vue de leur permettre de disposer de ressources financières adéquates pour la production

Tableau 15: Point des mises en place du CSAC/GS dans les communes

Zone	2013-2014				2014-2015			
	Montant placé	Nombre de producteurs touchés	Proportion hommes (%)	Proportion femmes (%)	Montant placé	Nombre de producteurs touchés	Proportion hommes (%)	Proportion femmes (%)
ALIBORI	1 281 288 302	10 365	97,5	2,5	1 397 013 951	11 905	98%	2%
ATACORA	812 143 000	10 825	99,1	0,9	687 861 000	7 987	96,60%	3,40%
BORGOU	421 073 000	4 105	97,5	2,5	402 471 000	5 306	97,10%	2,90%
COLLINES	211 317 100	3 111	93,6	6,4	206 260 542	3 111	92%	8%
COUFFO	89 510 600	541	91,3	8,7	83 810 000	607	89,80%	10,20%
DONGA	38 863 250	708	100	0	60 801 000	1 014	97,50%	2,50%
PLATEAU	18 565 000	283	94,3	5,7	14 102 000	287	98,30%	1,70%
ZOU	231 339 510	4 290	93,3	6,7	181 131 870	4 380	94,30%	5,70%
Total	3 104 099 763	34 228	97,1	2,9	3 033 451 363	34 597	96,80%	3,20%

Source: FNM, Evaluation à mi-parcours du CSAC/GS, 2015

Graphique 5: Evolution de la clientèle des SFD au Bénin



Source: Ministère chargé des finances (site web info, juin 2016)

En 2014, 17% de la population avaient un compte dans une institution financière formelle, 8% avaient un prêt et 7% étaient épargnants dans une institution financière formelle (CGAP Portail microfinance/Bénin). En juin 2016, on comptait 81 IMF et 440 points de services pour 1.704.994 clients/membres. Le montant total des dépôts s'élevait à 98,866 milliards de FCFA et l'encours des crédits à 107,266 milliards de FCFA. Le graphique 2 ci-dessous montre l'accroissement de la clientèle des structures financières décentralisées.

Les données de la Banque mondiale (Global Financial Inclusion Data) font ressortir qu'au Bénin en 2014, 13,6% des femmes âgées de plus de 15 ans, 11% des jeunes adultes (15-24 ans) et 12,6% des personnes résidant en milieu rural avaient un compte. Pour l'Afrique sub-saharienne, le pourcentage est de 29,9%.

La création des structures permettant l'accès aux femmes et aux plus pauvres au service financier a été un des objectifs du Ministère en charge de la microfinance. Un Fonds National de Développement Agricole est créé par décret n° 2014100 du 31 janvier 2014. Son opérationnalisation est en cours (fin 2016).

Dans le cadre du projet multisectoriel sécurité alimentaire et la Nouvelle Alliance G8 pour la sécurité alimentaire, le Bénin a comme objectif de mettre en place les financements adaptés et accessibles; le projet vise également l'accès et l'utilisation sécurisés des terres (voir p. 49) afin de renforcer l'autonomisation économique des femmes dans le secteur rural.

L'accès au financement dans le cadre de la mise en œuvre du projet multisectoriel sécurité alimentaire a comme objectif de rendre fonctionnel le Fonds national de développement agricole (FNDA), de faciliter la création de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) et de renforcer l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin qui a été créée en 2011 et a démarré ses activités en 2012. Le processus est en cours avec l'appui de l'Office national de stabilisation des prix des produits agricoles pour son renforcement.

Le secteur bancaire quant à lui note que si une garantie du Ministère des finances pour les prêts syndiqués existe pour la filière coton, les autres filières n'en bénéficient pas car elles ne sont pas encore structurées. Il faut que le cadre soit fixé pour que les banques puissent aller plus loin dans l'octroi de prêts.

Un Programme de Microcrédit aux Plus Pauvres (MCP) a été lancé en 2014. Le programme vise à rendre économiquement actives, à travers la mise en place de microcrédits et de divers services d'accompagnement, les populations les plus pauvres, notamment les femmes. L'emploi des femmes permet de sortir les ménages de la dépendance des prestations sociales et de la pauvreté. De plus, l'autonomie de la femme permet d'accroître le bien-être des enfants. Le programme a pour but de (i) fournir aux femmes des services d'encadrement susceptibles de développer en elles une capacité de gestion d'activités génératrices de revenus et (ii) mettre à leur disposition des microcrédits destinés au développement d'activités génératrices de revenus.

Les données disponibles de la Banque mondiale (Global Financial Inclusion data) font ressortir qu'au Bénin le nombre de femmes qui ont un compte auprès d'une institution financière a augmenté ainsi que le nombre de femmes qui ont obtenu un crédit (voir tableau ci-dessous). Les femmes sont moins nombreuses à avoir un compte au niveau d'un IF mais sont plus nombreuses à avoir pris un crédit. L'écart hommes-femmes s'est élargi entre 2011 et 2014.

Tableau 16: Accès des femmes et des hommes aux IF et au crédit auprès d'un IF

Description	2011	2014	Ecart 2011-2014	Ecart F-H 2011	Ecart F-H 2014
Femmes ayant un compte au niveau d'un IF (% âge >15)	9,8	12,9	+ 3,1	- 1,4	- 7,3
Hommes ayant un compte au niveau d'un IF (% âge >15)	11,2	19,2	+ 8		
Femmes ayant pris un crédit auprès d'un IF	5,2	8,9	+ 3,7	+ 2	+ 2,5
Hommes ayant pris un crédit auprès d'un IF	3,2	6,3	+ 3,1		
Personne vivant en milieu rural ayant pris un crédit auprès d'un IF	2,8	5,8	+ 3		

Source: Global Findex (Global Financial Inclusion Database)

Dans le cadre du PNIA 2017-2021, le MAEP prévoit de rendre opérationnel le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) créé par décret en janvier 2014. Trois types de services ont été prévus:

- (A) des subventions aux investissements agricoles visant un accès permanent au financement de projets d'investissements portés par les exploitants et/ou entrepreneurs agricoles privés ou autres promoteurs publics porteurs de projets d'investissements structurants d'intérêt général intervenant dans les différents maillons des Chaînes de valeur ajoutée avec deux sous-services: (i) le Fonds d'investissements agricoles structurants d'intérêt public orientés vers l'entrepreneuriat agricole et (ii) le Fonds d'investissements agricoles à caractère privé;
- (B) des services non financiers pour soutenir, sous forme de subventions, l'accès des promoteurs/ entrepreneurs agricoles intervenant dans la chaîne de valeur des filières agricoles et de leurs

organisations aux services non financiers de recherche, d'appui-conseil, de formation, de renforcement de capacités, d'appui institutionnel et d'assistance technique qui comprend trois sous-guichets: (i) le Fonds de recherche agricole appliquée et de vulgarisation; (ii) le Fonds de facilitation et de renforcement des capacités et (iii) le Fonds d'appui à la certification et à la mise en marché;

- (C) des services financiers qui permettront aux petits exploitants familiaux et entrepreneurs agricoles d'accéder auprès des banques et des institutions de microfinance à des crédits aux conditions adaptées aux besoins et aux contraintes spécifiques du secteur agricole. Ils comprennent trois sous-guichets: (i) le Fonds de garantie interbancaire pour le refinancement entre institutions financières; (ii) le Fonds de garantie pour l'accès des promoteurs/entrepreneurs agricoles aux crédits et (iii) le Fonds de facilitation et de bonification de taux d'intérêt.

Pas de précisions sur le ratio de femmes qui devront bénéficier des services mais une des inégalités à réduire au cours de sa mise en œuvre est l'inégalité dans l'accès au crédit. Le Fonds recevra une dotation initiale de dix milliards FCFA prévue par décret.

Recommandations

- Formuler des indicateurs sexo-spécifiques dans le PNIASAN 2017-2021. Entre autres, un indicateur sur le ratio des bénéficiaires femmes du FNDA serait rendu fonctionnel au cours du PNIASAN 2017-2021 car une des inégalités à réduire dans le processus de professionnalisation des microentreprises est l'inégalité dans l'accès au crédit. L'accès au capital financier est le facteur déterminant dans le processus d'élargissement des entreprises. La majorité des entreprises tenues par des femmes sont quasiment exclues du système bancaire classique. Le FNDA recevra une dotation initiale de 10 milliards de FCFA.
- Prévoir plus d'appui-conseil auprès des systèmes de stockage-crédit nature (warrantage) et mettre en place un réseau de magasins de warrantage pour pouvoir renforcer les acteurs
- Inclure des précisions sur les intérêts et besoins d'appui à l'autonomisation des femmes qui travaillent dans les activités post-récolte (y compris des indicateurs sensibles au genre et budgétisation selon le genre)
- Prévoir une évaluation pour pouvoir identifier des faiblesses en termes de capacité de gestion des organisations paysannes et l'application d'une approche entrepreneuriat par les transformatrices. Intégrer les solutions/renforcement des capacités des OP dans le PNIASAN. Autres aspects à renforcer: établissement de normes pour la qualité des produits du lait (stabilité, durée de vie du produit) et autres produits agro-alimentaires, formation des transformatrices sur la technologie, étude de faisabilité et appui à des groupements de femmes pour l'élaboration d'un plan d'affaires
- Le FADeC-agriculture pour les investissements structurants doivent tenir compte de l'avis des femmes et de leurs activités spécifiques par chaîne de valeur et spécifique à chaque commune
- Accompagner les institutions de microcrédit pour mettre en place des produits spécifiques pour répondre aux besoins des acteurs des différentes fonctions des CVA prenant en compte les contraintes et obstacles spécifiques au sexe
- Renforcer la synergie d'action entre le FNDA et l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB) afin d'inciter les producteurs à recourir à l'assurance agricole dans la gestion des risques liés aux changements climatiques tenant compte des vulnérabilités sexo-spécifiques

4.8 Genre et changement climatique

Le changement climatique aggrave l'insécurité alimentaire des ménages qui sont déjà en situation d'insécurité alimentaire. Les plus pauvres sont plus vulnérables aux variations saisonnières, ce qui a été documenté par le rapport AGVSA. Les variations saisonnières de l'insécurité alimentaire des ménages sont importantes. L'insécurité alimentaire des ménages et leur capacité d'achat d'aliments dépend en effet en partie de leur propre cycle de production.

Le Bénin est caractérisé par deux zones climatiques. Le sud du pays (Atlantique, Littoral, Ouémé, Plateau, Mono, Couffo, Zou et Collines) bénéficie de deux saisons des pluies, et donc de deux cycles de production. En revanche, les départements du nord (Alibori, Atacora, Borgou et Donga) n'ont qu'une seule saison des pluies et donc un seul cycle de production. Dans les deux cas, des récoltes de contre-saison sont possibles lorsque les cultures sont irriguées. Le tableau ci-dessous présente le calendrier climatique agricole pour les zones nord et sud. L'analyse n'a pas été désagrégée par sexe.

Tableau 17: Calendrier climatique et agricole

Mois	Janv.	Fev.	Mar.	Avr.	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.
Calendrier climatique	Nord											
	Sud											
Légende		Grande saison sèche				Grande saison de pluies			Petite saison sèche		Petite saison de pluies	
Calendrier agricole	Nord											
	Sud											
Légende		Semis			Récoltes		Récoltes précoces ou tardives			Récoltes de contre saison (si apport artificiel en eau)		
Période de soudure	Nord											
	Sud											
Légende		Période de relative abondance				Période de pré-soudure				Période de soudure		

Source : PAM, bureau de pays

Ces variations saisonnières affectent beaucoup plus les ménages pauvres que les ménages plus riches. Ainsi, la prévalence des ménages ayant une consommation pauvre/limite ne fluctue que légèrement dans les quintiles des ménages les plus riches entre 2008 et 2013. Par contre, elle varie beaucoup plus fortement chez les ménages des quintiles les plus pauvres, montrant ainsi la vulnérabilité de ces groupes.

La population urbaine est beaucoup moins affectée par le facteur de saisonnalité que les autres régions du pays (rurales ou autre zones urbaines à caractère rural. Voir tableau ci-dessous).

Tableau 18: Pourcentage de ménages ayant subi des chocs sociaux, économiques et biophysiques en 2011

	Chocs sociaux	Chocs économiques	Chocs biophysiques	Aucun
Milieu de résidence				
Cotonou	9,8	58	4,3	35,2
Autre urbain	14	42	16,4	39,5
Ensemble urbain	12,7	47,2	12,5	38,1
Rural	13,6	35,6	41,6	32,1

Source: INSAE/DSS/MICoV 2011

Selon le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique de la relance agricole, plus de questions que de réponses se posent dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques et la formation des producteurs (qu'il s'agisse de l'itinéraire technique, des semences végétales et animales ou de l'accompagnement et de l'assurance de la production). Cependant, plusieurs entités universitaires nationales, les ONG à vocation de recherche ainsi que les centres internationaux de recherche basés au Bénin (IITA, IPGRI, Africa Rice Center (ex ADRAO) jouent un rôle d'accompagnement mais la coordination entre ces structures demeure un problème qui mérite attention car elle pourrait faciliter les alertes agro-météorologiques et climatiques de façon précoce.

Sur le plan de l'appui-conseil, les différentes formations à l'endroit des producteurs ne s'orientent pas toujours vers des activités visant l'adaptation aux changements climatiques, la prévention et la gestion des crises et des catastrophes naturelles. Il n'y est pas fait mention aux différences entre hommes et femmes en termes d'impact des changements climatiques et catastrophes naturelles qui devraient être prises en compte explicitement dans le PNIA 2017-2021. Dans la vision du PNIA, la résilience et le changement climatique sont mentionnés ainsi que le renforcement de la résilience des populations vulnérables à travers des actions sur la nutrition, filets sociaux, gestion durable des terres /adaptation aux changements climatiques et gestion des risques mais les enjeux genre dans le domaine de l'intervention n'y sont pas précisés.

4.9 Genre et organisations professionnelles

Le libéralisme économique connu au Bénin a permis l'éclosion de plusieurs organisations professionnelles agricoles (OPA). Ces OPA travaillent avec l'Etat et collaborent aussi fortement avec les ONG internationales et les PTF. Elles se sont constituées en faîtières, au niveau national, pour mieux défendre les intérêts de leurs membres selon les défis particuliers qui se posent à eux. Ainsi, la Fédération des Unions des Producteurs (FUPPRO) regroupe en son sein plusieurs types d'unions régionales et associations nationales dont le Conseil de Concertation des Riziculteurs du Bénin (CCR-B), l'Association Nationale des Mareyeurs et Mareyeuses et Assimilés du Bénin (ANM) et l'Association Nationale des Femmes Agricultrices du Bénin (ANAF-BENIN). Ces associations ont une forte sensibilité genre car elles regroupent de nombreuses agricultrices.

L'ANAF-Bénin est la faîtière nationale des groupements de femmes agricultrices de toutes les régions du pays. Elle a été créée en 2007 par les leaders femmes de la FUPRO dans le souci de mieux intégrer les femmes dans les organes de décision des membres de la FUPRO.

L'ANAF a comme mission d'œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des productrices-agricultrices d'une part et le renforcement de la position des productrices-agricultrices dans l'arène de développement d'autre part. Elle offre à ses membres de nombreux avantages: renforcement de capacités en techniques de plaidoyer, défense du statut de la femme agricultrice et leadership.

L'ANAF est organisée au niveau national, départemental, communal et villageois. Elle compte 2.853 groupements féminins qui sont membres, 77 associations communales d'agricultrices et 11 associations départementales. Elle totalise 59.853 membres dont un faible pourcentage d'hommes (436 soit 0,7%). Comme le FUPRO, l'ANAF tient une fois par an une assemblée générale. Le conseil d'administration est constitué de 13 membres représentant les régions et d'un comité de surveillance de 3 membres; la coordination technique de l'organisation compte 12 personnes dont 8 personnels techniques et 4 administratifs. Elle a essentiellement pour activités:

- la formation des groupements de femmes sur la vie associative, la gestion administrative et financière, la gestion des conflits
- la formation sur les techniques de transformation des produits agricoles
- l'appui en équipements de transformation des produits agricoles
- l'appui à la structuration
- le développement du conseil à l'exploitation familiale (CEF) et du conseil en gestion des organisations professionnelles (CdGOP)
- l'appui à l'organisation des visites-échanges
- l'appui à la construction des foyers améliorés
- le plaidoyer pour l'implication des femmes dans les prises de décision
- la défense des intérêts des femmes pour leur prise en compte dans les chaînes de valeur agricoles.

La FUPRO est engagée dans l'amélioration de la gouvernance à tous les niveaux, au développement de services à la base et au développement d'initiatives de plaidoyer et de lobbying de défense des intérêts stratégiques des membres. Elle aide les producteurs à mieux maîtriser les enjeux nationaux, régionaux et internationaux du développement du secteur agricole et autres.

La FUPRO et l'ANAF disposent depuis 2016 d'une stratégie genre. Leur stratégie vise l'intégration du genre dans l'analyse (entre autres une évaluation des besoins des femmes et l'examen des effets négatifs éventuels sur les femmes assorties des actions ou activités permettant d'influencer positivement ces effets et la mise en œuvre des activités), dans la composition des organes de décision et dans le cycle de projet et programme (identification, planification, suivi, évaluation). La stratégie d'ANAF met un accent particulier sur une budgétisation selon le genre pour que les intérêts et besoins des individus qui appartiennent à différents groupes sociaux (avec un accent particulier sur la couche féminine) soient pris en compte et financés.

La stratégie genre du FUPRO s'oriente davantage sur les objectifs à atteindre pour ces axes stratégiques d'intervention. Des actions genre ont été identifiées: (i) répertorier les besoins spécifiques des femmes et des jeunes en termes de services et satisfaire au moins deux de ces besoins chaque année, (ii) mieux connaître les problèmes des femmes et faire un plaidoyer par an autour d'au moins un d'entre eux, et (iii) faire en sorte que les femmes occupent des postes stratégiques (et faire respecter les quotas) dans les organes de gestion du FUPRO. L'amélioration des conditions de vie des femmes passe aussi par l'amélioration de leur position dans les organes de prise de décision. Au niveau du réseau FUPRO, une proportion non négligeable est accordée aux femmes dans les différents organes de gestion (voir tableau ci-dessous).

Tableau 19: Proportion des femmes dans les organes de gestion du FUPRO

Organes	Proportion de femmes	Observations
Assemblée générale (AG)	>=25%	Cf textes fondamentaux
Conseil d'Administration	>=20%	
Bureau Exécutif	>=20%	Cf. PV AG 2007
Direction Exécutive	>=25%	

Source: Saih, Benoit, Stratégie genre FUPRO, 2016

Les données ci-dessous font ressortir que la représentativité des femmes dans les conseils d'administration des Unions de producteurs au niveau départemental n'atteint pas le minimum de 20% sur la totalité des unités.

Tableau 20: Représentativité des femmes dans les conseils d'administration des unités de producteurs au niveau départemental

Unité	Nbr de membres Conseil d'Administration	Nombre de femmes	Taux de représentativité des femmes
UDP ATACORA	11	2	18,18%
UDP DONGA	8	1	12,50%
URP BORGOU-ALIBORI	-	-	
UDP MONO	17	3	17,65%
UDP COUFFOU	17	2	11,76%
UDP OUEME	15	3	20,00%
UDP PLATEAU	11	2	18,18%
UDP ZOU	11	2	18,18%
UDP COLLINES	9	1	11,11%
UDP ATLANTIQUE	17	4	23,53%
UDP LITTORAL	-	-	
TOTAL	116	20	17,24%

Source: info reçue par mail d'ANAF et FUPRO, 2017

La représentativité des femmes au niveau des conseils d'administration des structures faitières (SF) est pour la totalité des structures de 32% mais ce taux cache d'importants écarts: en prenant à part les SF ne regroupant que des acteurs féminins, elle est pour l'ANAF de 100% et pour la fonction de mareyage dans la pêche artisanale (dominée par les femmes) de 85%.

Dans les autres structures faitières des filières avicole, riz, ananas, pisciculture, soja, maraîchage et semencier, elle n'est que de 18%.

La structure faitière des jeunes a une représentativité de 40%, soit le double du taux minimum, ce qui pourrait indiquer une meilleure prise en compte de l'égalité par la jeune génération. Le Cadre national des transformateurs de riz (fonction de la transformation à dominance féminine) présente un taux de 31%.

La Fédération des Unions de Producteurs a un taux de représentativité en dessous du taux des unions (17%) avec seulement 14% de femmes au conseil d'administration.

La FUPRO a institué un conseil de femmes pour renforcer le dialogue entre les femmes de ses différentes structures membres, ce qui leur permettra de prendre position dans les fora et dialogues politiques auxquels la FUPRO est invitée. La stratégie genre de la FUPRO ne précise pas le taux de participation des femmes aux différents fora de discussions, de lobbying et de dialogue politique auxquels il participe.

Tableau 21: Représentativité des femmes dans le conseil d'administration des organisations faitières

Structure faitière	Nbr de membres Conseil d'Administration	Nombre de femmes	Taux de représentativité des femmes
Association Nationale des Femmes Agricultrices du Bénin (ANAF-Bénin)	13	13	100,00%
Association Nationale des Mareyeur (euse)s du Bénin (ANM - BENIN)	13	11	84,62%
Association Nationale des Aviculteurs de Bénin (ANAB)	7	1	14,29%
Conseil de concertation des Riziculteurs du Bénin (CCR - B)	15	4	26,67%
Réseau des Producteurs d'Ananas du Bénin (RéPAB)	12	1	8,33%
Association des Jeunes Agriculteurs Modernes du Bénin (AJAM/ BENIN)	15	6	40,00%
Fédération Nationale des Pisciculteurs du Bénin (FENAPIB)	12	2	16,67%
Union Nationale des Producteurs de Soja du Bénin (UNPS)	12	2	16,67%
Fédération Nationale des Producteurs de Semence du Bénin (FNPS-BENIN)	12	2	16,67%
Fédération Nationale des Organisation des Maraîchers du Bénin (FeNOMa-Bénin)	15	3	20,00%
Cadre Nationle des Transformateurs de Riz du Bénin (CNTR-B)	13	4	30,77%
Fédération des Unions de Producteurs du Bénin (FUPRO-Bénin)	21	3	14,29%
Total	160	52	32,50%

Source: info reçue par mail d'ANAF et FUPRO, 2017

La FUPRO est en réseau au niveau national avec la Plate-forme Nationale des Organisations de Producteurs et Producteurs Agricoles (PNOPPA), la Plate-forme des Associations de la Société civile du Bénin (PASCIB), le Réseau des Chambres Nationales d'Agriculture du Bénin (R-CNAB) et la Maison de la Société civile (MSC). Le réseautage de la FUPRO au niveau sous-régional concerne le Réseau Ouest-Africain des Organisations de Producteurs et Producteurs Agricoles (ROPPA), le Réseau Ouest-Africain des Céréaliers (ROAC) et le Réseau Bilital Marobe.

Les organisations professionnelles ont néanmoins des défis à affronter en termes de communication avec la base et de partage des informations et des connaissances. L'approche d'appui par filière pourra renforcer la collaboration entre la base et les structures fédératrices, ainsi que la participation effective et efficace des femmes.

Recommandations

- Demander aux OPA de partager le suivi des indicateurs genre et les rapports des activités avec le MAEP pour faire apparaître les contributions des structures faitières afin de réduire les inégalités et orienter les actions des plans d'investissements
- Encourager le travail en synergie entre les OPA
- Renforcer les OPA faitières des agricultrices sur le plan institutionnel
- Identifier et valoriser les bonnes pratiques genre des OPA

4.10 Genre et planification du développement

En 2015, la prise en compte de la dimension genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités des différentes structures du secteur agricole sont estimées être à un assez bon niveau. En effet, la vingtaine de projets et programmes inscrits au portefeuille du Ministère intègrent tous la dimension genre dans leur planification. Certains disposent de documents de stratégie genre et de plans d'actions genre qui constituent des outils de suivi pour une meilleure prise en compte du genre dans leurs différentes interventions.

De même, au niveau des directions techniques, directions centrales, sociétés et offices sous tutelle, l'arrêté de nomination des Points Focaux Genre (PFG) a été actualisé au bout de dix ans. Les nouveaux PFG, notamment ceux des CARDER, ont été renforcés et outillés sur les concepts de genre et développement, ce qui leur a permis de mieux sensibiliser et de suivre la prise en compte du genre dans leurs structures. Dans tous les domaines du secteur agricole, le genre est devenu une pratique courante malgré les réticences observées par endroits.

Plusieurs cadres du Ministère placés sur la chaîne PPBS et les Points Focaux Genre ont bénéficié de formations sur la budgétisation sensible au genre avec l'appui technique et financier de Pro-Agri. En outre, certains agents des SCDA ont bénéficié de la formation sur l'intégration du genre dans le conseil agricole avec l'appui technique et financier de l'AIMAEP II, ce qui leur a permis de mieux prendre en compte les spécificités des femmes et des hommes dans l'accompagnement des producteurs et productrices.

Au cours de cette même année, la stratégie genre du Ministère a été renforcée par des notes de services désignant des Répondants ou Chargés de genre (RG/CG) au niveau des SCDA, leur permettant ainsi de mieux internaliser les actions genre auprès des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et des producteurs individuels, ce qui a permis d'améliorer l'implication des femmes dans les instances de prise de décision et d'assurer leur autonomisation.

En perspective, pour en faire une réalité dans le secteur agricole, il convient de mettre l'accent sur la budgétisation sensible au genre, la présentation des données désagrégées par sexe, la poursuite de l'intégration du genre dans le conseil agricole et le renforcement des capacités de tous les maillons de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie genre dans le secteur.

De même, le Plan d'Action Genre du MAEP étant arrivé à terme, la Cellule genre, avec l'aide des partenaires techniques et financiers, compte conduire son processus d'évaluation et d'actualisation conformément aux orientations du PSRSA.

Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche exécute le PNIA et a un important rôle à tenir dans l'exécution du cadre de coopération de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition et le Projet multisectoriel de l'alimentation, de la santé et de la nutrition (PMASN). L'Objectif 5 du projet est de renforcer l'autonomisation économique des femmes dans le secteur agricole et rural. Résultats attendus: (i) élaborer et mettre en place un système d'information et de communication sur le genre pour un changement de comportement dans le secteur agricole et rural; (ii) améliorer la prise en compte du genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets/programmes et actions dans le secteur agricole; (iii) mettre en place des mesures rendant effectives l'égalité et l'équité homme-femme dans l'accès à la formation, à l'alphabétisation et aux structures de prise de décision dans le secteur.

La revue de la mise en œuvre du cadre de coopération de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2013, 2014 et 2015 fait entre autres le point des activités de la prise en compte du genre:

- Dans le cadre de collaboration avec les entreprises et en général le secteur privé à travers la signature des lettres d'intention pour investir dans le secteur agricole, 23 entreprises béninoises ont signé des lettres d'intention, 16 ont effectivement démarré leurs activités et les investissements prévus sont partiellement réalisés. Les investissements réalisés portent sur l'ensemble des chaînes de valeur agricole, de l'approvisionnement en facteurs de production (semences, aliments pour le bétail, équipements, matériels agricoles, usines de transformation, laboratoires d'analyse) à la transformation/commercialisation de produits finis (ananas, beurre de karité, noix de cajou, coton, produits laitiers, produits de pêche), en passant par l'aménagement des terres.
- Quand on s'intéresse à la promotion des femmes au sein du secteur privé, on constate que sur les 20 entreprises contactées, cinq PME sont dirigées par des femmes. Le rapport mentionne également les chiffres d'emplois féminins et masculins mais sans précisions sur la qualité d'emploi et l'égalité dans les conditions d'emploi et de rémunération. Il serait important de mener une évaluation de la qualité de l'emploi.
- Les hommes restent en 2016 les principaux bénéficiaires avec 79% contre 21% de femmes.

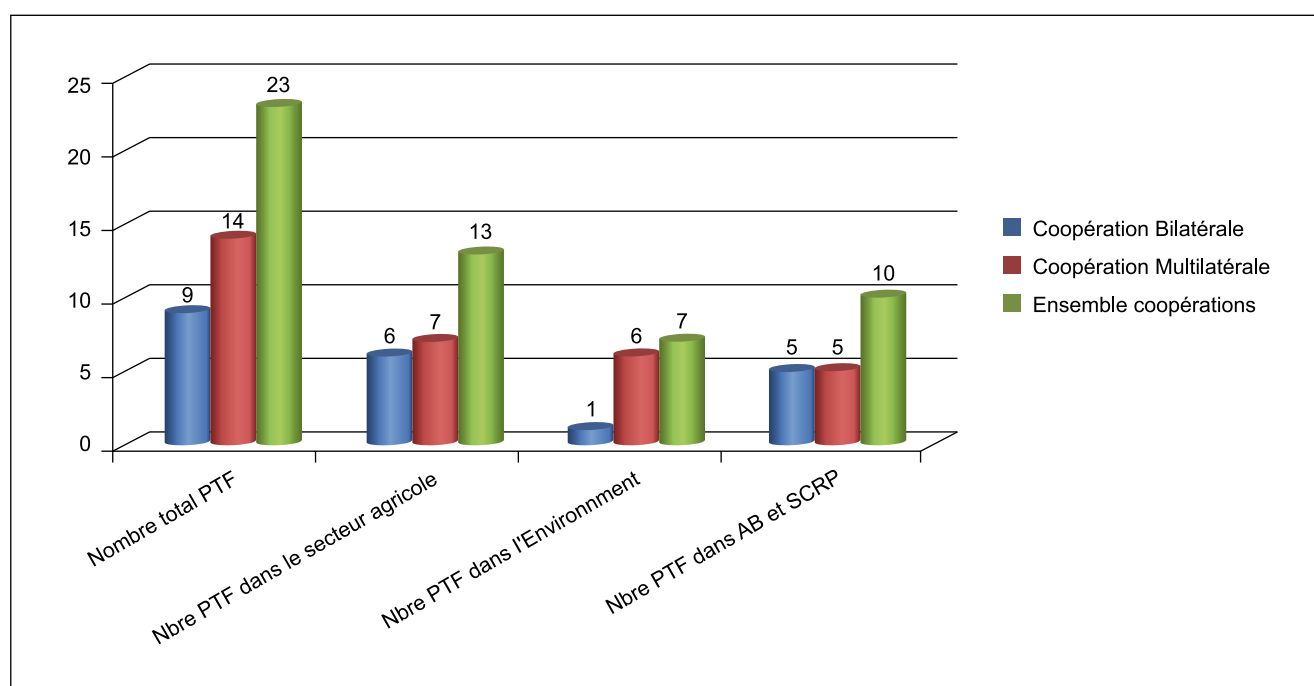
D'importants appuis ont également été apportés par les agences non étatiques, entre autres par la Chambre nationale d'agriculture du Bénin (CNAB) avec le suivi des entrepreneurs et la formation de nombreuses femmes dans les activités de transformation des produits agricoles (voir en annexe le tableau issu du Rapport d'évaluation de la performance du secteur agricole 2015).

En termes d'accès à l'information et la formation égalitaires pour les hommes, les femmes et les jeunes, les différents plans de formation élaborés tiennent compte de l'équité hommes-femmes d'une part et prennent également en compte l'accès des jeunes à la connaissance agricole d'autre part.

Les partenaires techniques et financiers

Le secteur agricole constitue l'une des zones de concentration des interventions des Partenaires techniques et financiers (PTF). En effet, sur un total de 23 PTF qui interviennent dans les secteurs clés de l'économie béninoise, 13 sont dans le secteur agricole dont 7 à travers la coopération multilatérale et 6 à travers la coopération bilatérale.

Graphique 6: Répartition des PTF par secteur clé de l'économie béninoise



Les PTF ont leur propre stratégie et politique genre et le rapportage désagrégué par sexe, et souvent par groupe d'âge, est une pratique standard.

Les PTF qui ont financé des formations en matière de genre au niveau des différents ministères sont entre autres la Banque mondiale, la CEDEAO, la Coopération danoise, la Coopération néerlandaise, WILDAF Bénin, l'USAID, la CTB, l'UNFPA, le PNUD, CARE Bénin, PADSA, la FAO, la DANIDA, la Coopération suisse, la GIZ, l'INPF, l'UNICEF, le FAWE et les Pays-Bas. Les répondants n'ont pas été en mesure de faire la part de ces financements (Source: Rapport provisoire diagnostique AgriPro-GiZ, 2016).



© FAO / L. Lizzi

Femme pagayant un canot parmi la jacinthe d'eau dans le lac Nokoue.

5. Evaluation genre de la mise en œuvre et des impacts des PNIA

5.1 Impact

Pour le suivi de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRП) de la période 2011-2015, le Gouvernement a retenu un dispositif amélioré de suivi-évaluation qui met l'accent sur une forte implication des parties prenantes et un partage clair des rôles et responsabilités des acteurs. Son objectif est de disposer à terme d'un système national adéquat, capable de mesurer périodiquement la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la pérennité des actions menées dans le cadre de la mise en œuvre de la SCRП. En d'autres termes, le système mis en place permettra non seulement d'obtenir une meilleure connaissance des conditions de vie des populations, mais également d'apprécier les résultats et impacts des politiques, programmes et projets de développement mis en œuvre dans le cadre de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté, en rapport avec l'environnement social, culturel, économique, politique et géographique du pays.

A cet effet, plusieurs réformes ont été engagées pour assurer, entre autres, le suivi de la pauvreté (définitions utilisés par INSAE présentées en annexe 10) et des conditions de vie des ménages au Bénin avec pour grand défi d'assurer efficacement le suivi et l'évaluation des stratégies contenues dans la SCRП pour une meilleure réorientation des politiques de développement et de lutte contre la pauvreté. Cette analyse est basée sur l'Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages (EMICoV) réalisée en 2015.

Des analyses il ressort une aggravation de la pauvreté monétaire de 3,9 points, passant de 36,2% en 2011 à 40,1% en 2015. Cette situation pourrait s'expliquer par la contraction des dépenses de consommation couplée à la légère hausse des inégalités entre 2011 et 2015. Il y a eu une légère baisse de la pauvreté non monétaire de 1,5 point, passant de 30,2% en 2011 à 28,7% en 2015. Le recul progressif de la pauvreté non monétaire ces dernières années est signe d'une amélioration dans l'accès aux infrastructures de base. En effet, l'incidence de la pauvreté non monétaire est passée de 42% en 2006 à 28,7% en 2015, soit une baisse d'environ 13,3 points.

Le sexe du chef de ménage joue un rôle important dans l'analyse des conditions de vie des ménages au Bénin. La pauvreté monétaire touche davantage les personnes vivant dans les ménages dirigés par les hommes alors que les ménages dirigés par les femmes sont davantage touchés par la pauvreté non monétaire (entre autres accès aux infrastructures de base).

En effet, l'incidence de pauvreté monétaire au niveau des ménages dirigés par un homme s'est établie à 40,2% (38% en 2011) contre 39,7% (27,6% en 2011) pour ceux dirigés par une femme en 2015.

Le noyau dur de la pauvreté est constitué de l'ensemble des ménages ou des individus qui cumulent les différentes formes de pauvreté (monétaire et non monétaire). Cet indicateur permet de mieux cerner les populations les plus défavorisées qui, après ciblage, devraient bénéficier des interventions publiques visant à lutter efficacement contre la pauvreté. Il est estimé à 15,3% en 2015 contre 13,6% en 2011, soit une hausse de 1,7 point. Les personnes de cette classe sont pauvres sans ambiguïté, puisqu'elles ont à la fois de faibles dépenses de consommation et souffrent de privations en termes d'actifs et de conditions de vie.

En revanche, la pauvreté non monétaire touche environ 1,3 fois plus les ménages dirigés par les femmes que ceux dirigés par les hommes. Ces tendances confirment celles mises en évidence dans le rapport sur

l'évaluation de la pauvreté au Bénin (INSAE, 2014). Le résultat observé, notamment en ce qui concerne la pauvreté monétaire entre 2011 et 2015 (moindre au niveau des ménages dirigé par une femme), pourrait également s'expliquer entre autres par le fait que les femmes chef de ménage bénéficient généralement d'autonomie économique suffisante, résultant en partie de leur situation matrimoniale, de la taille du ménage et de leurs secteurs d'activités. Il convient de mentionner que la baisse de l'incidence de pauvreté observée au niveau des ménages dirigés par les femmes pourrait aussi s'expliquer par le fait que les femmes bénéficient de plus en plus d'opportunités à effet direct sur le niveau de vie telles que l'accès au crédit, par exemple le Programme Micro-crédit aux Plus Pauvres ce qui peut contribuer au développement ou à la diversification d'activités génératrices de revenu. (Voir plus de détails en annexe)

L'évaluation 2013 de la pauvreté au Bénin (INSAE, 2013) concluait que les obstacles fondés sur le sexe qui expliquent les inégalités d'accès en termes de pouvoir économique sont liés au niveau d'instruction, à la taille du ménage, au type d'emploi, à la catégorie socioprofessionnelle, à la branche d'activités, au milieu de résidence, à l'âge, au statut migratoire et à la situation matrimoniale. Ils constituent des facteurs de différenciation du niveau de pauvreté aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Toutefois, la taille du ménage met en exergue le fardeau du travail sans rémunération qui caractérise les femmes.

La branche agriculture hors coton expose indistinctement les femmes et les hommes à un niveau de pauvreté plus élevé. Ce résultat sous-entend l'existence de différences sexo-spécifiques de productivité agricole qui pourraient s'expliquer par les inégalités d'accès aux intrants agricoles et à la technologie. La branche agroalimentaire semble plus profitable aux hommes qu'aux femmes. Alors qu'elle présente un risque de pauvreté moindre chez les femmes chefs de ménages, l'agroalimentaire entraîne un risque de pauvreté plus élevé que la pauvreté des femmes travaillant dans l'agriculture, hors coton. Le niveau d'instruction de la femme pourrait être un handicap pour sa pleine réussite dans la branche agroalimentaire (industrie et artisanat).

La taille du ménage constitue également un déterminant important des inégalités d'accès. En effet, une famille de plus de 8 personnes accroît la pauvreté chez la femme plus que chez l'homme: le risque pour un ménage de 3 personnes est multiplié par 15,67 chez les hommes alors que chez les femmes le risque est multiplié par 18,67. La grande taille et la composition du ménage prédisposent essentiellement les femmes à des travaux familiaux non rémunérés. En effet, les femmes mariées chef de ménage ont 11 à 12 fois plus de risque de connaître la pauvreté monétaire et le noyau dur de la pauvreté que les célibataires ou les divorcées. Ce risque est respectivement multiplié par 15 et 10 par rapport aux ménages dirigés par les hommes. Ce résultat souligne ainsi l'influence des dynamiques au sein du ménage et du fardeau du poids démographique sur le bien-être des ménages.

Tableau 22: Incidence de pauvreté et sexe du chef de ménage

	2011		2015	
	Incidence de la pauvreté monétaire PO (%)	Incidence de la pauvreté non monétaire PO (%)	Incidence de la pauvreté monétaire PO (%)	Incidence de la pauvreté non monétaire PO (%)
Homme	38,0 (0,018)	28,2 (0,017)	40,2 (0,018)	27,1 (0,015)
Femme	27,6 (0,037)	39,9 (0,040)	39,7 (0,040)	36,3 (0,037)
Ensemble	36,2 (0,016)	30,2 (0,016)	40,1 (0,016)	28,7 (0,014)

Source: INSAE, EMICoV 2015 et 2011 / NB: (.) = Erreur standard de la moyenne

Des analyses du rapport de suivi de la pauvreté (INSAE 2015) il ressort également une forte corrélation de la pauvreté par les inégalités et les attributs de la population que sont la taille du ménage, le milieu de résidence, le niveau d'instruction et le sexe du chef de ménage. Le niveau des inégalités a connu une légère hausse, plus accentuée au niveau des femmes entre 2011 et 2015. Pour les ménages dirigés par les femmes, l'indice est passé de 0,441 en 2011 à 0,454 en 2015, soit une hausse de 0,013 point contre une hausse de 0,003 point pour ceux dirigés par les hommes.

Tableau 23: Inégalités selon le sexe du chef de ménage entre 2011 et 2015

	2011	2015
Homme	0,469 (0,005)	0,472 (0,005)
Femme	0,441 (0,009)	0,454 (0,008)
Ensemble	0,464 (0,005)	0,470 (0,004)

Source: INSAE, EMICoV 2015 et 2011 / NB: (.) = Erreur standard de la moyenne

Suivant l'indicateur de pauvreté, le bilan d'amélioration durant la période d'exécution du PNIA 2011-2015 était négatif et le fait que la branche agricole et le milieu rural soient les plus exposés à un niveau de pauvreté plus élevé n'est pas encourageant. Une note d'analyse du groupe AFRIPERF (Plateforme associative Afrique Performance) sur 10 ans de mise en œuvre de l'ECOWAP fait ressortir un nombre de faiblesses dans la mise en œuvre de l'ECOWAP et du PDDAA qui ont débouché sur l'élaboration et l'adoption du Programme Régional d'Investissement Agricole (PRIA) et des Programmes Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA).

D'après l'un des constats de la plupart des acteurs, les programmes (PNIA, PRIA) n'ont pas suffisamment pris en compte certaines questions majeures et défis divers de l'agriculture ouest-africaine tels que (i) la dimension genre, avec l'intégration des mesures et résultats sexo-spécifiques dans la planification des actions, (ii) la nutrition, considérée comme l'un des indicateurs majeurs de l'insécurité alimentaire, (iii) les défis de la variabilité et du changement climatique et (iv) la question de l'emploi des jeunes et de l'exclusivité de la croissance agricole.

Des améliorations de la production agricole, de l'élevage et de la pêche ont été réalisées au Bénin mais pas au point de réduire le déficit de la balance commerciale, et l'importation des produits a continué à augmenter.

Les faiblesses observées au niveau de la croissance agricole (surface exploitée, production, rendement) sont liées à plusieurs facteurs: pluviométrie et climat, accès à la terre, financement et efficacité des investissements, infrastructures de conservation d'énergie et de transport, niveau élevé des pertes post-récolte, faible modernisation des exploitations agricoles familiales (mécanisation, transformation des produits, énergie, etc.). Autres éléments: appauvrissement des sols, répartition déséquilibrée des revenus issus des différents maillons des chaînes de valeur ajoutée, faible amélioration des conditions de vie, de travail et de sédentarisation des femmes et des jeunes en milieu rural.

L'engagement de consacrer 10% des budgets à l'investissement agricole (engagement de Maputo renouvelé à Malabo) sur la base des dépenses réelles du budget n'a pas été réalisé (voir page 50) et est passé de 4,73% en 2011 à 6,9% en 2015. Tout ceci a contribué au fait que le PNIA n'a pas encore impacté de façon projetée le niveau de pauvreté des populations, l'accès aux services sociaux de base, l'amélioration des infrastructures énergétiques²⁰ (Rapport INSAE, Enquête sur la consommation de l'électricité au Bénin, juillet 2015) et du transport en milieu rural, les niveaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, l'autonomisation des femmes, l'emploi des jeunes et la qualité de vie dans les zones rurales.

La prise en compte complète et cohérente de la question du genre avec l'intégration de mesures et résultats sexo-spécifiques dans la planification des actions et une budgétisation sensible au genre n'est pas encore atteinte dans la proposition (version provisoire) du PNIASA 2017- 2021.

En matière de renforcement de l'autonomisation économique des femmes dans le secteur agricole, il faut noter que des efforts ont été entrepris avec (i) la prise en compte de la problématique du genre dans la conception du plan stratégique de relance du secteur agricole et (ii) un plan d'action sur le genre (2011-2015) disponible et opérationnel mais qui demande une mise à jour et l'analyse des moyens pour obtenir plus d'adhésion et des actions sexo-spécifiques au niveau de la base et d'informations au niveau central.

20. L'analyse des résultats du graphique ci-après montre que dans l'ensemble, seulement 34,7% des ménages sont connectés au réseau électrique SBEE. En milieu urbain, la proportion de ménages connectés est estimée à 54,5% contre 20,8% en milieu rural.

Les efforts d'information, formation des cadres au niveau central, départemental et communal ont appuyé son opérationnalisation. La formation des cadres impliqués dans la budgétisation, et dernièrement dans l'analyse des informations de suivi et évaluation, ont contribué à une amélioration des pratiques dans la mise en oeuvre de collecte des données du MAEP (surtout au niveau des cultures vivrières). Pro-Agri (GiZ) et AI-MAEP (BTC) ont contribué au changement et à l'approfondissement des réflexions sur un compendium et des guides et outils/méthodes (BSG ou un guide de prise en compte du genre dans les politiques sectorielles, notamment agricoles et de sécurité alimentaire). Ce compendium pourrait contenir entre autres la démarche et les outils appropriés pour la prise en compte du genre dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et programmes, cartographie des incidences genre dans le traitement et l'analyse des données statistiques.

Le rapport du diagnostic de la mise en œuvre de la dimension genre dans le processus budgétaire a permis d'identifier les lacunes dans le système de budgétisation et mise en œuvre. L'accompagnement et le suivi par la Cellule genre ont permis également de réaliser des améliorations au niveau d'un nombre de départements (CARDER). L'un des défis consiste à rendre visible au niveau central l'amélioration réalisée au niveau communal et départemental; le conseiller technique du programme ProAgri envisageait une analyse du phénomène pour ajuster les méthodologies.

Le diagnostic a fait ressortir la compréhension du concept genre par les acteurs du secteur agricole (points focaux genre) et leur niveau de capacité d'intégrer le genre dans leur travail de planification, programmation, budgétisation et suivi des indicateurs. Les faiblesses sont liées au manque d'accompagnement et dans certains cas, au manque de volonté. Le rapportage et la planification au niveau local sont restreints par le cadre de planification qui ne prévoient pas certaines désagrégations. Les outils testés dans certaines communes (outcome mapping/cartographie des incidences) devraient être appliqués dans les autres départements et communes.

L'accès équitable aux différents types de conseil agricoles et l'actualisation de la Stratégie Nationale de Conseil Agricole²¹ prévu dans le PNIA 2017-2021 sont des opportunités pour garantir l'accès équitable des femmes aux différents types de conseil agricole, y compris au Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles. Les contraintes des femmes, entre autres en terme d'analphabétisme (taux d'alphabétisation des hommes de 59,6% et des femmes de 43,9%, MICS 2015), devraient être prises en compte dans le service des conseils agricoles (voir le résultat de l'évaluation du ProSam page 68).

Dans le cadre du PNIA, une autre contrainte à prendre en compte est l'utilisation des TIC qui permettront également la traçabilité, la vente et l'achat de produits agricoles en ligne ou via le téléphone portable dans les domaines de distribution et de commercialisation où les femmes rurales sont les plus actives. Le document PNIA ne fait pas référence aux inégalités, obstacles et contraintes des femmes et des jeunes comparativement aux hommes.

La diversification agricole – souvent importante pour les ménages dirigés par les femmes et réalité pour la majorité des exploitations familiales qui sont polyvalentes – se heurte à l'absence de stratégies de répartition équitable des efforts publics sur les différents sous-secteurs (production végétale, pêche, élevage, maraîchage, horticulture, etc.) en termes de cohérence entre la politique commerciale, entre autres, une meilleure orientation vers le secteur privé (qui est sous le mandat du Ministère du commerce et non du MAEP) et les politiques sectorielles afin que le commerce, où plus de femmes sont impliquées, soit un facteur de croissance inclusive et durable. Il serait important de veiller à ce que les stratégies de mise à niveau des chaînes de valeur garantissent une répartition équitable des facteurs de production et de valeur ajoutée au niveau des diverses fonctions de la chaîne de valeur.

Le CAN exécute plusieurs programmes relatifs à la sécurité alimentaire et la nutrition et dans le cadre du PNIA 2017-2021, une collaboration concertée permettra d'intégrer la dimension de l'autonomisation de la femme et la collaboration avec le secteur privé; l'emploi décent et l'emploi des jeunes dans la croissance agricole pourront également être abordés.

21. Le conseil agricole est un processus d'accompagnement d'ensemble de l'exploitation des producteurs, avec cinq types de conseil: le Conseil Technique Spécialisé (CTS), le Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles (CGEA), le Conseil à l'Accès au Marché (CAM), le Conseil à l'Organisation et à la Planification Locale (COPL) et le Conseil à l'Alimentation et à la Nutrition Appliquée (CANA)

L'application de l'approche genre afin de rendre les populations très pauvres moins vulnérables aux chocs économiques exogènes et intégrer la protection sociale est nécessaire.

Les conditions de vie en milieu rural sont peu attrayantes et une amélioration des infrastructures de base telles que le transport, la communication et l'énergie rurales serait une motivation pour les jeunes de s'engager dans l'agriculture et créerait de meilleures conditions pour les microentreprises.

Il existe un autre défi pour la cellule genre: visualiser l'impact de la prise en compte du genre et opérationnaliser un plan de communication pour fournir les résultats au niveau des services départementaux et communaux et aux autres ministères.

5.2 Bonnes pratiques de prise en compte du genre en matière de programmation et mise en œuvre

Le PNIASAN 2017-2021, en tant que programme conçu pour réduire la pauvreté, prend en compte la dimension genre en cherchant à prendre en considération les intérêts stratégiques et les besoins pratiques des plus vulnérables (femmes et jeunes) afin d'impacter leur niveau de vie. La démarche consiste à assurer aux groupes cibles (hommes et femmes) un accès équitable aux moyens de production.

En termes de bonnes pratiques de prise en compte du genre, le MAEP pourra mettre en évidence les éléments suivants:

- Les diagnostics (outcome mapping/cartographie des incidences) et les statistiques du secteur agricole (production végétale, UEMOA pêche) ont permis une meilleure prise en compte du genre. Le cycle de formation systématique couvrant diagnostic, collecte des données, indicateurs sensible au genre, suivi et analyse genre des données collectées a permis de renforcer les capacités des cadres au niveau micro, méso et macro.



©FAO/Simon Maina

Les agriculteurs locaux vérifient leurs récoltes.

- Les exercices d'analyse des chaînes de valeur selon l'approche Value Links (GiZ) ont permis de disposer de plus de détails sur la participation des hommes et des femmes dans les CVA (pour les secteurs prioritaires). Les processus de planification et d'identification des actions de mise à niveau de la chaîne de valeur sont participatifs et inclusifs et les plateformes des CVA ont des représentants, hommes et femmes, des différentes fonctions de la CVA. Le processus est une opportunité pour les conseils agricoles d'organiser des activités sexo-spécifiques et il contribue à augmenter la participation des femmes dans les forums de discussions et de prise de décision.
- L'accompagnement du MAEP par les projets AI-MAEP (CTB) et ProAgri-GiZ du MAEP a permis un renforcement de capacités des acteurs au niveau micro, méso et macro et l'analyse systémique du processus de mise en œuvre des politiques, stratégies et plans genre. L'accompagnement a permis à la cellule genre de MAEP de travailler pour atteindre (i) une compréhension des principes de base de l'approche genre à tous les niveaux de décisions, (ii) une collecte des données désagrégées, (iii) un processus de diagnostic sensible au genre au niveau des villages, (iv) une méthodologie de planification sensible au genre et (v) une application d'une budgétisation selon le genre à travers la formation des acteurs de la chaîne de planification et budgétisation du Ministère.
- Le recrutement d'un facilitateur externe pour faire le diagnostic sur la prise en compte du genre, entre autres dans la planification et la budgétisation, a permis d'intégrer dans le processus (Pro-Agri GiZ) une expertise de la société civile. Le facilitateur externe accompagne la cellule genre du MAEP dans la mise en œuvre des recommandations.
- Plusieurs exemples de réussite d'application des approches sensibles au genre au niveau des projets et des interventions des conseils agricoles dans l'Atacora Donga et l'Ouémé ne sont pas encore capitalisés. La cellule genre est consciente du fait que les exemples montrant que la prise en compte du genre a un effet significatif sur la réduction de la pauvreté seront à partager à travers un plan de communication genre.



- La bonne collaboration avec des partenaires dans l'élaboration des politiques et stratégies sensibles au genre, par exemple le Plan stratégique de développement de l'agriculture urbaine et périurbaine au Bénin élaboré en collaboration avec la FAO en avril 2016.
- Le savoir-faire disponible au niveau des PTF (entre autres Oxfam) pour l'application de l'approche de l'économie des ménages avec une analyse des causes de la vulnérabilité des hommes et des femmes à l'insécurité alimentaire au niveau des ménages qui permet de combler la lacune d'analyse avec une perspective de genre.

L'analyse diagnostique (AgriPro-GiZ) au niveau des points focaux genre des ministères a fait ressortir des insuffisances, ce qui a limité les opportunités de succès. Citons entre autres:

- l'application des nouvelles connaissances dans le domaine de prise en compte du genre au niveau micro qui est limitée par certains systèmes au niveau macro
- une faible application de la budgétisation sensible au genre au niveau central et départemental, ce qui limite les possibilités d'exécution des activités sexo-spécifiques au niveau micro
- une faible capacité financière et une insuffisance de leadership des points focaux genre pour la mise en œuvre au niveau des communautés des activités sexo-spécifiques
- une faible adhésion des acteurs au niveau départemental et communal aux directives de la Direction pour le suivi et le rapportage ne permettant pas la capitalisation des actions genre dans le secteur.

Autres observations faites au cours des entretiens:

- faible implication du Ministère en charge de la promotion de la femme dans les processus de planification et budgétisation du PNIASAN 2017-2021
- peu d'exploitation du potentiel d'une synergie entre le MAEP-PNIA 2011-2015 avec le programme Nouvelle Alliance G8 et le CAN qui a pourtant une composante dédié à l'autonomisation de la femme
- moindre implication du secteur privé dans la mise en œuvre du PNIA mais forte implication dans la Nouvelle Alliance G8 et le CAN.



Femme préparant de la nourriture pour les pêcheurs dans la ville portuaire de Cotonou

6. Conclusions et recommandations

En conclusion, cette évaluation a fait ressortir que le Bénin dispose de l'arsenal juridique nécessaire et favorable à la prise en compte du genre dans le cadre de la promotion des secteurs de l'agriculture et du développement rural. La mise en œuvre du PNIA a permis de noter des avancées dans le domaine à travers l'amélioration de l'accès des femmes et des hommes aux facteurs de production et de transformation, l'augmentation de la production et de la productivité des petites exploitations agricoles, l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des petits producteurs et productrices agricoles, ainsi que de la valorisation et la mise en marché des productions agricoles pour certains CVA.

Pour une meilleure prise en compte du genre dans le PNIA II, la consultation recommande de:

- Systématiquement mettre en application les dispositions du Pacte Régional de Partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA à l'horizon 2025 qui invite les Etats membres à "améliorer la gouvernance des politiques agricoles en renforçant la conformité aux principes de l'égalité et de l'équité des sexes et la redevabilité pour leur application".
- Domestiquer l'Acte additionnel relatif aux droits des femmes et des hommes pour un développement durable dans l'espace CEDEAO qui contient également des mesures liées à l'autonomisation des femmes dans l'agriculture.
- Prendre des dispositions pour la mise en œuvre effective du Protocole de Maputo, de l'Acte additionnel relatif aux droits des femmes et des hommes pour un développement durable dans l'espace CEDEAO adopté par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement tenu à Accra en mai 2015, et des Déclarations suivantes des sommets de l'Union Africaine : 2015 comme « l'Année de l'autonomisation des femmes et du développement pour la concrétisation de l'Agenda 2063 »; 2016 comme « l'Année Africaine des droits de l'homme, avec un accent particulier sur les droits des femmes »; et la Déclaration de Malabo sur la « Croissance et la Transformation Accélérées de l'Agriculture en Afrique pour une Prospérité partagée et l'Amélioration des Moyens d'Existence ».
- Veiller à la mise en œuvre effective des dispositions en matière d'égalité entre les hommes et les femmes contenues dans les ODD dans Agenda 2030.
- Promouvoir la discrimination positive dans le recrutement et la nomination des femmes aux postes de décisions dans le MAEP et au niveau des directions des CARDER.
- Procéder à l'évaluation et l'actualisation du plan d'action genre du MAEP.
- Maintenir la structure actuelle d'un chef de cellule genre avec ses collaborateurs et répondants genre au niveau communal et départemental, et continuer la pratique des nominations des points focaux. Il convient également de maintenir et renforcer la cellule genre au niveau du MAEP pour garantir l'application des lois et des adhésions aux conventions et accords auxquels le Bénin a adhéré. La nomination des points focaux ayant mandat spécifique pour l'application de la transversalité du genre à tous les niveaux du MAEP permettra de valoriser les acquis et résultats de plusieurs années de renforcement des capacités.
- Rendre obligatoire l'utilisation d'une budgétisation sensible au genre car le nerf de la guerre restera le financement des actions sexo-spécifiques et la fonctionnalité des points focaux genre. La budgétisation sensible au genre nécessite une base de données et d'informations et un diagnostic du secteur désagrégé

selon le genre, la planification et la programmation conséquente et des indicateurs de suivi sensibles au genre.

- Capitaliser sur les réflexions actuellement en cours au niveau des organisations d'AFAO, du leadership technique de WILDAF, de l'expertise d'OXFAM et de la forte implication du ROPPA, du RBM, de la POSCAO et d'APESS sur la prise en compte du genre dans la politique agricole.
- Renforcer les efforts pour la collecte des données statistiques désagrégées par sexe et l'application par les cadres formés d'une analyse et d'une utilisation de ces données dans l'élaboration, la budgétisation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du PNIA de seconde génération.
- Identifier des actions concrètes au niveau du secteur pouvant aider à réduire les inégalités et promouvoir un développement durable, sur la base des diagnostics au niveau des communautés. Il s'agit de généraliser l'application de l'outil *d'outcome mapping*/cartographie des incidences permettant de comprendre les priorités des femmes et des hommes et traduire ces priorités en actions sexo-spécifiques. L'accent doit être mis sur l'implication du genre lors de la mise en œuvre avec un accent particulier sur l'affectation des ressources au niveau micro en vue de promouvoir un vrai entrepreneuriat féminin au sein du secteur agricole.
- Veiller à ce que dans l'élaboration de la loi d'Orientation agricole, il soit donné un statut aux femmes dans le travail agricole au sein des exploitations de leurs maris.
- Renforcer l'utilisation des données issues des exercices d'analyse des chaînes de valeur dans le processus de planification et d'identification des actions de mise à niveau de la chaîne de valeur dans la budgétisation selon le genre et l'identification des indicateurs sensibles au genre.
- Poursuivre les efforts entrepris pour une professionnalisation accrue des acteurs féminins en vue d'assurer une transition des microentreprises vers des unités de production plus performantes, capables de générer une valeur ajoutée significative. Les mesures de professionnalisation doivent être initiées dans un cadre concerté impliquant notamment les principaux acteurs féminins, le secteur privé et les services intégrés d'appui aux entreprises. Ces interventions et appuis doivent être budgétisés et institutionnalisés.
- Susciter au niveau des Directions techniques des réflexions sur les enjeux genre et les besoins d'action quant au développement de l'entrepreneuriat dans le secteur et l'application de l'approche des "clusters". Il s'agira d'identifier les défis spécifiques aux femmes pour parvenir à participer à ces clusters et entreprendre des actions pour permettre la participation égale des hommes, des femmes et des jeunes.
- Etablir une collaboration intensive avec le programme de la Nouvelle Alliance dans le domaine d'accès des entreprises gérées par les femmes et les jeunes aux ressources financières et d'accompagnement (coaching et apprentissage adaptés). Promouvoir les échanges et accompagner une réelle transition vers des modes productifs plus modernes.
- Capitaliser et rendre visibles les actions genre au sein du secteur à travers des publications écrites ou audio-visuelles et mettre en œuvre une stratégie de communication genre.
- Formuler des indicateurs sexo-spécifiques dans le PNIASAN 2017-2021, entre autres un indicateur sur le ratio des bénéficiaires femmes du FNDA qui serait rendu fonctionnel au cours du PNIASAN 2017-2021 car une des inégalités à réduire dans le processus de professionnalisation des microentreprises est l'inégalité dans l'accès au crédit. L'accès au capital financier est le facteur déterminant dans le processus d'élargissement des entreprises. La majorité des entreprises tenues par des femmes sont quasiment exclues du système bancaire classique. Le Fonds National de Développement Agricole (FNDA), créé par décret en janvier 2014, aura une dotation initiale de dix milliards de FCFA.
- Prévoir plus d'appui-conseil auprès des systèmes de stockage-crédit nature (warrantage) et mettre en place un réseau de magasins de warrantage pour renforcer les acteurs et actrices.
- Inclure des informations précises sur les intérêts et besoins d'appui à l'autonomisation des femmes dans les activités post-récolte (y compris des indicateurs sensibles au genre et la budgétisation selon le genre).
- Prévoir une évaluation pour pouvoir identifier des faiblesses en termes de capacités de gestion des organisations paysannes et l'application d'une approche entrepreneuriat par les transformatrices. Intégrer le renforcement des capacités des OP dans le PNIASAN. Autres aspects à renforcer: établissement de

normes pour la qualité du lait produit (stabilité, durée de vie) et autres produits agro-alimentaires, formation des transformatrices sur les technologies et innovations, étude de faisabilité et d'appui à des groupements de femmes pour l'élaboration d'un plan d'affaires.

- Le FADeC-agriculture pour les investissements structurants doit tenir compte de l'avis des femmes et de leurs activités spécifiques par chaîne de valeur et spécifique à chaque commune.
- Accompagner les institutions de microcrédit et autres institutions financières pour mettre en place des produits spécifiques pour répondre aux besoins des acteurs des différentes fonctions des CVA prenant en compte les contraintes et obstacles basés sur le sexe dans les CVA.
- Renforcer la synergie d'action entre le FNDA et l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB) afin d'inciter les producteurs à recourir à l'assurance agricole dans la gestion des risques liés aux changements climatiques en tenant compte des vulnérabilités sexo-spécifiques.
- Formuler un indicateur pour instaurer un pourcentage de femmes bénéficiaires des aménagements hydro-agricoles dans le cadre de la mise en œuvre du PNIASAN.
- Au moment de la mise en œuvre de l'élaboration et la révision des conseils agricoles (prévu dans le PNIASAN 2017-2021), associer les plateformes des CVA, ANAF et FUPRO et veiller à une participation égalitaire des femmes, des jeunes et des hommes dans les forums de discussion et de prise de décision.
- Garantir l'accès équitable aux différents types de conseil agricoles. L'actualisation de la Stratégie Nationale de Conseil Agricole, prévue dans le PNIASAN 2017-2021, est une opportunité pour garantir l'accès équitable des femmes, jeunes et hommes, dans le cadre d'une autonomisation et professionnalisation des entreprises au Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles. Pour garantir un accès équitable, il sera nécessaire de prendre en compte les écarts en termes d'alphabétisation (selon le MICS 2015, le taux d'alphabétisation des hommes est de 59,6% contre 43,9% pour les femmes).
- Prendre des mesures adéquates pour pallier aux contraintes liées aux inégalités dans le domaine de l'utilisation des TIC. Le PNIASAN 2017-2021 prévoit l'application des TIC qui permettront la traçabilité et la vente et l'achat de produits agricoles en ligne et via le téléphone portable. Hommes et femmes n'ont pas égalité d'accès au service de l'internet avec un écart de 8% en faveur des hommes. En terme d'utilisation d'un ordinateur, la différence entre hommes et femmes est de 4% en faveur des hommes (MICS5, 2014²²). Sachant que les fonctions de distribution et de commercialisation des CVA sont souvent dominées par les femmes rurales, l'offre des TIC prévue par le PNIASAN 2017-2021 pourrait défavoriser les femmes. Le document PNIASAN ne fait pas référence aux inégalités, obstacles et contraintes des femmes et des jeunes comparativement aux hommes dans le domaine des TIC.
- Identifier et appliquer le suivi d'un indicateur sensible au genre pour l'accès des femmes et des hommes aux différents types de conseil agricole, y compris au Conseil de Gestion aux Exploitations Agricoles. Des dispositions doivent également être prises afin de promouvoir l'accès aux centres de gestion agréés qui aident les entrepreneurs à mettre en place des structures organisationnelles plus efficaces et productives.
- Réinvestir les taxes dans le développement des infrastructures dont ont besoin les femmes qui sont actives dans la transformation, distribution, restauration et commercialisation des produits agro-alimentaires.
- Renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des producteurs face aux changements climatiques en prenant en compte les enjeux genre.
- Encourager le travail en synergie entre les OPA, renforcer les OPA faitières des agricultrices sur le plan institutionnel et identifier et valoriser les bonnes pratiques des OPA sur le genre.
- Intégrer dans les conseils agricoles la vulgarisation sur les causes sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition et promouvoir les "clubs des mamans" pour palier à la malnutrition au niveau des enfants, adolescentes et femmes enceintes.
- Intégrer des indicateurs sensibles au genre en tenant compte du "noyau dur de pauvreté" comme cible spécifique et créer plus de collaboration avec le CAN, les projets Nouvelle Alliance G8 et le programme PSDAN.

22. Voir tableau 11 page 79

- Produire des stratégies genre pour la recherche et l'amélioration des souches et semences agricoles, aquacoles et de l'élevage. Suivre l'exemple de la stratégie genre élaboré par INRAB/AfricaRice sur la recherche génétique du riz. Prévoir les moyens financiers auprès des acteurs macro, méso et micro pour mettre en œuvre la stratégie.
- Identifier les causes des inégalités et du non accès des femmes à la terre. Analyser l'état actuel des causes du non accès des femmes au foncier et formuler une stratégie d'action pour réduire les inégalités par un changement de comportement. Il s'agira ensuite d'informer les acteurs au niveau départemental, communal et les APE sur la stratégie de réduction des inégalités.
- Promouvoir auprès des autorités l'adhésion aux principes des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (FAO, 2012), entres autres à l'application du paragraphe 7.4 demandant aux Etats d'assurer que les femmes et les hommes jouissent des mêmes droits fonciers nouvellement reconnus, et que ces droits sont mentionnés dans les registres. Chaque fois que cela est possible, la reconnaissance juridique et l'attribution de droits fonciers à des individus, des familles ou des communautés devraient être faites de façon systématique en progressant zone par zone, et conformément aux priorités nationales, afin d'offrir aux personnes pauvres et vulnérables toutes les chances d'obtenir la reconnaissance juridique de leurs droits fonciers. Les personnes pauvres et vulnérables, en particulier, devraient pouvoir bénéficier d'une assistance juridique. Pour renforcer la transparence au moment où les droits fonciers sont initialement enregistrés, des méthodes adaptées à la situation locale devraient être mises en place, y compris pour l'établissement de la cartographie desdits droits
- Former les acteurs CARDER au soutien d'activités relatives au changement de comportement des chefs de terre, des autorités et des chefs de ménages pour qu'une partie du grand nombre de terres non exploitées soit allouée aux femmes et aux jeunes (filles et garçons) et aborder de façon stratégique la difficulté pour les jeunes d'acheter des terres.
- Renforcer la synergie dans les domaines d'appui à la post-capture/récolte et aux fonctions de transformation et distribution-commercialisation des produits agricoles, de l'élevage et de la pêche, entre le PNIA 2017-2021 et le cadre de coopération de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (voir en annexe), et ceci dans le cadre des engagements d'investissement du secteur privé.

Bibliographie

- Afrique performance; 2015. *Note d'analyse des 10 ans de l'ECOWAP, pour une croissance agricole inclusive et durable pour les 10 prochaines années*
- Agbo, Bernard, M. Olivier Akélé, M. Hugues Quenum; novembre 2008. *Atelier de validation de la stratégie et d'élaboration de plan d'actions de la filière volaille au Bénin*
- Agence Belge de Développement, La coopération belge au développement; 2009. *Rapport Dossier technique et financier: Appui institutionnel au MAEP pour la planification, la coordination et le pilotage sectoriel pour le développement des filières agricoles*
- Aguémon Dossa; août 2015. *Plan d'actions d'alimentation et de nutrition dans le secteur agricole*
- Allen, T. et P. Heinrigs; 2016, *Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine, Notes ouest-africaines, N°01, Éditions OCDE, Paris*
- ANAF, mai 2016. *Document de stratégie genre dans le cadre des actions de l'ANAF*
- Banque mondiale; juillet 2009. *Plan Stratégique de Développement de l'Alimentation et de la Nutrition, Partie A du Diagnostic de la Situation Nutritionnelle*
- Banque mondiale; juillet 2009. *Plan Stratégique de Développement de l'Alimentation et de la Nutrition, Partie B du Diagnostic de la Situation Nutritionnelle*
- Bureau de la coopération suisse au Bénin. *La stratégie genre de la coopération Suisse et de ses Partenaires au Bénin*
- Cabinet SIMITEC GROUPE, septembre 2014; *Etude des filières lait et viande; Projet d'appui aux filières lait et viande (PAFILAV)*
- Cadre de coopération du G8; 2013. *La "Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition" au Bénin*
- CARDER Mono-Couffo; novembre 2015. *Rapport de formation des agents des SCDA de Bopa et de Houéyogbé sur les outils d'intégration du genre dans le conseil agricole*
- Commission économique pour l'Afrique; 2011. *L'indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique*
- Commission économique pour l'Afrique; 2015. *Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique*
- CTB Bénin, La coopération belge au développement. *Inclusion du genre dans les projets de la CTB Bénin*
- CTB Bénin, J-J PESQUET, Moussiliou ALIDOU; janvier 2011. *Rapport évaluation mi-parcours, "Appui institutionnel au Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche-AI MAEP"*
- CTB Bénin, Agence Belge de Développement; octobre-novembre 2016. *Rapport général de la mission de formation des cadres du MAEP et points focaux genre à l'insertion de la dimension genre dans le traitement et l'analyse des données statistiques*

- David SOHINTO; juillet 2008. *Analyse de la rentabilité économique des chaînes de valeur ajoutée de l'ananas au Bénin*. Dieudonné KONNON; février 2011. *Rapport de l'Analyse économique et financière de trois chaînes de valeur ajoutée (CVA) de la filière karité au Bénin*
- David SOHINTO; février 2011. *Analyse de la rentabilité économique de 5 chaînes de valeur ajoutée maïs*
- David SOHINTO, Lazard AKOMAGNI. *Analyse de la rentabilité économique de la chaîne de valeur ajoutée riz*
- Direction générale de la programmation et du suivi des investissements publics; Année 2015. *Tableau de bord de suivi du programme d'actions prioritaires de la SCRP 2011-2015*
- Fonds monétaire international; septembre 2011. *Rapport du FMI n°11/307 au Bénin: Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté*
- GIZ; 2014. *Stratégie genre de la GIZ. Mise en œuvre de la stratégie genre la GIZ en 2013 et temps forts de 2014: résumé et présentation générale des résultats*
- Gnisci, D. (2016), "Women's Roles in the West African Food System: Implications and Prospects for Food Security and Resilience", *West African Papers*, No. 03, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5jlpl4mh1hxn-en>
- Groupe de la Banque mondiale; 2016. *Doing Business 2017, Egalité des chances pour tous, une publication phare du groupe de la Banque mondiale*
- Guide pour l'intégration du genre dans le PRIA et les PNIAS*
- Helvetas Bénin; 2013. *Fiche de Projet de réduction des pertes post-récolte (PostRec)*
- Helvetas Bénin; juillet 2014. *Fiche de témoignages: Projet de Réduction des pertes post-récolte-PostRec*
- INSAE; 2014. *Rapport de résultats clés de l'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS)*
- INSAE; 2012. *Effectif des étudiants et des enseignants dans l'enseignement supérieur au Bénin de 2003 à 2012*
- INSAE; 2010. *Proportion de ménages ayant subi un choc selon la nature du choc et selon les caractéristiques sociodémographiques du ménage*
- Institut National pour la Promotion de la Femme, Dr David G. HOUINSA, Ph.D.; février 2013. *Rapport final: Revue de la Littérature de l'Etude sur les Relations Homme et Femme et leur Impact sur la Vie Sociale au Bénin*
- INSAE; 2015. *Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages, 2^{ème} édition*
- INSAE; 2011. *Pourcentage de ménages ayant subi des chocs sociaux, pourcentage de ménages ayant subi des chocs économiques et pourcentage de ménages ayant subi des chocs biophysiques*
- INSAE; 2012. *Annuaire statistique 2010*
- INSAE; février 2016. *Effectifs de la population des villages et quartiers de ville du Bénin (RGPH-4, 2013)*
- INSAE; février 2016. *Principaux indicateurs sociodémographiques et économiques (RGPH-4, 2013)*
- INSAE; 2014. *Fiche de données sur la population du Bénin*
- INSAE; mai 2013. *Tableau de bord social 2012, Profils socio-économiques et indicateurs de développement, Tome I*
- Initiative du Cajou Africain (ICA). *Analyse de la Chaîne de Valeur du Secteur Anacarde du Bénin*
- INSAE, ICF International, Calverton Foundation; octobre 2013. *Enquête démographique et de santé (EDSB-IV) 2011-2012*
- INSAE et BM; octobre 2013. *Evaluation de la pauvreté au Bénin*
- Institut national pour la promotion de la femme; décembre 2012. *Etude sur l'accès des femmes aux postes de prise de décision aux niveaux décentralisé/local et national*
- INSAE, UNICEF; mai 2015. *Rapport de résultats clés, Bénin enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) 2014*

- INSAE, UNICEF; 2014. *Enquête par grappe à indicateurs multiples, Présentation des résultats, Situation des enfants et des femmes au Bénin*
- Japan International Cooperation Agency (JICA); December 2009. *Country Gender Profile (Bénin)*
- Julie Billart SOGBOSSI, Gertrude EGOUNLETY, Cellule Genre DPP/MAEP; mai 2015. *Rapport de la mission d'internalisation du plan d'action genre et d'actualisation de la feuille de route des points focaux genre des CARDER*
- KayiSéfaco AGUEY-WOGNON; janvier 2007. *Indicateurs de suivi de la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et du protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique*
- Le gouvernement de la république du Bénin au Bénin, Les Agences du Système des Nations Unies; Années 2009-2013. *Plan cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement du Bénin*
- LARES/ Soule B. G., Faridath ABOUDOU, Sanni GANSARI, Moubarakatou TASSOU, Joël D. YALLOU *Analyse de la structure et la dynamique de la chaîne de valeur du manioc au Bénin, Septembre 2013*
- LGS; 2015. *Rapport définitif: Etude spécifique sur la prise en compte du genre dans le secteur agricole et l'autonomisation de la femme rurale + 1 stéréotype de genre + exercice: 2015*
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; février 2014. *Arrêté Portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de la Direction de la Programmation et de la Prospective (DPP)*
- Ministère de la Santé, Direction de la Programmation et de la Prospective; 2009-2018. *Plan National de Développement Sanitaire*
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Direction de la Programmation et de la Prospective, Projet d'Appui à la Planification et au Suivi du Secteur Agricole (PAPSSA); février 2016. *Rapport provisoire d'Etude spécifique sur la prise en compte du Genre dans le secteur agricole et l'autonomisation de la femme rurale*
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Direction de la Programmation et de la Prospective, Cellule de Suivi et Evaluation, M. KOUASSI; 2011. *Rapport d'Evaluation du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (2011-2015)*
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; octobre 2011. *Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA).*
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Secrétariat général du Ministère, Direction générale du développement agricole, de l'alimentation et de la nutrition, Direction de la Statistique Agricole; novembre 2015. *Méthodes de collecte des données des cultures annuelles (Prévisions & réalisations) au Bénin*
- Ministère chargé des Relations avec les institutions (MCRI), Programme Société civile et Culture (PSCC), Jeanne Adjibodou MAKOUTODE, Joséphine KANAKIN; septembre 2010. *Promotion du Genre du Guide de clarification thématique APP 2010*
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et Ministère de l'économie et des finances; septembre 2010. *Plan d'Investissement Agricole 2010-2015*
- Ministère de la santé; Septembre 2009. *Plan National de Développement Sanitaire 2009-2018*
- Ministère de la famille, des affaires sociales, de la solidarité nationale, des handicapés et des personnes du troisième âge; juin 2012. *Plan stratégique 2013-2017*
- Ministère de la Santé, Direction Nationale de la Protection Sanitaire; 2008. *Politique Nationale de Promotion de la Santé*
- Ministère de la famille et de la solidarité nationale; mars 2008. *Politique Nationale de Promotion du Genre au Bénin*
- Ministère de la santé, Direction Nationale de la Santé Publique. *Politique Nationale de la Santé Communautaire*

Ministère du développement, de l'analyse économique et de la prospective, INSAE, Direction des Etudes Démographiques; juin 2015. *RGPH4: Que retenir des effectifs de population en 2013*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Direction de la programmation et de la prospective, Cellule suivi-évaluation; juin 2016. *Rapport de performance du secteur agricole, gestion 2015*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Direction de la programmation et de la prospective, Cellule suivi-évaluation; avril 2014. *Rapport de performance du secteur agricole, gestion 2013*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Direction de la programmation et de la prospective, Cellule suivi-évaluation, M. KOUASSI; 2014. *Rapport de performance du secteur agricole, gestion 2014*

Ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche, Direction de la programmation et de la prospective, service études et prospective; octobre 2016. *Rapport provisoire du Plan stratégique de développement du secteur agricole (PSDSA): Orientations stratégiques 2025 et Plan national d'investissement agricole (PNIA) 2017-2021*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; juin 2013. *Programme administration et gestion du secteur agricole*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Secrétariat Général du Ministère, Direction de l'Agriculture; janvier 2014. *Programme Développement de l'Agriculture (PDA)*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Secrétariat Général du Ministère, Direction de l'Elevage; janvier 2014. *Programme Développement de l'Elevage*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Secrétariat Général du Ministère, Direction des pêches; décembre 2013. *Programme Développement pêche et Aquaculture.*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP), Direction de la programmation et de la prospective (DPP); juin 2011. *Analyse économique des chaînes de valeur des filières poisson et crevette*

Ministère du développement rural, Direction des forêts et des ressources naturelles; 1994. *Politique forestière du Bénin et programme d'actions prioritaires*

Ministère de l'environnement chargé de la gestion des changements climatiques, du reboisement et de la protection des ressources naturelles et forestières; 2011. *Stratégie et plan d'action pour la biodiversité 2011-2020.*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Secrétariat général du ministère, Direction de la programmation et de la prospective, Service analyse et prévision sectorielle; septembre 2011. *Rapport annuel d'activités 2010*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Secrétariat général du ministère, Direction de la programmation et de la prospective, Service analyse et prévision sectorielle; août 2012. *Rapport d'activités 2011 (Campagne agricole 2011-2012)*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Secrétariat général du ministère, Direction de la programmation et de la prospective, Service analyse et prévision sectorielle; juillet 2013. *Rapport d'activités 2012 (Campagne agricole 2012-2013)*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Secrétariat général du ministère, Direction de la programmation et de la prospective, Service analyse et prévision sectorielle; mai 2014. *Rapport d'activités 2013 (Campagne agricole 2013-2014)*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Secrétariat général du ministère, Direction de la programmation et de la prospective, Service analyse et prévision sectorielle; septembre 2015. *Rapport d'activités 2014 (Campagne agricole 2014-2015)*

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP), Direction de la programmation et de la prospective; Novembre 2010. *Rapport analyse de l'insécurité alimentaire et des inégalités d'accès à l'alimentation au Bénin*

- M. Mohamed Ben, Ismail Bouabdalli, M.K. Homawoo, M. IsselmouOuldKhattry, Mme Marlène Kanga, M. Gabriel Negatu, M. Janvier KpourouLitsé; juin 2010. *Rapport d'évaluation du projet d'appui à la gestion des finances publiques et à l'amélioration du climat des affaires*
- Ministère du développement, de l'analyse économique et de la prospective; juillet 2015. *Rapport ménage sur l'Enquête sur la consommation d'électricité au Bénin*
- Ministère de la famille, de la protection sociale et de la solidarité; juillet 2004. Rapport national d'évaluation décennale de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing (Beijing+10)
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP), Conseil national de l'alimentation et de la nutrition (CAN); janvier 2015. Système de suivi des réalisations des acteurs du cadre de coopération de la nouvelle alliance G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP), Direction de la programmation et de la prospective, Cellule genre; juillet 2016. Rapport de la deuxième mission de suivi périodique du processus de Budgétisation sensible au genre du MAEP dans les CARDER.
- Dr. Onibon Doubogan Yvette, Dr Badou Savi, M. Diallo Gafari; mars 2016. Rapport provisoire de l'Etude diagnostique de la mise en œuvre de la dimension genre dans le processus budgétaire
- Ministère de l'économie et des finances, Direction générale du budget, Elaboration du budget général de l'Etat 2015 sensible au genre, Appui à l'élaboration du budget-programme sensible au genre du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; octobre 2014. Les propositions du cabinet YOD en vue de l'intégration du genre dans le budget-programme 2015-2017
- Mouvement SUN Bénin; 2014. Etat d'avancement 2014
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Direction de la programmation et de la prospective, Cellule femme dans le développement agricole et rural; septembre 2012. Plan d'action Genre du secteur agricole: 2012-2015
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Centre régional pour la promotion agricole (CeRPA-Mono/Couffo); octobre 2012. Rapport général de formation des agents du CECPA Aplahoué sur l'intégration du genre dans le conseil agricole
- Ministère des affaires étrangères et européennes, Halim BENABDALLAH; septembre 2010. Les violences de genre comme facteur de déscolarisation des filles en Afrique subsaharienne francophone.
- MDAEP; Fécondité et planification familiale, Enquête démographique et de santé du Bénin 2011-2012 (EDSB-IV).
- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Direction de la programmation et de la prospective, Service études et prospective; octobre 2016. *Rapport provisoire du Plan stratégique de développement du secteur agricole (PSDSA): Orientations stratégiques 2025 et Plan national d'investissements agricoles (PNIA) 2017-2021*
- Ministère de la famille et de la solidarité nationale; mars 2008. *Politique nationale de promotion du genre au Bénin*
- Rapport de synthèse de l'Enquête démographique et de santé 2011-2012
- Organisation internationale du travail; 2016. *Rapport mondial sur les salaires 2014/15, Salaires et inégalités de revenus. PNUD; 2015*
- Rapport national sur le développement humain, Agriculture, Sécurité Alimentaire et Développement Humain au Bénin*
- PACER, René TOKANNOU, David SOHINTO; mars 2009. *Rapport d'Etude économique des chaînes de valeur ajoutée de la filière cultures maraichères*
- Patrice Y. ADEGBOLA, Laurent OLOUKOÏ, Hervé C. SOSSOU, Arouna AMINOU; décembre 2005. *Evaluation de l'importance économique et de l'avantage comparatif de la filière anacarde au Bénin*

Présidence de la république, Conseil national de l'alimentation et de la nutrition (CAN), Secrétariat permanent; juillet 2014. *Cadre de coopération de la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition: Etat de mise en œuvre des engagements par les acteurs du Bénin*

Présidence de la république, Conseil de l'alimentation et de la nutrition, Secrétariat permanent; septembre 2016. *Rapport définitif 2015-2016 du Cadre de coopération de la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition: Etat de mise en œuvre des engagements par les acteurs du Bénin*

Présidence de la république, Conseil de l'alimentation et de la nutrition, Secrétariat permanent; Septembre 2015. *Rapport définitif Cadre de coopération de la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition: Etat de mise en œuvre des engagements par les acteurs du Bénin*

Programme Régional d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle PRIASAN 2016-2020, Abuja, 9 et 10 décembre 2016

Programme technologie agricole et alimentaire (PTAA), Projet d'appui à la filière riz du Bénin (PAFIRIZ); avril 2012. *Accord d'exécution pour la fourniture d'équipements et le renforcement de capacités des femmes étuveuses de riz et d'artisans locaux*

Patrice SEWADE (SOJAGNON-NGO), Mme Cica Elise SONDJIO (Processor), Dr. Yann MADODE (UAC/FSA), Dr. Paul HOUSSOU (INRAB), Dr. Antonio Leitao (IDA-Lisboa-Portugal); June 2016. *What progress has CRF-Soja Benin made in the frame of food security and agribusiness promotion?*

PAEPARD FARA; Juin 2015. *Rapport de l'atelier, Revue à mi-parcours et présentation de rapports pour la première année et réunion de planification de deuxième année pour les projets de recherche à fonds compétitifs (CRF) de PAEPARDII*

Programme alimentaire mondial; janvier 2014. *Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA)*

Rapport pays sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la plateforme d'action de Beijing+20; 2015 République du Bénin; Avril 2007. *Stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté*

Roch Mongbo; avril 2014. *Le conseil de l'alimentation et de la nutrition du Bénin: La gouvernance de l'action publique en alimentation et en nutrition*

République du Bénin; novembre 2015. *Rapport d'évaluation à mi-parcours 2011+5 de mise en œuvre au Bénin, Programme d'actions d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020.*

Saïh Benoit, février 2016, *Stratégie genre FUPRO*

Secrétariat permanent du CAN; décembre 2014. *Synthèse du projet multisectoriel de l'alimentation, de la santé et de la nutrition (PMASN)*

Social Watch Bénin. *Premier rapport alternative des organisations de la société civile, Objectifs du Millénaire pour le Développement*

Statistiques Halieutiques; 2015

Synthèse de l'étude sur la viabilité financière des IMF du Bénin

The World Bank; March 2016. *International Development Association Project Appraisal Document Cross-border Tourism and Competitiveness Project for Benin*

United Nations Economic Commission for Africa; avril 2016. *Note conceptuelle de l'indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique: Phase 4*

UN #WomensEconomicEmpowerment; Leaving no one behind, UN Secretary-General's High-Level Panel on Women's Economic Empowerment 2016

Plan d'action genre du secteur agricole: 2012-2015, septembre 2012

Guide méthodologique d'intégration du genre dans les politiques, plans et programmes/Projets de développement et Curriculum de formation en intégration du genre, mars 2009

- Manuel d'intégration de la dimension genre dans les actions du Projet de productivité agricole en Afrique de l'ouest-Bénin (PPAAO-Bénin): novembre 2013*
- Manuel de prise en compte des aspects genre dans les actions du secteur agricole au Bénin; décembre 2011*
- Politique nationale de promotion du genre au Bénin*
- Programme et plan d'action pour la mise en œuvre de la politique nationale de promotion du genre au Bénin 2010-2015: décembre 2009*
- Document de Mission de formation des cadres du PAEP et points focaux genre a l'insertion de la dimension genre dans le traitement et l'analyse des données statistiques, rapport général: octobre-novembre 2016*
- Rapport de suivi périodique de l'application de l'approche genre au sein des CARDER et autres Directions Techniques du MAEP; février 2016*
- Rapport de la mission d'internalisation du plan d'action genre et d'actualisation de la feuille de route des points focaux genre des CARDER; mai 2015.*

Annexes

Annexe 1: Cadre d'analyse sur l'intégration du genre dans les plans nationaux d'investissement agricole

Objectifs du PSDSA

L'objectif global découlant de la vision du PSDSA est "d'améliorer les performances de l'agriculture béninoise, pour la rendre capable d'assurer de façon durable la souveraineté alimentaire et nutritionnelle, de contribuer au développement économique et social du Bénin et l'atteinte des Objectifs de Développement durable (ODD)".

Cet objectif global est décliné en trois objectifs spécifiques, à savoir:

- contribuer à la croissance et à la souveraineté alimentaire et nutritionnelle à travers une production efficace et une gestion durable des exploitations dirigées aussi bien par les hommes que par les femmes et les jeunes
- assurer la compétitivité et l'accès aux marchés des productions et produits agricoles et agroalimentaires, y compris ceux produits par les femmes et les groupes vulnérables, grâce à la promotion des filières agricoles
- renforcer la résilience des populations vulnérables, notamment des exploitations familiales agricoles (végétales, animales et halieutiques)

Programme PNIA 2017-2021	Analyse genre des composants PNIA /programme	Commentaires
(i)	<p><i>Amélioration de la productivité et de la production des produits végétaux, animaux et halieutiques des filières agricoles prioritaires</i></p> <p><i>Résultat 1: Les productions végétales, animales et halieutiques sont accrues sur la base d'une meilleure productivité</i></p>	<p>Pas de résultat concernant spécifiquement les femmes et l'accès aux ressources; pas d'indicateurs sensibles au genre alors que les chiffres disponibles en production végétale et sur l'accès aux intrants et aux terres, les conseils agricoles, les points focaux genre au niveau communal, décentralisé et déconcentré pourraient permettre de faire un suivi</p>
(ii)	<p>Promotion et structuration des chaînes de valeur ajoutée (production, transformation, normalisation, standardisation et labellisation, cadre de concertation et commercialisation des produits végétaux, animaux et halieutiques des filières prioritaires, indications géographiques)</p> <p><i>Résultat 2: La compétitivité des chaînes de valeur des produits prioritaires est améliorée grâce à une meilleure structuration des filières</i></p>	<p>Vues comme un axe en appui aux femmes qui sont majoritaires dans la transformation et la commercialisation, l'orientation vers l'export pour certaines produits, les IG pour labélisation et la formation des clusters (agrégats) pourront influencer la position des femmes, surtout les micro entrepreneurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Taux de réduction des pertes post-récolte • Niveau d'accroissement du volume des exportations agricoles • Nombre de chaînes de produits agricoles prioritaires au niveau desquels les partenariats public-privé inclusifs sont renforcés au moyen de liens étroits avec les petites exploitations agricoles • Nombre de nouveaux emplois créés annuellement pour les jeunes et les femmes dans le cadre de la promotion des chaînes de valeur

Programme PNIA 2017-2021	Analyse genre des composants PNIA /programme	Commentaires
(iii)	Renforcement de la résilience des populations vulnérables (nutrition, filets sociaux, gestion durable des terres/ adaptation aux changements climatiques, gestion des risques) face aux changements climatiques <i>Résultat 3: La résilience des populations vulnérables, notamment des exploitations familiales agro-pastorales et halieutiques, est renforcée</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de régression du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale chez les enfants • Taux des superficies de terre annuellement reboisées • Proportion de populations vulnérables, notamment des exploitations familiales agricoles, pastorales et halieutiques souffrant des effets de la variabilité climatique et donc des changements climatiques • Taux de croissance des superficies de terres annuellement reboisées • Evolution de la proportion des exploitations agricoles utilisant les pratiques d'agriculture durable, y compris celles dirigées par les femmes
(iv)	Amélioration de la gouvernance (renforcement institutionnel et coordination intersectorielle à différentes échelles) du secteur agricole, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle <i>Résultat 4: La gouvernance inclusive, participative et intersectorielle du PNIASAN est renforcée</i>	Pas de détails sur l'implication d'une "gouvernance inclusive" sur l'application du mainstreaming du genre, et le renforcement de l'application et mise en œuvre de la politique et la stratégie genre du Ministère
(v)	Mise en place de mécanismes de financements et d'assurances adaptés et accessibles aux différents types d'exploitations agricoles et catégories d'acteurs des maillons des filières agricoles, y compris les femmes, les jeunes et les primo-entrepreneurs <i>Résultat 5: Mise en place de mécanismes de financement et d'assurance adaptés et accessibles aux différents types d'exploitations agricoles et catégories d'acteurs des maillons des filières agricoles, y compris les femmes, les jeunes et les néo-entrepreneurs</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'instruments de financement mis en place et leur niveau d'opérationnalité en termes de financement mis en place et de la population agricole impactée dont les femmes et les jeunes • Efforts publics de financement du secteur agricole y compris la recherche selon les accords de Maputo et de Malabo

La Politique de Promotion des Femmes dans le Secteur Agricole et Rural trouve ses fondements sur plusieurs plans: juridique, politique et macro-économique, institutionnel et socio-culturel. A cet égard, les principes généraux sur lesquels doit reposer la Politique de Promotion des Femmes dans le Secteur Agricole et Rural et les actions devant la concrétiser sont: (i) l'égalité des genres; (ii) la vision transversale des questions liées au genre; (iii) la collaboration avec d'autres structures et le partage de responsabilités avec tous les acteurs; (iv) la communication pour le changement des comportements.

En dépit des efforts consentis pour inverser les tendances d'inégalité persistantes sur les questions du genre, les actions et mesures subséquentes ci-après sont proposées:

- Amélioration de l'accès des femmes aux ressources
 - Favoriser l'accès des femmes rurales à la terre de façon sécurisante
 - Rendre le crédit plus accessible aux femmes rurales
 - Améliorer l'accès des femmes rurales aux intrants agricoles
 - Promouvoir la valorisation des productions agricoles au profit des femmes rurales
 - Favoriser l'accès des femmes rurales aux emplois rémunérateurs
- Renforcement des capacités d'action des femmes rurales
 - Renforcer les programmes d'éducation et de formation professionnelle des femmes rurales
 - Promouvoir davantage la scolarisation et la formation durable des filles en milieu rural

- Promouvoir le développement et le transfert des technologies appropriées en faveur des femmes
- Développer l'information et la communication en faveur des femmes rurales pour un changement social
- Renforcer les capacités d'organisation des femmes rurales et leur participation au sein des organisations paysannes
- Développement d'un environnement institutionnel et juridique favorable
 - Assurer l'appui institutionnel requis pour rendre l'agriculture accessible, attrayante et rémunératrice pour les femmes rurales
 - Soutenir l'émergence des femmes rurales et leur participation aux prises de décision
 - Apporter un appui à l'amélioration du statut juridique des femmes rurales.

Axes stratégiques	Composantes
Axe 1: Amélioration de la productivité et de la production des produits végétaux, animaux et halieutiques des filières agricoles prioritaires	Composante 1.1: Renforcement de la disponibilité et de l'accessibilité aux semences de qualité (végétales, animales et halieutiques) Composante 1.2: Renforcement de l'accessibilité aux autres types d'intrants agricoles (végétal, animal et halieutique) Composante 1.3: Mécanisation des activités agricoles adaptée et accessible Composante 1.4: Amélioration de l'accès aux connaissances professionnelles et aux innovations technologiques Composante 1.5: Promotion des aménagements hydro-agricoles et pastoraux
Axe 2: Promotion et structuration des chaînes de valeur ajoutée (production, transformation, normalisation, standardisation et labellisation, cadre de concertation et commercialisation des produits végétaux, animaux et halieutiques des filières prioritaires, indications géographiques)	Composante 2.1: Développement d'infrastructures adéquates pour le stockage, la conservation et la mise en marché Composante 2.2: Renforcement du dispositif de contrôle des normes commerciales Composante 2.3: Identification des opportunités d'affaires: accès aux informations commerciales sur les conditions de vente des produits agricoles Composante 2.4: Mise en place des Indications géographiques (IG): Signes distinctifs de qualité, valorisation des produits locaux Composante 2.5: Renforcement des capacités des acteurs en matière d'analyse et de formulation des stratégies commerciales d'entreprise, ainsi que les capacités institutionnelles et organisationnelles correspondantes Composante 2.6: Renforcement du partenariat public privé pour le développement des Chaînes de valeur ajoutée (CVA)
Axe 3: Renforcement de la résilience des populations vulnérables (nutrition, filets sociaux, gestion durable des terres/adaptation aux changements climatiques, gestion des risques) face aux changements climatiques	Composante 3.1: Innovations agricoles pour la résilience face au changement climatique et son atténuation Composante 3.2: Gestion durable des terres Composante 3.3: Sécurisation et gestion de l'accès au foncier Composante 3.4: Sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations
Axe 4: Amélioration de la gouvernance (renforcement institutionnel et coordination intersectorielle à différentes échelles) du secteur agricole, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Composante 4.1: Amélioration du système d'information du secteur agricole: disponibilité et fiabilité des statistiques agricoles et économiques et système d'informations géographiques Composante 4.2: Promotion et développement des services agricoles par les TIC (e-Agriculture) Composante 4.3: Coordination et renforcement du rôle de chaque catégorie d'acteurs du secteur agricole Composante 4.4: Professionnalisation des exploitations agricoles de type familial Composante 4.5: Promotion de l'entrepreneuriat agricole Composante 4.6: Promotion du genre Composante 4.7: Pilotage et gestion du PSDSA/PNIA-Bénin

Axes stratégiques	Composantes
Axe 5: Mise en place de mécanismes de financement et d'assurance adaptés et accessibles aux différents types d'exploitations agricoles et catégories d'acteurs des maillons des filières agricoles, y compris femmes, jeunes et primo-entrepreneurs	Composante 5.1: Mise de place du Fonds National de Recherche Agricole et Agro-alimentaire Composante 5.2: Opérationnalisation du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) Composante 5.3: Création d'un environnement favorable à la mise en place par le secteur privé des institutions de financement répondant aux spécificités du secteur agricole Composante 5.4: Appui à la création d'une Banque agricole Composante 5.5: Amélioration du cadre de contractualisation

Dans les descriptions de certaines composantes intégrées, la deuxième version (reçue en février 2017) a intégré celles concernant les hommes et les femmes. Malheureusement, cela n'est pas visible au niveau des activités et des nombreuses analyses, formulation de stratégies, politiques, modes d'opérations qui ne mentionnent pas que le produit final sera sensible au genre.

Les indicateurs ne précisent pas le ratio hommes/femmes et les jeunes.

L'accès des femmes aux ressources (terre, crédit, intrants) fait l'objet de l'Axe 4 dans la composante 4.6 mais il faut que les actions pour améliorer l'accès des femmes aux ressources et le renforcement des capacités des femmes soient intégrés au niveau des composantes et axes précédents (Axes 1, 2, 3)

Le PNIA a fait l'objet d'une analyse genre sur la base du système de notation genre de la FAO dont la légende est reprise ci-dessous.

Légende: Le système de notation genre de la FAO (Gender Marker) est basé sur les critères suivants pour l'analyse des résultats, des produits et des activités

G0	Aucune prise en compte de l'égalité des sexes par le produit, service ou activité
G1	Le produit, service ou activité prend en compte l'égalité des sexes dans quelques dimensions
G2a	Le produit, service ou activité prend en compte les questions liées à l'égalité des sexes de manière systématique, mais ce n'est pas l'un de ses principaux objectifs
G2b	L'objectif principal du produit, service ou activité est d'améliorer l'égalité des sexes et / ou l'autonomisation des femmes

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
PERTINENCE R1: Conception de la Politique La pertinence des interventions du PNIA par rapport aux mandats de la FAO, de la CEDEAO et du Gouvernement en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes (Politique Nationale sur le Genre; Objectifs en matière d'égalité de genre dans les Plans de Développement Nationaux et les politiques liées à l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition, le développement rural) La sécurité alimentaire et la nutrition (3) Cette section examine comment le PNIA traite l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition selon la perspective genre	L'analyse du contexte national et du contexte sectoriel du PNIA prend-il adéquatement en compte la dimension genre?	Pas pour toutes les directions techniques	G1	Le programme administration et gestion dispose d'un budget et l'institutionnalisation de la prise en compte du genre est intégré; les PTF belge et allemand appuient la mise en œuvre de mainstreaming genre à travers un renforcement de capacité
	Les programmes et projets proposés dans le PNIA reflètent-ils la situation sur la base d'une analyse genre?		G1	Les analyses et informations disponibles sur l'accès aux services de (i) vulgarisation (conseil agricole), (ii) services financiers et (iii) accès à la terre, sécurisation du foncier ont approfondi les aspects du genre. Le cadre logique du PNIA n'est malheureusement pas assez précis
	Y a-t-il des objectifs conçus pour atteindre l'égalité des sexes dans le programme?	Oui, axe 4, 4.6	G2a	Voir précisions ci-dessous Axe 4, composante 6: il faudrait revoir la composante 6 car elle met à part les besoins des femmes au lieu d'adresser les enjeux genre
	Y a-t-il des produits et des résultats visant à atteindre l'objectif d'égalité entre les sexes et l'éradication de la faim et l'insécurité alimentaire?	Oui, axe 4, 4.6	G2a	Voir ci-dessous pour précisions La composante 4.6 cible les femmes allaitantes et les enfants mais n'adresse pas les causes sous-jacentes des inégalités d'accès aux ressources
	Y a-t-il des interventions pour traiter les liens entre le genre et la malnutrition?	Oui mais le lien avec le genre est moins élaboré	G1	Collaboration et utilisation du cadre logique de la Nouvelle Alliance/Cadre de coopération du G8
R2: Participation La participation au processus d'élaboration des PNIA et leur mise en œuvre Leadership et participation Cette section analyse dans quelle mesure les femmes ont participé adéquatement aux mécanismes de dialogue politique et de prise de décisions liées à la formulation, la mise en œuvre et le suivi du PNIA.	Est-ce qu'une analyse de genre fait partie intégrante de la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de tous les programmes et projets (preuves)?	Oui, de plus en plus; et la cellule genre conjointement aux PFT donnant un appui institutionnel au MAEP y veille	G2a	Collaboration avec les PFT et la Cellule genre

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
	Le processus de préparation du PNIA a-t-il été expliqué aux diverses groupes/ organisations de femmes et d'hommes?	Oui, participation des femmes et d'hommes de la société civile dans le processus d'élaboration et de formation	G2b	Voir description du processus dans le document du PNIA
	Est-ce que le processus de préparation du PNIA montre la participation des différentes parties prenantes hommes et femmes?	Oui	G2a	Les femmes ont participé à la formulation mais la prise en compte des intérêts et besoins des femmes, jeunes et hommes n'est pas perceptible dans le PNIASAN
	Dans quelle mesure le processus de formulation et de mise en œuvre du PNIA a-t-il impliqué le Ministère chargé du Genre/de la Condition Féminine, la Cellule ou l'Unité Genre du Ministère de l'agriculture et autres institutions pertinentes sur le genre?	Non, le Ministère en charge du genre n'a pas été impliqué dans l'élaboration mais il est parmi les structures invitées à envoyer les commentaires sur le draft du PNIA	G1	Pas d'explication sur la raison pour laquelle le Ministère n'est pas associé mais la cellule genre du MAEP et les PTF ont un rôle important dans la prise en compte du genre dans tout le processus. Le budget n'était pas encore disponible mais il a été communiqué à la consultante que la budgétisation selon le genre sera appliquée
	Dans quelle mesure les réseaux/organisations de femmes ont-ils été consultés dans la préparation du PNIA?			ANAF et Conseil des femmes ont pu participer
	Est-ce que les réseaux/organisations de femmes jouent un rôle spécifique dans la préparation du PNIA?	Pas vraiment	G1	Les organisations telles que WILDAF, CARE et Social Watch ont peut-être été consultées mais ne sont pas mentionnées dans la documentation; la consultante n'a pas encore pu rencontrer la personne responsable de l'appui institutionnel du BTC qui met un accent particulier sur le genre
	Le point focal genre au sein du Ministère de l'agriculture a-t-il été impliqué dans la préparation du PNIA?	Oui	G2a	Au moment de la formulation du PNIA, il y a eu un changement au niveau de la Cellule genre, ce qui a réduit l'efficacité de la participation
	Le PNIA reflète-t-il clairement les contributions des réseaux/organisations de femmes?	Non	G1	Selon l'agent de la Direction de planification et prospection, la participation des femmes est moins efficace que celle des hommes (organisations professionnelles et réseaux/ capacité RH)

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
R3: Budgétisation Agriculture et le financement du développement rural et des investissements Cette section évalue si les mécanismes de budgétisation et de financement pour la mise en œuvre du PNIA, ainsi que les mécanismes de suivi des dépenses sont sensibles au genre.	Le PNIA alloue-t-il systématiquement des ressources pour répondre de manière spécifique aux contraintes, besoins et priorités des hommes et des femmes?	Non	G1	La partie budgétisation n'était pas encore disponible mais selon le DPP la budgétisation selon le genre sera appliquée; peu d'indicateurs sensibles au genre sont disponibles mais cela pourra se faire au niveau des programmations des directions techniques
	Le PNIA alloue-t-il un budget spécifique pour des programmes ou projets autonomes ciblant spécifiquement les femmes pour réduire les inégalités entre les sexes?	Oui mais insuffisant	G1	Axe 4, 4.6
	Quel est le pourcentage, le cas échéant, du budget du PNIA alloué aux interventions spécifiques ciblant les femmes (par exemple, la cible standard minimum de la FAO est de 30%)?	Insuffisant	G1	Pas encore disponible
	Le PNIA inclut-il des mesures visant à faire appliquer la budgétisation selon le genre?	Oui selon info du DPP	G1	Selon la communication du DPP, oui. Insuffisant et pas d'indicateurs sensibles au genre
EFFICACITE (Réponses stratégiques et programmatiques efficaces) E1: capacité institutionnelle pour la programmation (genre)	Dans quelle mesure le processus du PNIA met-il à contribution le mécanisme institutionnel sur le genre (comme les points focaux genre) dans la préparation du document?	Oui, formation et implication à travers les projets appuyés par les PFT	G2a	
Systèmes de prestation de services et la capacité institutionnelle Cette section examinera comment le PNIA a abordé la question de l'accès égalitaire des hommes et des femmes aux services de vulgarisation agricole et autres et la capacité des systèmes de gestion de données et d'informations en matière de collecte et d'analyse de données ventilées par sexe et âge	Y a-t-il des partenariats efficaces mis en place pour l'intégration du genre dans les politiques et programmes agricoles?	Oui	G2a	Entre autres, appui par GiZ et BTC; le gouvernement vient d'annuler les cellules genre et de nommer des personnes comme point focal mais qui ont d'autres responsabilités en dehors du genre
	Dans quelle mesure la préparation du PNIA est-elle informée par les rapports régionaux et nationaux pertinents sur le genre (comme par exemple les engagements en matière de genre dans ECOWAP + 10) ?	Oui	G2a	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
<p>Une autre dimension clé est également le renforcement des capacités institutionnelles des organisations faitières et de leurs réseaux pour l'action collective, ainsi que la participation des femmes au sein de ces instances.</p> <p>Systèmes agricoles et alimentaires:</p> <p>Un accent particulier sera mis sur la façon dont le PNIA traite l'accès des femmes aux services agricoles, à la formation et au développement des chaînes de valeur</p>	Dans quelle mesure le PNIA a-t-il prévu le renforcement des capacités institutionnelles des coopératives de femmes en matière de production agricole, de transformation des produits et d'entrepreneuriat agricole?	Axe 2 et Axe 4 mais manque d'indicateur sensible au genre	G1a	
	Le PNIA a-t-il prévu le renforcement des capacités des femmes productrices et gestion post-récolte?	Axe 2	G1a	Manque d'indicateur genre sensible mais appui à la post-récolte/capture en majorité une activité féminine Post-récolte, par exemple par le warrantage, non prise en compte dans le PNIASAN
	Le PNIA inclut-il des mesures pour le renforcement des capacités pour rendre les services de vulgarisation agricole et autres services sensibles au genre?	Oui	G1	Le ratio de femmes dans les postes de décision et les services de vulgarisation et l'application de la prise en compte du genre reste problématique et est mentionné comme un défi à relever
	Le PNIA prévoit-il des activités de renforcement des capacités pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de données ventilées par sexe et d'indicateurs sensibles au genre?	Oui	G2a	
E2: Suivi et évaluation	Existe-t-il des indicateurs sensibles au genre dans le cadre de suivi-évaluation?	Trop peu	G1	Comme déjà mentionné, la Direction technique production végétale pourra déjà avoir des indicateurs sensibles au genre très performants car les données de base sont disponibles; la pêche à travers l'enquête UEMOA également mais pas visible dans le PNIA; sera peut-être précisé dans les programmes des directions techniques
	Y a-t-il un rôle pour la surveillance ou la collecte du feedback des femmes et des filles dans le cadre de suivi-évaluation?	Non	G0	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
	Les données ventilées par sexe sont-elles utilisées pour mettre en évidence les différences d'impacts anticipés des programmes sur les hommes et les femmes?	Non	G1	Peu dans le document mis à disposition de la consultante mais comme déjà mentionné elle n'a pas encore rencontré le chargé d'appui institutionnel au MAEP (appui PFT /BTC)
EFFICACITE: UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES E1: Gestion des ressources naturelles Cette section évalue la façon dont le PNIA traite la gestion efficace des ressources naturelles, la fourniture de services écosystémiques, et les systèmes intégrés tels que ceux liés à l'agroforestrie, ceux alliant l'agriculture et l'élevage et l'agriculture et l'aquaculture, selon la perspective de genre	Dans quelle mesure le PNIA a-t-il incorporé les principes de conservation des ressources naturelles et la biodiversité tout en utilisant le savoir indigène des femmes rurales?	Non	G0	Pas mentionné
	Est-ce que le rôle et le statut des femmes sont pris en compte dans les processus de gestion des ressources naturelles?		G0	Pas mentionné
	Existe-t-il des processus pour la gestion des sols et des semences qui intègrent les femmes?		G1	La politique semencière ne mentionne pas l'aspect genre mais certaines PFT ont développé une stratégie genre, par exemple dans le cadre de la production des semences de riz et pour les cultures maraichères
	Le PNIA prévoit-il des sources d'énergie alternatives pour les femmes afin de réduire la déforestation?	Non	G1	Reboisement prévu
	Est-ce prévu pour le développement de systèmes agricoles intégrés?			
E2: Efficacité technologique (utilisation de la main-d'œuvre)	Le PNIA prévoit-il l'efficacité au niveau de la ferme (engrais, semences, outils, etc.) pour les agricultrices?		G1	Pas d'indicateur spécifique mais la problématique de l'accès des femmes aux intrants est mentionnée
	Le PNIA prévoit-il la fourniture de technologies destinées à réduire la pénibilité des travaux et à accroître la productivité des femmes ?	Oui	Axes 2 et 3	Mais pas d'indicateur spécifique

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
	Le PNIA prévoit-il des formations pour promouvoir l'utilisation de technologies améliorées pour les femmes ?	Oui	G1	Problématique mentionnée mais pas d'indicateur spécifique
	Le PNIA prévoit-il la recherche sensible au genre sur les technologies liées à l'allègement des tâches?		G1	Un fonds de recherche agricole sera mis en place mais pas d'indicateur sur la recherche sensible au genre
E3 Développement des chaînes de valeur et accès aux marchés Cette section analysera la façon dont les modèles économiques liés aux partenariats public-privé, les chaînes de valeur du secteur privé, et les marchés publics pour les produits, travaux et services agricoles traitent la question de l'égalité des sexes dans le PNIA	Y a-t-il des programmes et des initiatives qui lient les coopératives de femmes productrices et leurs réseaux aux marchés nationaux, régionaux et mondiaux?		G2a	Pas d'indicateurs spécifiques mais les femmes sont mentionnées comme groupe cible
	Y a-t-il des activités de renforcement des capacités des coopératives de femmes pour leur participation aux chaînes de valeur?		G2a	Pas d'indicateurs spécifiques mais les femmes sont mentionnées comme groupe cible
	Les réseaux de femmes sont-ils en cours de renforcement de la participation chaîne de valeur?		G0	Pas de mention
	Y a-t-il des mesures destinées à accroître l'accès des femmes aux marchés publics (appels d'offre étatiques) pour la fourniture de produits et services agricoles?	Non	G0	
	Le PNIA favorise-t-il le flux d'investissement privé dans les entreprises de la chaîne de valeur des femmes?		G1	A travers le programme de la Nouvelle Alliance du groupe G8
	Y a-t-il des mesures destinées à promouvoir le rôle des femmes dans la réduction des pertes post-récolte dans le PNIA?		G2a	L'axe d'appui est pris en compte mais pas d'indicateur sensible au genre

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
IMPACT PROBABLE I1: Emploi rural décent (4) Cette section examine la manière dont le PNIA traite les questions suivantes: les opportunités d'accès au travail décent tout en garantissant l'égalité des salaires; l'amélioration des conditions de travail dans les zones rurales, avec un accent particulier sur la protection de la maternité et l'élimination du travail des enfants; le développement des services de soins pour les ménages pauvres pour l'allègement des tâches et la réduction de la charge de travail domestique non rémunéré des femmes et des filles; la promotion des normes de sécurité et de santé au travail dans l'emploi rural agricole et informel; l'extension de la protection sociale pour couvrir les petits producteurs/ productrices et les travailleurs de l'informel rural.	La mise en œuvre du PNIA va-t-elle accroître l'emploi des femmes rurales dans les nouvelles chaînes de valeur agricoles?	Oui	G1	Mais pas d'indicateur ni de précisions
	Y a-t-il des initiatives visant à fournir des services de soins aux femmes agricultrices (crèches, etc.)	Non	G0	Pas d'indicateur
	Y aura-t-il réduction du travail agricole non rémunéré des femmes et du travail des enfants?	Non	G0	Pas d'indicateur
	Le NAIP va-t-il promouvoir l'intégration des femmes dans les cultures de rente (agriculture comme business)?	Oui	G2a	Surtout à travers la mise en œuvre du programme de la Nouvelle Alliance partenariat G8
	Y aura-t-il des programmes de protection sociale pour les femmes dans l'agriculture?			
	Y aura-t-il des mesures pour éliminer les conditions de travail défavorables des femmes dans l'agriculture et les chaînes de valeur (exemple: contact avec des pesticides dangereux, absence de congés, conditions de travail précaires, etc.)?			
	Existe-t-il des dispositions dans le document susceptibles de perpétuer les inégalités entre les sexes?			
I2: Sécurité alimentaire Cette section examine comment le PNIA traite l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition selon la perspective genre, y compris la réduction des pertes post-récolte et des gaspillages alimentaires	Y a-t-il une réduction de la proportion de femmes parmi la population en situation d'insécurité alimentaire?	Oui	G1	Mais la situation reste alarmante
	Y a-t-il une réduction de la proportion de femmes parmi la population souffrant de malnutrition?	Oui	G1	
I3: Faim Zéro	Indiquer les progrès accomplis vers la Faim zéro pendant la mise en œuvre du PNIA			

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
VIABILITE Il s'agit de la stratégie de viabilité dans la traduction de la politique en actions concrètes, y compris le financement V1: Inclusion financière Cette section examinera les mesures spéciales prises dans les PNIA pour assurer l'inclusion financière des femmes productrices et de leurs organisations dans l'entrepreneuriat agricole	Le PNIA favorise-t-il l'accès aux finances pour les femmes productrices et entrepreneurs?	Axe 5	G2b	Femmes parmi les cibles et indicateur mentionnant les femmes
	Le PNIA prévoit-t-il des partenariats avec des institutions financières pour favoriser l'accès des femmes aux finances?	Axe 5	G2b	Femmes parmi les cibles et indicateur mentionnant les femmes
	Le PNIA fait-il la promotion de l'inclusion financière à travers les organisations de productrices et leurs entreprises agricoles (par exemple les Trust Funds pour les femmes)?	Axe 5	G2b	Femmes parmi les cibles et indicateur mentionnant les femmes Trop peu de garantie pour une participation équitable
V2: La résilience des systèmes agricoles et alimentaires Cette section concerne la promotion de l'agriculture durable et résiliente au climat selon la perspective de genre. Elle examinera comment le PNIA aborde la résilience des systèmes agricoles et alimentaires selon la perspective de genre.	Est-ce que les femmes sont renforcées pour pratiquer une agriculture intelligente face au climat?	Axe 3, 3.1	G1	Pas d'indicateurs spécifiques pour les femmes dans la partie d'appui à la résilience
	Le PNIA soutient-il la sécurisation des biens des femmes?	Axe 3	G1	Pas mentionné tel quel mais travaillera sur l'accès au foncier
	Les agricultrices sont-elles soutenues dans les programmes d'assurance-récolte?	Axe 5: femmes et jeunes explicitement mentionnés	G2a	Pas de détail disponible sur l'accès des femmes et pas d'indicateurs spécifiques disponibles mais les femmes sont mentionnées comme groupe cible

Annexe 2: Info du MICS, Bénin 2014

Etat Nutritionnel ⁱ			
Indicateur MICS	Indicateur	Description	Valeur
2.1a OMD 1.8 2.1b	Prévalence de l'insuffisance pondérale (a) Modérée et sévère (-2 SD) (b) Sévère (-3 SD)	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui se situent (a) en-dessous de moins 2 écarts-type (modéré et sévère) (b) en-dessous de moins 3 écarts-type (sévére) de la médiane poids-pour-âge du standard de l'OMS	18,0 4,7
2.2a 2.2b	Prévalence du retard de croissance (a) Modérée et sévère (-2 SD) (b) Sévère (-3 SD)	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui se situent (a) en-dessous de moins 2 écarts-type (modéré et sévère) (b) en-dessous de moins 3 écarts-type (sévére) de la médiane taille-pour-âge du standard de l'OMS	34,0 12,1
2.3a 2.3b	Prévalence de l'émaciation (a) Modérée et Sévère (-2 SD) (b) Sévère (-3 SD)	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui se situent (a) en-dessous de moins 2 écarts-type (modéré et sévère) (b) en-dessous de moins 3 écarts-type (sévére) de la médiane poids-pour-taille du standard de l'OMS	4,5 0,9
2.3c	Prévalence de l'obésité	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui se situent au-dessous de 2 écarts-type par rapport à la médiane poids-pour-taille du standard de l'OMS	1,7

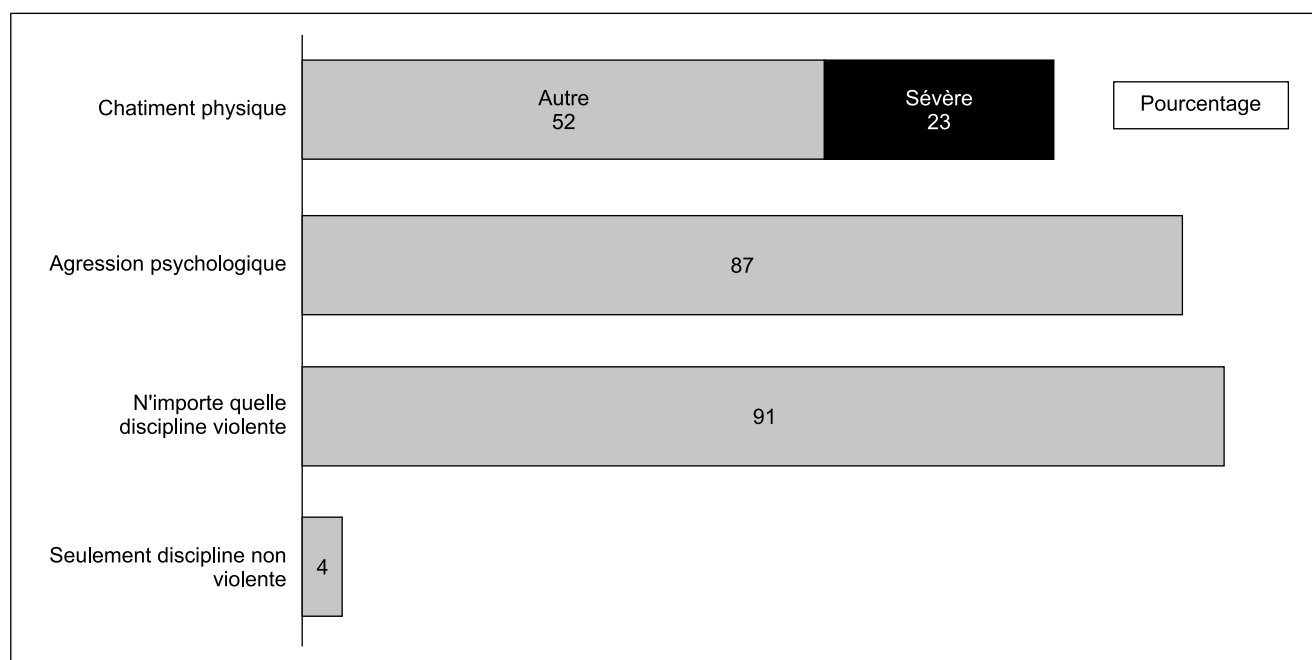
Protection de l'enfant

Enregistrement des naissances			
Indicateur MICS	Indicateur	Description	Valeur
8.1	Enregistrement des naissances	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été reportée comme enregistrée	84,8

Travail des enfants			
Indicateur MICS	Indicateur	Description	Valeur
8.2	Travail des enfants	Pourcentage d'enfants de 5-17 ans qui sont impliqués dans le travail des enfants ^{xiii}	52,5

Discipline des enfants			
Indicateur MICS	Indicateur	Description	Valeur
8.3	Discipline violente	Pourcentage d'enfants de 1-14 ans qui ont subi une agression psychologique ou un châtiement corporel durant le mois dernier	91,1

Graphique 7: Méthodes de discipline des enfants de 1-14 ans, MICS5, 2014



Mariage précoce et polygamie			
Indicateur MICS	Indicateur	Description	Valeur
8.4	Mariage avant 15 ans	Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui ont été mariées ou en union avant l'âge de 15 ans (a) Femmes (b) Hommes	8,8 1,4
8.5	Mariage avant 18 ans	Pourcentage de personnes de 20-49 ans qui ont été mariées ou en union avant l'âge de 18 ans (a) Femmes (b) Hommes	31,7 6,1
8.6	Jeunes de 15-19 ans actuellement mariés ou en union	Pourcentage de jeunes de 15-19 ans qui sont mariés ou en union (a) Femmes (b) Hommes	16,9 0,7
8.7	Polygamie	Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui sont dans une union polygame (a) Femmes (b) Hommes	41,2 18,6
8.8a 8.8b	Différence d'âge entre conjoint	Pourcentage de jeunes femmes qui sont mariées ou en union et dont le conjoint est de 10 ans ou plus, plus âgé qu'elles (a) parmi les femmes de 15-19 ans, (b) parmi les femmes de 20-24 ans	25,8 25,4

Mutilations Génitales Féminines / Excision			
Indicateur MICS	Indicateur	Description	Valeur
8.9	Approbation des Mutilations Génitales Féminines / Excision (MGF/E)	Pourcentage de Femmes de 15-49 ans qui disent que la pratique des MGF/E doit continuer	3,4
8.10	Prévalence de MGF/E parmi les femmes	Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui déclarent avoir subi n'importe quelle forme de MGF/E	9,2
8.11	Prévalence de MGF/E parmi les filles	Pourcentage de filles de 0-14 ans qui ont subi n'importe quelle forme de MGF/E tel que rapporté par les mères de 15-49 ans	0,2

Attitudes vis-à-vis de la violence domestique			
Indicateur MICS	Indicateur	Description	Valeur
8.12	Attitudes vis-à-vis de la violence domestique	Pourcentage de personnes de 15-49 ans qui estiment qu'il est justifié qu'un mari frappe ou batte sa femme au moins dans les circonstances suivantes : (1) elle sort sans le lui dire, (2) elle néglige les enfants, (3) elle discute ses opinions, (4) elle refuse d'avoir des rapports sexuels avec lui, (5) elle brûle la nourriture (a) Femmes (b) Hommes	36,0 16,6

Arrangement de vie des enfants			
Indicateur MICS	Indicateur	Description	Valeur
8.13	Arrangement de vie des enfants	Pourcentage d'enfants de 0-17 ans qui ne vivent avec aucun de leurs parents biologiques	13,1
8.14	Prévalence d'enfants dont un ou les deux parents sont décédés	Pourcentage d'enfants de 0-17 ans dont un ou les deux parents biologiques sont décédés	7,3
8.15	Enfants dont au moins un des parents vit à l'étranger	Pourcentage d'enfants 0-17 ans dont au moins un des parents biologiques vit à l'étranger	3,1

Annexe 3: Evaluation de la performance du MAEP 2015 – Contributions des ANE

LA CHAMBRE NATIONALE D'AGRICULTURE DU BENIN (CNAB)	<ul style="list-style-type: none"> • Formation et suivi de 90 femmes étuveuses de riz en techniques améliorées d'étuvage • Equipement en kits d'étuvage (balances, bacs, banches, cribles de tri, bâches de séchage) • Formation et suivi de 500 femmes transformatrices de soja en fromage dans la commune de N'Dali et Nikki • Equipement des groupements de transformation (grandes marmites, moules, tabliers, cache-nez, étamines, balances, bassines, bols doseurs, caisses vitrées) • Equipement de 79 unités de transformation en foyer amélioré de type Rocket fixe en banco dans le cadre de l'étuvage du riz et du fromage de soja • Formation et suivi d'au moins 600 producteurs/trices sur les mesures GDT/ACC dans 24 villages répartis dans les communes de Sinendé, Bembèrèkè, Kalalé, Gogounou, Kandi et Ségbana à raison d'au moins 100 producteurs/trices par commune • Appui à la participation des producteurs aux foires et salons agricoles: Participation des aviculteurs béninois au SPACE 2015 (Salon des productions animales) qui se tient chaque année à Rennes (France) • Participation au programme de formation Talents du Monde/UEMOA • Chambre interdépartementale Mono-Couffo: organisation, conjointement avec AGRO BUSINESS CENTER (ABC) de la SNV, de séances d'information et d'échange sur l'agrobusiness et l'entreprenariat agricole • Chambre interdépartementale d'agriculture Ouémé-Plateau <ul style="list-style-type: none"> - Formation de 46 entrepreneurs agricoles (36 hommes et 10 femmes) de 10 communes sur le thème Itinéraires techniques et bonnes pratiques de conservation des noix de palme et de transformation en huiles alimentaires et cosmétiques - Formation de 58 acteurs de la filière manioc (11 hommes et 47 femmes) de 11 communes sur Les itinéraires techniques et les bonnes pratiques d'hygiène de fabrication et de conservation du gari, du tapioca et de lafou pour mieux répondre aux exigences des marchés • Chambre interdépartementale d'agriculture Zou-Collines <ul style="list-style-type: none"> - Formation de 130 producteurs (80 hommes et 50 femmes) de la commune de Djidja sur les bonnes pratiques de récolte et post-récolte des noix de cajou - Sensibilisation, à travers la Radio CARREFOUR de Bohicon, des transformateurs/trices de soja sur les bonnes pratiques d'hygiène dans le cadre de leurs activités - Formation de 380 petits exploitants agricoles, avec l'appui financier du projet ProSOL/GiZ, sur la fertilisation des sols dégradés des communes de Djidja, Zakpota, Zagnanado, Bohicon, Savalou et Bantè - Plaidoyer auprès des IMF et des projets/programmes pour l'accès aux crédits de financement aux producteurs agricoles de la région Zou/Collines (communes de Djidja, Bohicon et Zogbodomey) • Chambre interdépartementale d'agriculture Atlantique-Littoral <ul style="list-style-type: none"> - Pour l'accès au crédit agricole, la CIA est en partenariat avec l'ONG Solidarité et Paix du Crédit Populaire du Bénin (ONG SP/CPB) qui a accordé aux producteurs un montant de plus de 12.450.000 FCFA au cours de cette campagne agricole - La Chambre interdépartementale d'agriculture a réussi à parrainer 75 éleveurs de porcs et de caprins pour l'obtention de crédits du projet PAFILAV - Par ailleurs, 150 jeunes entrepreneurs agricoles ont vu leurs plans d'affaires élaborés et déposés au niveau de FNPEEJ pour leur financement, et ceci grâce au dynamisme du Business Promotion Center (BPC) de Cotonou
PLATEFORME NATIONALE DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DE PRODUCTEURS AGRICOLES DU BENIN (PNOPPA-BENIN)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles de la PNOPPA <ul style="list-style-type: none"> - Organisation des réunions du comité interne du suivi de la mise en œuvre du plan d'action - Réalisation de l'audit des comptes de la PNOPPA - Atelier de partage de l'analyse institutionnelle et organisationnelle de la PNOPPA - Suivi sur l'utilisation du logiciel comptable - Réalisation de la plaquette de communication institutionnelle - Mise à jour du site web de la PNOPPA BENIN - Mise en place d'une plateforme de SMS mailing

	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des chargés de communication et des élus en charge de la communication sur les outils et stratégies de communication institutionnelle - Organisation de la retraite des techniciens pour affiner le plan d'actions 2016 de la PNOPPA-Bénin orienté GAR - Organisation de l'Assemblée Générale 2015 de la PNOPPA • Renforcement des capacités de dialogue et d'influence de la PNOPPA et ses faïtières sur les politiques et programmes publics prioritaires <ul style="list-style-type: none"> - Atelier d'informations des membres de la PNOPPA-Bénin sur le tec, l'ape, l'acte uniforme de l'OHADA et le code foncier rural - Atelier de définition et de validation de la méthodologie d'élaboration du mémorandum paysan - Atelier de définition d'un mécanisme de facilitation de l'accès aux crédits FNDA pour les petits producteurs - Organisation d'un Atelier-bilan d'évaluation du niveau de mise en œuvre des documents de politique dans le secteur agricole - Organisation d'un Atelier national d'informations et d'analyses sur les enjeux liés aux Exploitations Agricoles Familiales (EAF) - Organisation d'une mission de suivi et de capitalisation des activités sur le processus CIR et l'observatoire de suivi de la dynamique des EAF • Accroissement des capacités entrepreneuriales des producteurs et des OP et de leur participation aux processus de développement des chaînes de valeur <ul style="list-style-type: none"> - Atelier d'échange entre la PNOPPA et les directions techniques ayant une convention avec le PADA et les faïtières des organisations paysannes ayant exécuté des activités avec l'appui du PADA - Mission de suivi/appui aux faïtières de la PNOPPA dans le suivi et la mise en œuvre des activités du PADA - Mission conjointe MAEP-PNOPPA d'information/sensibilisation des agents d'encadrement et des productrices du Wagashi dans le département du Borgou sur le concept et les stratégies de promotion des Indications Géographiques - Atelier d'élaboration du cahier de charges de l'Indication Géographique <i>lio</i> du zou (Bénin) - Etude sur le processus Indications Géographiques (IG) pour la promotion de produits locaux béninois
LA PLATEFORME DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU BÉNIN (PASCIB)	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de l'opérationnalisation du PSRSA à travers la mise en route des 4 programmes cadre du secteur • Evaluation de la mise en œuvre du PSRSA et amorce de son actualisation • Installation, après moult pressions, du Conseil National d'Orientation et de Suivi (CNOS) et fonctionnement de son Secrétariat Technique Permanent (STP/CNOS) • Poursuite de l'opérationnalisation du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) à travers la validation du manuel de procédure de gestion du Fonds. Il est à souligner que la PASCiB a œuvré pour freiner les élans de mal gouvernance annoncés au niveau de la Direction Générale du Fonds et qui nécessitent une veille permanente • Mise en route du FADeC-Agriculture • Bouclage de l'opérationnalisation du code foncier avec la validation de ses décrets d'application • Mise en œuvre participative des projets/programmes (ProAgri, ProCAD, AIMAEP, ProCAR, PAIAVO) • Contribution à la formulation adéquate du PAPVI-ABC avec la prise en compte effective des aspirations profondes des bénéficiaires à la base • Préparation, tenue et participation active de la revue sectorielle au titre de l'exercice 2014 • Participation active à la revue conjointe PTF-Gouvernement • Participation du PTBA de l'INRAB, et plus particulièrement le plan d'action de CNS-Maïs • Validation du Plan stratégique de l'alimentation et de la nutrition • Participation aux revues régionales trimestrielles des CARDER • Validation de la politique semencière et de l'agriculture périurbaine • Participation aux réunions du GTA

Annexe 4: Détails sur le foncier (document analyse genre 2015 MAEP)

Les femmes accèdent à la terre principalement par l'emprunt gratuit (37 % des champs et 27% des superficies contre respectivement 14% et 7% pour les hommes). Ces modes permettent aux femmes sans terre de trouver des terres à exploiter mais ne sont pas sans inconvénients (précarité, risque permanent d'éviction, prohibition de plantations pérennes).

En définitive, l'héritage, le don, l'achat et peut-être "l'accès par occupation" confèrent le droit de propriété quand les femmes n'héritent pas de terre et ne disposent pas de moyens financiers pour en acheter; elles sont nettement défavorisées dans l'accès à la terre.

Comparées aux hommes, les femmes ont en général des exploitations de faibles superficies sur lesquelles elles exercent des droits précaires parce qu'elles sont exclues des droits de succession au foncier et disposent de peu de moyens financiers pour en acquérir quand un marché foncier existe. Elles exercent des droits de gestion limités sur les terres qu'elles exploitent et leurs récoltes sont plus accessibles aux autres membres de la famille que celles des hommes.

Par contre, dans les milieux ruraux, la propriété collective est encore dominante au nord contrairement au sud où c'est la propriété individuelle qui prime. L'amodiation est encore très pratiquée au centre tandis qu'au sud, elle est en voie de disparition pour laisser place aux prêts et locations. (Source: PSIA Bénin, 2005-2006)

Les enquêtes effectuées en 2008 montrent que 43,09% des femmes enquêtées affirment détenir un droit de propriété contre plus de 80% d'hommes. Autrement dit, les femmes propriétaires représentent environ la moitié des hommes qui ont le même statut. Ces chiffres montrent une certaine évolution: les femmes commencent à se prévaloir de leur droit à l'accès à la terre. Ils laissent entrevoir aisément les disparités qui existent entre l'homme et la femme en matière d'accès au foncier. Il est important de signaler que les femmes béninoises n'avaient pas la culture de l'achat des terres et que leur pouvoir de décision était limité.

En effet, au niveau familial, on observe une inégalité entre l'homme et la femme; inégalité entretenue et renforcée depuis fort longtemps par la culture traditionnelle consacrée par le droit coutumier du Dahomey, un recueil des coutumes régissant le statut juridique de la femme au Bénin confronté au droit moderne méconnu, jusqu'à une date récente, par la majorité des femmes. En effet, selon l'Article 127 du droit coutumier du Dahomey, "la femme n'a aucun pouvoir juridique...elle fait partie des biens de l'homme".

Ayant intériorisé l'expression de ce manque de pouvoir, Il s'ensuit une inégalité entre les deux sexes. Des relations de domination (par l'homme) et de subordination (de la femme) assujettissant les choix de la femme en matière d'investissement et de financement à l'accord préalable de l'homme. Autrement dit, le statut de la femme ne lui permet pas de prendre de décisions sans l'approbation de son mari. Il y a aussi l'environnement immédiat qui influe négativement sur des décisions judicieuses de la femme entreprenante: c'est le *qu'en dira-t-on*.

D'autre part, la perception que les femmes ont de la terre varie d'une région à une autre. Dans les zones rurales et surtout dans le nord, la terre n'est pas seulement un outil de production mais un héritage des ancêtres et fait l'objet d'un culte de vénération. Pour certaines, le travail de la terre est trop dur. Ce n'est pas un travail de femme. Pour certaines femmes du milieu urbain et périurbain, elle demeure une épargne, un moyen de se faire valoir, un signe d'indépendance et d'autonomie.

Ces pesanteurs sociologiques ne militent pas en faveur de l'amélioration des conditions de vie des femmes et limitent leur accès à l'investissement dans la terre. Aujourd'hui, les mentalités semblent évoluer et ce sont moins les pesanteurs socioculturelles et l'autorité des époux que les moyens qui freinent l'accès des femmes à la terre. Preuve en est que plus de 91% des hommes enquêtés affirment qu'ils ne sauraient empêcher leurs épouses d'acquérir de la terre si elles en avaient les moyens. Le principal facteur qui limite l'accès des femmes au patrimoine immobilier reste et demeure le faible pouvoir financier. Que ce soit au nord, au centre ou au sud, en moyenne 80% des personnes enquêtées ont laissé entendre qu'en dehors des moyens financiers, rien ne pourrait empêcher de manière significative la femme d'accéder à la terre. En effet, les données de l'enquête indiquent que 74,23 % des femmes sont devenues propriétaires par achat contre 67,7 % des hommes. Ces chiffres confirment que les moyens financiers sont déterminants dans l'accès des individus à la terre.

L'enquête a révélé que dans les zones urbaines et périurbaines, les femmes n'ont aucune difficulté à accéder à la terre. Les pesanteurs se retrouvent surtout dans les zones rurales reculées où les hommes pensent que les femmes ne peuvent hériter de la terre de leurs parents que pour la cultiver; qu'elles ne sauraient la transmettre à leur progéniture. Les femmes de ces zones se refusent aussi d'évoluer.

Les causes de la situation foncière précaire des femmes

Elles sont d'ordre sociologique, anthropologique, historique, financier, économique et démographique.

Causes sociologiques

- **La femme considérée comme un bien** – Malgré un cadre juridique plus ou moins favorable à l'accès des femmes à la terre, l'enquête sur le terrain a révélé que les femmes demeurent exclues de l'héritage de leurs époux et parents. Très peu sont propriétaires terriens. La femme est considérée comme un bien et reléguée au second rang et la terre comme un bien masculin, fondement de l'identité du patrilignage, et en tant que telle inaliénable. L'exclusion des femmes de l'héritage foncier empêcherait, au moment du mariage, la dissémination des biens fonciers hors de la famille patrilinéaire. L'exclusion des femmes serait aussi un moyen de préserver l'unité, la cohésion du lignage. Elle permet de conserver son caractère patrimonial à la terre (Dissou, 1998). Dans les rares cas où certaines femmes sont conscientes de leurs droits, la peur du qu'en dira-t-on, le regard des autres font qu'elles acceptent leur situation et se contentent de droits précaires (usufruit, droit de culture).

A cette cause sociologique principale s'ajoutent d'autres pesanteurs:

- **L'analphabétisme** – Le taux d'analphabétisme des femmes adultes au Bénin est de 77,52% (Source: Indicateur mondial de développement 2008 de la Banque mondiale). Il s'explique par la dévolution exclusive à la femme béninoise du rôle domestique et de celui de procréatrice. Très peu de filles allaient à l'école, par conséquent, très peu de femmes savaient lire et écrire, d'où l'ignorance de leurs droits car aucune politique n'est réellement mise en place pour leur information, éducation et sensibilisation. L'effort des ONG commence à donner ses fruits par la prise de conscience de leurs droits par les femmes. A ces causes anthropologiques s'ajoutent celles d'ordre historique.
- **Les causes historiques** – Dans le régime foncier ancien, la terre du lignage était administrée par le chef de terre (membre le plus âgé de la génération la plus ancienne). Les terres lignagères maintenues en indivision ont régressé en raison de l'attribution progressive de toutes les terres cultivables aux chefs de famille et à leur mise en valeur effective. Le développement de la culture du palmier à huile a joué un rôle majeur dans l'appropriation individuelle de la terre. Comme le souligne Mondjannagni (1977), "plus une terre est cultivée et aménagée en palmeraie, plus sa valeur est grande, et plus la propriété se précise à cause du caractère pérenne du palmier à huile". Les seules propriétés indivises des lignages qui subsistent encore sont les forêts sacrées qui abritent les temples des vodouns. Cependant, il faut reconnaître que des causes économiques et financières expliquent également l'accès difficile des femmes à la terre.

Causes économiques et financières

Les causes économiques et financières qui entravent l'accès des femmes à la terre peuvent s'analyser sous plusieurs angles. D'une part, celui de l'exclusion des femmes aux ressources naturelles et d'autre part, celui de leur pauvreté sur le plan économique.

Pressions démographiques sur les ressources naturelles

Les pressions démographiques sur les ressources naturelles, et plus particulièrement les terres agricoles, favorisent la spéculation foncière et éliminent petit à petit les modes d'accès traditionnels à la terre (emprunt et don notamment).

Causes institutionnelles

Les mariages non constatés par l'Officier d'état civil – Beaucoup de femmes se retrouvent en ménage soit pour avoir reçu la dote, soit pour avoir vécu avec des hommes de qui elles ont eu des enfants. Malheureusement, devant la loi, elles ne sont pas considérées comme mariées et par conséquent ne peuvent prétendre à aucun droit dans la succession de leur époux. Cette situation ne favorise pas l'accès des femmes à la terre.

En résumé, les causes de la précarité foncière des femmes sont diverses. Il importe donc d'apporter des solutions aussi bien globales que spécifiques afin d'améliorer la situation foncière de la femme au Bénin.

Situation statistique des modes de faire-valoir des terres agricoles selon le genre

i. L'occupation primitive

C'est le plus ancien mode d'accès à la terre. Il est aujourd'hui presque inexistant, du moins au sud du Bénin. En effet, une partie importante des terres exploitées dans les départements du Borgou (38 %) et la Donga (15 %) est classée sous ce mode. Il est à la fois utilisé par les femmes (34 % des superficies) et les hommes (39 %) dans le département du Borgou, mais surtout par les hommes dans la Donga (18 % des superficies contre 6 % pour les femmes).

Les cas observés dans le Littoral (5 % des superficies) et dans le Zou (3 %) sont des cas de squattage²³ des domaines publics. Ce phénomène, relativement mineur, semble le fait des femmes dans le Littoral et des hommes dans le Zou. Mais comme on peut le noter dans les deux départements, le squattage est un mode très peu sécurisant. Globalement, les terres occupées sous ce mode sont relativement importantes; elles représentent 7 % des superficies disponibles au niveau national. (Source: PSIA Bénin, 2005-2006)

ii. La propriété communautaire

Au sud du Bénin, elle est aujourd'hui réduite à quelques reliques de forêts sacrées, plantations déifiées, marécages, bras de cours d'eau, étangs à poissons ou domaines hérités encore indivis. Quelques cas sont rencontrés chez les femmes dans le Borgou (3% des superficies), dans les collines (7%), chez les hommes et les femmes dans le Couffo (2 %) et dans le Mono (3 %). Mais globalement, les terres disponibles sous ce mode ne représentent que 1% des superficies disponibles pour les exploitations agricoles.

iii. L'héritage

On constate que dans certaines localités des dons sont faits du vivant des parents à leurs enfants de sexe féminin pour éviter leur exclusion de l'héritage, leur laissant ainsi un héritage déguisé. De même, dans certaines zones ethniques, la femme accède à la terre par héritage. C'est par exemple le cas des Nagots dans les Collines. A cela, il faut ajouter le fait qu'au lieu de partager la terre entre les enfants, certaines personnes la partagent de leur vivant entre leurs épouses, faisant de celles-ci les "régisseurs" désignés des biens fonciers destinés en dernier ressort à leurs enfants. Ces comportements expliquent les situations où la terre héritée représente une proportion substantielle des terres exploitées par les femmes. C'est les cas des départements de l'Alibori (64 %), de l'Atacora (80 %), des collines (44 %), de la Donga (80 %) et l'Ouémé (33 %). En dehors du département du Borgou où ce mode ne représente que 13 % des superficies exploitées par les femmes, l'héritage est répandu chez les femmes exploitantes du Nord-Bénin. On note avec intérêt que même dans le Borgou, l'héritage ne représente que 25 % des terres exploitées par les hommes. Le mode d'accès principal est "l'accès par occupation" dont nous avons montré l'importance chez les hommes et les femmes de cette partie du pays. Ces résultats tendent à montrer que le principe d'exo-intransmissibilité (accès à la terre par héritage) ne joue pas pleinement chez les populations du nord du pays mais plutôt au sud. En effet, dans le sud rural, l'héritage est le mode principal d'accès à la terre chez les hommes alors que ce n'est pas le cas chez les femmes. L'héritage patrilinéaire est considéré le premier ou le second mode (après l'achat) le plus sécurisant, sauf dans le Borgou où "l'occupation primitive" lui est préférée.

iv. Le don

On observe ce mode d'accès surtout dans les départements du Borgou (33 %), des collines (17 %), du Couffo (25 %), de l'Ouémé (13 %) et du Zou (11 %). Il représente un mode d'accès important à la terre chez les femmes de l'Atlantique (16 %), des collines (42 %), du Couffo (53 %) et du Zou (48 %).

v. L'achat de terre

Dans tout le sud du Bénin, il n'y a point de localité où l'achat de terre ne soit représenté. Ce mode d'accès à la terre est apparu aussi au nord. Ainsi, il représente 2% des terres disponibles dans l'Alibori. Dans certaines localités du sud, l'achat de terre représente même un mode important d'accès à la propriété foncière. Il

23. Squattage: Occupation anarchique et sans autorisation de domaines publics

représente 21% des terres disponibles dans l'Atlantique, 14% dans le Couffo, 21% dans le Mono et même 25% dans le Zou. Ce mode est surtout utilisé par les femmes dans l'Atlantique (29% des superficies) et dans le Mono (18%).

vi. La location

L'enquête révèle que la location se pratique partout au Bénin mais reste très accentuée dans les départements du sud où la pression foncière est élevée. Elle représente 19% des superficies disponibles dans l'Atlantique, 5% dans le Couffo, 16% dans les systèmes maraîchers du Littoral, 7% au Mono et 17 % dans le Plateau. Elle est utilisée par les femmes de l'Atlantique (14% des superficies), du Couffo (15%), du Littoral (20%), du Mono (16 %) et surtout du Plateau (53%). La location est classée au septième ou au neuvième rang en matière de sécurité foncière.

vii. Le gage

Le gage est un mode d'accès à la terre par lequel le bénéficiaire (gagiste et créancier) exploite un domaine contre la satisfaction immédiate d'un besoin d'argent du propriétaire terrien (gageur et débiteur). Le contrat est résilié quand le gageur éteint sa dette. Dans certains cas, il y a une clause de durée minimale d'exploitation garantie au gagiste.

L'étude montre que ce mode ne se rencontre que dans les départements de l'Atlantique (1%), du Mono (9%) et du Plateau. C'est un mode très peu répandu. On le rencontre seulement chez les femmes de ces trois départements.

viii. L'emprunt

La terre faisant l'objet de prêt peut être une propriété individuelle ou lignagère. L'emprunt gratuit a disparu ou représente une part négligeable des exploitations dans les départements du Borgou, des collines et du Couffo. Mais il demeure un mode très important d'accès à la terre pour les femmes dans tous les autres départements et surtout dans le Littoral (41 %), le Mono (53 %), l'Ouémé (66 %) et le Zou (41 %).

ix. Le métayage

Le métayage est un mode d'accès à la terre signifiant que la rente payée par le tenancier est un pourcentage contractuel de la production par période de temps. Il s'appelle *dé ma* qui signifie "cultive pour qu'on partage" dans le sud-ouest du Bénin. C'est en fait un contrat d'exploitation où deux ou plusieurs individus combinent des facteurs de production privés pour réaliser une production dont la part revenant à chacune des parties est fixée d'un commun accord. En règle générale, le propriétaire fournit la terre et le tenancier le travail; les autres facteurs de production peuvent être fournis par l'une ou l'autre partie. Les femmes n'y ont pas recours du fait de leur statut.

Annexe 5: Infos sur le budget alloué aux Cellules genre par les ministères (Source: diagnostic GiZ)

Récapitulatif des activités des cellules prévues dans le PTAB 2016 et des ressources affectées

Ministères	Activités prévues dans le PTAB pour le compte de la cellule genre	Budget alloué à la cellule genre dans le PTAB	Budget général du ministère	Pourcentage budget genre / budget global du ministère
Ministère de l'énergie	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	33.154.502.000 FCFA	
Ministère de la défense	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	58.188.940.000 FCFA	
Ministère de la communication	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	20.000.000 FCFA	23.689.625.000 FCFA	0,84%
Ministère de l'intérieur	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	22.645.410.000 FCFA	
Ministère de la décentralisation	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	9.000.000 FCFA	34.700.884.000 FCFA	0,26%
Ministère de l'hydraulique (Eau)	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	4.000.000 FCFA		
Ministère de la microfinance	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	20.000.000 FCFA	8.395.591.000 FCFA	0,32%
Ministère de la famille	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	38.202.000 FCFA Pour DPF, pas de budget pour la cellule genre	6.321.205.000 FCFA	0,60%
Ministère du travail et de la fonction publique	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	6.495.927.000 FCFA	
Ministère de l'environnement chargé de la gestion du changement climatique, du reboisement et de la protection des ressources naturelles et forestières	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	14.168.065.000 FCFA	
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	15.000.000 FCFA alloués à la cellule femmes dans le développement agricole	79.752.166.000 FCFA	0,02%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'assainissement	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	36.646.869.000 FCFA	
Primature chargé du développement économique de l'évaluation des politiques publiques et de la promotion de la bonne gouvernance	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	5.610.000 FCFA	13.405.148.000 FCFA	0,04%
Ministère de la justice, de la législation et des droits de l'homme	Pas d'activités prévues	10.000.000 FCFA	14.508.415.000 FCFA	0,07%
Ministère de l'économie maritime et des infrastructures portuaires	Pas d'activités prévues	Pas de budget alloué à la cellule genre		

Ministères	Activités prévues dans le PTAB pour le compte de la cellule genre	Budget alloué à la cellule genre dans le PTAB	Budget général du ministère	Pourcentage budget genre / budget global du ministère
Ministère de l'économie et des finances	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	5.000.000 FCFA	34.565.624.000 FCFA	0,01%
Ministère de la culture, de l'artisanat, de l'alphabétisation et du tourisme (MCAAT)	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	11.868.227.000 FCFA	
Ministère de l'enseignement maternel et primaire (MEMP)	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	35.000.000 FCFA	105.625.782.000 FCFA	0,03%
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS)	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	53.136.201.000 FCFA	
Ministère chargé de la coordination des politiques de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement, des Objectifs de développement durable et des grands travaux	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre		
Ministère des travaux publics et du transport	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	88.465.604.000 FCFA	
Ministère de l'enseignement secondaire	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	56.598.759.000 FCFA	
Ministère de la jeunesse, des sports et loisirs	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	10.000.000 FCFA	10.191.385.000 FCFA	0,09%
Ministère chargé de l'emploi des jeunes, des petites et moyennes entreprises	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	6.750.150.000 FCFA	
Ministère de l'industrie et du commerce	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	9.871.326.000 FCFA	
Ministère des affaires étrangères	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	33.232.506.000 FCFA	
Ministère de la santé	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	79.945.109.000 CFA	
Ministère chargé des relations avec les institutions	Pas d'activités prévues pour la cellule genre	Pas de budget alloué à la cellule genre	2.301.309.000 FCFA	

Annexe 6: Définitions utilisées par INSAE dans le rapport TBS (Tableau de bord social)

L'incidence de la pauvreté globale (P_0) est le pourcentage de la population (ou de ménage) qui n'arrive pas à couvrir ses besoins alimentaires et non alimentaires représentés par le seuil de pauvreté. Généralement, P_0 est présenté en pourcentage.

La profondeur de la pauvreté (P_1) indique la distance à laquelle les ménages se trouvent de la ligne de pauvreté. Elle enregistre le déficit collectif moyen de revenu ou de consommation par rapport à la ligne de pauvreté pour l'ensemble de la population.

La sévérité de la pauvreté (P_2) donne des indications sur l'écart de pauvreté, mais surtout mesure l'inégalité parmi les pauvres. Elle attribue une pondération plus importante aux ménages situés à une plus grande distance du seuil de pauvreté. La prise en compte de la sévérité permet d'évaluer les conditions de vie des plus pauvres qui ne peuvent pas sortir de la pauvreté sans action ou assistance extérieure.

Annexe 7: Rapport de l'Enquête modulaire intégrée sur les conditions de vie des ménages, 2^{ème} édition (EMICoV, Suivi 2015) – Note sur la pauvreté au Bénin en 2015 (INSAE, octobre 2015)

Tableau 16: Indicateurs OMD pour l'année 2011 et 2015

Cibles	Indicateurs retenus au Bénin	Valeur 2011	Source	Valeur 2015	Source
1.1 Réduire de 50% la proportion de la population béninoise vivant en dessous du seuil de pauvreté en faisant passer l'indice de pauvreté à 15% d'ici 2015	1.1.1 Indice de la pauvreté monétaire	36,2%	INSAE, EMICoV-2011	40,10%	INSAE, EMICoV- 2015
	1.1.2 Proportion de la population disposant de moins de 1 dollar us en parité du pouvoir d'achat (PPA)	53,9%	INSAE, EMICoV-2011	63,50%	INSAE, EMICoV-2015
	1.1.4 Indice d'écart de pauvreté	0,098	INSAE, EMICoV-2011	0,18	INSAE, EMICoV- 2015
	1.1.5 Part du quintile le plus pauvre de la population dans la consommation nationale	6,1%	INSAE, EMICoV-2011	4,30%	INSAE, EMICoV- 2015
1.2 Assurer le plein emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et jeunes, de trouver un travail décent et productif	1.2.1 Taux de croissance du PIB par personne occupée (en 2014)	3,7%	INSAE, EMICoV-2011	17,70%	INSAE, EMICoV- 2015
	1.2.2 Ratio emploi/ population	71%	INSAE, EMICoV-2011	67,05%	INSAE, EMICoV- 2015
	1.2.3 Proportion de la population occupée disposant de moins de 1 dollar PPA par jour	47,6%	INSAE, EMICoV-2011	52,20%	INSAE, EMICoV- 2015
	1.2.4 Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupée	85,1%	INSAE, EMICoV- 2011	87,60%	INSAE, EMICoV-2015
1.3 D'ici à 2015, réduire de 50% le nombre de personnes souffrant de malnutrition	1.3.1 Proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'une insuffisance pondérale	21,3%	INSAE, EDS-2011	18,00%	INSAE, MICS-2015

Cibles	Indicateurs retenus au Bénin	Valeur 2011	Source	Valeur 2015	Source
2.1 D'ici à 2015, assurer l'instruction primaire à tous les enfants en âge d'aller à l'école	2.1.1 Taux net de scolarisation dans le primaire	74,4%	INSAE, EDS-2011	74,9%	INSAE, MICS-2015
	2.1.2 Proportion d'enfants commençant la 1 ^{ère} année d'étude du primaire et finissant par atteindre la dernière année de ce cycle	64,3%	INSAE, EDS-2011	87,4%	INSAE, MICS-2015
	2.1.3 Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes	H : 74,8% F : 55,2%	INSAE, EDS-2011	H: 59,6% F: 43,9%	INSAE, MICS-2015
3.1 Eliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 et , à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	3.1.1 Rapport fille-garçon dans le primaire	0,93	INSAE, EMICoV- 2011	0,95	INSAE, MICS-2015
	3.1.2 Rapport fille-garçon dans le secondaire	0,76	INSAE, EDS-2011	0,76	INSAE, MICS-2015
	3.1.5 Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole	7,3%	INSAE, EMICoV- 2011	7,2%	INSAE, EMICoV- 2015
4.1 Réduire le taux de mortalité infanto-juvénile de 166,5 pour mille en 1996 à 65 pour mille en 2015	4.1.1 Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans	70 pour mille	INSAE, EMICoV- 2011	115,2 pour mille	INSAE, EMICoV- 2015
	4.1.2 Taux de mortalité infantile	42 pour mille	INSAE, EDS-2011	66,5 pour mille	INSAE, MICS-2015
	4.1.3 Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole	70%	INSAE, EDS-2011	65,1%	INSAE, MICS-2015
5.1 Réduire le taux de mortalité maternelle de 498 en 1996 à 125 pour cent mille naissances vivantes en 2015	5.1.1 Taux de mortalité maternelle	ND	INSAE, EDS- 2011	347 pour 100 000 naissances vivantes	INSAE, MICS-2015
	5.1.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	84%	INSAE, EDS-2011	77,2%	INSAE, MICS-2015
5.2 Rendre l'accès à la médecine procréative universel d'ici à 2015	5.2.1 Taux de contraception	13%	INSAE, EMICoV- 2011	17,9%	
	5.2.2 Taux de natalité parmi les adolescentes			94,0 pour mille	INSAE, EMICoV- 2015
	5.2.3 Taux de couverture en soins prénatals (au moins une fois par un personnel de santé qualifié)	83,4%	INSAE, EDS-2011	82,8%	INSAE, MICS-2015
	5.2.4 Besoins non satisfaits en matière de planification familiale	32,6%	INSAE, EDS-2011	33,1%	INSAE, MICS-2015

Cibles	Indicateurs retenus au Bénin	Valeur 2011	Source	Valeur 2015	Source
6.1 Réduire la prévalence des IST/ VIH/SIDA	6.1.3 Taux d'utilisation de la contraception (moderne ou traditionnelle)	12,9%	INSAE, EDS-2011	17,9%	INSAE, MICS-2015
	6.1.4 Proportion de la population âgée de 15 à 24 ans ayant des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/Sida	H:31,0% F: 24,5%	INSAE, EDS-2011	H:31,3% F: 21,6%	INSAE, MICS-2015
		F:24,5%	INSAE, EMICoV- 2011	F:21,6%	
	6.1.6 Ratio de fréquentation scolaire des orphelins par rapport aux non-orphelins âgés de 10 à 14 ans	0,84	INSAE, EDS-2011	0,78	INSAE, MICS-2015
6.3 D'ici 2015, avoir maîtrisé le paludisme et autres grandes maladies , et avoir commencé à inverser la tendance actuelle	6.3.3 Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide	71%	INSAE, EDS-2011	59,6%	INSAE, MICS-2015
	6.3.4 Proportion d'enfants de moins de 5ans atteints de fièvre traités aux moyens de médicaments antipaludéens appropriés	38%	INSAE, EDS-2011	25,9%	INSAE, MICS-2015
	7.3.1 Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable	71,3%	INSAE, EDS-2011	72,1%	INSAE, MICS-2015
	7.3.2 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées	31,3%	INSAE, EDS-2011	12,7%	INSAE, MICS-2015

Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural

Les écarts entre l'engagement politique en faveur de l'égalité des hommes et les femmes et leur concrétisation, et la disponibilité limitée de données ventilées par sexe et d'indicateurs sensibles au genre pour éclairer l'élaboration des politiques et des programmes et l'allocation des budgets, contribuent à la marginalisation des femmes dans de nombreux secteurs. Le manque d'une situation de référence basée sur des données fiables empêche de mesurer les progrès accomplis vers l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement rural et la

gestion des ressources naturelles. Ce rapport a été conjointement préparé par la FAO et la Commission de la CEDEAO dans le cadre de leur projet de coopération technique sur « la réponse genre aux plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour relever le défi Faim Zéro dans la région de la CEDEAO ». Il révèle les disparités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès et le contrôle sur les moyens de production, les services, l'emploi et les marchés et leur impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et formule des recommandations politiques pour y remédier.

Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre

Complexe Sicap Point E, Immeuble C, 1er Etage

Avenue Cheikh Anta Diop, Angle Canal 4

BP 5802 Fann, Dakar, Sénégal

Tel: +221 33 825 03 27/33 825 02 33

Fax: +221 33 825 03 30

Email: egdc@ecowas.int or ccgd.egdc@orange.sn

Website: www.ccdg.ecowas.int

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Représentation de la FAO

Avenue Jean Paul II, Lot 549, parcelle H

Quartier Zongho Ehuzu, P.O. Box 1369, Cotonou, Bénin

Tel: +229-21-21314245

Fax: +229-21-21313649

E-mail: FAO-BJ@fao.org

Website: <http://www.fao.org/benin>

ISBN 978-92-5-130604-8



9 789251 306048

I9671FR/1/05.18